
SECRETARIAT GENERAL
Observatoire du Développement Humain Durable et de
la Lutte Contre la Pauvreté



SITUATION DE REFERENCE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD) AU MALI



Remerciements :

Sigles et abréviations

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
AES	Adduction d'Eau Sommaire
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANASER	Agence Nationale de la Sécurité Routière
APD	Aide Publique au Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CCOCSAD	Comités Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CERFITEX	Centre de Recherche et de Formation pour l'Industrie Textile
CLOCSAD	Comités locaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CNECE	Centre National des Examens et Concours de l'Education
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCSAD	Comités Régionaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCom	Centre de Santé Communautaire
CSRef	Centre de Santé de Référence
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
DIRD	Dépenses Intérieures en Recherche & Développement
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DCM	Direction de la Coopération Multilatérale
DNP	Direction Nationale de la Population
DNPEF	Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille
DTM	Matrice de Suivi des Déplacés
EAC	Enquête Agricole de Conjoncture
EDM	Energie du Mali
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EDSM	Enquête Démographique et de Santé du Mali
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
ENEM	Enquête Nationale sur l'Emploi auprès des Ménages
ENP	Etude Nationale Prospective
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
EPH	Etablissement Public Hospitalier

FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
GHI	Indice global de famine
GPC-ODD	Grille de Priorisation des Cibles des ODD
hbt	Habitant
ICAO	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
IDA	Association Internationale de Développement
IDE	Investissement Direct Etranger
IFM	Institut de Formation des Maîtres
IGM	Institut Géographique du Mali
IMC	Indice de Masse Corporelle
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPC	Indice de Pauvreté Communale
IPM	Indice de Pauvreté Multidimensionnelle
IOA	Indice d'Orientation Agricole
MAPS	Mainstreaming, Acceleration and Policy Support
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MGF/E	Mutilations Génitales Féminines/Excision
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples
MODA	Multiple Over lapping Deprivation Analysis
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
ODD	Objectif de Développement Durable
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté
OHVN	Office de la Haute Vallée du Niger
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPHI	Oxford Poverty and Human Development Initiative
PAPERM	Projet d'Appui à la Promotion des Energies Renouvelables au Mali
PC-NTD	Preventive Chemotherapy Neglected Tropical Diseases
PDSEC	Plan de Développement Social, Economique et Culturel
PF	Planification Familiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNCD	Politique Nationale de Coopération au Développement
PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RAMED	Régime d'Assistance Médicale

RASAMT	Rapport d'Analyse Situationnelle Annuelle sur le Marché du Travail
REE	Rapport sur l'Etat de l'Environnement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RIA	Evaluation Intégrée Rapide
SAP	Système d'Alerte Précoce
SFD	Système Financier Décentralisé
SIH	Système d'Information Hospitalier
SISE	Système d'Informations Statistiques Environnementales
SLIS	Système Local d'Information Sanitaire
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SNGDS	Stratégie Nationale de Gestion des Déchets Solides
SSN	Système Statistique National
SNISS	Système National d'Information Sanitaire et Social
TDR	Termes de Référence
UA	Union Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine /Syndrome de l'Immunodéficience Acquis

Table des matières

Remerciements :	2
Sigles et abréviations	3
Liste des graphiques	8
Liste des tableaux	10
Résumé analytique	15
Introduction	20
I. Contexte national et international des ODD	22
1.1 Contexte international	22
1.1.1 Ambitions du programme ODD	22
1.1.2 ODD, cibles et indicateurs	23
1.2 Contexte national	26
1.2.1 Principales orientations stratégiques de développement	26
1.2.2 Priorités nationales et ODD	26
1.2.3 Priorisation des ODD par le Gouvernement et les citoyens	30
1.2.4 Choix de priorisation des ODD	31
1.2.5 Principaux résultats de développement	32
1.2.6 Processus ODD au niveau national	35
1.2.7 Contraintes actuelles de développement	37
II. Situation de référence établie pour les ODD	38
2.1 Présentation des sources des données utilisées	38
2.2 Méthodologie utilisée	39
2.2.1 Cadre méthodologique au niveau international	39
2.2.2 Classification des indicateurs ODD au niveau national par niveau	40
2.2.3 Répartition des indicateurs ODD entre les statistiques nationales et les politiques publiques	40
2.2.4 Méthode de projection : extrapolation des tendances	42
2.2.5 Classification des indicateurs ODD par niveau de disponibilité	42
2.3 ODD, cibles et indicateurs d'ici à 2030	44
2.3.1 Principale démarche	44
2.3.2 ODD 1 : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes	45
2.3.3 ODD 2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	63
2.3.4 ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.	72
2.3.5 ODD 4 : assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	93
2.3.6 ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	108
2.3.7 ODD 6 : garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable de l'eau	117
2.3.8 ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	122
2.3.9 ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.	125
2.3.10 ODD 9 : bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	132
2.3.11 ODD 10 : réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre	137

2.3.12	ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.....	139
2.3.13	ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables.	142
2.3.14	ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.....	143
2.3.15	ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, lutter contre la désertification.....	144
2.3.16	ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.....	147
2.3.17	ODD 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.	153
2.4	Offre de services relatifs aux ODD dans les communes	158
2.4.1	ODD 1	159
2.4.2	ODD 2	166
2.4.3	ODD 3	168
2.4.4	ODD 4	168
2.4.5	ODD 5	170
2.4.6	ODD 6	171
2.4.7	ODD 7	172
2.4.8	ODD 8	172
2.4.9	ODD 9	173
2.4.12	ODD 12	175
2.4.13	ODD 15	175
2.5	Limites des données utilisées et difficultés rencontrées	177
2.5.1	Décalage entre indicateurs ODD et indicateurs nationaux.....	177
2.5.2	Faible disponibilité des données	177
2.5.3	Faible ventilation ou désagrégation des données conformément aux ODD	177
2.5.4	Absence de choix de priorisation nationale des ODD et de leurs cibles	178
III.	Conclusions et recommandations	179
3.1	Conclusions	179
3.2	Recommandations	181
3.2.1	Priorisation des ODD	181
3.2.2	Prise en compte des indicateurs ODD dans les politiques publiques.....	181
3.2.3	Mise en place d'un dispositif innovant et dynamique de suivi et d'évaluation	181
3.2.4	Renforcement des capacités des acteurs.....	182
3.2.5	Définition d'une stratégie nationale de financement des ODD.....	183
3.2.6	Mise en place d'une stratégie de diffusion effective du rapport	183
	Références bibliographiques	184
	Annexes	187
	Annexe 1 : Termes de référence	187
	Annexe 2 : liste des personnes rencontrées	191

Liste des graphiques

Graphique N° 1: Répartition des ODD par grand secteur	24
Graphique N° 2: Classification des indicateurs ODD par niveau (1, 2 et 3).....	40
Graphique N° 3: Classification des indicateurs ODD selon le niveau de disponibilité	43
Graphique N° 4: Evolution du seuil de pauvreté monétaire de 2016 à 2030.....	50
Graphique N° 5: Indice de pauvreté des conditions de vie et indice de la privation multidimensionnelle des enfants de 0 à 17 ans, au niveau national	52
Graphique N° 6 : Evolution de l'IPM (en %) entre 2016 et 2030.....	53
Graphique N° 7: Indicateurs d'accès à l'eau et à l'électricité entre 2015 et 2030	58
Graphique N° 8: Pourcentages de la population ayant accès à l'éducation de 2015 à 2030....	58
Graphique N° 9: Projection de la part des ménages selon le statut d'occupation du logement (%) de 2015 à 2030	59
Graphique N° 10: Insuffisance Pondérale de 2015 à 2030.	64
Graphique N° 11: Projection des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire de 2015 à 2030	65
Graphique N° 12: Projection de la malnutrition chronique chez les enfants de 2015 à 2025..	67
Graphique N° 13 : Projection de la Prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) de 2015 à 2025	68
Graphique N° 14: Indice d'Orientation Agricole (IOA)	69
Graphique N° 15: Dépenses allouées au secteur agricole (en milliards de FCFA).....	70
Graphique N° 16: Part des dépenses allouées au secteur agricole dans les dépenses totales (%).	71
Graphique N° 17: Projection de la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié de 2015 à 2030.....	72
Graphique N° 18: Projection du Quotient de mortalité néonatale de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes).	74
Graphique N° 19: Projection du Quotient de mortalité infantile de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes)	74
Graphique N° 20: Projection du Quotient de mortalité post néonatale de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes).	75
Graphique N° 21: Quotient de mortalité juvénile de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes)	75
Graphique N° 22: Projection du Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes).....	76
Graphique N° 23: Projection des Personnes vivant avec le VIH/SIDA enregistrées de 2015 à 2030 (Nombre de personnes)	77
Graphique N° 24: Projection du taux de notification des cas de tuberculose toutes formes de 2015 à 2030	78
Graphique N° 25: Pourcentage d'enfants âgés de 12-23 mois ayant reçu le vaccin BCG avant leur premier anniversaire de 2015 à 2030	78
Graphique N° 26 : Projection du pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé de 2015 à 2030	79
Graphique N° 27: Projection des Enfants de moins de 5 ans dormant sous MII de 2015 à 2030	80
Graphique N° 28: Projection du Taux de positivité des dons de sang pour les différents Ag HBS Hépatite B (VHB) de 2015 à 2030	81
Graphique N° 29: Projection du taux de mortalité routière de 2015 à 2022	84
Graphique N° 30 : Evolution du taux d'utilisation des services de PF de 2015 à 2030	85
Graphique N° 31: Evolution du Taux de prévalence de la contraception de 2015 à 2030	86
Graphique N° 32: Evolution du taux brut de natalité (par 1000 habitants) de 2017 à 2030	86

Graphique N° 33: Taux de couverture des soins prénatals de 2015 à 2030.....	87
Graphique N° 34 : Projection de la consommation de tabac de 2015 à 2030.....	89
Graphique N° 35 : Projection de la consommation de tabac avant 15 ans de 2015 à 2030.....	90
Graphique N° 36 : Projection de la Densité de personnels de santé sur 10 000 habitants de 2016 à 2030.....	91
Graphique N° 37: Projection de l'Indice de développement de la petite enfance de 2015 à 2030.....	94
Graphique N° 38 : Projection de la disponibilité de livres d'enfants de 2015 à 2030.....	95
Graphique N° 39 : Projection du taux d'achèvement du primaire de 2016 à 2030.....	96
Graphique N° 40 : Projection du taux d'achèvement du secondaire premier cycle de 2016 à 2030.....	96
Graphique N° 41: Projection de la fréquentation scolaire des enfants de 36-59 mois de 2015 à 2030.....	97
Graphique N° 42 : Projection du soutien à l'apprentissage de 2015 à 2030.....	98
Graphique N° 43 : Projection des taux bruts de l'enseignement fondamental de 2016 à 2030.....	99
Graphique N° 44: Projection du Taux net de l'enseignement fondamental de 2015 à 2030 ...	99
Graphique N° 45 : Taux d'admission des Résultats des examens de l'enseignement technique et professionnel par niveau de diplôme.....	101
Graphique N° 46: Taux d'admission de fin de cycle des IFM.....	102
Graphique N° 47: Utilisation d'ordinateurs.....	103
Graphique N° 48 : Exposition aux mass media de 2015 à 2030.....	103
Graphique N° 49: Attitudes vis-à-vis de la violence domestique de 2015 à 2030.....	108
Graphique N° 50: Pourcentage de femmes âgées de 20-24 ans qui ont eu au moins une naissance vivante avant l'âge de 18 ans de 2015 à 2030.....	110
Graphique N° 51: Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui déclarent avoir subi une forme quelconque de MGF/E.....	110
Graphique N° 52: Pourcentage de filles de 0-14 ans qui ont subi une forme quelconque de MGF/E tel que rapporté par les mères de 15-49 ans.....	110
Graphique N° 53 : Proportion des personnes âgées de 15 ans et plus, qui consacrent un temps à des soins et travaux domestiques non rémunérés, le lieu de résidence, 2017.....	111
Graphique N° 54 : Proportion des personnes âgées de 15 ans et plus, qui consacrent un temps à des soins et travaux domestiques non rémunérés, par sexe, âge, 2017.....	111
Graphique N° 55: Projection du taux de représentativité des femmes dans les instances nominatives dans l'administration publique de 2015 à 2030.....	112
Graphique N° 56 : Projection de la représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics par secteur de 2015 à 2030.....	113
Graphique N° 57 : Relations sexuelles avant l'âge de 15 ans chez les jeunes de 2015 à 2030.....	114
Graphique N° 58 : Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe de 2017 à 2030.....	116
Graphique N° 59: Proportion des ménages utilisant les types de toilettes.....	119
Graphique N° 60: Pourcentage des ménages utilisant le lavage des mains de 2015 à 2030..	120
Graphique N° 61 : Disponibilité de savon ou de tout autre produit pour se laver.....	120
Graphique N° 62: PIB par habitant, (\$ PPA internationaux constants de 2011).	125
Graphique N° 63: Evolution de l'émission de CO2 de 2015 à 2030.....	133
Graphique N° 64 : Part des dépenses du personnel (salaire et transferts sociaux) dans le PIB courant au prix du marché.....	138
Graphique N° 65 : Discipline violente de 2015 à 2030.....	148
Graphique N° 66 : Travail des enfants de 2015 à 2030.....	148
Graphique N° 67 : Enregistrement des naissances de 2015 à 2030.....	152

Liste des tableaux

Tableau N° 1 : Répartition des ODD, des cibles et des indicateurs par secteur.....	25
Tableau N° 2 : Nombres de cibles et d'indicateurs par ODD prioritaires.....	27
Tableau N° 3 : Classement des cibles ODD par région et par ordre de priorité	29
Tableau N° 4 : Activités de priorisation des cibles et indicateurs ODD	31
Tableau N° 5 : Répartition des indicateurs ODD entre les indicateurs non pris en compte au niveau national, les indicateurs statistiques et les indicateurs des politiques publiques.	41
Tableau N° 6 : Seuil de pauvreté monétaire selon différentes catégories	49
Tableau N° 7 : Pauvreté des conditions de vie et privation multidimensionnelle des enfants. 51	
Tableau N° 8 : Indice de Pauvreté multidimensionnelle (ou taux de pauvreté de conditions de vie %)	53
Tableau N° 9 : Evolution des indicateurs du secteur de l'économie sociale et solidaire	56
Tableau N° 10 : Indicateurs d'accès à l'eau potable et à l'électricité en %	57
Tableau N° 11 : Indicateurs de l'éducation	58
Tableau N° 12 : Répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement	59
Tableau N° 13 : Evolution de la part des dépenses de réduction de la pauvreté dans le budget total de l'Etat	60
Tableau N° 14 : Evolution de la part des dépenses publiques affectées à l'éducation, à la santé et secteurs sociaux dans le budget de l'Etat (%)	61
Tableau N° 15 : Evolution de la part des dépenses de fonctionnement, d'équipement et d'investissement dans le budget de l'Etat	62
Tableau N° 16 : Taux de prévalence de la sous-alimentation (%)	63
Tableau N° 17 : Proportion des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire (%)..	65
Tableau N° 18 : Prévalence de la malnutrition chronique selon le z-score du rapport taille-âge (T/A) chez les enfants âgés de 0 à 59 mois	66
Tableau N° 19 : Prévalences de la malnutrition	67
Tableau N° 20 : Indice de masse corporelle (IMC)	68
Tableau N° 21 : Personnes vivant enregistrées avec le VIH/SIDA	76
Tableau N° 22 : Taux de notification des cas de tuberculose toutes formes par région en 2015 et 2016	77
Tableau N° 23 : Pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé	79
Tableau N° 24 : Taux de positivité des dons de sang pour les différents Ag HBS Hépatite B (VHB).....	80
Tableau N° 25 : Taux de Prévalence de S. haematobium (%)	81
Tableau N° 26 : Proportion (%) de décès dus aux Maladies Non Transmissibles (Cancer, Cardiovasculaire, Diabète) et aux Infections Respiratoires et Maladies Infectieuses.....	82
Tableau N° 27: Consommation d'alcool	83
Tableau N° 28 : Taux de mortalité routière pour 100 000 habitants.....	84
Tableau N° 29 : Taux de couverture des soins prénatals	87
Tableau N°30 : Nombre d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO).....	88
Tableau N° 31 : Incidence des maladies liées à la pollution de l'air.	88
Tableau N° 32 : Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont fumé des cigarettes ou ont consommé des produits à base de tabac qui se fument ou non n'importe quand durant le mois précédent.	89
Tableau N° 33 : Part de l'appui budgétaire de la santé (%).....	90
Tableau N° 34: Répartition du personnel de santé par catégorie.	91
Tableau N° 35: Indice de développement de la petite enfance	94
Tableau N° 36 : Disponibilité de livres d'enfants.....	95

Tableau N° 37: Taux d'achèvement des cycles primaire et secondaire	95
Tableau N° 38: Pourcentage d'enfants de 36-59 mois qui fréquentent un programme d'instruction préscolaire.....	97
Tableau N° 39 : Soutien à l'apprentissage.....	98
Tableau N° 40 : Taux bruts des premiers et seconds cycles	98
Tableau N° 41: Taux nets des premier et second cycles	99
Tableau N° 42: Taux d'admission aux examens de l'enseignement technique et professionnel par niveau de diplôme	101
Tableau N° 43 : Répartition par sexe des étudiants du CERFITEX en 2015.....	101
Tableau N° 44: Taux d'admission de fin de cycle des IFM	101
Tableau N° 45 : Pourcentage de jeunes de 15-49 ans qui ont utilisé un ordinateur durant les 12 derniers mois : (a) Femmes (b) Hommes	103
Tableau N° 46: Exposition aux mass media.....	103
Tableau N° 47 : Utilisation d'ordinateurs et d'Internet (femmes)	104
Tableau N° 48: Ratio net de fréquentation du primaire (ajusté) des filles divisé par le ratio net de fréquentation du primaire (ajusté) des garçons.....	104
Tableau N° 49: Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus (%)	105
Tableau N° 50 : Part des bourses d'études par rapport aux dépenses publiques totales (%)..	106
Tableau N° 51 : Effectifs des enseignants par sexe par Centre d'Animation Pédagogique (CAP) au Mali des 1er et 2ème cycle de l'enseignement fondamental.....	107
Tableau N° 52 : Attitudes vis-à-vis de la violence domestique	108
Tableau N° 53 : Pourcentage des femmes de 15-49 ans qui pensent qu'il est justifié que, pour certaines raisons, un mari batte sa femme, par raison particulière.....	109
Tableau N° 54: Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont été mariées ou en union avant l'âge de 15 ans.	109
Tableau N° 55 : Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont été mariées ou en union avant l'âge de 18 ans.	109
Tableau N° 56 : Jeunes âgés de 15-19 ans actuellement mariés ou en union	110
Tableau N° 57: Représentativité des femmes dans les instances nominatives dans l'administration publique.....	112
Tableau N° 58 : Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics par secteur	113
Tableau N° 59: Relations sexuelles avant l'âge de 15 ans chez les jeunes.....	114
Tableau N° 60: Superficie moyenne de parcelles de céréales par propriétaire selon le sexe en 2013-2014.....	115
Tableau N° 61: Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe.....	115
Tableau N° 62 : Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité.	118
Tableau N° 63 : Indicateur 6.1.1 et autres par région	118
Tableau N° 64: Proportion des ménages utilisant les types de toilettes.....	119
Tableau N° 65: Catégorie d'eaux usées traitées sans danger en 2015	121
Tableau N° 66 : Ressources renouvelables en eau douce.	121
Tableau N° 67: Proportion des ménages ayant accès à l'électricité.....	122
Tableau N° 68 : Pourcentage de la population qui utilise des combustibles.....	123
Tableau N° 69 : Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale totale.	123
Tableau N° 70 : Intensité énergétique de 2013 à 2016.	124
Tableau N° 71: Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi.	126
Tableau N° 72: Structure de l'emploi par type d'emploi et statut dans l'emploi.	126
Tableau N° 73: Taux d'emploi informel selon le sexe (%) 2016.	127

Tableau N° 74 : Revenu d'activités salariales (%) 2016.....	127
Tableau N° 75: Taux de chômage, par sexe, âge et type de handicap	128
Tableau N° 76 : Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi ni formation.	128
Tableau N° 77 : Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge	129
Tableau N° 78: Type d'accident déclaré.....	129
Tableau N° 79: Guichets automatiques et succursales de banques commerciales.....	130
Tableau N° 80 : Indicateurs de services bancaires.	130
Tableau N° 81 : Taux de bancarisation de 2011 à 2017.....	131
Tableau N° 82: Parts des dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi.	131
Tableau N° 83: Evolution du trafic commercial de l'aéroport de Bamako-Sénou	132
Tableau N° 84 : Quelques données sur le transport fluvial.....	132
Tableau N° 85 : Répartition des emplois selon le secteur d'activités économiques :.....	133
Tableau N° 86 : Dépenses en recherche et développement expérimental (R-D), DIRD en pourcentage du PIB.	134
Tableau N° 87: Chercheurs en équivalent plein-temps (ETP)	134
Tableau N° 88 : Part d'équipement et investissement dans les dépenses totales (%).	135
Tableau N° 89: Indicateurs de l'industrie.	135
Tableau N° 90: Indicateurs de télécommunication.	136
Tableau N° 91: Dépenses de consommation finale des ménages (% de croissance annuelle).	137
Tableau N° 92: Proportion de la population ayant fait l'objet de discrimination.	137
Tableau N° 93: Montant de l'Investissement Direct Etranger et de l'Aide Publique au Développement.....	138
Tableau N° 94: Répartition des ménages selon le type de logement dans le milieu urbain... 139	
Tableau N° 95: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères dans le milieu urbain (%)	140
Tableau N° 96: Indicateurs relatifs aux déchets à Bamako.....	140
Tableau N° 97: Attitudes vis-à-vis de la violence domestique.	141
Tableau N° 98: Indicateurs relatifs aux déchets à Bamako.....	142
Tableau N° 99 : Indicateurs forestiers 2012-2016	144
Tableau N° 100 : Indicateurs relatifs au taux de boisement/ de déboisement.....	145
Tableau N° 101 : Terres touchées par la désertification	145
Tableau N° 102 : Aires fauniques et Espèces animales menacées par rapport au total des espèces animales connues ».....	146
Tableau N° 103 : Part des dépenses du Ministère de l'Environnement dans les dépenses publiques totales.	146
Tableau N° 104 : Proportion de la population considérant que les situations ne présentent pas de risques.....	147
Tableau N° 105: Proportion de victimes de violences.	149
Tableau N° 106: Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin.....	149
Tableau N° 107: Part des dépenses primaires dans le budget global (%)	150
Tableau N° 108: Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante.	150
Tableau N° 109: Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics dans les institutions de la République en 2015	151

Tableau N° 110: Proportion de la population qui estime que la prise de décisions est ouverte et réactive, par type d'institutions.....	151
Tableau N° 111: Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents sur la population étudiée	152
Tableau N° 112: Recettes publiques en proportion du PIB, par source.....	153
Tableau N° 113: Total des recettes fiscales (ou Recettes fiscales totales) sur dépenses totales.....	153
Tableau N° 114 : Aide publique au développement.	154
Tableau N° 115 : (IDE+APD) sur dépenses publiques totales.....	154
Tableau N° 116: Total des envois des fonds des migrants dans le PIB	154
Tableau N° 117 : Total des intérêts de la dette publique sur total des exportations de biens et services.	155
Tableau N° 118 : Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont utilisé internet durant les 12 derniers mois (a) femmes et (b) hommes.	155
Tableau N° 119 : Tableau de bord macroéconomique.	156
Tableau N° 120 : Indicateurs ODD renseignés par l'enquête IPC.....	158
Tableau N° 121 : Pourcentage de commune disposant d'un système d'aide aux ménages les plus pauvres.....	159
Tableau N° 122 : Part du budget de la commune consacrée à l'offre de services (santé, éducation, eau, électricité).....	159
Tableau N° 123 : Pourcentage de localités avec des pratiques agricoles et diversification des revenus.	159
Tableau N° 124 : Part des dépenses de communes consacrées aux services : éducation, santé, eau et assainissement, environnement)	160
Tableau N° 125 : Nombre de communes par statut de pauvreté et selon le milieu	161
Tableau N° 126 : Localités disposant d'un centre de réhabilitation nutritionnelle et des cas de difficultés alimentaires.	166
Tableau N° 127 : Pourcentage de localités utilisant des moyens d'amélioration de la productivité agricole.....	166
Tableau N° 128 : Pourcentage de commune disposant de superficies irriguées.....	167
Tableau N° 129 : Pourcentage de localités disposant des services de santé	168
Tableau N° 130 : Pourcentage de localités disposant d'école fondamentale et de lycée.....	168
Tableau N° 131 : Pourcentage de localités disposant d'une garderie	168
Tableau N° 132 : Pourcentage de localités disposant de centre de formation professionnelle	169
Tableau N° 133 : Pourcentage de localités disposant d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle	169
Tableau N° 134 : Pourcentage de localités disposant d'écoles avec équipements d'électricité	169
Tableau N° 135 : Pourcentage des communes avec cas de violences rapportés ou non.....	170
Tableau N° 136 : Pourcentage et nombre de communes dont une femme est membre du conseil communal.....	170
Tableau N° 137 : Pourcentage et nombre de communes disposant de réseau SOMAGEP et d'adduction d'eau sommaire (AES) fonctionnelle.....	171
Tableau N° 138 : Existence de collecteur d'eau, de latrine et de système d'évacuation des eaux usées	171
Tableau N° 139 : Pourcentage de localités disposant de réseau EDM s.a et AMADER	172
Tableau N° 140 : Pourcentage de PDSEC actualisé est en cours de mise en œuvre (%).	172

Tableau N° 141 : Nombre de localités avec sites touristiques et d'infrastructures culturelles.	172
Tableau N° 142 : Pourcentage de localités disposant de banque et de services financiers....	173
Tableau N° 143 : pourcentage de localités avec routes ou voies praticables	173
Tableau N° 144 : Nombre de localités avec unité de transformation.....	174
Tableau N° 145 : Pourcentage de localités avec réseaux téléphonique	174
Tableau N° 146 : Localités avec service de voirie	175
Tableau N° 147 : Communes disposant de forêts classées et autres aires	175
Tableau N° 148 : Localités avec marchés ruraux de bois	176
Tableau N° 149 : Localités avec Pratique de la gestion décentralisée des forêts.....	176

Résumé analytique

En 2015, la fin de l'échéance des OMD, adoptés en 2000, a donné lieu à la mise en place d'un nouveau programme de développement post-2015. En effet, les États du monde ont donc capitalisé les succès enregistrés dans la mise en œuvre des OMD et ont adopté un programme pour prendre le relais des OMD sur la période 2015-2030. Il comporte 17 objectifs mondiaux, 169 cibles et 241 indicateurs. Ce programme dit des Objectifs de Développement Durable (ODD) s'intitule « **Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030** ». C'est un programme ambitieux dont les cibles idéales sont définies à l'échelle mondiale par le programme global des ODD. Il revient donc à chaque Etat de fixer ses propres cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales en tenant compte de ses spécificités. *Sur les 169 cibles, les pays ne devront porter leurs choix que sur les cibles dites « à prioriser ». Les cibles « de mise en œuvre » qui accompagnent chaque objectif et celles de l'objectif 17, relatives au partenariat, ne devront pas faire objet de priorisation mais doivent être applicables comme telles pour tous les pays.*

Le Gouvernement du Mali a souscrit aux ODD en les inscrivant dans la dynamique de mise en œuvre du CREDD. Ainsi, en vue de contribuer au suivi et à l'évaluation du CREDD et des ODD, l'ODHD/LCP a été responsabilisé pour l'établissement d'une situation de référence des ODD au Mali. Il a identifié des indicateurs pertinents de base pouvant contribuer à l'élaboration d'indicateurs spécifiques de suivi et d'évaluation. Ces données ainsi que d'autres du Système Statistique National (SSN) ont été utilisées pour établir une situation de référence qui fait l'objet du présent rapport.

L'objectif général de l'étude est de contribuer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des ODD au Mali ainsi qu'à l'accélération de leur atteinte à travers un meilleur ciblage à long terme des actions de développement. **Plus spécifiquement**, il s'agissait, entre autres, de : (a) définir et décrire des indicateurs quantitatifs en rapport avec les ODD ; (b) déterminer aux niveaux national et régional, les valeurs des indicateurs pour la période 2016-2017 ; (c) proposer quand c'est pertinent, en se référant à l'Agenda Post-2015, les valeurs cibles pour 2030 puis déterminer l'évolution optimale pour atteindre ces valeurs cibles ; (e) faire des propositions pour l'élaboration d'éventuels indicateurs complémentaires.

A. Source de données utilisées

Différentes sources de données ont été utilisées pour établir la situation de référence des ODD au Mali. Elles sont essentiellement nationales. Pour les ODD du domaine social, les statistiques disponibles proviennent des enquêtes et des statistiques administratives (annuaires statistiques, etc.) des différents secteurs concernés, notamment l'éducation, la santé et la protection sociale. L'INSTAT et les CPS sont donc les principales sources de données explorées et exploitées. **Pour les ODD du domaine économique**, les statistiques disponibles concernent les indicateurs macroéconomiques que l'on retrouve dans les comptes économiques ainsi que les statistiques internationales. Les principales sources disponibles sont l'INSTAT, la BCEAO et la DGB. **En ce qui concerne les statistiques du domaine environnemental**, les indicateurs ODD disponibles proviennent de la CPS en charge du secteur de l'environnement et de l'INSTAT. **Enfin, dans le domaine de la gouvernance**, les statistiques disponibles proviennent du secteur institutionnel et de la justice ainsi que d'enquêtes ponctuelles. Les principales sources disponibles sont l'INSTAT et la CPS du Secteur de la Justice. **Pour les données des dépenses publiques**, l'étude a utilisé les données de BOOST Mali qui sont disponibles sur le site internet de la Banque Mondiale. En effet, le Mali est le quatrième pays francophone, en

Afrique, à publier ses données budgétaires à l'aide de BOOST. La base de données des dépenses publiques du Mali, dénommé BOOST ¹Mali, présente des données budgétaires désagrégées de 2004 jusqu'à 2017. Elles sont présentées selon la nomenclature du budget national qui compte les classifications administrative, économique, géographique, et fonctionnelle. Par ailleurs, les données sont produites tout au long du cycle budgétaire national qui comprend les montants alloués et dépensés par les agences diverses du gouvernement central et local (<http://boost.worldbank.org/fr/country/mali>).

En ce qui concerne les données de l'ODHD/LCP fournies par « l'enquête sur le Profil de pauvreté des Communes » de 2016/2017, elles concernent l'offre de services par rapport aux ODD. Elles ne couvrent pas l'ensemble des dimensions ODD.

B. Méthodologie

Pour chaque indicateur, l'étude a précisé la source des données statistiques, y compris pour les indicateurs calculés à partir de différentes sources. Les différentes projections ont été faites en se basant sur les données de sources.

En effet, l'étude a choisi de faire l'état des lieux de l'existant et la classification des indicateurs par niveau de disponibilité en faisant une distinction entre ceux des politiques publiques (y compris les politiques sectorielles), du système statistique et ceux non disponibles dans le système au niveau national.

La classification opérée reste conforme à celle définie au niveau international (niveau 1, niveau 2, niveau 3). Toutefois, l'étude a utilisé les indicateurs « approchants » ou proxy au niveau national. Cela vient du fait qu'il existe une différence entre l'indicateur ODD et celui correspondant au niveau national. L'étude a donc contextualisé les ODD au niveau national dans la mesure du possible tout en gardant la définition et la cohérence des indicateurs originels.

Pour les projections, l'étude a utilisé la méthode d'extrapolation des tendances. En effet, il existe plusieurs méthodes de projection des indicateurs statistiques. Les méthodes basées sur l'extrapolation des tendances reposent sur la continuation des tendances historiques observées.

L'étude a utilisé la méthode d'extrapolation linéaire des tendances, en faisant référence aux cibles de base de chaque indicateur. Elle permet d'apprécier la dynamique de chaque indicateur à partir du niveau de l'année de référence, en se projetant sur l'horizon 2030. Elle a l'avantage de favoriser la projection à partir de la tendance historique observée.

C. Situation de référence établie

Cibles et indicateurs ODD, 2015 comme principale année de référence

Les ODD sont un programme ambitieux de 17 objectifs, 169 cibles et 241 indicateurs. Pour chaque objectif, pour chacune de ses cibles et pour chaque indicateur, il est donné, la situation de référence de l'indicateur, en indiquant la source des données statistiques, le niveau de désagrégation, les structures responsables, la périodicité et la formulation exacte de l'indicateur ODD au niveau national.

¹ BOOST n'est pas un sigle. C'est le nom d'un nouvel outil de traitement de données élaboré à la Banque mondiale pour contribuer à améliorer les performances du secteur public.

Chaque indicateur a été défini en donnant la méthode de calcul, en précisant la tranche proposée par les Nations Unies (niveau 1, niveau 2 et niveau 3). La projection de chaque indicateur est donnée en fonction de son niveau de référence, mais en appliquant la méthode d'extrapolation des tendances. L'année 2015 est la principale année de référence. Mais, pour les indicateurs dont la référence précède cette année, celle-ci est considérée. Aussi, l'étude a-t-elle renseigné, pour certains indicateurs, les années autres que 2015, 2016 et 2017 qui sont les années observées (2015 étant la principale année de référence).

Ce sont les 16 ODD ainsi que les métadonnées y référant qui ont été considérés. L'ODD 14 portant sur les ressources marines et les écosystèmes maritimes n'est pas pris en compte dans la mesure où le Mali est un pays continental. De façon générale, les principaux indicateurs présentés sont ceux pour lesquels les données statistiques nécessaires à leur renseignement ont été obtenues. Au total, 90 cibles et 111 indicateurs ont été renseignés, sans oublier les proxys considérés par certains indicateurs. En l'absence de priorisation, la disponibilité de données statistiques apparaît comme un critère dans la définition de la situation de référence de chaque objectif et de chacune de ses cibles.

Certains indicateurs, pour lesquels les données ont été obtenues, ont fait l'objet de projection en tenant compte de la nature des valeurs cibles concernées. En plus du rapport, l'étude a fourni un tableau global de tous les indicateurs (y compris les projections), y compris ceux pour lesquels les données n'ont pu être obtenues.

Pour chaque objectif, les indicateurs sont décrits par cible, en donnant la définition et la méthode de calcul, les sources de collecte de données, la désagrégation, les structures responsables, la périodicité et l'indicateur national (car il existe souvent une différence entre l'indicateur ODD et celui défini au niveau national). Différents proxys ont été considérés à la place des indicateurs originels. Les indicateurs obtenus ont été donc présentés ainsi que leurs projections s'il y a lieu, parce que ce ne sont pas toutes les cibles qui nécessitent une projection à l'horizon 2030. Le suivi des cibles nécessite que les indicateurs proxys retenus soient les plus proches possibles de la cible concernée. Ainsi, la priorisation finale devra tenir compte de la précision de l'indicateur pour le suivi de la cible. Cette précision de l'indicateur disponible peut aider à la priorisation finale.

Indicateurs d'offres de services par rapport aux ODD dans les communes

L'étude a établi, la situation des ODD par rapport à l'offre de service en faisant référence aux données de l'enquête relative au Profil de pauvreté des communes . Ces données permettent de comprendre dans quelles mesures il existe des offres de services relatives aux ODD dans les communes du Mali. Il s'agit des services offerts par les structures de services publics. Cela permet de comprendre l'importance de la disponibilité physique en tant qu'indicateur global d'appréciation de l'accès aux services socioéconomiques et environnementaux par tous les usagers. Dans l'ensemble, 28 indicateurs sont renseignés par la base de données de l'enquête relative à l'IPC ; soient respectivement 8 de niveau 1 ; 8 autres de niveau 2 et 12 autres de niveau 3. En effet, les ODD n°10, n°11, n°13, n°16 et n°17 n'ont aucun indicateur par rapport à l'offre de service IPC.

Un résumé des principaux résultats du profil de pauvreté communal a été présenté, pour permettre de comprendre les caractéristiques essentielles de la pauvreté dans les communes.

D. Difficultés rencontrées et limites des données utilisées

Décalage entre indicateurs ODD et indicateurs nationaux

Comme indiqué plus haut, l'établissement de cette situation de référence a nécessité le recours à différentes sources de données. Il s'agit à la fois de micro-données (données d'enquête par exemple) et de macro-données (comptes nationaux par exemple). Les indicateurs définis dans la matrice ODD ne sont pas spécifiquement définis comme tels au niveau national. Pour cela l'étude a dû choisir l'appellation « indicateur national » pour approcher l'indicateur ODD. Donc ce sont souvent des indicateurs approchants (proxy) qui ont été retenus. Compte tenu du fait que certains indicateurs ODD ne sont pas directement disponibles, l'étude a dû effectuer différents calculs. Ces derniers peuvent présenter des limites du fait qu'il existe souvent un décalage dans la définition de l'indicateur ODD et le proxy calculé au niveau national. Les données de l'enquête IPC devraient servir à l'établissement de la situation de référence des ODD au Mali. Il a été constaté que la plupart des indicateurs ODD relèvent de l'accès aux services de base, contrairement aux indicateurs de ladite enquête. Il est apparu difficile de concilier les indicateurs ODD avec les résultats issus de l'enquête sur le profil de pauvreté des communes.

Faible désagrégation des données conformément aux ODD

La ventilation des données est l'approche principale proposée par le Programme à l'horizon 2030 afin de faire le suivi de la situation des différents groupes de population et de leurs progrès dans le contexte des ODD. *Il spécifie que les données devraient être « ventilées selon [...] le sexe, l'âge, la race, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le handicap, la situation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes dans le contexte national »*. Ces catégories de ventilation des données tiennent compte de certains motifs de discrimination prohibés par le droit international, à savoir la race, l'appartenance ethnique, le sexe, l'âge et le handicap. Cela découle du caractère universel des ODD. L'étude n'a pas pu respecter cette approche en raison de la non prise en compte de cette ventilation des données dans les différentes sources utilisées. Certaines sources comme les enquêtes auprès des ménages (EMOP) utilisent en partie cette ventilation. Par contre d'autres sources comme les comptes nationaux n'intègrent pas les différents niveaux de désagréations indiqués dans l'Agenda 2030. Il en est de même pour les données sectorielles.

Absence de choix final de priorisation nationale des cibles et de leurs indicateurs

Comme recommandé par l'Agenda 2030, le Mali n'a pas effectué un choix final de priorisation des cibles des ODD en précisant le nombre de cibles et leurs indicateurs. Le Mali a effectué différents ateliers de concertation autour des ODD, et il a produit un rapport volontaire sur les ODD. Il a également effectué différents exercices de priorisation à travers les outils RIA et GPC-ODD. Mais force est de constater qu'aucun choix de priorisation n'a été effectué. L'étude a donc établi la situation de référence en partant des 169 cibles et des 241 indicateurs de base des ODD. Un critère essentiel retenu dans cette étude est la disponibilité des informations statistiques pour renseigner les différents indicateurs. Il est important de rappeler que l'Agenda 2030 prône l'universalité, l'intégration et l'inclusivité (ne laisser personne pour compte). Le Mali, sur la base des critères clairs et précis, est appelé à faire des arbitrages et à optimiser les synergies entre les cibles pour leur intégration dans les politiques publiques nationales globales, sectorielles, régionales et locales, en vue de faire bénéficier les ODD à tous par l'éradication de la pauvreté et la faim, ainsi que la réduction des inégalités.

L'Agenda 2030 constitue à la fois une opportunité et un défi. Ce programme mondial ambitieux pourra, par son dynamisme, servir de catalyseur pour le redressement du pays. Toutefois, le contexte actuel caractérisé notamment par la vulnérabilité, la faiblesse de l'engagement national et la récurrence des chocs, doit être pris en compte dans le processus ODD, pour ne laisser personne de côté. Il reste à faire le choix final de la matrice des cibles et indicateurs ODD, afin de l'intégrer dans celle du CREDD 2019 - 2023, étant donné que les deux programmes ont un seul mécanisme institutionnel de suivi et de mise en œuvre.

E. Principales recommandations

L'établissement de la situation de référence des ODD a permis de faire le point des indicateurs disponibles par ODD et de renseigner la matrice globale de l'Agenda. Il est apparu clairement au regard des données statistiques obtenues que les domaines « environnement » et « économie » sont ceux pour lesquels les indicateurs ODD sont moins disponibles. Pour avancer dans la mise en œuvre du processus ODD, l'étude a permis de formuler des points de recommandations pouvant aider à améliorer le processus ODD et sa mise en œuvre à court terme. Un tableau global élaboré a permis d'établir la situation de référence, en intégrant l'ensemble des indicateurs. Mais, essentiellement, les indicateurs pour lesquels les données statistiques ont été obtenues sont ceux intégrés dans le présent rapport. Les défis de la collecte et de la disponibilité pour leur mise en œuvre et leur suivi restent entiers dans le processus ODD. Il faudra au Mali, du temps et des ressources (humaines et financières) pour faire le suivi de la majorité des indicateurs ODD à partir du niveau national, surtout ceux des niveaux 2 et 3.

L'étude a donc établi la situation de référence avec les 169 cibles et les 241 indicateurs de base des ODD. Ainsi, l'étude recommande :

- d'effectuer le choix final de priorisation des cibles et indicateurs ODD, en choisissant la disponibilité des données statistiques comme un critère clé, mais en tirant les enseignements des exercices de choix de priorisation avec l'outil RIA ;
- d'intégrer les cibles et les indicateurs ODD dans les politiques publiques, dans un premier temps, en intégrant ceux prioritaires à court terme, et dans un second temps les autres à moyen et long termes ;
- de mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation prenant en compte des groupes thématiques fonctionnels autour des quatre domaines ODD (social, économie, environnement, gouvernance) ;
- de renforcer les capacités de collecte en vue de favoriser la disponibilité des données de qualité prenant en charge les indicateurs ODD selon leurs différents niveaux de ventilation (le sexe, l'âge, la race, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le handicap, la situation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes dans le contexte national), y compris les méthodes de calculs de chaque indicateur ;
- de définir une stratégie de financement des ODD, en vue d'exploiter d'autres opportunités de financement, aux niveaux national et international. Cette stratégie permettra d'exploiter les possibilités nationales à travers les investissements privés et la fiscalité ;
- d'informer et de diffuser les résultats de la présente étude auprès de tous les acteurs du processus ODD-CREDD 2019-2023, y compris les acteurs communaux, en vue de les mettre au même niveau d'information. C'est le gage d'une meilleure appropriation et d'une prise en compte des ODD au niveau des acteurs locaux.

Introduction

Contexte et justification

Les États du monde ont capitalisé les succès enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre des OMD lors du sommet sur le Développement Durable tenu le 25 septembre 2015 à New York. Ils ont adopté un nouveau programme de Développement, les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le programme final comprend 17 objectifs mondiaux 169 cibles et 241 indicateurs.

A la différence des OMD, les ODD ont une portée beaucoup plus large. En effet, les OMD étaient centrés principalement sur des thématiques sociales. Par contre, les ODD couvrent l'ensemble des dimensions du développement durable que sont : la croissance économique, l'intégration sociale et la protection de l'environnement. Les OMD ciblaient essentiellement les pays en développement, en particulier les plus pauvres. Les ODD, quant à eux, sont conçus aussi bien pour les pays riches que pour les pays pauvres.

L'agenda de développement qu'est le Programme des ODD, dont le slogan est : « **Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030** », est ambitieux. Cela s'explique, d'une part, par le caractère universel des domaines de développement qu'il couvre et les pays concernés et, d'autre part, par sa méthodologie de mise en œuvre qui est différente de celle des OMD.

À la différence des OMD, une des innovations introduites dans l'Agenda 2030 est que chaque pays doit choisir pour chaque ODD, les cibles prioritaires, compte tenu de son contexte. Cela apparaît comme la première étape de la mise en œuvre du programme ODD. En outre, il faut noter que l'exigence de priorisation des cibles des ODD par les pays tire son fondement de la Résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 25 septembre 2015, au point 55 de laquelle il est énoncé que : « Les objectifs et les cibles de développement durable sont intégrés et indissociables ; ils sont par essence globaux et applicables universellement, compte tenu des réalités, des capacités et des niveaux de développement des différents pays et dans le respect des priorités et politiques nationales ».

Les cibles idéales étant définies à l'échelle mondiale par le programme global des ODD, il revient à chaque Etat de fixer ses propres cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales en tenant compte de ses propres spécificités.

Par ailleurs, il appartient à chaque État de décider aussi de la manière dont ses aspirations et cibles devront être prises en compte par les mécanismes nationaux de planification et dans les politiques et stratégies nationales. Sans nul doute, il existe un lien entre les ODD et les politiques publiques en cours dans les domaines économique, social et environnemental ».

Dans l'Agenda 2030, sur les 169 cibles, les pays ne devront porter leurs choix que sur les cibles dites « à prioriser ». Les cibles dites « de mise en œuvre » qui accompagnent chaque objectif et celles de l'objectif 17 relatives au partenariat ne devront pas faire objet de priorisation, mais doivent être applicables comme telles pour tous les pays.

Le Gouvernement du Mali a souscrit aux ODD, tout comme il a inscrit parmi ses priorités la réduction de la pauvreté. Les différentes générations du document de stratégie de lutte contre la pauvreté en témoignent : le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP 2002-

2006) ; le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2007-2011) ; le CSCR 2012-2017 ; le Plan pour la Relance Durable du Mali (PRD 2013-2014) ; le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018).

En vue de contribuer au suivi et à l'évaluation du CREDD et des ODD, l'ODHD/LCP a été responsabilisé pour l'établissement d'une situation de référence des ODD au Mali. Dans l'optique de contribuer à la mise en place de ce suivi-évaluation du CREDD et des ODD, en se basant sur les analyses de mise en cohérence des objectifs et des cibles de ces deux initiatives, l'Observatoire a identifié des indicateurs pertinents de base pouvant contribuer à l'élaboration d'indicateurs spécifiques de suivi-évaluation. Ainsi, courant juillet-août 2017, il a réalisé une enquête sur les communes et leurs localités constitutives pour collecter les données de base permettant de calculer ces indicateurs pour la période de référence 2016-2017. Ces données ainsi que d'autres du Système Statistique National (SSN) ont vocation à être utilisées pour établir une situation de référence devant servir pour la programmation et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des ODD au Mali. La présente étude porte sur l'établissement de cette situation de référence au niveau national.

Objectifs de l'étude :

L'objectif général de l'étude est de contribuer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des ODD au Mali, ainsi qu'à l'accélération de leur atteinte à travers un meilleur ciblage à long terme des actions de développement.

Plus spécifiquement, il s'agit de : (a) définir et décrire des indicateurs quantitatifs en rapport avec les ODD ; (b) déterminer aux niveaux national et régional, les valeurs des indicateurs pour la période 2016-2017 ; (c) décrire et comparer les régions du point de vue des indicateurs ; (d) proposer, quand c'est pertinent, en se référant à l'Agenda post-2015, les valeurs cibles pour 2030 puis déterminer l'évolution optimale pour atteindre ces valeurs cibles ; (e) faire des propositions pour l'élaboration d'éventuels indicateurs complémentaires.

Le présent rapport comprend trois parties. La première partie porte sur le contexte international et national des ODD. Dans cette partie l'étude rappelle les principales orientations qui ont prévalu lors de l'adoption des ODD. Elle met l'accent sur le contexte national, en donnant une synthèse des résultats de développement, du processus ODD ainsi que les principales contraintes de développement.

Dans la deuxième partie, le rapport met l'accent sur la situation de référence au niveau national. La méthodologie adoptée y est décrite et la situation pour chaque ODD est donnée sauf l'ODD 14 qui ne concerne pas le Mali. Cette deuxième partie met également en exergue l'offre de services ODD relatifs à l'enquête de l'IPC 2017.

La troisième et dernière partie du rapport est consacrée aux conclusions et recommandations de l'étude. Celles-ci sont formulées en lien avec les difficultés et les constats relatifs à l'opérationnalisation des ODD, en général, et dans les contextes du Mali, en particulier.

I. Contexte national et international des ODD

Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 ont été adoptés en septembre 2015 lors d'un Sommet historique des Nations Unies. Ils s'appuient sur le succès et les enseignements tirés de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et visent à éradiquer toutes les formes de pauvreté. En effet, les OMD ont montré qu'établir des cibles à atteindre est efficace. Mais, les ODD sont uniques, dans le sens où ils constituent un appel à tous les pays (pauvres, riches ou aux pays à revenus moyens), dans le but de promouvoir la prospérité, tout en protégeant la planète entière.

L'objectif de cette partie est de passer en revue les éléments actuels relatifs au processus ODD, en mettant l'accent sur le contexte international et le contexte national. La première section porte sur le contexte international qui a prévalu lors de l'adoption des ODD. La deuxième porte sur le contexte national actuel ; avec un accent particulier sur les principales orientations de développement et leur cohérence avec les ODD, les résultats et les principales contraintes de développement.

1.1 Contexte international

1.1.1 Ambitions du programme ODD

Comme indiqué plus haut, les ODD sont issus d'une résolution du sommet des Nations Unies. Lors de ce sommet, il a été adopté le document final du programme de développement pour l'après-2015 : « *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030* ». Dans son préambule, il est indiqué que le *Programme de développement durable est un plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité. Il vise aussi à renforcer la paix partout dans le monde dans le cadre d'une liberté plus grande. C'est un document qui est fondé sur le respect du droit international. Il repose sur des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment le plein respect du droit international. Il se fonde sur la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, mais aussi sur les instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005. Il s'inspire d'autres instruments, tels que la Déclaration sur le droit au développement*².

Sans nul doute, le caractère très ambitieux des ODD provient de la volonté de la communauté internationale de prendre en charge, à travers ce programme, l'atteinte par l'ensemble des pays des droits fondamentaux. Cela apparaît comme une dynamique nouvelle pour tous les pays dans lesquels ces droits fondamentaux sont mis en mal par un contexte international marqué par les questions de sécurité humaine à différents niveaux.

Les ODD sont un projet extrêmement ambitieux et porteur de changement. Ils expriment la volonté d'aller vers un monde libéré de la pauvreté, de la faim, de la maladie et du besoin, où chacun puisse s'épanouir : « *Un monde libéré de la peur et de la violence. Un monde où tous sachent lire, écrire et compter. Un monde où tous jouissent d'un accès équitable à une éducation de qualité à tous les niveaux, aux soins de santé et à la protection sociale, où la santé physique et mentale et le bien-être social soient assurés. Un monde où les engagements que nous avons pris concernant le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement soient*

² Nations Unies (2015), p.4

tenus et où il y ait une meilleure hygiène, etc. Un monde où l'humanité vit en harmonie avec la nature et où la faune et la flore sauvages et les autres espèces vivantes soient protégées. »³

Les ODD couvrent fondamentalement quatre domaines de développement : l'environnement, le social, l'économie et la gouvernance (domaine qui apparaît comme étant transversal). Dans la Déclaration de 2015, ces domaines sont traduits en termes d'ambitions de transformation : l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats. En termes de transformation ou d'actions, le contenu de l'humanité peut être traduit par le domaine social. La planète renvoie aux questions environnementales et de changements climatiques. La prospérité renvoie à la création de la richesse sous un angle plus ou moins économique à travers la croissance inclusive. Quant à la paix et aux partenariats, ils renvoient aux questions de gouvernance institutionnelles et politiques autour des différents domaines d'actions sectorielles en vue d'opérer une transformation du monde, en particulier dans les pays pauvres comme le Mali et qui sont soumis à d'énormes contraintes de développement durable (Nations Unies, 2015, p.2).

La Déclaration, de laquelle est issu le programme des ODD, est un projet commun qui engage la responsabilité individuelle des Etats. Elle part d'un constat alarmant sur un ensemble de défis auxquels le monde est confronté, dont la pauvreté et les inégalités grandissantes dans divers domaines.

Etant donné le caractère solennel et urgent des ODD, il appartiendra au Mali dans la dynamique des autres pays de s'accorder sur une planification stratégique cohérente et favorable à leur atteinte d'ici 2030. Car, il faut le préciser, le contexte mondial prévalant lors de l'adoption du programme des ODD indique des défis conformes aux réalités du Mali en termes de défis du développement voire du développement durable.

1.1.2 ODD, cibles et indicateurs

Les 17 ODD sont assortis de 169 cibles qui sont intégrées et indissociables. Ils constituent un programme d'actions vaste et universel à mettre en œuvre par chaque pays. Les objectifs et les cibles sont intégrés et indissociables ; ils sont par essence globaux et applicables universellement, compte tenu des réalités, des capacités et des niveaux de développement des différents pays et dans le respect des priorités et politiques nationales.

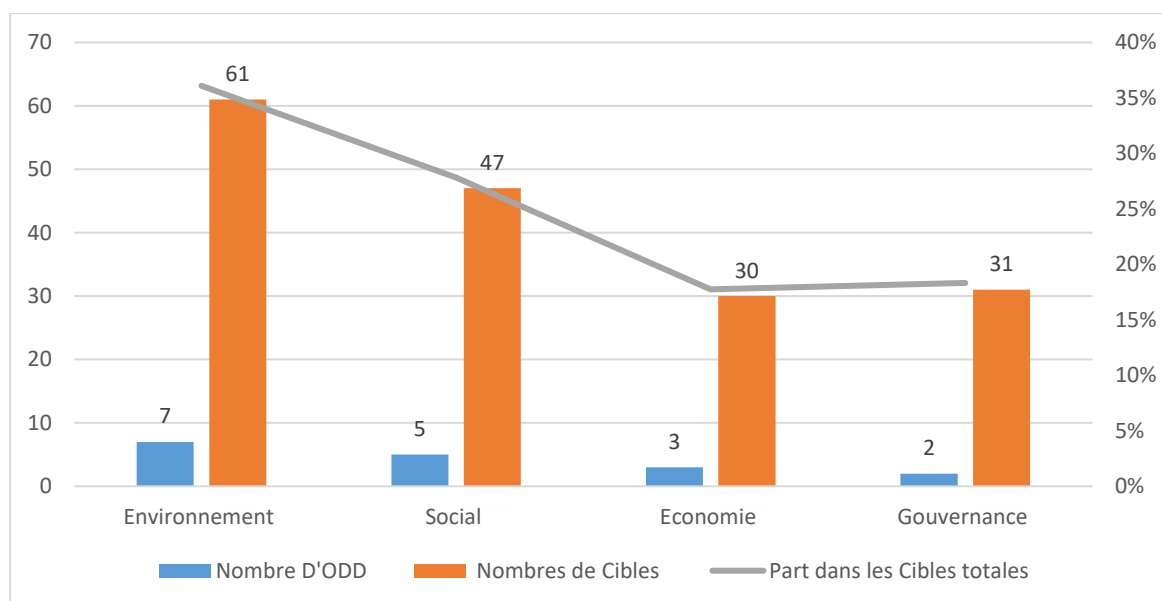
Des valeurs cibles idéales sont définies à l'échelle mondiale, chaque pays devra fixer ses propres valeurs cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales tout en tenant compte de ses spécificités. Il appartient aussi à chaque État de décider de la manière dont ces aspirations et cibles devront être prises en compte par les mécanismes nationaux de planification et dans les politiques et stratégies nationales. Il importe de ne pas méconnaître le lien qui existe entre le développement durable et les autres processus en cours dans les domaines économique, social et environnemental.

Les ODD posent clairement la question des données, en indiquant qu'il n'existe toujours pas de données de référence pour plusieurs des objectifs. Un des défis est donc l'amélioration de la collecte des données et du renforcement des capacités des États-membres, l'objectif étant d'établir des données de référence nationales et mondiales là où il n'en existe pas en fonction de sa situation et de ses priorités nationales, entre plusieurs approches, stratégies, modèles et

³ Nations Unies (2015), op. cit., p.3-4

outils différents pour parvenir au développement durable⁴. La répartition des ODD par secteur peut être illustrée à l'aide du graphique ci-après.

Graphique N° 1: Répartition des ODD par grand secteur



Source : Calculs de l'étude

Il faut noter que la durabilité environnementale est clairement mise en avant dans la répartition des ODD par domaine. En effet, le domaine Environnement compte 7 ODD et 61 cibles. Le domaine Social occupe une part moins importante avec 5 ODD et 47 cibles. Les domaines Economie et Gouvernance comprennent respectivement 3 ODD et 30 cibles ; 2 ODD et 31 cibles.

Par ailleurs, il faut signaler que la mission MAPS, qui s'est déroulée du 17 au 22 septembre 2017, a identifié pour le Mali, dans les quatre domaines, quatre leviers de développement durable, à savoir : (i) **Social** : la réduction des inégalités et l'éradication de la pauvreté, (ii) **Economie** : la transformation structurelle de l'économie, (iii) **Environnement** : le renforcement de la résilience et de la durabilité environnementale, (iv) **Gouvernance** : le renforcement de la gouvernance et de la sécurité.

Cette mission MAPS pense que la prise en compte de ces quatre leviers d'accélération dans les stratégies de développement du pays par une articulation avec les cibles ODD qui les concernent. Ce qui permettra au Mali d'atteindre ces ODD à l'horizon 2030⁵.

Le tableau suivant donne la répartition des ODD, de leurs cibles et de leurs indicateurs par domaine.

⁴ Nations Unies, 2015, p.14, op. cit.

⁵ Mission MAPS (2017)

Tableau N° 1 : Répartition des ODD, des cibles et des indicateurs par secteur

Domaines	ODD		Totaux cibles	Totaux indicateurs
	Nombres	Listes		
Social	5	1, 2, 3, 4, 5	47	77
Environnement	7	6, 7, 11, 12, 13, 14, 15	61	76
Economie	3	8, 9, 10	30	40
Gouvernance	2	16, 17	31	48
Total	17		169	241

Source : Calculs de l'étude

Il faut préciser que le Mali n'est pas concerné par l'ODD 14, car il porte sur la vie marine ; le Mali étant un pays enclavé sans débouché direct sur la mer.

Le document post-CREDD pourra intégrer les quatre domaines sectoriels sous forme de piliers ou d'axes stratégiques. Cela aura l'avantage de favoriser le suivi et l'évaluation simultanés dudit document et des ODD, mais aussi et surtout de favoriser la cohérence explicite. Ainsi, le document post-CREDD serait un document pro-ODD.

1.2 Contexte national

Le processus ODD a démarré au Mali par le lancement officiel, le 5 février 2016. Le Gouvernement s'est ainsi engagé dans la priorisation et la planification opérationnelle des ODD en impliquant l'ensemble des parties prenantes, le secteur privé, la société civile, les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers, les universitaires et les chercheurs.

Les priorités à établir doivent tenir compte des référentiels de développement du Mali, de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger et des différentes politiques initiées au niveau national. De même, le plan d'actions prioritaires des ODD à élaborer doit être conforme à l'Etude Nationale Prospective « Mali 2025 » et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine⁶.

1.2.1 Principales orientations stratégiques de développement

Pour la gestion du développement, plusieurs politiques et stratégies ont été élaborées et mises en œuvre avec malheureusement des résultats mitigés, sinon en-deçà des ambitions exprimées et probablement en-deçà des objectifs fixés, voire en décalage avec les efforts (ressources humaines, matérielles et financières) déployés tant à l'intérieur qu'avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Qu'il suffise de rappeler les axes stratégiques majeurs dégagés par l'ENP « Mali 2025 » et plus ou moins contenus dans le CREDD, cadre héritier du CSLP et des CSCR des années 2000 et du début des années 2010.

Par ailleurs, il existe une multitude de politiques et stratégies sectorielles, surtout dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de l'éducation, de l'emploi et de la formation professionnelle, de la microfinance, des investissements et de la promotion du secteur privé dont on veut en faire un moteur du développement. Ce sont aussi des politiques liées à la décentralisation et à la régionalisation, à travers des documents comme le Programme de développement accéléré des régions du Nord ou la Stratégie spécifique de développement des régions du Nord du Mali.

Les ODD constituent une plateforme d'engagements des Etats à la fois au niveau social, économique et environnemental. Les 17 Objectifs et 169 cibles sont repérables dans les priorités de développement du Mali ainsi que dans les politiques sectorielles⁷.

1.2.2 Priorités nationales et ODD

La mise en cohérence entre les différents documents de planification permet de s'apercevoir que les ODD sont contenus dans le document du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) qui succède aux différentes générations du CSLP et des CSCR.

Le Mali a effectué plusieurs exercices de priorisation des ODD. Parmi eux, on peut citer :

- l'étude d'identification et d'opérationnalisation des priorités liées aux ODD, qui a retenu une priorisation des cibles et de leurs indicateurs ;
- l'exercice RIA (Evaluation Intégrée Rapide), qui s'est focalisé sur les cibles, et l'exercice GPC - ODD ;

⁶PNUD, République du Mali (2016)

⁷PNUD, République du Mali (2016), op. cit.

- les ateliers régionaux sur les ODD, qui ont permis d'identifier les cibles prioritaires pour chaque région.

1.2.2.1 Etude d'identification d'opérationnalisation des priorités ODD

Le CREDD 2016 – 2018 qui fusionne différents documents-cadres, comprend 5 axes dont deux préalables et trois stratégiques couvrant 13 domaines jugés prioritaires pour l'atteinte de 38 objectifs spécifiques. Au total, 12 ODD sur les 17 sont explicitement pris en charge dans les objectifs stratégiques du CREDD. Ces objectifs pourraient être considérés comme prioritaires dans l'adoption des ODD au plan national, dans l'ordre : 16 ; 9 ; 2 ; 8 ; 15 ; 3 ; 4 ; 6 ; 7 ; 11 ; 5 et 17. D'autres ODD sont pris en compte par l'ENP « Mali 2025 » (ODD 1 et 8) et par des politiques sectorielles comme les politiques de développement agricole (ODD 2, 15 et 1) les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle (ODD 4 et 8) et la loi d'orientation du secteur privé (ODD 9 et 12).

La priorisation des ODD peut se faire en se basant sur les critères de cohérence avec les objectifs contenus dans le CREDD et avec les politiques sectorielles majeures, en tenant compte des liens possibles entre les ODD. La réalisation des uns pouvant conditionner celle d'autres, dans les domaines de la Gouvernance, du Social, de l'Economie et de l'Environnement.

L'analyse des objectifs stratégiques a permis de prioriser 12 des 17 ODD et celle des politiques sectorielles en a ajouté les ODD 1 (au titre de la politique agricole – confortée par l'Agenda 2063 de l'UA) et 12 (au titre de la promotion du secteur privé) ; soit un cumul de 14 ODD prioritaires. Au total, 15 des 17 ODD sont priorisés. Les deux ODD restants peuvent être pris en compte à côté de la réduction de la pauvreté pour l'ODD 10, relatif à la réduction des inégalités dans le pays et entre pays ou intégré dans l'ODD 17. L'ordre dans lequel les ODD prioritaires vont apparaître résultera de discussions, entretiens et accords entre parties prenantes⁸. Le tableau suivant donne la liste des cibles et indicateurs prioritaires des ODD retenus.

Tableau N° 2 : Nombres de cibles et d'indicateurs par ODD prioritaires

⁸ PNUD, République du Mali, 2016, op. cit.

ODD	Cibles	Indicateurs
ODD 16	7	13
ODD 9	3	5
ODD 2	6	11
ODD 8	8	10
ODD 15	2	2
ODD 3	4	9
ODD 4	6	7
ODD 6	5	6
ODD 7	3	3
ODD 11	2	2
ODD 5	7	10
ODD 17	6	9
ODD 1	6	7
ODD 12	3	3
ODD 10	6	8
ODD 13	2	2
Total	76	107

Source : PNUD, République du Mali (2016), p.37

1.2.2.2 Exercice de priorisation avec les outils GPC-ODD et RIA

Les outils, « Grille de Priorisation des Cibles des ODD (GPC-ODD) » et « Evaluation Intégrée Rapide (RIA) », utilisés dans le cadre de la priorisation, ont permis de mettre en évidence un certain nombre de cibles prioritaires urgentes. La GPC-ODD, utilisée lors de l'atelier national, a permis de faire la synthèse des cibles ODD à travers la répartition suivante : (i) 31 cibles urgentes, (ii) 75 cibles prioritaires, (iii) 48 cibles à moyen terme, (iv) 02 cibles à long terme, et (v) 03 cibles à consolider.

Les 75 cibles prioritaires retenues par la GPC-ODD sont donc cohérentes avec le CREDD qui prend fin en décembre 2018. Le nouveau document post-CREDD devrait tenir compte de l'horizon des ODD en construisant une cohérence explicite en termes de prospectives.

L'analyse RIA a mis en évidence une relative bonne prise en compte des ODD dans le CREDD avec 86 cibles intégrées sur 100 possibles trouvant une référence dans les politiques de développement du Mali. Il y a néanmoins des lacunes importantes, notamment dans les ODD n°4 sur l'éducation, n°6 sur l'eau et l'assainissement, n°8 sur la croissance inclusive, n°10 sur les inégalités, n°12, n°13 et n°15 sur la durabilité environnementale et n°16 sur la gouvernance.

En effet, les priorités de développement du Mali transparaissent dans la plupart des documents de planification. Sans être exhaustif, on peut citer : l'Etude Nationale Prospective (ENP) « Mali 2025 », le CREDD (2016-2018), la Politique Nationale de Coopération au Développement (PNCD), le Document-Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPND), la Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE), la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD), les Rapports annuels sur la Coopération au Développement (RCD), le Plan National d'Extension de la Protection Sociale ; le Plan d'action multisectoriel de nutrition 2014-2018 ; le Programme de développement du secteur de la Santé III 2014-2018 ; la Politique Nationale Genre du Mali (PNG); la Politique Nationale d'Information, d'Education et de Communication Environnementale ; la Politique Forestière Nationale ; la Stratégie Nationale et le Plan d'actions pour la diversité biologique.

1.2.2.3 Ateliers régionaux sur les ODD

Depuis l'entrée en vigueur des ODD, le Gouvernement du Mali a prévu leur suivi dans le dispositif du CREDD. Deux rapports de suivi des ODD ont été publiés en fin 2016 et en fin 2017. Un rapport national volontaire a été publié en juin 2018.

Par ailleurs, le Mali a organisé au cours de l'année 2017 différents ateliers d'appropriation, de formation et d'identification des cibles prioritaires des Objectifs de Développement Durable (ODD). Lesdits ateliers se sont tenus du 29 mai au 23 août 2017, dans les régions de Kayes, de Mopti, de Ségou, de Koulikoro, de Sikasso et dans le district de Bamako. Ils avaient pour objectif d'identifier et de prioriser les cibles des ODD au niveau régional. Plus précisément, il s'agissait : (i) *d'informer et de former les services techniques régionaux et des collectivités locales sur les enjeux des ODD*, (ii) *de former les services techniques régionaux et des collectivités locales sur les outils et la méthodologie de priorisation des cibles des ODD, afin de les intégrer dans les politiques et stratégies de développement*, (iii) *de déterminer les cibles prioritaires des ODD au niveau de chaque région et du district de Bamako, en tenant compte de leurs référentiels de développement (DCM, 2017).*

Le tableau suivant donne la situation des cibles ODD telle qu'issue des concertations régionales sur les ODD en 2017.

Tableau N° 3 : Classement des cibles ODD par région et par ordre de priorité

Ateliers	Résultats				Situations des cibles prioritaires spécifiques par région	Situations des cibles de première priorité commune aux régions
	Premières priorités	Secondes priorités	Priorités à long terme	Non prioritaires		
Kayes	44	98	16	11	11	1
Mopti	47	109	3	10	12	
Ségou	38	112	8	11	8	
Koulikoro	33	122	4	10	3	
Sikasso	32	107	20	10	10	
Bamako	21	113	12	23	2	

Source : DCM (2017), rapport de synthèse des ateliers ODD

Le Gouvernement du Mali entend planifier des programmes de développement nationaux, régionaux et communaux dans une perspective de durabilité et assurer leur mise en œuvre cohérente avec les différents secteurs d'activités, en « ne laissant personne au bord de la route ». Il s'agit aussi de concilier les trois dimensions du développement durable, à savoir : l'économique, le social et l'environnemental, en intégrant les aspects liés à la paix, à la sécurité, à l'état de droit et à la bonne gouvernance tout en préservant le caractère transversal des ODD.

Puisqu'il s'agit d'agir dans le sens d'une transformation structurelle du pays, les programmes à mettre en œuvre devront être des programmes structurants dans les secteurs ODD. En effet, la politique économique à mettre en œuvre doit être structurelle et pro-ODD. Les Objectifs stratégiques doivent être définis par rapport aux quatre leviers prioritaires des ODD, en tenant compte de la capacité opérationnelle du pays.

1.2.3 Priorisation des ODD par le Gouvernement et les citoyens

Comme indiqué plus haut, le programme ODD constitue les priorités mondiales de développement durable à l'horizon 2030. Les thématiques et objectifs ont été choisis à cet effet. Pour le Mali, il a été constaté à travers une étude d'opérationnalisation effectuée en septembre 2016, que les ODD cadrent avec les politiques publiques du Mali, en particulier avec le CREDD 2016-2018 et les politiques sectorielles.

Par ailleurs, une récente étude effectuée par Afro baromètre (Coulibaly, 2018) révèle des problèmes clés qui pourront édifier le Gouvernement du Mali dans la prise de décision dans le cadre de la mise en œuvre des ODD au Mali. En effet, selon les résultats de ladite étude, *l'insécurité alimentaire est le premier problème de développement auquel le pays ferait face et auquel le Gouvernement devrait s'attaquer, cité par près de la moitié (47%) des Maliens. La santé est le deuxième plus important problème de développement, mentionné par un Malien sur trois (33%). La pauvreté ou l'exclusion sociale (31%), l'accès à l'eau (28%) et le chômage (22%) restent des problèmes prioritaires de développement pour les Maliens. La pauvreté préoccupe deux fois plus les femmes que les hommes, tandis que l'insécurité préoccupe plus les hommes que les femmes.*

Par domaine de développement, l'ordre de priorité des Maliens va de l'alimentation aux infrastructures en passant par l'économie, la gouvernance, la santé et les autres services publics dont l'éducation. Trois Maliens sur cinq classent l'ODD 2 relatif à la sécurité alimentaire au premier rang des ODD, suivi, dans des proportions bien moindres, par ordre des ODD 16 (gouvernance), 3 (santé), 1 (pauvreté), 6 (eau) et 8 (croissance économique).

Les résultats de l'étude montrent que, quelle que soit la génération, l'unanimité semble faite que les ODD 2 et 16 sont les deux premiers ODD prioritaires du pays⁹.

Cette étude confirme la pertinence des ODD dans le processus de développement du Mali pour les années à venir, mais surtout l'importance des priorités thématiques que sous-tend chaque ODD. Le choix du nombre de cibles prioritaires par ODD peut être guidé par les résultats de cette étude qui sont conformes aux réalités actuelles.

⁹Coulibaly M. (2018)

1.2.4 Choix de priorisation des ODD

Le tableau ci-après fait le point des différents exercices de priorisation, en mettant l'accent sur les cibles retenues, les indicateurs et les critères essentiels.

Il faut noter que la présente étude n'est pas un exercice de priorisation. Elle peut cependant aider au choix final. En ce sens, elle considère que la disponibilité des données et la possibilité de les collecter à très court terme sont des critères clés dans le choix des indicateurs à suivre d'ici à 2030. Les autres indicateurs pourront être intégrés dans les plans sectoriels et être renseignés de façon durable.

Tableau N° 4 : Activités de priorisation des cibles et indicateurs ODD

Activités	Années	Cibles prioritaires	Indicateurs	Critères de priorisation
1. Etude d'identification et d'opérationnalisation des ODD	2016	76	107	<ul style="list-style-type: none"> - Comparaison inter-ODD - Analyse des liens entre ODD - Structuration : gouvernance, progrès économique, progrès social, - Interaction entre les différents ODD
2. Exercices GPC-ODD	2017	75		<ul style="list-style-type: none"> - Documentation des enjeux de la cible : les opportunités et les menaces - Notation de l'importance de la cible - Notation de la performance actuelle par rapport à la cible - Documentation de la performance - Notation de la compétence, en donnant des justificatifs pour le niveau de compétence retenu - Suggestion des stratégies d'action pour atteindre cette cible
3. Exercice RIA	2017	38	58	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des ODD – objectifs et cibles- par rapport aux priorités du pays (basée sur l'analyse des stratégies et plans nationaux de développement, des plans et politiques sectoriels, des agendas locaux de développement) pour déterminer l'état de préparation du pays à mettre en œuvre les ODD au plan national - Appropriation institutionnelle : Equilibre entre interventions sectorielles et intersectorielles ; Mise en place d'une institution responsable de la coordination interministérielle - Apprendre des OMD oubliés (objectifs et cibles qui n'ont pas suffisamment été intégrés dans les plans et stratégies nationaux ou locaux de développement¹⁰)
4. Ateliers régionaux	2017	Différentes selon la région	Aucun indicateur	Les mêmes que la GPC-ODD

¹⁰Ndiaye Mansour (2017)

Activités	Années	Cibles prioritaires	Indicateurs	Critères de priorisation
5. Elaboration d'une situation de référence	2018	90	111	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des indicateurs statistiques - Précision de l'indicateur pour le suivi de la cible - Définition d'une matrice de suivi (tableau de synthèse des indicateurs renseignés)

Source : Synthèse de l'étude

1.2.5 Principaux résultats de développement

a. Indicateurs économiques

Le taux de croissance du PIB reste caractérisé par sa relative faiblesse, sa volatilité et sa dépendance du secteur primaire et des ressources naturelles. Sur la période 2010-2015, le taux de croissance annuel moyen était de 3,8% ; ce qui est en-deçà de l'objectif de 7% prévu par les deux générations du CSCRP.

Les plus forts taux de croissance reviennent aux secteurs tertiaire et primaire avec respectivement 5,5% et 5,1% par an. Par contre, le secteur secondaire a connu une croissance annuelle moyenne de -0,4%, du fait de la crise de 2012. En effet, le taux de croissance a connu une baisse de 0,2 point de pourcentage. Il est passé de 6,0% en 2015 à 5,8% en 2016. Cela est imputable principalement aux secteurs tertiaire (6,3%) et primaire (5,8%).

Le niveau des prix a été maîtrisé avec un taux d'inflation de -1,8% en 2016 contre 1,4% en 2015. Ce niveau respecte la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

La production céréalière de la campagne agricole 2016/2017 est évaluée à 8 849 552 tonnes (EAC 2016-2017), toutes céréales confondues. Elle a augmenté de 10% par rapport à celle de la campagne 2015-2016 qui a été de 8 054 896 tonnes.

La production cotonnière était de 645 000 tonnes en 2016/2017 dont 24 800 en zone Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) contre 513 536 tonnes en 2015/2016 ; soit une augmentation de 26%.

En ce qui concerne l'emploi son accès est un enjeu majeur pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail avec ou sans qualification professionnelle. Le taux de chômage a progressé de 0,45 point en passant de 9,60% en 2015 à 10,05% en 2016. En termes de créations d'emplois, 67 204 emplois ont été créés dans le secteur formel dont 20 908 (soit 31,1%) emplois privés et 46 296 (soit 68,9%) emplois publics. L'accès à un emploi pour la population de 15-64 ans est relativement faible. Le taux de chômage est inégalement réparti entre les hommes (8,5%) et les femmes (11%) et entre le milieu urbain (11,8%) et le milieu rural (9%). Après avoir connu une baisse de 8,2% à 7,3% entre 2010 et 2013, le taux global de chômage est en hausse entre 2013 et 2015. En plus de toucher particulièrement les jeunes, une autre caractéristique du chômage au Mali est qu'il augmente parmi les personnes les plus instruites, faisant ainsi des jeunes diplômés ses premières victimes.

b. Indicateurs sociaux

Le contexte social est caractérisé par des taux élevés de pauvreté et de chômage surtout des jeunes et de fortes inégalités de revenus. Cette situation est aggravée par la crise politico-sécuritaire avec un accès limité et/ou inégalitaire à l'éducation, à la santé et aux infrastructures (routes, électricité et eau).

Le Mali demeure encore parmi les pays à faible développement humain avec un rang de 179^{ème} sur 188 pays classés en 2015. Cela s'explique par la faiblesse des indicateurs sociaux. En effet, le taux de pauvreté reste élevé et semble même avoir une tendance à l'augmentation : 43.6% en 2010 et 46.9% en 2014. Il persiste des disparités notables entre milieux, entre régions et entre communes en matière de pauvreté. En 2014, l'incidence de la pauvreté était de 52.8% en milieu rural, 11.1% à Bamako et 46.6% dans les autres communes urbaines. De même, la pauvreté sévit plus dans certaines régions administratives que d'autres. En 2014, les régions les plus pauvres sont Sikasso (65.8%), Mopti (60.4%), Ségou (56.8%) et Koulikoro (47.7%). Les régions les moins pauvres sont Kidal (4.4% en 2011) et le district de Bamako (11,1%). Les régions de Kayes (34.9%), Tombouctou (26.7%) et Gao (43.2%) sont dans une situation intermédiaire en matière de pauvreté.

Les inégalités de revenus sont aussi importantes entre les différentes classes de la distribution du revenu des ménages, avec un coefficient de Gini de 0.58. Les 10% de ménages les plus riches gagnent 26 fois le revenu total des 10% de ménages les plus pauvres (ONEF, 2015). De même, le revenu total des 10% de ménages les plus riches vaut 10 fois celui des 40% de ménages les plus pauvres.

En matière de protection sociale, la cible pour atteindre la couverture universelle est encore très éloignée. En effet, les mutuelles couvrent 5% de la population et les Instituts de Sécurité Sociale, 16% de la population. Le nombre de mutuelles de santé fonctionnelles a connu une légère augmentation par rapport à 2015 (de 114 à 120). Ces dernières couvrent 907 879 bénéficiaires (dont 463 018 femmes) correspondant à 4,95% de la population, contre 4,93% en 2015. En 2016, le nombre total d'immatriculés de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) était de 1 056 441, ce qui représente 33,88% de sa cible estimée en 2016 à 3 117 970 suivant le RGPH 2009. Quant au Régime d'Assistance Médicale (RAMED), le nombre total d'immatriculés en 2016 était de 192 580 bénéficiaires ; soit 21% de sa cible estimée à 917 050.

La situation alimentaire est encore relativement préoccupante avec globalement 3% d'insécurité alimentaire sévère au niveau national et plus de 30% d'insécurité alimentaire globale dans les régions de Mopti et de Gao (ENSAN de 02/2016 et CH de 03/2016). L'Indice global de famine (GHI) était de 15 sur une échelle de 30 en 2013 (SAP), supérieur à la moyenne mondiale de 14. Le contexte social du Mali est aussi caractérisé par une forte croissance démographique (3.6%) qui rend encore plus difficile l'amélioration du niveau de vie et de l'accès aux services sociaux de base. Environ 3,8 millions de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire au Mali en 2016, principalement en raison des inondations, de la sécheresse et de l'insécurité accrue. Au cours du premier semestre de 2017, les Nations Unies ont fourni des rations alimentaires et des transferts en espèces à environ 109 450 personnes vulnérables. Dans l'ensemble du pays, l'état nutritionnel des enfants et des femmes en âge de procréer demeure une préoccupation majeure, avec environ 115 000 femmes enceintes ou allaitantes nécessitant une assistance nutritionnelle et 620 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë.

La crise a été une des raisons de l'aggravation du contexte social, du fait de la situation des personnes déplacées. Cette crise a contraint un nombre important de Maliens des régions du nord et du centre à se déplacer à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Ce sont plus de 33 000 personnes qui sont actuellement déplacées et environ 136 000 personnes qui sont réfugiées (Rapport DTM d'août 2016). Une dégradation, ou tout au moins, une stagnation du niveau des indicateurs sociaux est possible, surtout pour les femmes et les enfants (0 - 17 ans) d'autant plus que des besoins primaires de nombreux ménages IDP (Personnes déplacées internes) ne sont pas satisfaits. Jusqu'à 38% des ménages manquent d'aliments, 32% d'argent et 13% d'abris sans compter que 4% de ces ménages déclarent rechercher de l'emploi. On note cependant une tendance au retour et au rapatriement des déplacés, un cumul de 120 143 ménages ; soit 552 618 individus retournés ou rapatriés en avril 2016. Cette tendance s'explique par les actions menées par des acteurs humanitaires, dont l'UNHCR, en faveur de la résilience, l'accalmie relative après la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger et la reprise, bien que timide, des activités économiques dans les zones de retour¹¹.

Les indicateurs liés à la performance dans le secteur de la santé progressent plutôt favorablement, même si la qualité des soins et l'accessibilité sont encore défaillantes. Le taux global de mortalité intra hospitalière en pédiatrie dans les établissements publics hospitaliers (EPH), 11,1% en 2016, est globalement en baisse par rapport au niveau de 2015 (15,2%). Cependant, la proportion de décès maternels dans les EPH a augmenté. Le taux de prévalence contraceptive, le taux d'accouchements assistés, le nombre de césariennes ont progressé favorablement. Par contre, l'accessibilité géographique au Paquet Minimum d'Activités (PMA) à moins de 5 km est restée stationnaire et celle à moins de 15 km a connu une légère baisse de 6 points, malgré la création de 56 nouveaux Centres de Santé Communautaires (CSCOM).

c. Indicateurs environnementaux

Au Mali, l'état de l'environnement se caractérise par une dégradation avancée des ressources naturelles (sols, eaux, air, flore et faune) sous l'effet d'un climat diversifié de plus en plus sévère avec la baisse de la pluviométrie et sous l'effet de l'activité humaine. Le nord-est du pays est couvert de sable saharien et le sud-ouest de forêts, deux zones séparées par la zone alluviale du Delta intérieur du Niger.

Les températures sont élevées, avec des moyennes annuelles comprises entre 16 °C et 30°C. Il y a deux principales saisons, une saison sèche allant de 6 mois au sud à 9 mois au nord et une saison des pluies de 6 mois au sud à 3 mois au nord. Le climat est de plus en plus aride avec des pics de sécheresse en 1971-1973, 1983-1984, 1995-96 et une tendance à la diminution de la pluviométrie, contribuant à fragiliser l'ensemble des écosystèmes. La tendance de la pluviométrie est à la baisse dans toutes les régions, causant des problèmes environnementaux parmi lesquels la sécheresse, la désertification, l'ensablement du fleuve Niger et la dégradation des ressources naturelles aggravée par divers facteurs anthropiques.

L'habitat aux niveaux urbain et rural se caractérise par la précarité des conditions d'hygiène, faute d'assainissement adéquat et de mauvaise gestion des déchets solides et liquides. Des efforts importants ont été faits en matière d'élaboration de Schémas directeurs d'urbanisme ou de Plans stratégiques d'assainissement pour accompagner le développement des villes, mais ces schémas et plans sont peu respectés.

¹¹PNUD, République du Mali (2016), op. cit.

Dans le domaine de l'assainissement, la gestion des déchets solides et liquides se trouve souvent en-deçà des normes en la matière. Les déchets solides domestiques sont entreposés dans les rues ou dans des dépôts de transit non aménagés avant d'être évacués en partie sur les décharges finales elles aussi non aménagées. Les déchets solides industriels sont collectés et mis en décharges comme les ordures ménagères. Le réseau d'évacuation des eaux de ruissellement est insuffisant et délabré faute d'entretien et de suivi. Les eaux usées industrielles, estimées à 5000 m³ par jour (PAZI, 2005), sont déversées dans les réseaux d'eau de ruissellement, dans les marigots et dans le fleuve Niger sans un prétraitement avec comme conséquence la pollution du sol et des eaux souterraines et son corollaire de destruction du couvert végétal et de la faune terrestre, voire aquatique.

L'accès à une infrastructure d'assainissement constitue, hélas, encore un privilège ; ce qui pose des problèmes importants liés à l'hygiène et à l'insalubrité. L'accès à l'eau potable s'est amélioré passant de 65,3% en 2015 à 66,9% en 2016. L'accès à un service d'assainissement amélioré et durable a progressé de 24% en 2015 à 27% en 2016. Enfin, le nombre de ménages disposant de latrines améliorées a augmenté de 5 points passant de 25% en 2015 à 30% en 2016. La pollution atmosphérique est causée par les gaz dégagés par les unités industrielles qui s'ajoutent aux effets polluants de vieux véhicules importés ainsi que divers équipements individuels et collectifs. En milieu rural, il n'y pas de système moderne d'évacuation des déchets solides et liquides. Les équipements d'aisance aménagés sont rares, la défécation à l'air libre étant encore une pratique courante dans ce milieu.

L'agriculture, l'élevage et l'extraction minière (industrielle ou artisanale) constituent des pressions supplémentaires sur l'environnement et des contraintes pour l'assainissement et la préservation des ressources naturelles. En effet, les sites d'orpaillage sont des lieux de pratiques et d'habitudes non conformes aux normes d'hygiène et d'assainissement et ont une incidence négative sur les ressources et le cadre de vie. Selon l'enquête sur la détermination de la production d'or artisanale et des petites mines, jusqu'à 42,7% des 150 sites ont pour principale source d'eau de boisson soit un puits non protégé soit un cours d'eau (rivière, mare ou fleuve) et pour 4 sites sur 5, le mode d'aisance demeure la nature¹².

1.2.6 Processus ODD au niveau national

Au Mali, l'évaluation finale des OMD a montré que des progrès notables ont été accomplis dans bien de domaines, notamment en matière d'accès à l'eau potable, de réduction de la mortalité infantile (surtout en milieu rural) ou d'ouverture de l'économie aux échanges internationaux. Elle ne révèle également qu'aucun des 8 Objectifs n'a été complètement atteint.

Comme d'autres pays, le Mali a pris une part active dans le processus d'élaboration des ODD et s'est engagé volontairement à produire chaque année un rapport au Forum politique de haut niveau sur leur état de mise en œuvre au plan national.

1.2.6.1 Ateliers au niveau régional

Des ateliers ont été organisés dans les régions de Kayes, Mopti, Ségou, Koulikoro, Sikasso et dans le District de Bamako du 29 mai au 23 août 2017. Pour des raisons de sécurité, l'atelier de Mopti a regroupé les régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et de Taoudéni.

¹²PNUD, République du Mali, 2016, *op. cit.*

Lesdits ateliers ont permis de sensibiliser les parties prenantes sur les enjeux et les implications des ODD dans la planification du développement territorial, de faire connaître le contenu de l'Agenda 2030, en particulier le processus de mise en œuvre des ODD et de recueillir les aspirations des acteurs du développement sur les priorités en matière de cibles des ODD.

1.2.6.2 Ateliers au niveau national

Un Atelier national de sensibilisation et d'appropriation des ODD a été organisé, les 14, 15 et 16 novembre 2016 à Bamako, sous la présidence du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale. Il a aussi enregistré la présence des Secrétaires généraux du Ministère de l'Economie et des Finances et du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable et de la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies, Coordinatrice Humanitaire et Résidente du Système des Nations Unies.

L'objectif de cet atelier était de renforcer la capacité du leadership du Gouvernement dans la priorisation, l'appropriation, l'intégration des ODD dans les politiques et stratégies de développement et l'accélération de leur atteinte au Mali, en lui fournissant les concepts et les outils nécessaires dans ce domaine.

Un atelier national de synthèse a été organisé les 28 et 29 septembre 2017 à Bamako tenant compte des résultats obtenus aux concertations régionales.

Aux termes des concertations (nationales et régionales), une séance de restitution des résultats a été organisée le 18 décembre 2017 à l'endroit des députés afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de suivi et de contrôle de l'action gouvernementale dans le cadre de la mise en œuvre des ODD.

1.2.6.3 Mécanisme institutionnel de suivi des ODD

Le décret N°2018-0623/PM-RM du 08 août 2018, dans son article 1^{er}, fixe les mécanismes institutionnels de pilotage, de suivi et d'évaluation du Cadre stratégique pour la Relance économique et le Développement Durable (CREDD) et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le dispositif de Pilotage et de Suivi-Evaluation du CREDD et des ODD comprend cinq niveaux :

- ***un niveau d'orientation stratégique***, à travers le Comité National d'Orientation Stratégique présidé par le Premier ministre ;
- ***un niveau de pilotage politique et technique*** conduit par le Comité de pilotage, présidé par le ministre chargé de l'Economie ;
- ***un niveau de concertation avec les partenaires techniques*** et financiers, à travers la Commission Mixte Mali-Partenaires techniques et financiers, présidé par le ministre chargé de l'Economie ;
- ***un secrétariat technique présidé par la Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté***, en collaboration avec l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable ;
- ***et (v) un niveau régional et local.***

La coordination de l'ensemble du dispositif de pilotage du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable et des Objectifs de Développement Durable (ODD) est assurée par le ministre chargé de l'Economie.

1.2.7 Contraintes actuelles de développement

Les conditions du monde lors de l'élaboration des ODD ont été déterminantes dans la fixation de leur nombre et de leur contenu. En effet, de nombreux pays, à l'instar du Mali, rencontrent d'énormes contraintes de développement consistant en des défis multiformes dans les différentes dimensions des ODD, en termes de vulnérabilités.

1.2.7.1 Insécurité, vulnérabilités sociale, économique et environnementale

Le Mali traverse une situation sécuritaire très difficile marquée par les attaques terroristes, essentiellement dans les zones nord et centre du pays. Beaucoup de zones échappent au contrôle de l'Etat, avec un déficit de plus en plus important d'accès aux services sociaux de base. Ceci engendre l'aggravation de la pauvreté des populations. Celles-ci ne pouvant plus exercer librement les activités économiques sont obligées de se déplacer ou de réduire le niveau de leurs activités. La pauvreté reste importante dans le pays, surtout en milieu rural ; ce sont surtout les agriculteurs qui sont les plus touchés.

Les résultats macroéconomiques bien que jugés appréciables sont fragiles en raison de la vulnérabilité économique du pays. En effet, le Mali est un pays à économie agropastorale, peu diversifiée et soumise aux fluctuations des termes de l'échange. Les conditions de sécurité ne favorisent pas la promotion de l'investissement de façon durable.

Par ailleurs, dans le domaine de la gouvernance économique, on s'aperçoit que malgré les mesures de lutte contre la corruption, le phénomène reste important pour le Mali. Les rapports du BVG de ces dernières années attestent l'ampleur du phénomène dans les administrations publiques.

En ce qui concerne les questions environnementales, le Mali est confronté à d'énormes pressions anthropiques et aux effets négatifs des changements climatiques. La crise actuelle qui a débuté en 2012 semble avoir renforcé le niveau de ces questions. A cela s'ajoute la faible répartition des pluies au niveau des zones agricoles et pastorales.

1.2.7.2 Défaillances de la planification stratégique et du système statistique

La fin des années 1990 semblait être un renouveau de la planification au Mali. Mais les problèmes restent importants à plus d'un titre à la fois au niveau de la planification stratégique et de la planification opérationnelle. En général, il existe à chaque fois, un décalage entre le niveau stratégique et le niveau opérationnel. Ceci a abouti à un ensemble de réformes dans les domaines de la planification et de la statistique.

Concernant les ODD, il est important d'éviter leur prise en charge tardive. Pour le cas des OMD, la prise en charge s'est effectuée sur seulement 10 ans au lieu de 15 ans initialement prévus.

II. Situation de référence établie pour les ODD

2.1 Présentation des sources des données utilisées

Le Mali dispose d'un système statistique au contenu varié. Différents types de données produites sont utilisées dans le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Ce sont des données issues de statistiques administratives (données de routine) à la fois au niveau sectoriel et global, mais aussi et surtout d'enquêtes spécifiques.

Pour établir cette situation de référence, différentes sources de données statistiques ont été explorées et exploitées. Les ODD, faut-il le rappeler, sont répartis en quatre domaines (Social, Economie, Environnement et Gouvernance).

Pour les ODD du domaine Social, les statistiques disponibles concernent les statistiques d'enquête et les statistiques administratives (annuaires statistiques etc.) des différents secteurs concernés, notamment l'éducation, la santé et la protection sociale. L'INSTAT et les CPS sectorielles sont les principales sources de données explorées.

Pour les ODD du domaine Economie, les statistiques disponibles concernent les indicateurs macroéconomiques que l'on retrouve dans les comptes économiques ainsi que les statistiques internationales. Les principales sources disponibles sont l'INSTAT, la BCEAO et la DGB.

En ce qui concerne les statistiques du domaine Environnement, les indicateurs ODD disponibles proviennent du secteur de l'environnement. L'INSTAT et la CPS du secteur de l'environnement sont les principales sources disponibles. Mais d'une manière générale, le système d'information environnemental rencontre des difficultés dans la production de statistiques régulières.

Enfin, dans le domaine de la Gouvernance, les statistiques disponibles proviennent du secteur institutionnel et de la Justice ainsi que d'enquêtes ponctuelles. Les principales sources disponibles sont l'INSTAT et la CPS du secteur de la Justice.

Pour les données des dépenses publiques, l'étude a utilisé les données de BOOST Mali de la Banque mondiale. En effet, le Mali est le quatrième pays francophone en Afrique à publier ses données budgétaires à l'aide de BOOST. La base de données des dépenses publiques du Mali, dénommée BOOST Mali, présente des données budgétaires désagrégées de 2004 jusqu'à 2015 sur le site de la Banque Mondiale. Elles sont présentées selon la nomenclature du budget national qui compte une classification administrative, économique, géographique et fonctionnelle. Par ailleurs, les données sont produites et présentées tout au long du cycle budgétaire national qui comprend les montants alloués et dépensés par les agences du gouvernement central et local¹³.

En ce qui concerne les données de l'ODHD fournies par « l'enquête sur le Profil de pauvreté des communes » de 2016/2017, elles portent sur l'offre de services par rapport aux ODD. Elles ne couvrent pas l'ensemble des dimensions ODD.

Dans le tableau global des ODD, les détails sont donnés par rapport à la source précise de chaque indicateur. Par ailleurs, il faut noter que certains indicateurs ont été calculés en utilisant

¹³ <http://boost.worldbank.org/fr/country/mali>

les données de différentes sources. Autrement dit, certains indicateurs combinent différentes sources de données statistiques.

2.2 Méthodologie utilisée

La méthodologie utilisée est conforme à celle retenue au niveau international, en termes de nature des indicateurs, de classification et de méthodes de calcul. Ce sont les mêmes indicateurs qui ont été retenus.

Pour le Mali, l'étude a choisi de faire l'état des lieux de l'existant et la classification des indicateurs par niveau de disponibilité en distinguant les indicateurs des politiques publiques, de ceux du système statistique et de ceux non disponibles au niveau national. La classification opérée est conforme à celle définie au niveau international. Toutefois, l'étude a défini les indicateurs « approchants » ou proxy au niveau national. Cela vient du constat établi, qu'il existe une différence entre l'indicateur ODD et celui correspondant au niveau national. Autrement dit, l'étude a dû contextualiser les ODD au niveau national dans la mesure du possible tout en gardant la définition et la cohérence des indicateurs ODD originels.

2.2.1 Cadre méthodologique au niveau international

Dans la Résolution 68/261 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, les indicateurs relatifs aux Objectifs de Développement Durable (ODD) sont ventilés, le cas échéant, par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, types de handicap, lieu de résidence ou autres caractéristiques, conformément aux principes fondamentaux de la statistique officielle (Nations Unies, 2015). En effet, au niveau mondial, il est convenu une classification des indicateurs ODD en trois catégories, en tenant compte du niveau de développement méthodologique et de la disponibilité globale des données statistiques nécessaires au renseignement des indicateurs dans chaque pays.

Catégorie 1 ou niveau 1 : les indicateurs pour lesquels une méthode de calcul a été établie et des données sont déjà largement disponibles. Autrement dit, il s'agit d'indicateurs conceptuellement clairs, pour lesquels une méthodologie a été établie et standardisée au niveau international, avec une production régulière de données au niveau des pays.

Catégorie 2 ou niveau 2 : les indicateurs pour lesquels une méthode de calcul a été établie mais les données ne sont pas aisément disponibles. Il s'agit d'indicateurs conceptuellement clairs, pour lesquels une méthodologie a été établie et standardisée au niveau international, avec une production ponctuelle ou inexistante de données au niveau des pays.

Catégorie 3 ou niveau 3 : les indicateurs pour lesquels aucune méthode de calcul n'a encore été convenue sur le plan international. Il s'agit d'indicateurs pour lesquels il n'y a pas de méthodologie standardisée au niveau international ou dont la méthodologie internationale est en train d'être testée ou élaborée.

Par ailleurs, il faut noter que cette classification sera révisée chaque année en fonction des développements méthodologiques. Seuls les indicateurs classés en catégorie I, éventuellement ceux en catégorie II, seront collectés pour le rapport mondial. Les trois catégories sont désignées sous l'appellation « niveau ». Dans les TDR de cette étude, elles correspondent aux tiers (1, 2 et 3).

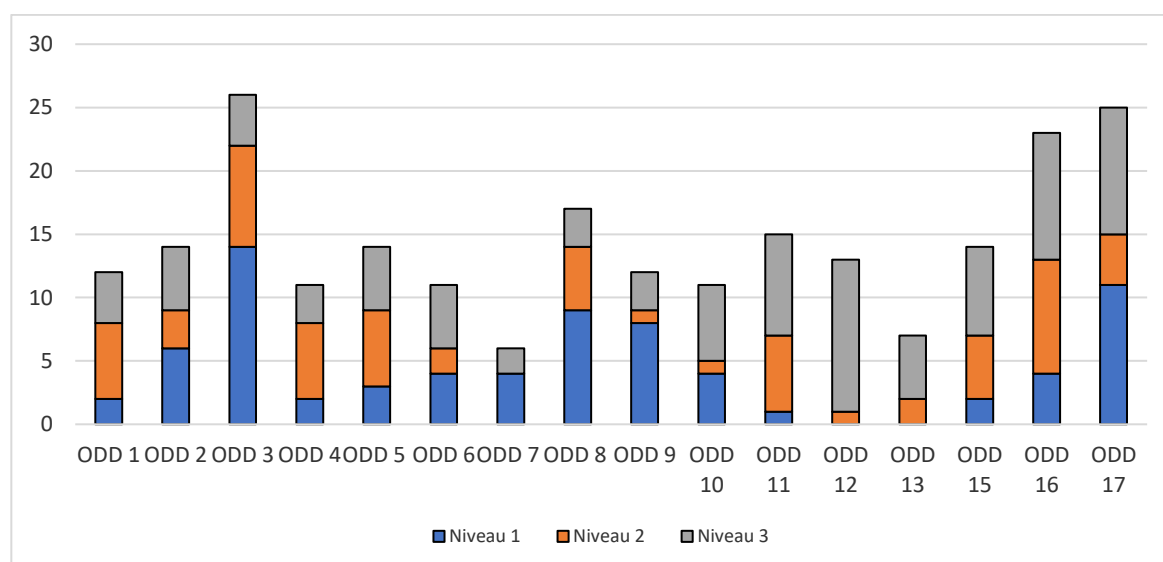
2.2.2 Classification des indicateurs ODD au niveau national par niveau

Comme indiqué plus haut, la classification des indicateurs ODD au niveau international a retenu une répartition en trois catégories ou niveaux. L'adoption de cette classification au niveau national a été effectuée à travers les différents tiers (tiers 1, tiers 2 et tiers 3). Dans l'ensemble :

- 32% (74) des indicateurs sont de niveau 1. Dans cette catégorie, les ODD 3 (14), 17 (11) et 8 (9) sont majoritairement concernés ;
- 28% (65) des indicateurs sont de niveau 2. Ce sont les ODD 16 (9), 3 (8), 11 (6) ; 5 (6) et 1 (6) qui sont majoritairement concernés dans cette catégorie ;
- 40% (90) des indicateurs ODD sont dans la catégorie 3. Dans cette liste, ce sont les ODD 12 (12), 16 (10) et 17 (10) qui sont essentiellement concernés.

Le graphique ci-après donne la classification des indicateurs ODD selon les trois niveaux (1, 2 et 3).

Graphique N° 2: Classification des indicateurs ODD par niveau (1, 2 et 3)



Source : Calculs de l'étude

2.2.3 Répartition des indicateurs ODD entre les statistiques nationales et les politiques publiques

Une liste de 241 indicateurs de suivi a été définie pour effectuer le suivi des ODD dans tous les pays. Ces indicateurs ont été classés en trois catégories au niveau international. Ce sont les ODD 3 (26 indicateurs), 17 (25 indicateurs) et 16 (23 indicateurs) qui compte le plus d'indicateurs. En effet, seuls 231 indicateurs semblent pertinents pour le Mali. L'ODD 14 (vie maritime) et ses indicateurs ne concernent pas directement le Mali.

Ici, la répartition des indicateurs est effectuée par ODD en tenant compte de ceux qui ne sont pas pris en compte au niveau national, plus précisément ceux qu'on retrouve dans les indicateurs statistiques du pays et ceux qu'on retrouve dans les politiques publiques. Pour ce qui concerne le Mali, la répartition globale est la suivante :

- 9% (21) des indicateurs ODD ne sont pas pris en compte au niveau national. Dans cette liste, on retrouve principalement des indicateurs des ODD 15 (11) et un peu ceux de l'ODD 6 (4) ;
- 66% (153) des indicateurs ODD se retrouvent dans les statistiques nationales. Seuls les ODD 13 et 15 n'ont pas la majorité de leurs indicateurs dans cette catégorie ;
- 25% (57) des indicateurs ODD sont au niveau des politiques publiques nationales. Ce sont les indicateurs des ODD 17, 12 et 7 qui ont la majorité de leurs indicateurs dans cette catégorie.

Le tableau suivant donne la répartition des indicateurs ODD entre les indicateurs non pris en compte au niveau national, les indicateurs statistiques et les indicateurs des politiques publiques.

Tableau N° 5 : Répartition des indicateurs ODD entre les indicateurs non pris en compte au niveau national, les indicateurs statistiques et les indicateurs des politiques publiques.

ODD	Indicateurs non pris en compte au niveau national	Indicateurs statistiques	Indicateurs de Politiques publiques	Total
ODD 1	0	9	3	12
ODD 2	0	13	1	14
ODD 3	0	24	2	26
ODD 4	0	10	1	11
ODD 5	0	11	3	14
ODD 6	4	6	1	11
ODD 7	0	3	3	6
ODD 8	1	15	1	17
ODD 9	1	10	1	12
ODD 10	1	7	3	11
ODD 11	2	10	3	15
ODD 12	0	6	7	13
ODD 13	0	1	6	7
ODD 15	11	1	2	14
ODD 16	1	20	2	23
ODD 17	0	7	18	25
Total	21	153	57	231
Part	9%	66%	25%	100%

Source : Calculs de l'étude

2.2.4 Méthode de projection : extrapolation des tendances

Il existe plusieurs méthodes de projection des indicateurs statistiques. Pour ce travail, le choix est porté sur les méthodes basées sur l'extrapolation des tendances. Elles reposent sur la continuation des tendances historiques observées.

Des modèles mathématiques sont appliqués aux données historiques et utilisés ensuite pour projeter la population. Les données historiques (exemple : le taux de croissance) peuvent être empruntées à d'autres populations. Ces méthodes s'appliquent généralement à la population totale¹⁴.

a. Croissance linéaire

Les méthodes basées sur l'extrapolation des tendances supposent une croissance linéaire à partir de deux hypothèses : (i) la population change par la même quantité absolue (constante) par unité temporelle (e.g. une année, un changement relatif qui décroît, (ii) le changement s'opère à la fin de chaque unité temporelle.

La procédure consiste à : a) *calculer la variation moyenne absolue au cours de la période de base*, b) *appliquer la même quantité pour chaque unité temporelle jusqu'à l'année de fin de la projection*.

b. Croissance géométrique

Les hypothèses concernées sont les suivantes : (i) la population change par le même taux (pourcentage) par unité temporelle (e.g. une année), (ii) le changement s'opère à intervalles distincts.

La procédure de calcul consiste à : (a) calculer le taux géométrique de variation annuelle moyenne, (b) appliquer ce taux à la population de départ.

L'étude a utilisé les méthodes d'extrapolation linéaire et géométrique des tendances, en faisant référence aux cibles de base de chaque indicateur. Elle permet d'apprécier la dynamique de chaque indicateur à partir du niveau de l'année de référence, en se projetant sur l'horizon 2030.

2.2.5 Classification des indicateurs ODD par niveau de disponibilité

On peut opérer une classification des indicateurs ODD selon le niveau de disponibilité en trois catégories : approchant, indisponible et mobilisable. Sur l'ensemble des indicateurs ODD, certains sont déjà disponibles et mobilisables directement au niveau national. Par contre d'autres sont des indicateurs proches (indicateurs approchants) de ceux retenus dans la liste des Nations Unies. Les autres ne sont pas disponibles au niveau national (indicateurs indisponibles). Globalement, la répartition obtenue est la suivante :

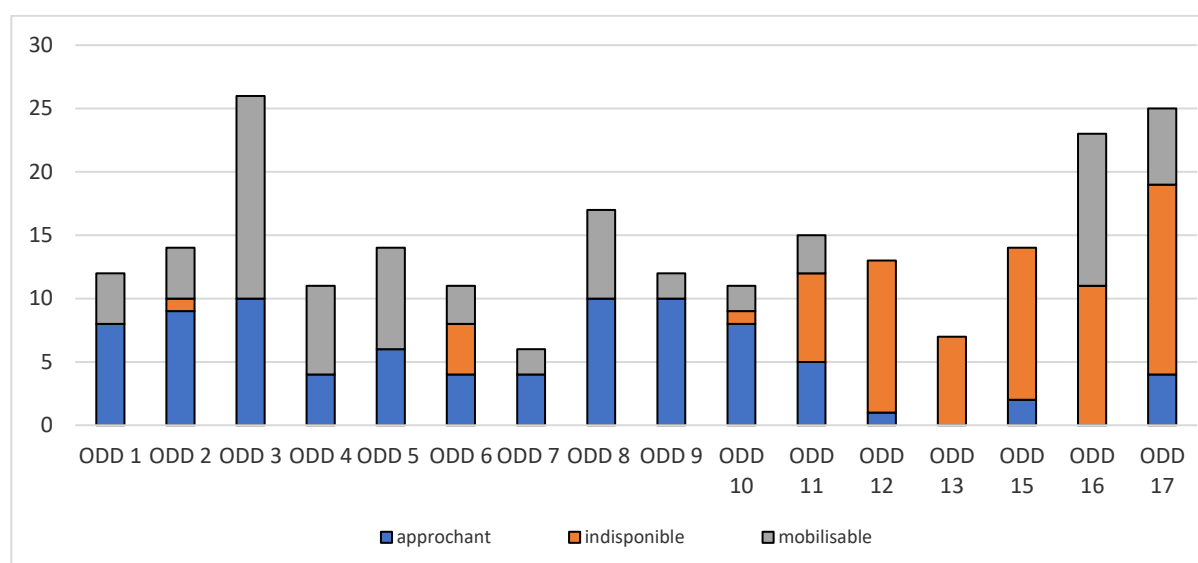
- 37% (85) des indicateurs ODD sont approchants au niveau national. Dans cette liste les indicateurs des ODD 1 (8), 2 (9), 8 (10), 9 (10) et 10 (8) sont les plus concernés ;

¹⁴ www.un.org/en/development/desa/.../2%20Methodes%20de%20projection_Final.pdf

- 30% (70) des indicateurs ODD sont indisponibles ; les ODD 11, (7), 12 (12), 13 (7), 15 (12) et 17 (15) sont majoritairement les plus concernés ;
- 33% (76) des indicateurs ODD sont mobilisables ; soit majoritairement ceux des ODD 3 (16), 4 (7), 5 (8) et 16 (12).

Au total, ce sont 70% des indicateurs ODD qui sont disponibles au niveau national (approchant et mobilisables). Le graphique suivant donne la répartition des indicateurs ODD en tenant compte de leur disponibilité.

Graphique N° 3: Classification des indicateurs ODD selon le niveau de disponibilité



Source : calculs de l'étude

2.3 ODD, cibles et indicateurs d'ici à 2030

2.3.1 Principale démarche

Le programme des ODD comporte 17 objectifs, 169 cibles et 241 indicateurs. Il est important de faire remarquer qu'aucune priorisation nationale des cibles et indicateurs n'a été effectuée avant ce travail. Autrement dit, le Mali n'a pas encore choisi la liste des cibles et indicateurs précis à suivre d'ici à 2030. Dans cette partie, pour chaque objectif, pour chacune de ses cibles et pour chaque indicateur, il est donné la situation de référence de l'indicateur en définissant la source de données, le niveau de désagrégation, les structures responsables, la périodicité et la formulation exacte de l'indicateur ODD au niveau national. Pour chaque indicateur, il est précisé la tranche proposée par les Nations Unies (niveau 1, niveau 2 et niveau 3). La projection de chaque indicateur est donnée en fonction de son niveau de référence. L'année de référence retenue est 2015 ; les ODD étant entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Mais, les années 2015, 2016 et 2017 sont déjà observées.

Par ailleurs, pour les indicateurs statistiques dont la référence précède l'une de ces années, leur année de collecte est considérée. Ainsi l'étude a renseigné pour certains indicateurs les années autres que 2015, 2016 et 2017.

Ce sont les 16 ODD ainsi que les métadonnées y référant qui sont considérés dans cette partie. L'ODD 14 portant sur les ressources marines et les écosystèmes marins n'est pas pris en compte. Ici, de façon générale, les principaux indicateurs présentés sont ceux pour lesquels les données statistiques sont obtenues. En absence de choix de priorisation, l'existence ou la disponibilité de données statistiques apparaît comme un critère clé dans la définition de la situation de référence de chaque objectif et de chacune de ses cibles. Ce critère reste valable dans le cas d'un choix final de priorisation.

Certains indicateurs, pour lesquels les données ont été obtenues, ont fait l'objet de projections en tenant compte de la nature des cibles concernées.

Une annexe présente le tableau global de tous les indicateurs (y compris les projections), y compris ceux pour lesquels les données n'ont pas pu être obtenues. Pour chaque objectif, les indicateurs sont décrits par cible, à travers les rubriques suivantes : (i) la définition et la méthode de calcul, (ii) les sources de collecte de données, (iii) la désagrégation, (iv) les structures responsables, (v) la périodicité, et (vi) l'indicateur national ; l'étude ayant constaté qu'il existe souvent une différence entre l'indicateur ODD et celui défini au niveau national. Les indicateurs obtenus sont présentés ainsi que leurs projections (s'il y a lieu).

Aussi, l'étude a établi, pour chaque objectif, la situation par rapport à l'offre de service en faisant référence aux données de l'enquête relative au Profil de pauvreté des Communes 2016/2017. Ces données permettent de comprendre dans quelles mesures il existe des offres de services relatives aux ODD dans les communes du Mali. L'année de référence de ces indicateurs est 2017.

Il s'agit des services offerts par les structures de développement. Cela permet de comprendre l'importance de la disponibilité physique en tant qu'indicateur global d'appréciation de l'accès aux services socioéconomiques et environnementaux par les populations maliennes.

2.3.2 ODD 1 : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes

L'ODD 1 compte 12 indicateurs, dont trois de mise en œuvre et 9 à l'horizon 2030. Dans ce qui suit, les indicateurs présentés sont ceux pour lesquels des données ont été obtenues.

2.3.2.1 Cible 1.1 et indicateur

Cible 1.1 : D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar des États-Unis par jour)

Indicateur 1.1.1. Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar des États-Unis par jour ventilée par sexe, groupe d'âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale). Cet indicateur n'est pas calculé au niveau national. C'est donc un proxy qui est calculé ici.

Définition : Cet indicateur est la proportion de la population vivant dans des ménages dont la consommation par habitant est inférieure au seuil de pauvreté 1,25 dollar. Il est obtenu en divisant le nombre de personnes vivant dans des ménages en dessous du seuil de pauvreté par le nombre total de personnes. Dans le contexte du Mali, le taux de pauvreté est calculé selon les dépenses par tête au seuil de 1,25 dollar US converti en franc FCFA.

Méthode de calcul :

La méthodologie pour le calcul est de convertir le seuil 1,90\$ en FCFA qui correspond au taux de change de la BCEAO en 2015 dont 1\$=592,7635 FCFA. L'indicateur n'est pas publié au niveau national. Dans la base de données de la Banque mondiale, les dernières informations pour le seuil de pauvreté de 1,90 \$US par jour portent sur l'année 2009 ; soit un seuil de 15,5% (52,1% en 1994, 23,2% en 2001, 17,7% en 2006) ; le rythme de réduction étant de 2,2 points de pourcentage ; le taux de 2015 est estimé à 11,1%.

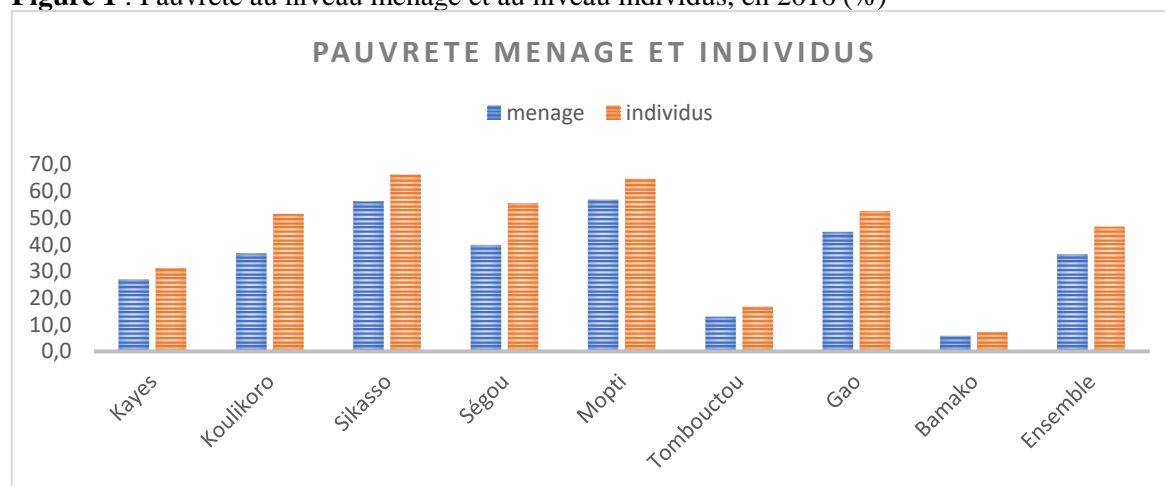
Nouvelle méthode d'estimation de la pauvreté

L'INSTAT a expérimenté en octobre 2018, une nouvelle méthode d'estimation de la pauvreté au niveau communal et au niveau cercle. C'est une méthode de régression linéaire générale qui est utilisée pour estimer les différents indices de pauvreté (incidence, profondeur et sévérité). Cette méthode utilisée par l'INSTAT pour estimer la pauvreté monétaire dans les cercles et les communes permettra de combler l'insuffisance de données pour ces niveaux de désagrégation. Elle permet de répondre aux besoins d'analyses déconcentrées et décentralisées en ce qui concerne les données de la pauvreté issues de l'EMOP, en faisant une combinaison des données EMOP et des données du recensement général de la population et de l'habitat. L'idée de cette méthode est que les deux sources de données soient les plus proches possibles, c'est-à-dire qu'elles soient de la même année. Aussi, l'enquête doit couvrir toutes les communes.

1. Pauvreté des ménages et Pauvreté des individus

L'incidence de la pauvreté des individus est estimée à 46,8 %, soit environ 8 500 000 pauvres en 2016. Au niveau des ménages, 36,3 % des ménages sont pauvres, soit environ 825 000 pauvres. La pauvreté est déterminée au niveau des ménages et est répercutée aux individus membres des ménages en utilisant le coefficient d'extrapolation du niveau individu. Cet écart au niveau des incidences de pauvreté « ménage » et « individu » laisse entendre que dans les ménages pauvres, on rencontre beaucoup plus d'individus que dans les ménages non pauvres.

Figure 1 : Pauvreté au niveau ménage et au niveau individus, en 2016 (%)¹⁶



2. Méthode d'estimation de l'incidence de la pauvreté des ménages au niveau cercle et commune en 2016

Modèle de régression linéaire multiple

$$y_{ij} = \beta_0 + \sum_{k=1}^m \beta_k x_{ijk} + u_{ij}$$

Le Modèle final comprend 97 variables. Les principales limites concernent l'écart d'années entre l'enquête et le recensement ; la non couverture des communes par l'enquête.

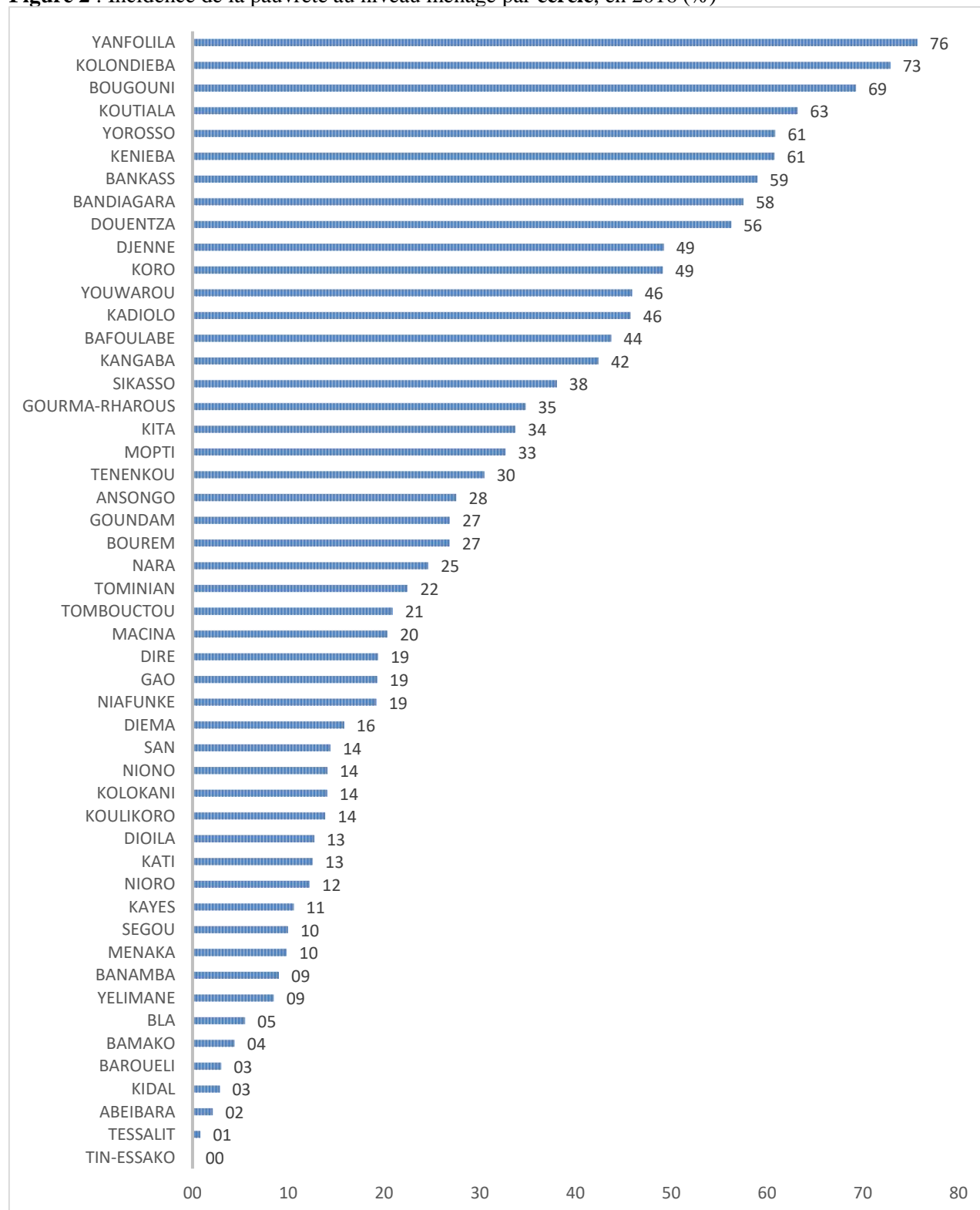
Résultats des estimations

L'enquête EMOP est une enquête par sondage stratifié au niveau de la région et du milieu de résidence. Les échantillons sont donc représentatifs au niveau de ces découpages géographiques que sont le niveau national, le milieu de résidence (urbain vs rural) et le milieu de résidence associé à chaque région que l'on appelle strate. Pour répondre au besoin important de données au niveau infrarégional comme le cercle et la commune, il a été utilisé la technique d'estimation sur petits domaines « small area estimation » qui utilise les données d'enquêtes et de recensements de même période (ou de périodes assez proches), en construisant sur la base de l'enquête un modèle explicatif de la variable « dépenses par tête des ménages » sur les variables explicatives liées aux caractéristiques de logement des ménages, aux variables de structure (région, cercle, commune) et en prédisant les « dépenses par tête » de l'ensemble des ménages du Mali dans la base du recensement en utilisant les estimations du modèle de régression obtenu.

¹⁵ INSTAT (2018), p.1-5

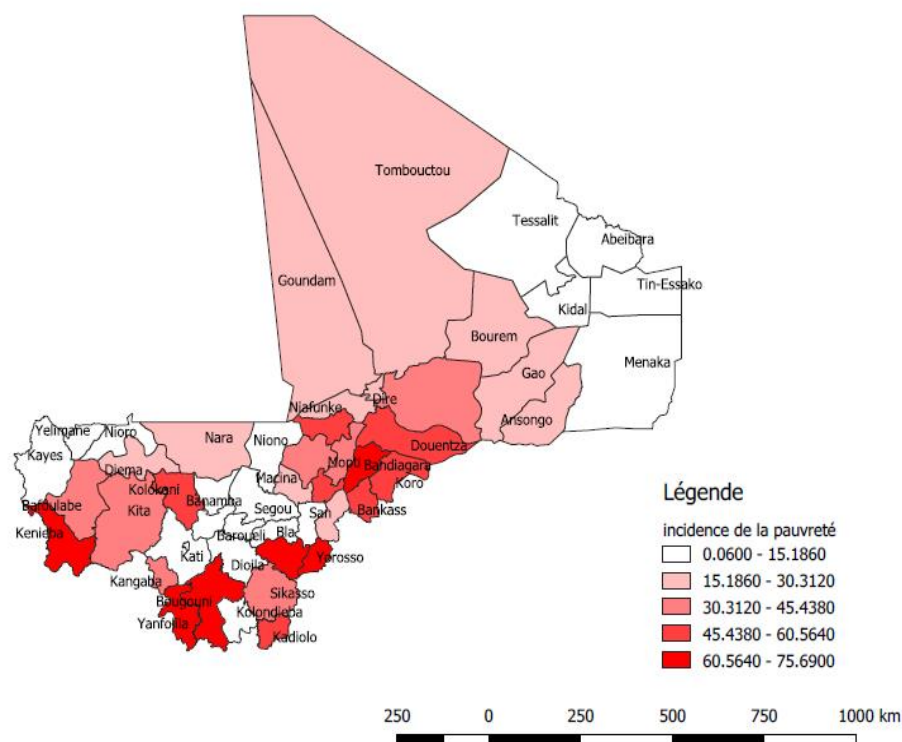
¹⁶ La région de Kidal n'a pas été couverte par l'EMOP 2016

Figure 2 : Incidence de la pauvreté au niveau ménage par cercle, en 2016 (%)



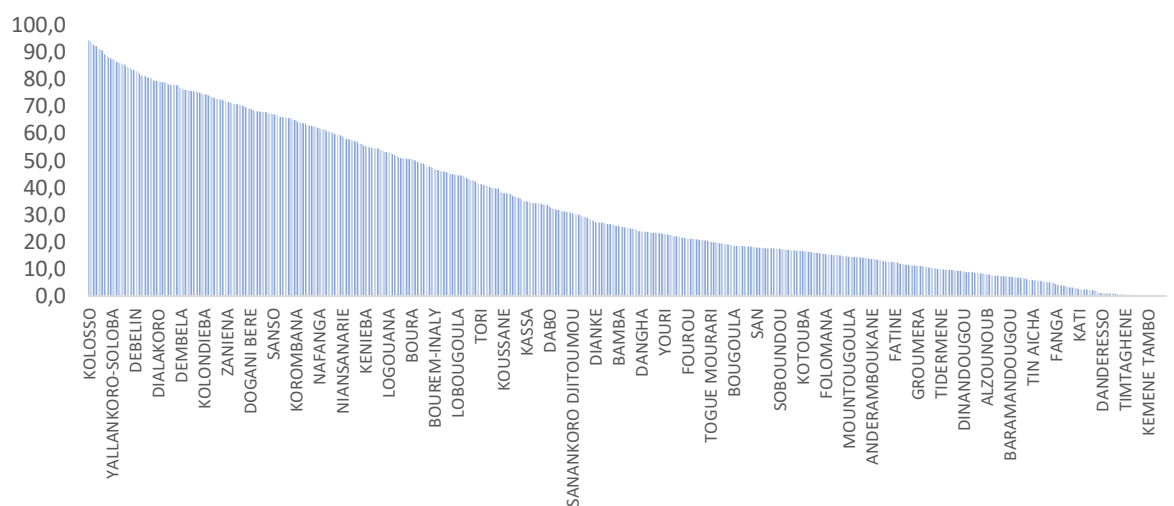
S'il ressort que les régions les plus pauvres, monétairement, sont les régions de Sikasso et de Mopti. Dans chaque région, cinq cercles tirent ces régions vers la pauvreté monétaire. Pour la région de Sikasso : les cercles de Yanfolila (75,6%), Kolondieba (72,9%), Bougouni (69,3%), Koutiala (63,2%), Yorosso (60,1%). Pour la région de Mopti : les cercles de Bankass (60,0%), Bandiagara (57,8%), Douentza (56,3%), Djenne (49,2%), Koro (49,1%), Youwarou (46,0%).

Figure 3 : Carte de pauvreté au niveau du cercle en 2016



Au niveau communal, l'incidence de la pauvreté des ménages est estimée dans chaque commune. Les communes qui tirent davantage vers la pauvreté monétaire sont : Kolosso (94,5%) et Tousseguela dans le cercle de Kolondieba (93,6%) ; Gouanan (92,7%) et Sankarani dans le cercle de Yanfolila (92,3%).

Figure 4 : Histogramme de pauvreté des ménages dans les communes (%)



Source : INSTAT (2018)

2.3.2.2 Cible 1.2 et indicateurs

Cible 1.2 : D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges qui vivent dans la pauvreté, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes.

Indicateur 1.2.1 : Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, ventilée par sexe et groupes d'âge

Définition : Cet indicateur est la proportion de la population vivant dans des ménages dont la consommation par habitant est inférieure au seuil de pauvreté national en 2016 qui correspond à 175 000 FCFA. Il correspond au pourcentage de la population dont les dépenses de consommation par habitant se situent en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire au pourcentage de la population qui n'a pas les moyens d'acheter un panier de biens de base. C'est un indicateur de pauvreté monétaire. En effet, toute personne qui ne peut pas consommer, faute de moyens, un certain nombre de biens d'usage ordinaire ou de consommation de base (biens nécessaires), est considérée pauvre. On définit un seuil monétaire en-deçà duquel un ménage et tous les membres du ménage sont considérés comme pauvres et l'on comptabilise le nombre de pauvres par référence à ce seuil (ligne de pauvreté). Le plus souvent, le seuil est comparé à la consommation du ménage, mais il est possible de le comparer alternativement au revenu¹⁷.

Méthode de calcul :

Il correspond au pourcentage de la population dont les dépenses de consommation par habitant se situent en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire au pourcentage de la population qui n'a pas les moyens d'acheter un panier de biens de base. C'est un indicateur de pauvreté monétaire.

Tableau N° 6 : Seuil de pauvreté monétaire selon différentes catégories

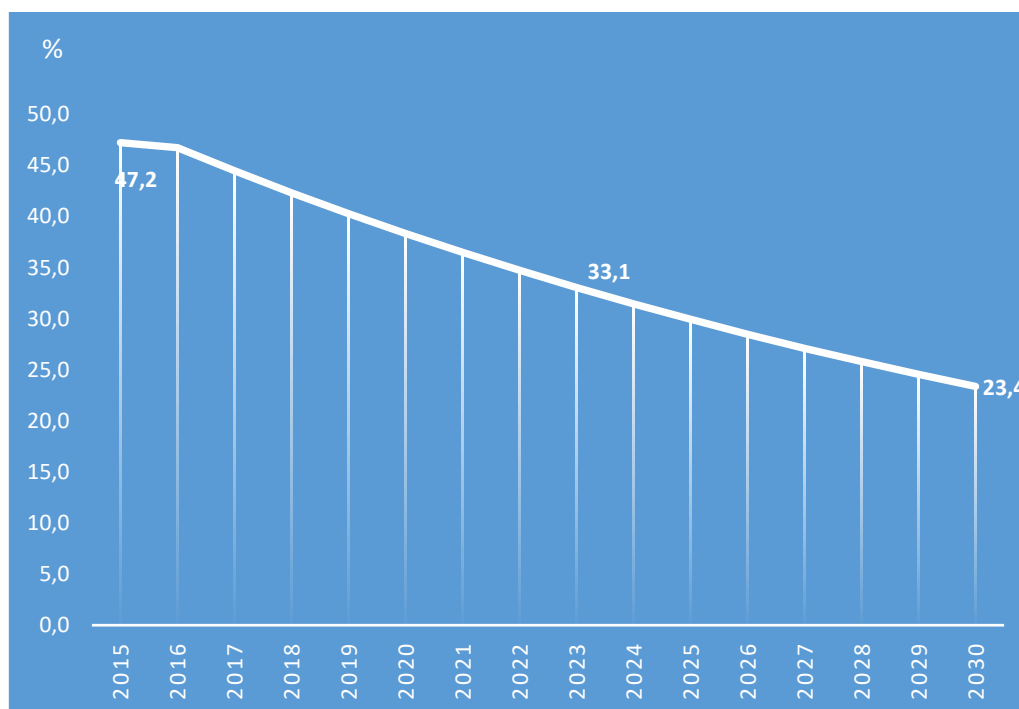
	2015	2016	2017	2030
Taux de pauvreté monétaire	47,2	46,8	44,5	23,4
Selon le sexe du CM				
Femmes	47,3	47,4	45,1	23,7
Hommes	47,1	46,1	43,9	23,1
Selon l'âge de l'individu				
Moins de 18 ans	50,2	50,0	47,5	25,0
18 à 29 ans	41,9	41,3	39,3	20,7
30 à 39 ans	43,8	43,2	41,2	21,6
40 à 49 ans	43,9	43,8	41,6	21,9
50 à 59 ans	44,9	42,3	40,3	21,2
60 ans ou plus	47,0	45,0	42,8	22,5
Milieu de résidence				
Urbain	29,2	13,2	12,6	6,6
Rural	53,1	24,1	22,9	12,0

Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude

¹⁷ INSTAT, 2017, La pauvreté à plusieurs dimensions au Mali, novembre, p.18

Le graphique suivant présente l'évolution du seuil de pauvreté monétaire de 2016 à 2030.

Graphique N° 4: Evolution du seuil de pauvreté monétaire de 2016 à 2030.



Source : calculs de l'étude

Indicateur 1.2.2. Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays

Dans le cas du Mali l'indicateur 1.2.2 est composé de deux indicateurs : l'indice de privations multidimensionnelles des enfants, évalué à travers N-MODA (Définition 1), l'indice de pauvreté multidimensionnelle des hommes et des femmes (définition 2). **Indicateur national (I)** : pauvreté multidimensionnelle des enfants ou privations multidimensionnelles des enfants.

Définition (1) : La pauvreté multidimensionnelle est réalisée à l'aide de l'analyse du chevauchement des privations multiples (Multiple Overlapping Deprivation Analysis, MODA) mise au point par le Bureau de Recherche de l'UNICEF à Florence et contextualisée pour le Mali (N-MODA). Les Nations Unies définissent la pauvreté des enfants comme un phénomène multidimensionnel : « Les enfants vivant dans la pauvreté sont privés de nutrition, d'eau et d'installations sanitaires, d'accès aux services de santé de base, de logement, d'éducation, de participation et de protection ; bien qu'un manque sévère de biens et de services nuise à tout être humain, c'est pour les enfants que cela représente la pire menace et le mal le plus grand, en les rendant incapables de jouir de leurs droits, d'atteindre leur plein potentiel et de participer à la société comme membres à part entière » (Nations Unies, 2007).

Méthode de calcul (1)

La méthodologie N-MODA est une approche visant à définir et à quantifier les privations multidimensionnelles subies par les enfants et à étudier le chevauchement entre les privations, afin d'identifier les enfants les plus vulnérables. L'analyse des privations est principalement axée sur la privation dimensionnelle ou

multidimensionnelle. Les privations multiples sont mesurées à l'aide d'une simple comptabilisation des privations, avec une pondération égale de chaque dimension.

L'analyse MODA fournit tout d'abord des estimations de la privation unidimensionnelle, qui offrent une perspective sectorielle en présentant le pourcentage d'enfants victimes de privations dans un indicateur ou une dimension donnée. Elles constituent un premier aperçu des privations particulièrement pertinentes pour les enfants d'un certain âge dans un contexte (national) spécifique.

La méthodologie se place ensuite du point de vue de l'enfant pour déterminer le nombre de dimensions dans lesquelles l'enfant subit des privations. Comptabiliser le nombre de privations par enfant permet d'observer la répartition de toutes les privations subies par une population d'enfants donnée (définie par groupe d'âge et/ou caractéristiques générales). La comptabilisation des privations permet en outre d'analyser l'ampleur de la privation multidimensionnelle.

Le troisième élément de l'analyse porte sur le chevauchement des privations et permet d'identifier les privations qui sont généralement subies simultanément. Les combinaisons de privations sont mises en évidence à ce stade et l'on effectue des estimations sur la proportion d'enfants victimes d'une seule privation simple ou de plusieurs privations à la fois.

Le calcul des indices de privation multidimensionnelle offre un aperçu de ce phénomène. Le taux d'incidence (H) correspond au pourcentage d'enfants subissant des privations multidimensionnelles. L'intensité moyenne (A) représente le nombre de privations subies par les enfants qui en sont victimes, en pourcentage de l'ensemble des privations possibles. Enfin, le taux d'incidence ajusté (M0) permet de prendre en compte l'incidence mais aussi l'ampleur des privations. Il est calculé en multipliant le taux d'incidence par l'intensité moyenne ($M0 = H \times A$). Ces indices sont calculés suivant la méthodologie d'Alkire et Foster (2011).

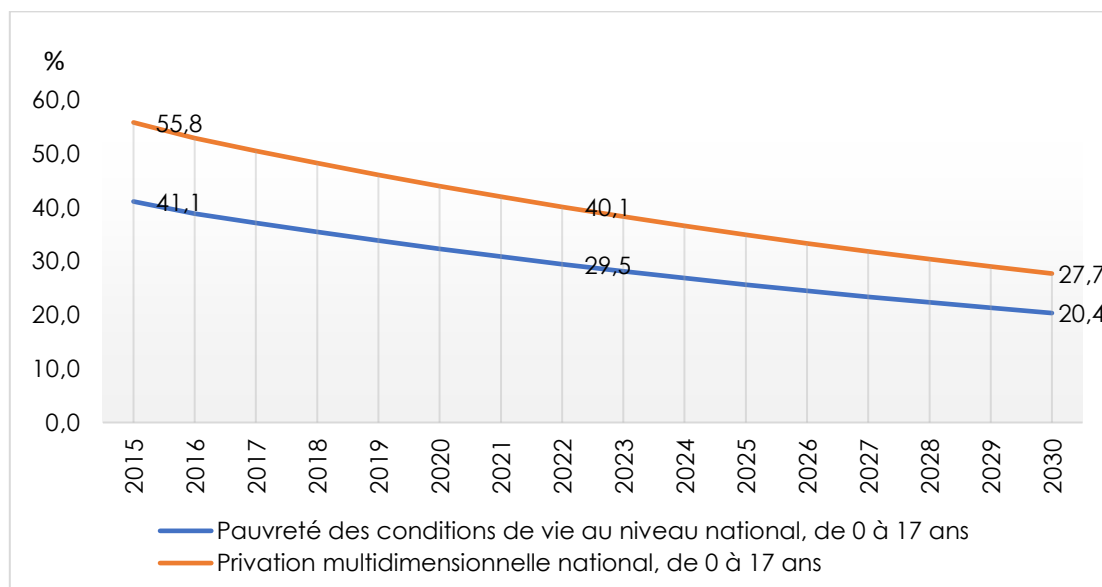
Tableau N° 7 : Pauvreté des conditions de vie et privation multidimensionnelle des enfants

Pauvreté des conditions de vie et privation multidimensionnelle des enfants	2015	2030
Pauvreté des conditions de vie des enfants de 0 à 17 ans	41,1	20,4
Privation multidimensionnelle des enfants de 0 à 17 ans	55,8	27,7

Source : Rapport 2018 sur la privation et la pauvreté multidimensionnelle des enfants et calculs de l'étude

Le graphique ci-après donne les évolutions des indices de pauvreté des conditions de vie et de la privation multidimensionnelle des enfants de 0 à 17 ans, au niveau national.

Graphique N° 5: Indice de pauvreté des conditions de vie et indice de la privation multidimensionnelle des enfants de 0 à 17 ans, au niveau national



Source : calculs de l'étude à partir des données du rapport N-MODA 2018

Indicateur National (2) : L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)

Définition (2) : L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) est un nouvel indicateur statistique composite élaboré en 2007 par un laboratoire de l'Université d'Oxford (Oxford Poverty and Human Development Initiative, OPHI) et utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Méthode de calcul (2) : Le calcul procède d'abord en trois étapes.

- (i) Un ménage reçoit la valeur 1 pour l'indicateur correspondant si le ménage est démuné, autrement 0. Pour chaque ménage, on calcule la somme pondérée des privations. Cette somme, qui aura automatiquement une valeur entre 0 et 1, s'appelle le score du ménage.
- (ii) Quand le score est supérieur à 1/3 (le seuil), le ménage et tous les individus du ménage sont définis comme « démunis » ou « pauvres » dans le sens de l'IPM.
- (iii) Pour les ménages ayant un score inférieur à 1/3, leur score est remplacé par 0. Le score modifié ainsi est appelé le score censuré.

On reçoit ainsi un score pour chaque ménage enquêté dans l'EMOP. Quand le score est supérieur à 1/3, le ménage est pauvre dans le sens de l'IPM. En appliquant les coefficients de pondération des données de l'EMOP, on calcule directement le nombre de personnes pauvres dans le sens de l'IPM, et en divisant ce nombre par la taille de la population, on aura l'incidence de pauvreté. C'est le même processus pour le niveau national, régional et pour les milieux urbain et rural. L'incidence est désignée par « **H** ». Pour le dernier pas dans le calcul de l'IPM, on calcule la moyenne des scores des personnes démunies. On applique les coefficients de pondération de l'EMOP pour calculer la moyenne. Cette moyenne représente l'intensité de la privation des pauvres dans le sens de l'IPM. L'intensité est désignée par « **A** ». L'IPM est le produit des deux éléments : **IPM = H x A**

L'Indice de pauvreté multidimensionnelle synthétise ainsi deux informations : le nombre de personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle (niveau ou taux de la pauvreté) et le nombre moyen de privations subies par les personnes dans les ménages pauvres (intensité ou sévérité de leur pauvreté). Selon Alkire-Foster(2007), l'IPM montre « la proportion des pauvres, ajustée par l'intensité de leur pauvreté ».

Le tableau suivant donne l'évolution du taux de la pauvreté multidimensionnelle.

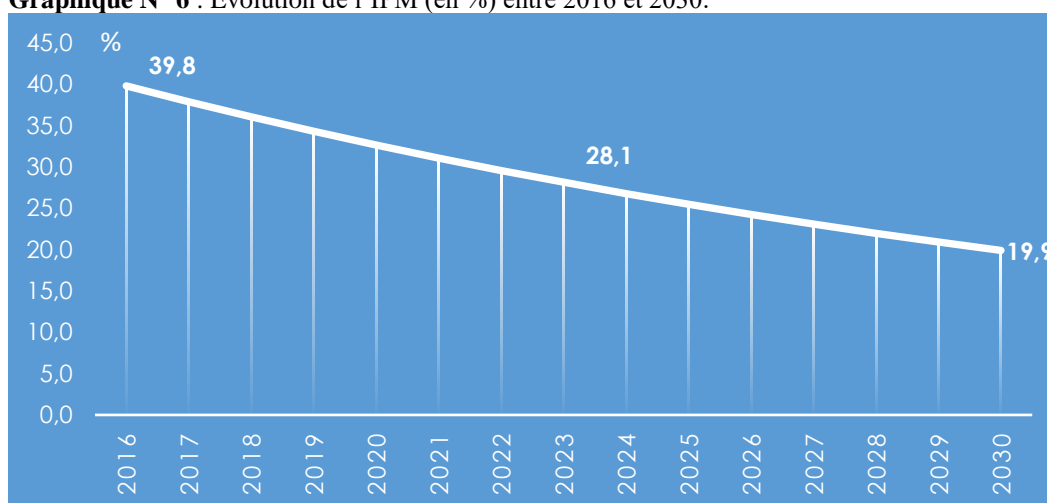
Tableau N° 8 : Indice de Pauvreté multidimensionnelle (ou taux de pauvreté de conditions de vie %)

Indice de Pauvreté Multidimensionnelle au Mali (en %)	2016	2030
Ensemble	39,8	19,9
Hommes	39,9	19,9
Femmes	39,1	19,5

Source : calculs de l'étude

Le graphique suivant donne l'évolution de l'IPM (en %) entre 2016 et 2030.

Graphique N° 6 : Evolution de l'IPM (en %) entre 2016 et 2030.



Source : calculs de l'étude

2.3.2.3 Cible 1.3 et indicateurs

Cible 1.3. Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.

Indicateur 1.3.1. Pourcentage de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, ventilé par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveaux nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)

Définition : Par définition, les socles de protection sociale, selon le BIT, sont un ensemble de garanties élémentaires de sécurité sociale définies au niveau national visant à assurer au minimum à toute personne dans le besoin, tout au long de la vie, l'accès à des soins de santé essentiels et une sécurité élémentaire de revenu qui ensemble garantissent un accès effectif aux biens et services définis comme nécessaires à l'échelle nationale. Le système de protection comprend essentiellement deux éléments : l'assurance sociale et la sécurité sociale. La Protection sociale est l'ensemble des allocations, indemnités et autres, qui protège les gens contre les aléas de la vie (notion de "risque" couvert par une assurance) et la Sécurité sociale. C'est une assurance obligatoire qui couvre plusieurs "risques" (maladie, vieillesse-retraite, chômage...) qui est alimentée par les cotisations des salariés et des patrons, cogérée par eux, sous la supervision de l'Etat. L'indicateur peut être désagrégé par la Vieillesse Invalidité, les Survivants/Maladie et santé, Chômage et emplois publics, les Accidents du travail et maladies professionnelles, Familles/enfants, Maternité/paternité et l'Assistance sociale publique.

Méthode de calcul :

L'indicateur mesure la part de la population bénéficiant d'un système de protection sociale par rapport à l'ensemble de la population totale.

Aucune métadonnée n'est définie pour l'instant par rapport à l'indicateur. Mais le Mali dispose d'un Régime Social Unifié qui fournit des informations sur les bénéficiaires de protection sociale. En effet, le RSU est un système d'Information abritant une base de données nationale sur les bénéficiaires de protection sociale. Il concerne les Non contributifs et les Contributifs. Les informations collectées et gérées en son sein doivent être sécurisées, intègres et accessibles aux parties autorisées. Il ouvre de larges possibilités d'exploitation des données, de reporting et de suivi évaluation.

Ce sont 50% des ménages maliens qui bénéficient d'au moins un service du Registre social unifié. A ceux-ci s'ajoutent une proportion de 10% qui sont en attente de prestations. Les 40% qui attendent d'être enrôlés pour bénéficier d'au moins une prestation.

Tableau N° 9 : Evolution des indicateurs du secteur de l'économie sociale et solidaire

INDICATEURS	PERIODES		
	2014	2015	2016
Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé	4,47%	4,93%	4,95%
Pourcentage de la population couverte par le système de protection sociale	16,32%	20,27%	27,90%
Nombre de ménages les plus démunis couverts par les programmes de filets sociaux	143 200	50 687	251 643
Nombre de sociétés coopératives immatriculées	0	2 813	7 157
Nombre de sociétés coopératives immatriculées fonctionnelles	0	2813	3 866
Pourcentage de la population couverte par les Institutions de Sécurité Sociale (ISS)	13,41%	15,34%	16,14%
Nombre de mutuelles agréées (Efforts annuels)	9	15	3
Nombre de mutuelles structurées	16	10	1
Proportion de communes dotées d'une mutuelle de santé	6,26	12.51	15.05
Pourcentage des membres des mutuelles de santé à jour de leurs cotisations	46,24	55	48,24
Nombre de nouveaux assurés immatriculés par les ISS	181 409	277 370	417 900
Pourcentage de nouvelles structures déconcentrées des institutions de sécurité sociale mises en réseau	13,89	33,63%	0
Pourcentage d'organisations de l'économie sociale et solidaire fonctionnelles	51,26	60,16	59,88
Nombre d'emplois créés par les sociétés coopératives et les mutuelles	697	412	122

Source : CPS/ Secteur Santé

2.3.2.4 Cible 1.4 et indicateurs

Cible 1.4. D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à de nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la micro finance

Indicateur 1.4.1. Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base

Définition : C'est la proportion des ménages ayant accès aux services ou infrastructures sociales de base à l'éducation, l'électricité, l'eau potable.

On entend par eau potable celle provenant du robinet, des forages et des puits améliorés ou protégés. Au niveau des ménages, avoir accès à l'eau potable s'apprécie en termes d'utilisation dans la mesure où les concepts accessibilité et utilisation stricto sensu n'ont pas très souvent le même contenu. Au sens de l'EMOP, dire qu'un ménage a accès à l'eau potable signifie que ce ménage en dispose pour la satisfaction de ses besoins en eau pour boire.

Un ménage a accès à l'électricité, s'il est connecté au réseau de l'EDM ou s'il utilise un groupe électrogène ou des panneaux solaires.

Les principaux indicateurs utilisés pour apprécier la problématique de l'éducation dans le cadre de l'EMOP sont les taux bruts et nets de scolarisation.

Méthode de calcul : C'est la proportion des ménages ayant accès à l'éducation, la santé, l'eau potable et les infrastructures routières. Autrement dit, c'est la part de la population bénéficiant des différents services de base sur l'ensemble de la population totale.

Accès à l'eau potable

Au sens de l'enquête, les sources d'eau potable sont constituées par les robinets, les forages et les fontaines publiques. L'enquête se contente de la déclaration des enquêtés car il n'était pas possible de demander aux personnes interrogées d'évaluer la qualité de l'eau qu'elles boivent et d'obtenir des réponses fiables. C'est le pourcentage des ménages qui utilisent des sources d'eau potable (Il s'agit notamment de l'eau provenant des robinets, des puits aménagés, de fontaines publiques et des forages) par rapport à l'ensemble des ménages.

Accès à l'électricité

Il s'agit de l'accès des ménages aux sources d'énergie d'éclairage telles que le courant électrique produit par l'Energie Du Mali (EDM), l'électrification rurale et le groupe électrogène. C'est le rapport des ménages utilisant les sources d'électricité (l'Energie Du Mali (EDM), les panneaux solaires ainsi que les groupes électrogènes) par rapport à l'ensemble des ménages.

Accès à l'éducation

L'accès à l'éducation des enfants à un cycle donné est mesuré par le **taux brut de scolarisation (TBS)** et le **taux net de scolarisation (TNS)** calculés à partir des informations sur l'âge et la fréquentation scolaire actuelle. Le **TBS** est le rapport entre l'effectif des enfants à un cycle donné, quel que soit leur âge, et l'effectif des enfants d'âge scolaire officiel du cycle considéré, exprimé en pourcentage. Le TBS peut être supérieur à 100 % en raison des fréquentations précoces et de celles des enfants ayant dépassé l'âge limite officiel dans le cycle suite aux redoublements.

Le **TNS** est le pourcentage d'enfants d'âge scolaire officiel d'un cycle donné qui fréquentent effectivement ce cycle. Il donne la mesure exacte de l'inscription à l'école et fournit des informations significatives quant au rapport entre élèves scolarisés ou non. Il est au plus égal à 100 % si tous les enfants d'âge scolaire du cycle fréquentent effectivement l'école.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des indicateurs d'accès à l'eau potable et à l'électricité en %.

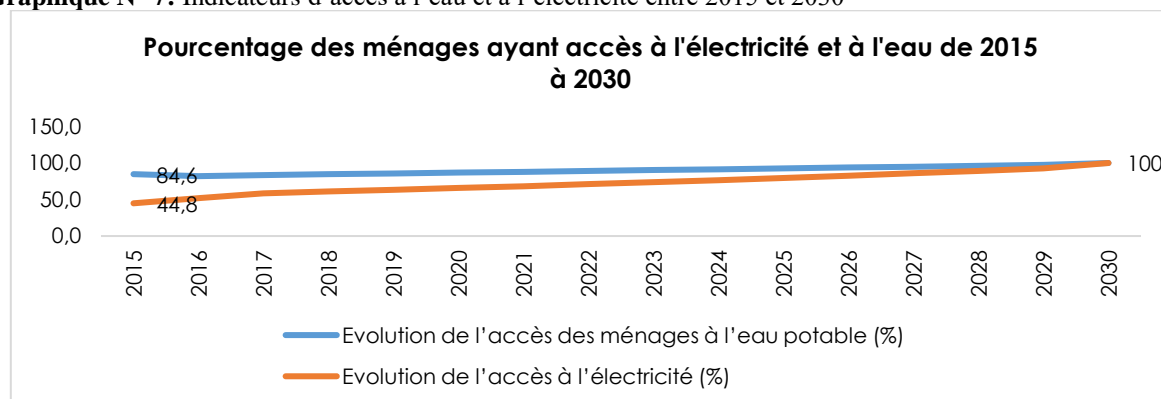
Tableau N° 10 : Indicateurs d'accès à l'eau potable et à l'électricité en %

	2015	2016	2017	2030
Evolution de l'accès des ménages à l'eau potable (%)	84,6	82,0	83,6	97,5
Evolution de l'accès à l'électricité (%)	44,8	52,0	58,6	92,6

Source : EMOP et calculs de l'étude

Le graphique suivant permet d'observer la dynamique des indicateurs d'accès à l'eau et à l'électricité entre 2015 et 2030.

Graphique N° 7: Indicateurs d'accès à l'eau et à l'électricité entre 2015 et 2030



Source : calculs de l'étude

Le tableau ci-après donne l'évolution des indicateurs d'accès à l'éducation.

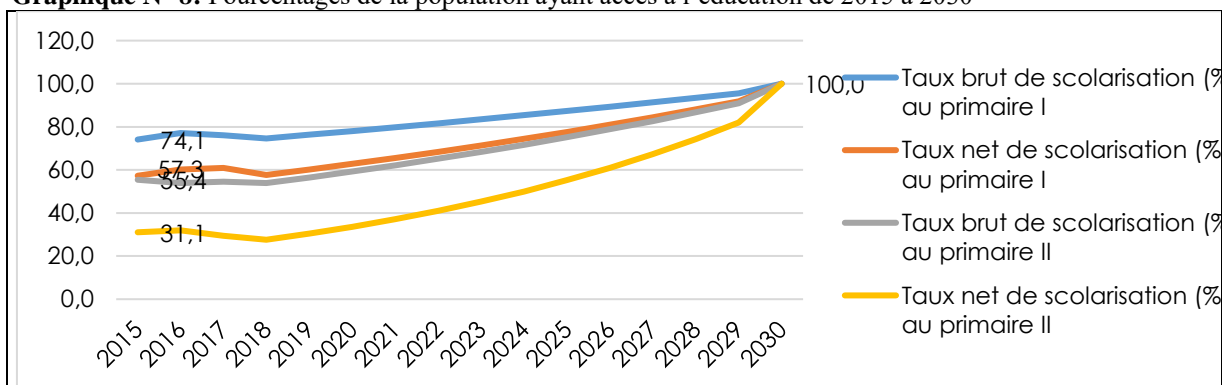
Tableau N° 11 : Indicateurs de l'éducation

Accès à éducation	2015	2016	2017	2018	2030
Taux brut de scolarisation (%) au primaire I	74,1	77,1	76,1	74,6	95,6
Filles (%)	71,1	75	74,8	73,4	95,4
Garçons (%)	76,8	78,8	77,2	75,7	95,8
Taux net de scolarisation (%) au primaire I	57,3	60,2	60,9	57,7	91,9
Filles (%)	55,2	58,9	60,4	57,5	91,8
Garçons (%)	59,2	61,4	61,4	57,9	91,9
Taux brut de scolarisation (%) au primaire II	55,4	53,9	54,6	53,9	90,9
Filles (%)	49,8	53,2	55,3	53,7	90,9
Garçons (%)	60,3	54,6	53,9	54	91,0
Taux net de scolarisation (%) au primaire II	31,1	31,9	29,5	27,6	82,0
Filles (%)	28,3	32,3	30,7	27,9	82,2
Garçons (%)	33,5	31,5	28,4	27,3	81,9

Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude

La projection des indicateurs de l'éducation de 2015 à 2030 est donnée à travers le graphique ci-dessous.

Graphique N° 8: Pourcentages de la population ayant accès à l'éducation de 2015 à 2030



Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude

Indicateur 1.4.2 Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de documents légalement authentifiés et qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type d'occupation.

Définition : Les droits fonciers coutumiers désignent toujours les droits fonciers que les populations ont sur les terres qu'elles habitent, cultivent ou exploitent d'une manière quelconque, conformément à la culture et aux usages locaux. Ces droits sont reconnus par la Loi (code domanial et foncier) sous réserve d'une enquête publique et contradictoire donnant lieu à la délivrance d'un titre opposable aux tiers qui constate l'existence et l'étendue de ces droits.

Méthode de calcul : Aucune métadonnée n'est disponible pour cet indicateur. Un proxy par rapport au calcul de cet indicateur est la variable « statut d'occupation des ménages sur le ménage total » qui est donnée par l'EMOP. Il s'agit d'être propriétaire avec titre ou copropriétaire : ce n'est pas seulement le titre foncier puisque les titres précaires de propriété (Lettre d'attribution, Permis d'occuper, attributions d'autorités coutumières, etc.) et les titres de copropriété sont pris en compte. C'est le pourcentage des ménages propriétaire avec ou sans titre par rapport à l'ensemble des ménages.

Le tableau ci-après donne la répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement.

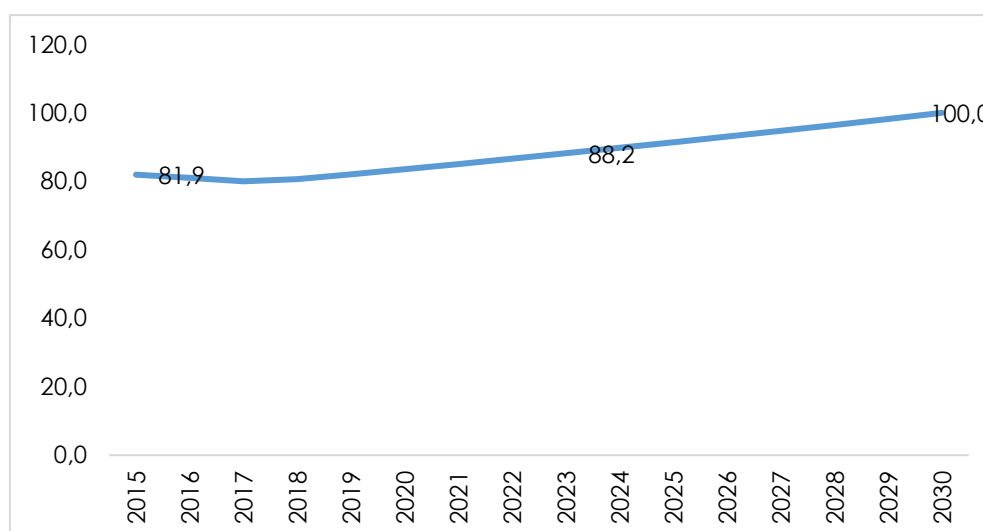
Tableau N° 12 : Répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement

	2015	2016	2017	2018	2030
Répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement (%)	81,9	81,0	80,0	80,6	98,2
Urbain	53,3	52,1	53,5	55,3	95,2
Rural	92,8	92,4	90,5	91,7	99,3

Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude

Le graphique ci-dessous donne la projection de la part des ménages selon le statut d'occupation du logement (%) de 2015 à 2030.

Graphique N° 9: Projection de la part des ménages selon le statut d'occupation du logement (%) de 2015 à 2030



Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude

2.3.2.5 Cible 1.5 et indicateurs

Cible 1.5. D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental.

Indicateur 1.5.3 : Nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe.

Définition : cet indicateur définit le nombre de pays qui ont mis en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe.

Méthode de calcul : il permet de mesurer l'effectivité dans un pays de la mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe.

Le Mali a adopté en 2016 à travers le décret numéro 2016-0346/P-RM du 19 mai 2016 portant approbation du document de stratégie national de réduction des risques de catastrophe et son plan d'action 2016-2019. Ledit décret a été publié au journal officiel du 17 juin 2016 Page 973.

2.3.2.6 Cible 1.a et indicateurs

Cible 1.a Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y compris par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en œuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes

Indicateur 1.a.1 Proportion des ressources directement allouées par l'État à des programmes de réduction de la pauvreté.

Définition : L'indicateur est défini par le montant des ressources directement allouées par l'Etat aux programmes de réduction de la pauvreté. Ce sont les dépenses publiques allouées par le Gouvernement directement pour les programmes de réduction de la pauvreté.

Méthode de calcul : L'indicateur est calculé en rapportant les dépenses de réduction de la pauvreté sur les dépenses publiques totales allouées par le budget de l'Etat. C'est la part en pourcentage des ressources qui sont directement allouées par l'État à des programmes de réduction de la pauvreté rapporté au total du budget de l'Etat.

Le tableau suivant donne la part des dépenses de réduction de la pauvreté dans le budget total de l'Etat (suivant la nomenclature budgétaire de 2004).

Tableau N° 13 : Evolution de la part des dépenses de réduction de la pauvreté dans le budget total de l'Etat

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Part des dépenses de réduction de la pauvreté dans les dépenses publiques totales	49,1	47,7	51,2	48,5	53	54,8	54,8

Source : BOOST Mali et calculs de l'étude

Indicateur 1.a.2 Proportion des dépenses publiques totales affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale)

Définition : C'est la part des dépenses publiques totales affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale) rapportées aux dépenses totales de l'Etat.

Méthode de calcul : L'indicateur est calculé en faisant, pour chaque secteur, le rapport entre le total des dépenses publiques affectées à l'éducation, à la santé et à la protection sociale sur les dépenses publiques totales. Dans le BOOST, les dépenses de protection sociale ne sont pas directement définies. Ce sont les dépenses des secteurs sociaux qui sont considérées.

Le tableau ci-après donne l'évolution de la part des dépenses publiques affectées à l'éducation, à la santé et secteurs sociaux dans le budget de l'Etat (%).

Tableau N° 14 : Evolution de la part des dépenses publiques affectées à l'éducation, à la santé et secteurs sociaux dans le budget de l'Etat (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Part des dépenses publiques affectées à l'éducation, à la santé et secteurs sociaux dans le budget de l'Etat (%)	36,0	26,0	23,6	25,2	25,0	24,9	24,9

Source : BOOST Mali et calculs de l'étude

2.3.2.7 Cible 1.b et indicateurs

Cible 1.b. Mettre en place aux niveaux national, régional et international des cadres d'action viables, fondés sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté

Indicateur 1.b.1 : Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrée aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, des pauvres et des groupes vulnérables.

Définition : L'indicateur porte sur la proportion en pourcentage (part en %) des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrée aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, des pauvres et des groupes vulnérables, rapportées aux dépenses totales de l'Etat.

Méthode de calcul : C'est le rapport entre le total des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, des pauvres et des groupes vulnérables et le total des dépenses publiques du budget de l'Etat.

Dans le tableau qui suit, c'est la part des dépenses de fonctionnement et d'équipement et investissement dans le budget global qui a été calculée.

Tableau N° 15 : Evolution de la part des dépenses de fonctionnement, d'équipement et d'investissement dans le budget de l'Etat

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Part des dépenses de fonctionnement, d'équipement et d'investissement dans le budget d'Etat	0,60	0,41	0,49	0,55	0,50	0,53	0,52

Source : BOOST Mali et calculs de l'étude

2.3.3 ODD 2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

L'ODD 2 comprend 14 indicateurs dont 5 de mise en œuvre et 9 définis à l'horizon 2030.

2.3.3.1 Cible 2.1 et indicateurs

Cible 2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

Indicateur 2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation

Définition : Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO), le terme sous-alimentation « désigne la situation des personnes dont l'apport énergétique alimentaire est insuffisant pour maintenir une vie saine et active. Le terme "sous-alimentés" désigne les personnes dans cette situation. Le pourcentage de la population souffrant de sous-alimentation indique la proportion de la population qui est sous-alimentée. ». L'indice Poids pour Age permet de déterminer l'existence d'une insuffisance pondérale pour un âge donné. Il est révélateur à la fois d'une malnutrition chronique et d'une malnutrition aiguë. En effet, on peut estimer que l'indicateur Poids pour Age est une mesure composite de l'indice Poids pour Taille et de l'indice Taille pour Age. C'est un indicateur recommandé pour évaluer les changements dans l'amplitude de la malnutrition dans le temps.

Méthode de calcul : L'indicateur est calculé à partir de la prévalence de l'insuffisance pondérale selon le z-score du rapport poids-âge (P/A) chez les enfants âgés de 0 à 59 mois. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les enfants en insuffisance pondérale peuvent faire face à une fonction immunitaire plus faible que ceux de poids normal. L'indice Poids pour Age (P/A) compare le poids de l'enfant au poids médian d'une population de référence pour le même âge.

Le tableau ci-après donne les taux de prévalence de la sous-alimentation, en termes d'insuffisance pondérale.

Tableau N° 16 : Taux de prévalence de la sous-alimentation (%)

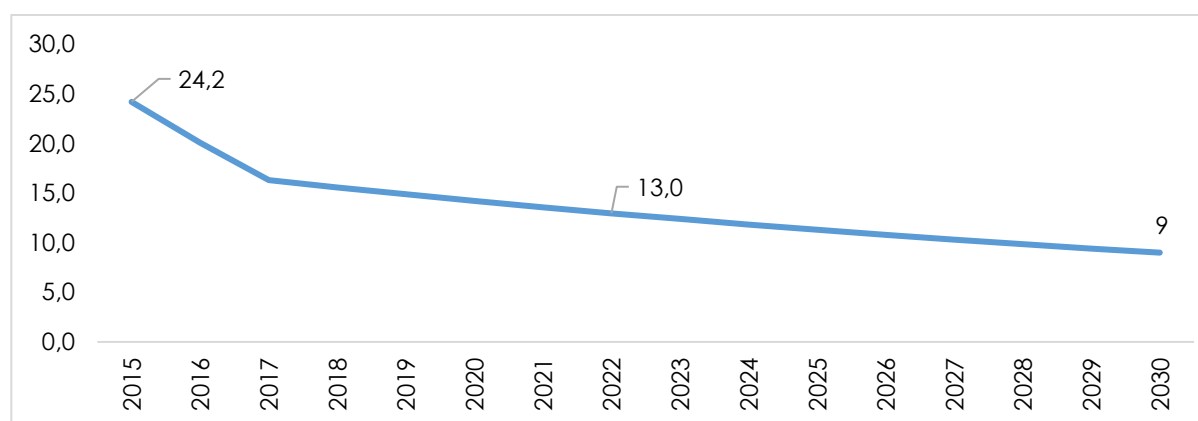
Prévalence de la sous-alimentation (%)	2015	2016	2017	2030
Insuffisance Pondérale	24,2	20,1	16,3	0,8
Insuffisance Pondérale modérée : l' <i>insuffisance pondérale modérée</i> est le pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois dont le poids est inférieur de deux écarts types au poids médian tel qu'il est défini dans les Normes OMS de croissance de l'enfant	17,2	14,3	12,1	0,8
Insuffisance Pondérale sévère : l' <i>insuffisance pondérale sévère</i> est le pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le poids est inférieur de trois écarts types au poids médian pour leur âge tel qu'il est défini dans les normes OMS de croissance de l'enfant.	7	5,8	4,2	0,7

Source : Enquête SMART 2017, INSTAT

La situation nutritionnelle des régions est appréciée du point de vue santé publique selon une échelle de classification établie par l'OMS en 2004 afin de mieux décrire la situation nutritionnelle des différentes zones d'enquête indépendamment de la méthodologie et de la période d'enquête. L'insuffisance pondérale est acceptable si le seuil est $< 10\%$.

Le graphique ci-dessous présente la projection de l'Insuffisance Pondérale de 2015 à 2030.

Graphique N° 10: Insuffisance Pondérale de 2015 à 2030.



Source : Enquête SMART 2017, INSTAT et calculs de l'étude

Indicateur 2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience

Définition : La sévérité de l'insécurité alimentaire est définie comme la mesure dans laquelle les gens ont des difficultés à accéder à des aliments adéquats de qualité et / ou en quantité en raison du manque d'argent ou d'autres ressources. Les difficultés comprennent aussi les problèmes psychologiques associés à la lutte pour accéder à la nourriture.

Indicateur national (1) : Proportion des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire "Modérément en insécurité alimentaire : Déficience de consommation alimentaire, OU, Capacité marginale d'assurer les besoins alimentaires minimaux seulement à travers l'épuisement accéléré des moyens d'existence ".

Indicateur national (1) : Proportion des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire "En insécurité alimentaire sévère : Importante déficience de la consommation alimentaire, OU, Perte extrême des moyens d'existence aboutissant à d'importantes déficiences de consommation alimentaire, OU pire".

Méthode de calcul : La sécurité alimentaire est appréhendée dans les ménages à travers les difficultés qu'ils rencontrent pour se nourrir sur une période de référence donnée. L'agriculture malienne est extrêmement sensible aux aléas climatiques particulièrement la sécheresse, aggravant la pauvreté et la précarité pour l'écrasante majorité de la population du pays. L'EMOP a appréhendé la question relative à la sécurité alimentaire à travers la question suivante : « Au cours des 12 derniers mois, le ménage a-t-il eu des difficultés pour se nourrir ? »

L'appréciation de la situation de sécurité alimentaire des ménages s'est faite dans le cadre de cette ENSAN selon l'approche CARI (Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security) du PAM. Cette méthodologie CARI prend en compte les trois dimensions clés de la sécurité alimentaire : i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé ; ii) l'accès aux aliments qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) ; et, iii) l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

Les résultats de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN), réalisée en février 2017 montrent que 25,6 % des ménages maliens se trouvent en insécurité alimentaire dont 3,6% en insécurité alimentaire sévère. De ce fait, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 25% des ménages dont 4% sont en insécurité alimentaire sous la forme la plus sévère.

La proportion des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire est donnée à travers le tableau ci-après

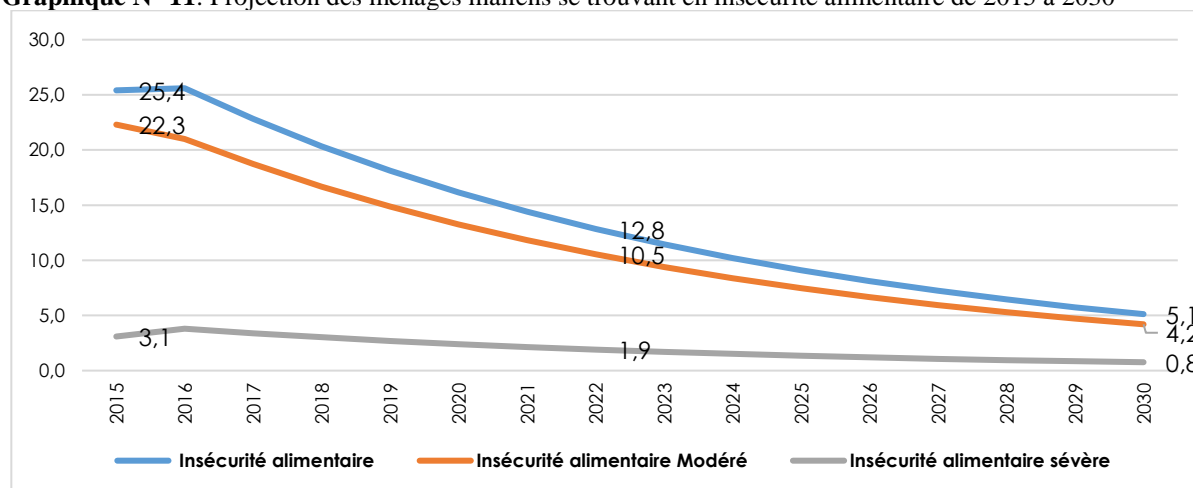
Tableau N° 17 : Proportion des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire (%)

Proportion des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire (%)	2015	2016	2030
Insécurité alimentaire	25,4	25,6	5,12
Insécurité alimentaire Modéré	22,3	21,0	4,2
Insécurité alimentaire sévère	3,1	3,8	0,76

Source : ENSAN 2017

Les projections à l'horizon 2030 de la proportion des ménages en insécurité alimentaire sont données par le graphique ci-dessous.

Graphique N° 11: Projection des ménages maliens se trouvant en insécurité alimentaire de 2015 à 2030



Source : ENSAN 2017 et calculs de l'étude

2.3.3.2 Cible 2.2 et indicateurs

Cible 2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées

Indicateur 2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans.

Indicateur national (1) : Prévalence de la malnutrition chronique.

Définition : La malnutrition chronique (retard de croissance), ou une taille trop petite par rapport à l'âge, est la conséquence d'un apport insuffisant de nutriments sur une longue période et d'infections à répétition. Le retard de croissance intervient généralement avant l'âge de deux ans et ses effets sont largement irréversibles. Il se traduit par un retard du développement moteur, une détérioration des fonctions cognitives et de mauvais résultats scolaires. Dans le monde en développement, près d'un tiers des enfants de moins de 5 ans souffre d'un retard de la croissance. C'est le nombre (proportion) d'enfant de moins de cinq présentant un indice poids/taille inférieur à moins 2 écarts types par rapport à la taille médiane pour l'âge de la Population de référence (Enfants de moins de 5 ans)

Méthode de calcul : La malnutrition chronique qui se manifeste par un déficit de la taille pour l'âge, ce qui se traduit par un retard de croissance. L'indice Taille pour Age (T/A), qui rend compte de la taille d'un enfant par rapport à son âge est donc une mesure des effets à long terme de la malnutrition. Cet indice compare la taille de l'enfant à la taille médiane d'une population de référence pour le même âge.

Les valeurs de référence utilisées sont celles de l'OMS (nouveaux standards de croissance de 2006).

Le tableau qui suit donne les indicateurs de la prévalence de la malnutrition chronique selon le z-score du rapport taille-âge (T/A) chez les enfants âgés de 0 à 59 mois.

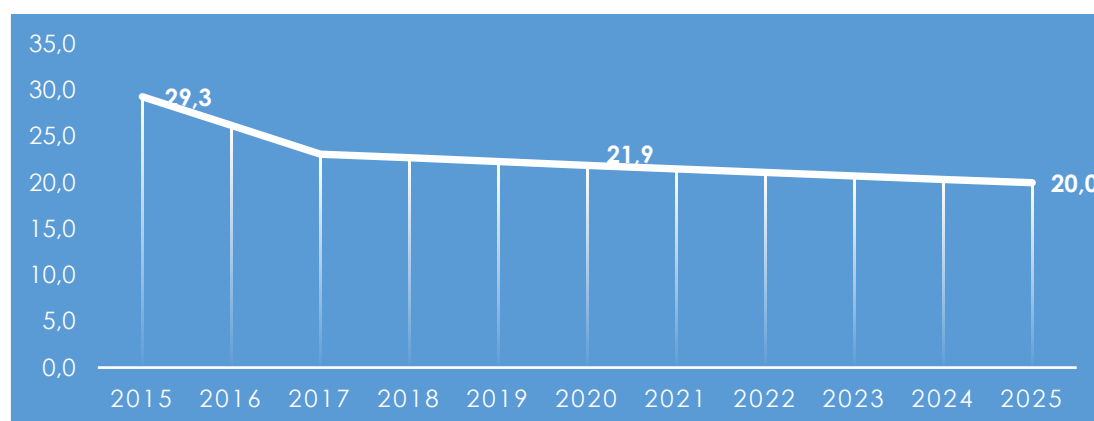
Tableau N° 18 : Prévalence de la malnutrition chronique selon le z-score du rapport taille-âge (T/A) chez les enfants âgés de 0 à 59 mois

Prévalence de la malnutrition chronique selon le z-score du rapport taille-âge (T/A) chez les enfants âgés de 0 à 59 mois	2015	2016	2017
Malnutrition chronique	29,3	26,2	23,1
Malnutrition chronique modérée	20,1	18,0	15,8
Malnutrition chronique sévère	9,2	8,2	7,3

Source : Enquête SMART 2017, INSTAT

En termes de projections, on aperçoit, à travers le graphique ci-après, une baisse tendancielle de la malnutrition chronique de 2015 à 2025.

Graphique N° 12: Projection de la malnutrition chronique chez les enfants de 2015 à 2025



Source : Enquête SMART 2017, INSTAT et calculs de l'étude

Indicateur 2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes en âge de procréer par forme (surpoids et émaciation)

Indicateur national (2) : Prévalences de la malnutrition aiguë.

Définition : les Prévalences de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG), de la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) et de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) sont définies selon le z-score du rapport poids-taille (P/T) chez les enfants âgés de 6 à 59 mois.

Méthode de calcul :

Pour les enfants, les prévalences de la malnutrition aiguë sont estimées à partir des valeurs de l'indice Poids pour Taille (P/T), combinées avec la présence d'œdèmes bilatéraux. L'indice P/T compare le poids de l'enfant mesuré au poids médian d'une population de référence pour la même taille.

Le tableau ci-dessous donne les différents indicateurs de la malnutrition pour les années 2015, 2016 et 2017.

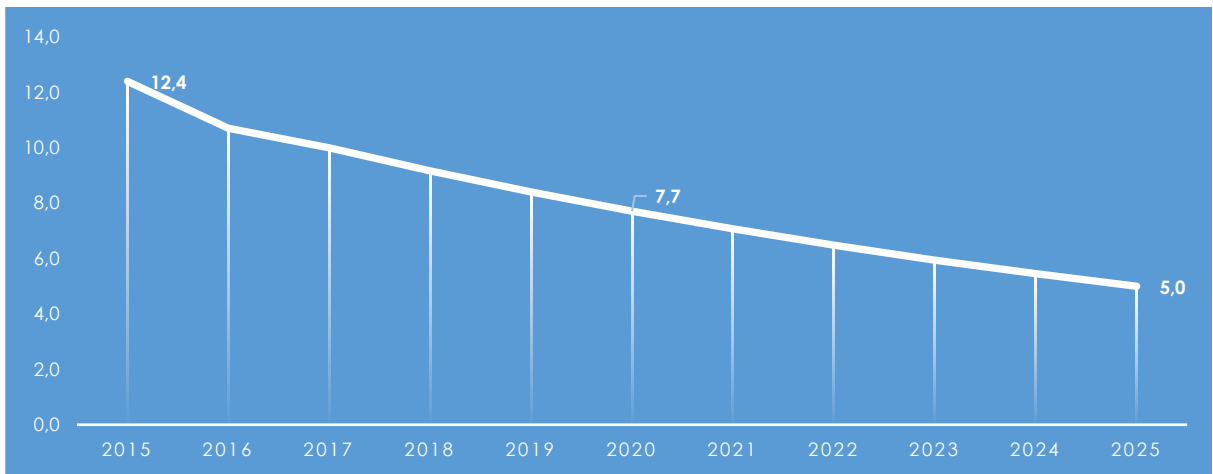
Tableau N° 19 : Prévalences de la malnutrition

Prévalence de la Malnutrition Aiguë selon le z-score du rapport poids-taille (P/T) chez les enfants âgés de 6 à 59 mois	2015	2016	2017
Malnutrition Aiguë Globale (MAG)	12,4	10,7	10,0
Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)	9,6	8,6	8,4
Malnutrition Aiguë Sévère (MAS)	2,8	2,1	1,6

Source : Enquête SMART 2017, INSTAT

Le graphique ci-dessous donne la projection de la Prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) de 2015 à 2025.

Graphique N° 13 : Projection de la Prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) de 2015 à 2025



Source : Enquête SMART 2017, INSTAT

Indicateur national (3) : L’Indice de Masse Corporelle (IMC), en maigreur et en surpoids

Définition : le statut nutritionnel basé sur l’Indice de Masse Corporelle (IMC), en maigreur (IMC < 18,5) et surpoids (IMC ≥ 25) chez les femmes non enceintes âgées de 15 à 49 ans. Etat nutritionnel basé sur l’IMC chez les femmes non enceintes âgées de 15 à 49 ans enquêtées.

Méthode de calcul : L’indice de masse corporelle est une grandeur qui permet d’estimer la corpulence d’une personne. L’Organisation Mondiale de la Santé a défini cet indice comme le standard pour évaluer les états de dénutrition (ou maigreur) et de surpoids chez l’adulte. Elle a également défini des intervalles standards (maigreur, indice normal, surpoids, obésité) en se basant sur la relation constatée statistiquement entre l’IMC et le taux de mortalité. Cet indice se calcule en fonction de la taille et du poids à l’aide de la formule suivante :

$$IMC = \text{Poids (Kg)} / [\text{Taille (m)}]^2$$

L’indice de masse corporelle (IMC) et ses composantes sont dans le tableau suivant :

Tableau N° 20 : Indice de masse corporelle (IMC)

Indice de Masse Corporelle (IMC)		2015	2016	2017
Le statut nutritionnel basé sur l’Indice de Masse Corporelle (IMC), en maigreur (IMC < 18,5) et surpoids (IMC ≥ 25) chez femmes non enceintes âgées de 15 à 49 ans. Etat nutritionnel basé sur l’IMC chez les femmes non enceintes âgées de 15 à 49 ans enquêtées au Mali	Maigreur IMC IMC < 18,5	8,4	15,2	11,3
	Etat normal IMC entre 18,5 - 24,9	71,5	60,7	63,2
	Surpoids IMC ≥ 25,0	20,2	24,1	25,5

Source : Enquête SMART 2017, INSTAT

2.3.3.3 Cible 2.a et indicateurs

Cible 2.a Accroître, notamment grâce au renforcement de la coopération internationale, l'investissement dans l'infrastructure rurale, les services de recherche et de vulgarisation agricoles et la mise au point de technologies et de banques de plantes et de gènes d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés.

Indicateur 2.a.1 Indice d'orientation agricole des dépenses publiques.

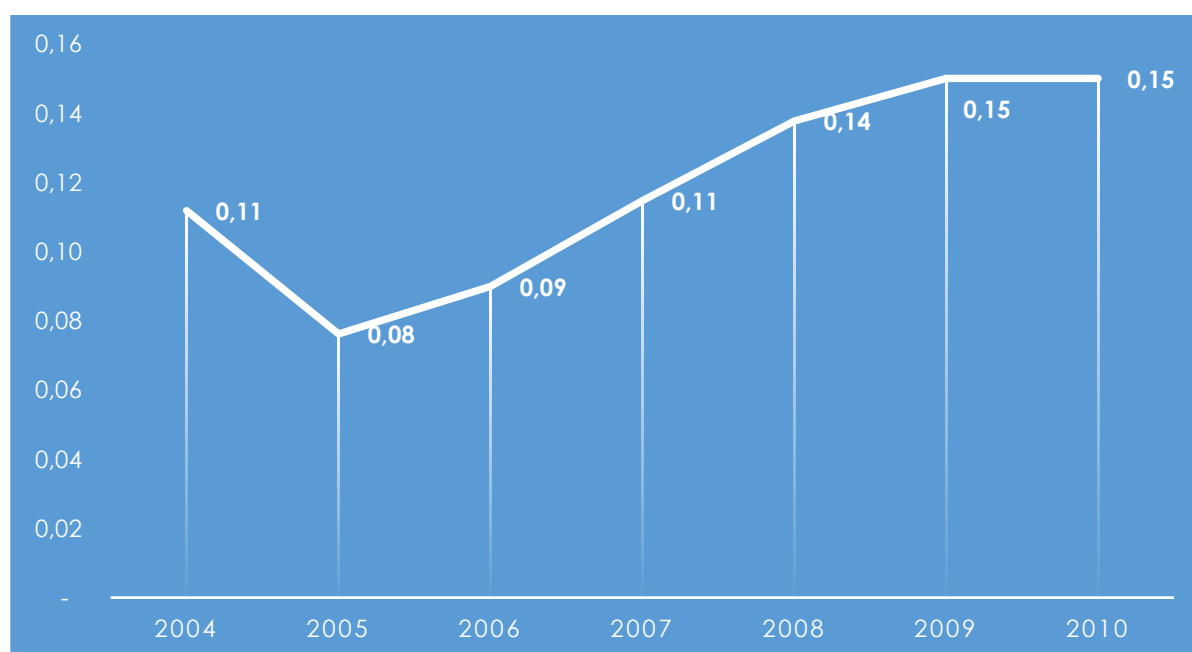
Définition : L'indice d'orientation agricole (AOI) pour les dépenses gouvernementales est défini comme la part de l'agriculture dans les dépenses gouvernementales, divisé par la part de l'agriculture dans le PIB, où Agriculture se réfère aux secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la chasse et à l'exploitation forestière.

Méthode de calcul : C'est la part de l'agriculture dans les dépenses du Gouvernement. L'IOA est obtenu en divisant la part de l'agriculture dans les dépenses gouvernementales par la part de l'agriculture dans le PIB.

L'IOA désigne les aides publiques au secteur agricole. $IOA > 1$ signifie que le Gouvernement est plus orienté vers l'agriculture comparativement à la part du secteur dans l'économie du pays. $IOA < 1$ signifie que le Gouvernement est moins orienté vers l'agriculture comparativement à la contribution du secteur à l'économie du pays. Enfin, $IOA = 1$ signifie que le Gouvernement est neutre par rapport au secteur agricole comparativement à la part de l'agriculture dans l'économie du pays.

L'indice d'orientation agricole du Mali indique que le gouvernement du Mali est moins orienté vers l'agriculture. Une dynamique à la hausse est observable à travers le graphique ci-dessous.

Graphique N° 14: Indice d'Orientation Agricole (IOA)



Source : BOOST Mali et calculs de l'étude

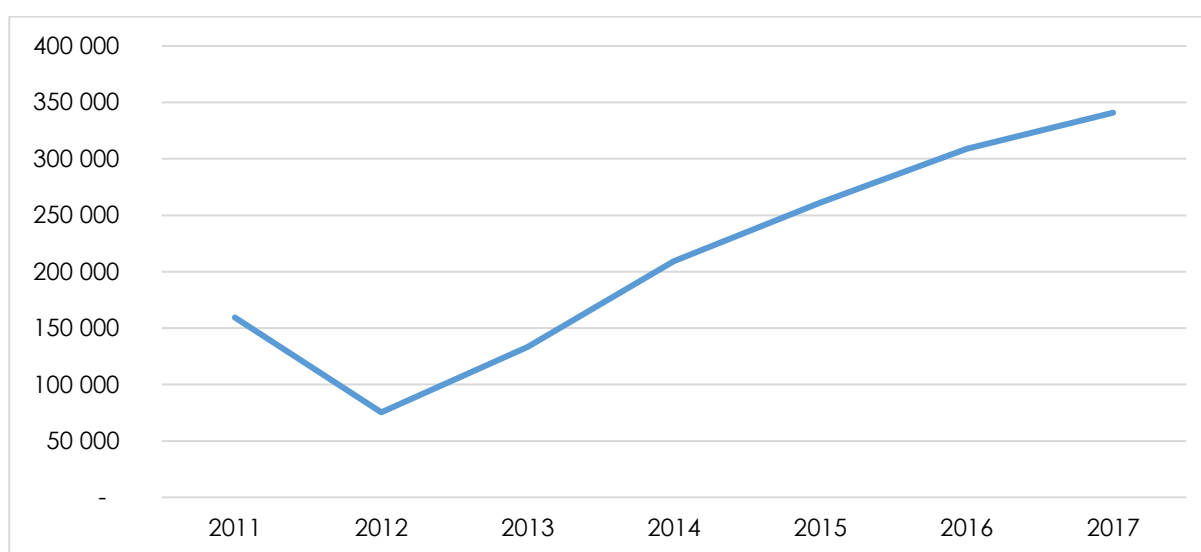
Indicateur 2.a.2 Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole

Définition : Il s'agit de l'aide publique nette totale au développement (APD) à l'agriculture et au développement rural. Les données sont exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen.

Méthode de calcul : Les dépenses allouées au secteur agricole représentent la part des dépenses agricoles dans les dépenses totales de l'Etat.

Le graphique ci-dessous donne l'évolution de la part des dépenses publiques du secteur de l'agriculture dans les dépenses publiques globales.

Graphique N° 15: Dépenses allouées au secteur agricole (en milliards de FCFA)



Source : BOOST MALI et calculs de l'étude

2.3.3.4 Cible 2.b et indicateurs

Cible 2.b : Corriger et prévenir les restrictions et distorsions entravant le fonctionnement des marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures à l'exportation ayant un effet équivalent, conformément au mandat du Cycle de négociations de Doha pour le développement.

Indicateur 2.b.1 Estimation du soutien à la production agricole.

Définition : L'estimation du soutien aux producteurs (%) représente les transferts aux producteurs agricoles, mesuré à la ferme et exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes. Les transferts inclus dans l'estimation du soutien aux producteurs sont : le soutien des prix du marché, les paiements budgétaires et les coûts des recettes perdues supportées par le Gouvernement et autres agents économiques.

Méthode de calcul : Aucune métadonnée n'est disponible. Le proxy calculé est la part des dépenses agricoles dans les dépenses publiques totales.

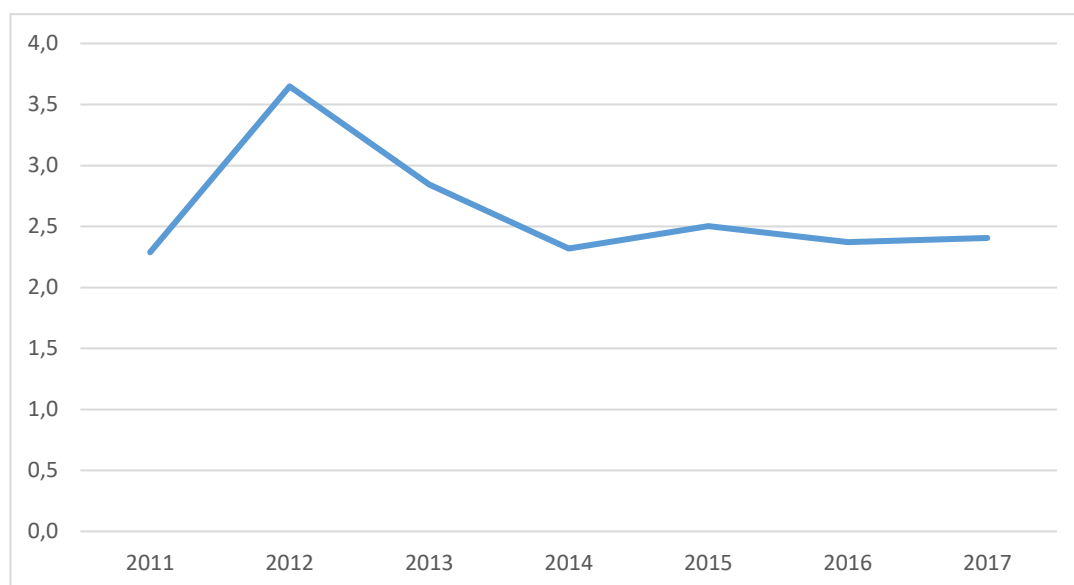
Indicateur 2.b.2 Subventions à l'exportation dans le secteur agricole.

Définition : Il s'agit des coûts totaux des subventions au coton, à l'élevage et à l'exportation dans le secteur agricole.

Méthode de calcul : Aucune donnée n'est disponible. Un proxy est calculé et correspond à la part des subventions accordées au secteur de l'agriculture.

Le graphique ci-dessous permet de voir l'évolution de la part des dépenses allouées au secteur agricole dans les dépenses totales.

Graphique N° 16: Part des dépenses allouées au secteur agricole dans les dépenses totales (%).



Source : BOOST MALI et calculs de l'étude

2.3.4 ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

L'ODD 3 comprend au total 24 indicateurs, dont trois de mise en œuvre et 21 à l'horizon 2030. Pour ces derniers, les projections ont été faites en tenant compte des cibles.

2.3.4.1 Cible 3.1 et indicateurs

Cible 3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes

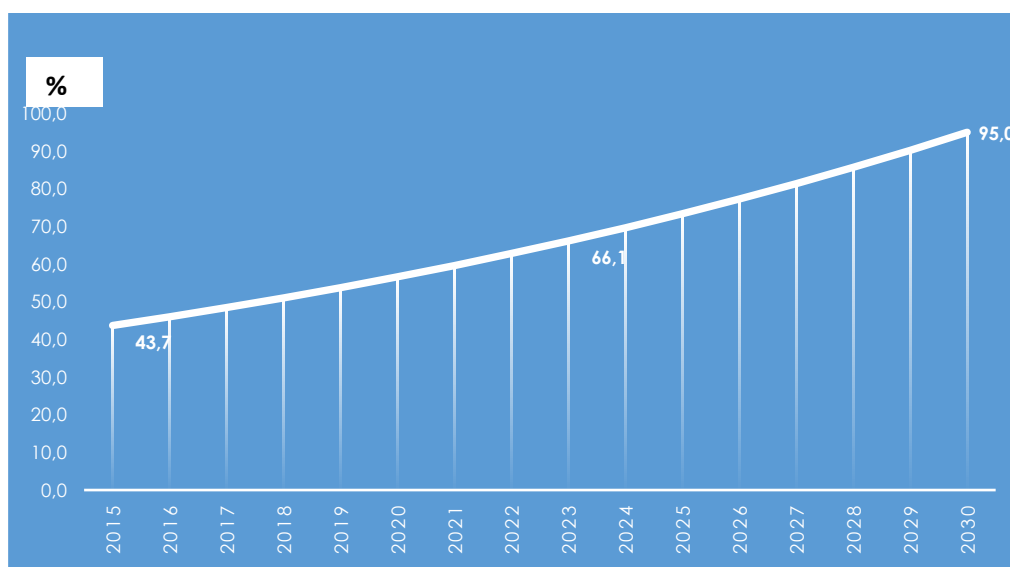
Indicateur 3.1.1 Taux de mortalité maternelle.

Définition : La mortalité maternelle se définit par « le décès d'une femme survenu au cours de la grossesse ou dans un délai de 42 jours après sa terminaison, quelle qu'en soit la durée ou la localisation, pour une cause quelconque déterminée ou aggravée par la grossesse ou les soins qu'elle a motivés, mais ni accidentelle, ni fortuite », exprimée par 100 000 naissances vivantes, pour une durée déterminée.

Méthode de calcul : Le taux de mortalité maternelle peut être converti en rapport de mortalité maternelle (nombre de décès maternels pour 100 000 naissances vivantes) en le divisant par le taux global de fécondité générale pour la période correspondante, soit 214 ‰. Le rapport de mortalité maternelle est estimé à 368 décès pour 100 000 naissances vivantes au cours de la période de sept ans précédant l'enquête, soit environ 2007-2013.

La tendance du rapport de mortalité maternelle est à la baisse depuis 2001, passant de 582 décès pour 100 000 naissances à l'EDSM III 2001 à 465 décès pour 100 000 naissances à l'EDSM IV 2006, pour atteindre 368 décès pour 100 000 naissances à la présente EDSM V 2012-2013. Le graphique ci-après montre la dynamique de la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié de 2015 à 2030.

Graphique N° 17: Projection de la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.4.2 Cible 3.2 et indicateurs

Cible 3.2 D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus

Indicateur 3.2.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Définition : Les quotients de mortalité présentés dans ce chapitre sont calculés à partir des informations recueillies dans l'historique des naissances des questionnaires « femmes ». Il a été demandé aux femmes interrogées si elles avaient déjà donné naissance et, si oui, d'indiquer le nombre de fils et de filles qui vivent avec elles, le nombre de ceux qui vivent ailleurs et le nombre de ceux qui sont décédés. En outre, elles ont été invitées à fournir un historique détaillé des naissances vivantes de leurs enfants dans l'ordre chronologique en commençant par le premier-né. Il a été demandé aux femmes si les naissances étaient uniques ou multiples, le sexe des enfants, leur date de naissance (mois et année) et le statut de survie. En outre, pour les enfants encore en vie, il leur a été demandé l'âge actuel de l'enfant et pour les enfants décédés, l'âge au moment du décès. Les quotients de mortalité infantile sont exprimés par catégories d'âge classiques et sont définis comme suit :

- **quotient de mortalité néonatale (NN)** : Probabilité de mourir dans le premier mois de vie (entre la naissance et le 28^e jour) ;
- **quotient de mortalité post-néonatale (PNN)**, c'est-à-dire entre le 28^e jour et le 12^e mois : différence entre les quotients de mortalité infantile et néonatale ;
- **quotient de mortalité infantile (1q0)** : Probabilité de décès entre la naissance et le premier anniversaire ;
- **quotient de mortalité juvénile (4q1)** : Probabilité de décéder entre le premier et le cinquième anniversaire ;
- **quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (5q0)** : Probabilité de décès entre la naissance et le cinquième anniversaire.

Méthode de calcul : Le quotient de mortalité des moins de cinq ans tel que défini ici n'est, à proprement parler, pas un taux (c'est-à-dire le nombre de décès divisé par le nombre de population à risque pendant une certaine période) mais une probabilité de décès découlant d'un tableau de vie et exprimé comme taux pour 1000 naissances vivantes.

Numérateur : Nombre de décès chez les enfants âgés de 0 à 4 ans (0 à 59 mois), répartis selon les groupes d'âge.

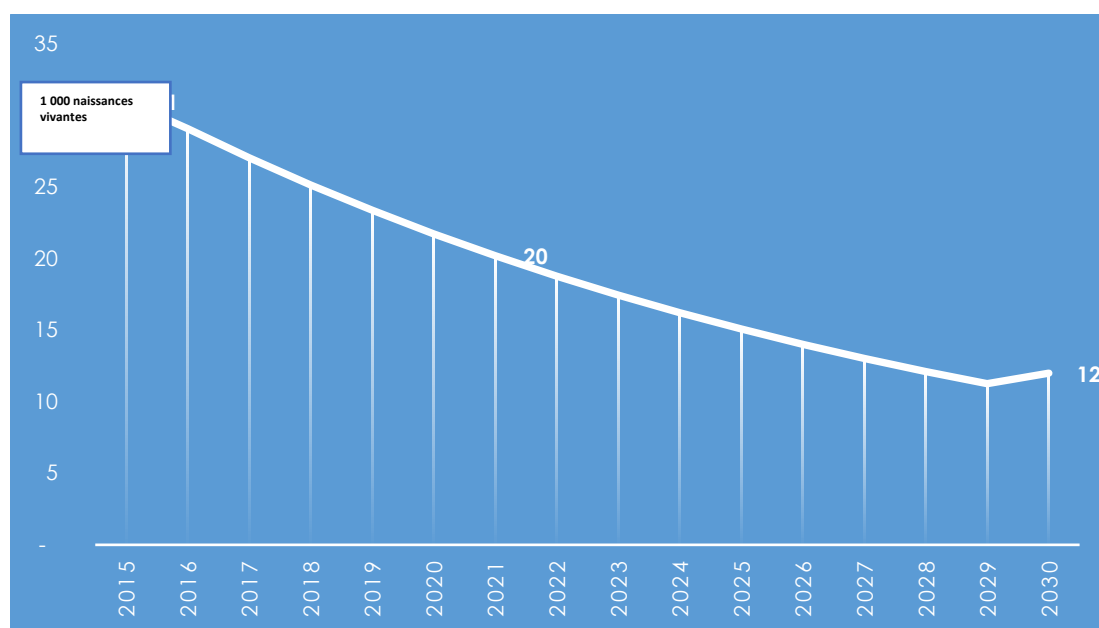
Dénominateur : Nombre de naissances vivantes.

Indicateur 3.2.1 (a) : Le quotient de mortalité néonatale.

Au Mali, le quotient de mortalité néonatale au cours des cinq années précédant l'enquête était de 31 pour 1000 naissances vivantes. Autrement dit, pour la période la plus récente 2011-2015, sur 1 000 enfants qui naissent, environ 31 décèdent avant d'atteindre leur 28^{ème} jour.

Le graphique suivant donne l'évolution du Quotient de mortalité néonatale de 2015 à 2030.

Graphique N° 18: Projection du Quotient de mortalité néonatale de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes).

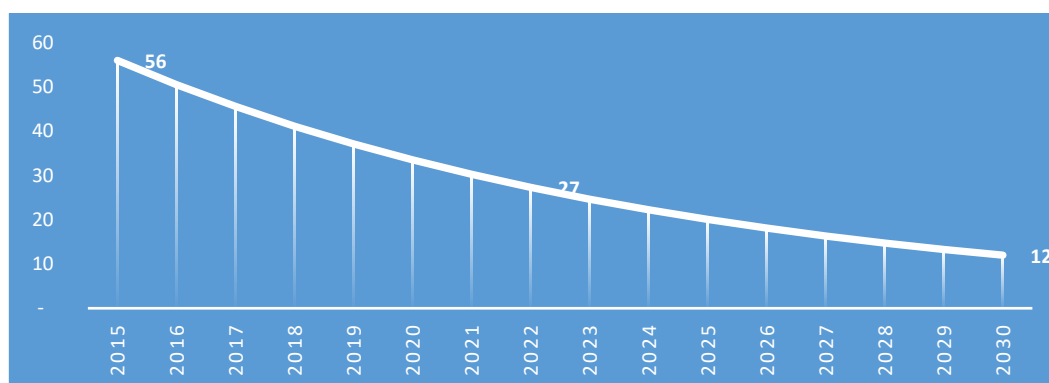


Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 3.2.1 (b) : Quotient de mortalité infantile. Il représente la probabilité de décéder entre la naissance et le premier anniversaire

Le quotient de mortalité infantile au cours des cinq années précédant l'enquête est de 56 % naissances vivantes. En d'autres termes, durant la période 2011-2015, sur 1 000 enfants qui naissent au Mali, environ 56 décèdent avant d'atteindre leur premier anniversaire : 31 sur 1 000 durant le premier mois et près de 25 sur 1 000 entre 1 et 12 mois exacts. Le quotient de mortalité des moins de 5 ans est de 108 décès sur 1 000 naissances vivantes pour la même période, dénotant ainsi que la majorité des décès de moins de 5 ans (52 %) sont des décès de nourrissons et la plupart dans le premier mois après la naissance. En effet, en ne prenant en compte que les décès de moins de 1 an, on constate que plus de la moitié d'entre eux (55 %) ont lieu pendant la période néonatale. L'évolution du Quotient de mortalité infantile de 2015 à 2030 est donnée par le graphique ci-après.

Graphique N° 19: Projection du Quotient de mortalité infantile de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes)

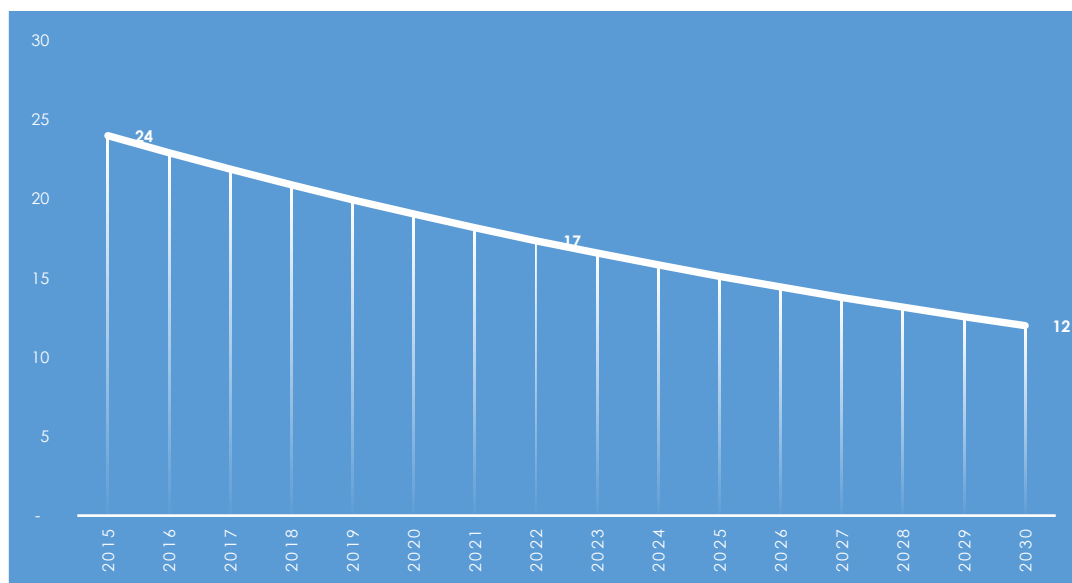


Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 3.2.1 (c) : Quotient de mortalité post-néonatale. C'est la différence entre les quotients de mortalité infantile et néonatale.

La projection du Quotient de mortalité post néonatale, de 2015 à 2030, indique une tendance à la baisse comme on peut le voir à travers le graphique ci-dessous.

Graphique N° 20: Projection du Quotient de mortalité post néonatale de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes).

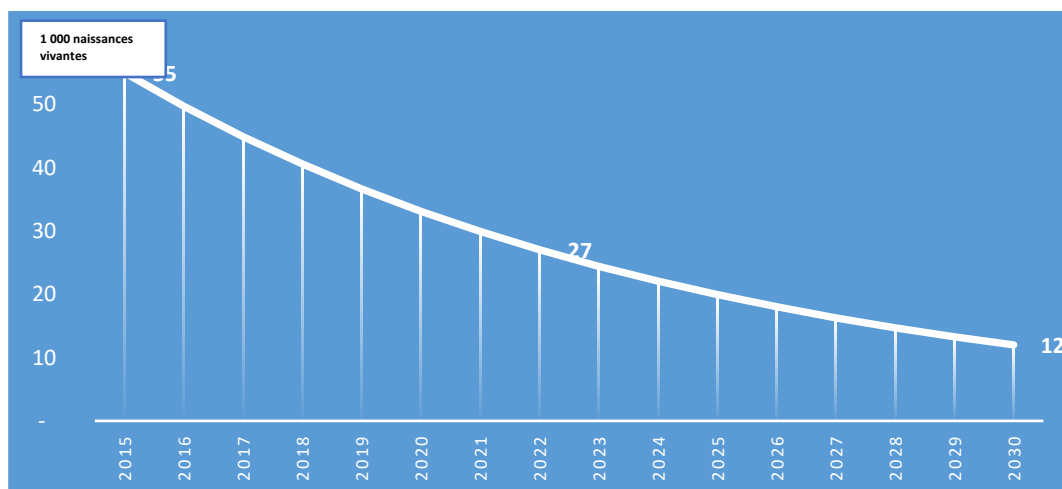


Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 3.2.1 (d) : Quotient de mortalité juvénile. Il est la probabilité de décéder entre le premier et le cinquième anniversaire.

Le quotient de mortalité juvénile était de 55 pour 1000 naissances vivantes en 2015. Son évolution, de 2015 à 2030, montre une tendance à la baisse, comme l'indique le graphique suivant.

Graphique N° 21: Quotient de mortalité juvénile de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes)

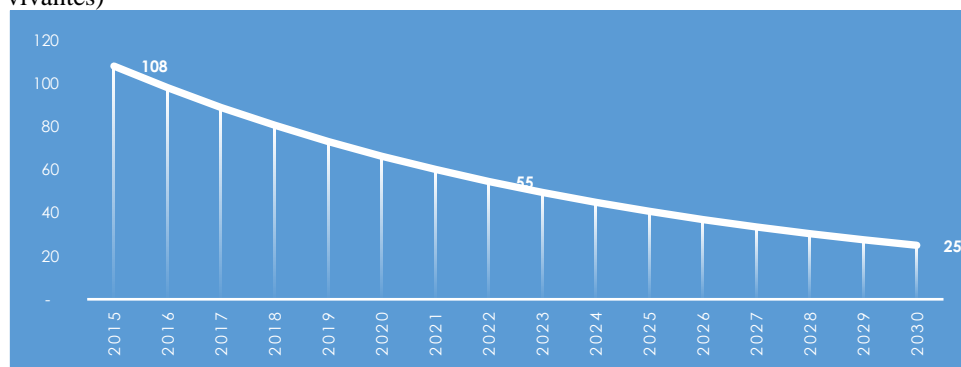


Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 3.2.2 (e) : Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans. C'est la probabilité de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire.

L'estimation la plus récente du quotient de mortalité des moins de 5 ans (108 pour 1 000 naissances vivantes) de l'enquête MICS-Mali de 2015 est d'environ 6 % inférieure à l'estimation de 115 %. Le graphique ci-après donne la projection du Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans de 2015 à 2030.

Graphique N° 22: Projection du Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans de 2015 à 2030 (1 000 naissances vivantes)



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude et calculs de l'étude

2.3.4.3 Cible 3.3 et indicateurs

Cible 3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles.

Indicateur 3.3.1 : Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et principaux groupes de population.

Définition : Nombre de nouvelles infections par le VIH par 1000 années-personnes parmi la population non infectée.

Méthode de calcul : Personnes vivant enregistrées avec le VIH/SIDA produit par le Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, Système d'Information Social (MSAH, SISO).

Le tableau suivant donne le nombre de personnes vivant enregistrées avec le VIH/SIDA (total, homme et femme) pour les années 2015 et 2016 (observées), et 2030 (projection).

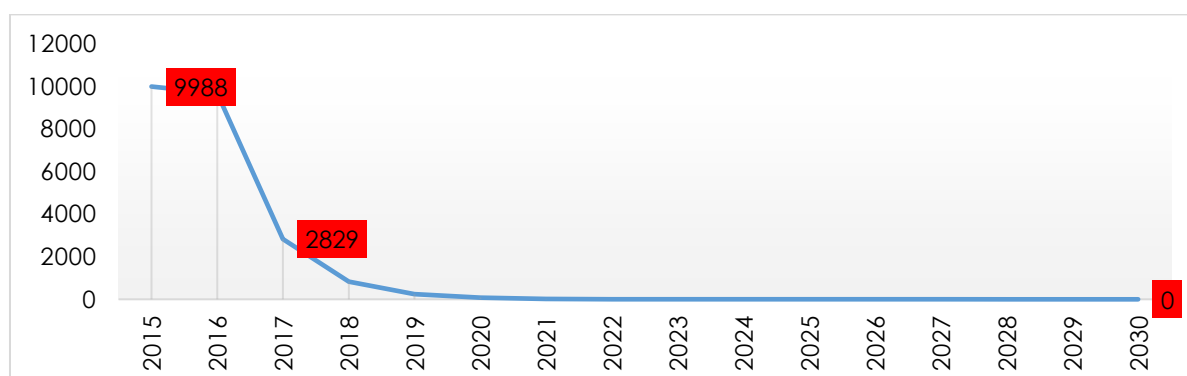
Tableau N° 21 : Personnes vivant enregistrées avec le VIH/SIDA

	2015	2016	2030
Personnes vivant avec le VIH/SIDA enregistrées	9988	9660	0
Homme	3910	3087	0
Femme	6078	6573	0

Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016), MSAH, annuaire statistique SISO

A travers le graphique ci-dessous, on aperçoit la projection des Personnes vivant avec le VIH/SIDA enregistrées de 2015 à 2030.

Graphique N° 23: Projection des Personnes vivant avec le VIH/SIDA enregistrées de 2015 à 2030 (Nombre de personnes)



Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016) et calculs de l'étude

Indicateur 3.3.2 Incidence de la tuberculose pour 1 000 habitants.

Définition : Nombre estimé de nouveaux cas de tuberculose et à récurrence (toutes formes de tuberculose, y compris les cas chez les personnes vivant avec le VIH) qui surviennent au cours d'une année donnée, exprimée pour 100 000 habitants.

Méthode de calcul : Taux annuel d'incidence des cas de TB est le nombre de nouveaux cas de TB (toutes formes) dans une population d'individus au cours d'une année, rapportée à 100 000 habitants.

Numérateur : Nombre de nouveaux cas de tuberculose et récurrent sur une période de temps spécifiée.

Dénominateur : Nombre d'années-personnes d'exposition. (Nombre de personnes soumises au risque multiplié par le nombre d'unité de temps considéré)

Le tableau ci-après donne le Taux de notification des cas de tuberculose, toutes formes, par région en 2015 et 2016, avec la projection pour 2030.

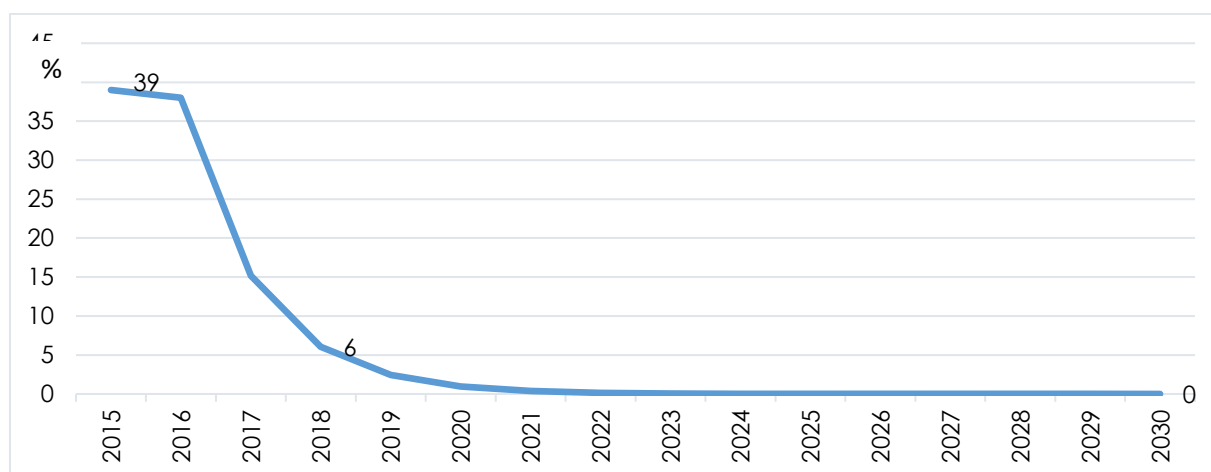
Tableau N° 22 : Taux de notification des cas de tuberculose toutes formes par région en 2015 et 2016

	2015	2016	2030
Taux de notification des cas de tuberculose toutes formes par région en 2015 et 2016.	39	38	0
Kayes	19	20	0
Koulikoro	30	32	0
Sikasso	37	34	0
Ségou	28	24	0
Mopti	34	36	0
Tombouctou	27	37	0
Gao	38	38	0
Kidal	0	0	0
Bamako	106	96	0

Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016)

La projection du taux de notification des cas de tuberculose toutes formes de 2015 à 2030 est donnée par le graphique ci-dessous.

Graphique N° 24: Projection du taux de notification des cas de tuberculose toutes formes de 2015 à 2030



Source : système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016)

Indicateur 3.3.2 : Couverture vaccinale contre la tuberculose

Définition : C'est le pourcentage d'enfants âgés de 12-23 mois ayant reçu le vaccin BCG avant leur premier anniversaire.

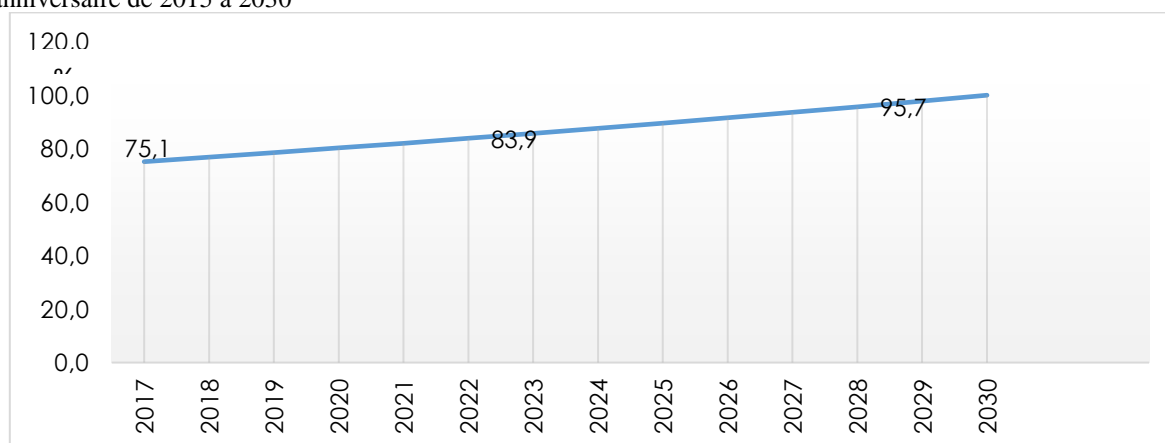
Méthode de calcul : Le nombre d'enfants âgés de 12-23 mois ayant reçu le vaccin BCG avant leur premier anniversaire sur le nombre d'enfants de la même tranche d'âge. Soit :

Numérateur : nombre d'enfants âgés de 12-23 mois ayant reçu le vaccin BCG avant leur premier anniversaire

Dénominateur : nombre d'enfants de la même tranche d'âge.

Le graphique suivant donne la projection du pourcentage d'enfants âgés de 12-23 mois ayant reçu le vaccin BCG avant leur premier anniversaire de 2015 à 2030.

Graphique N° 25: Pourcentage d'enfants âgés de 12-23 mois ayant reçu le vaccin BCG avant leur premier anniversaire de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 3.3.3 : Incidence du paludisme pour 1 000 habitants

(a) Nombre de cas de paludisme pour 1000 personnes par an

Définition : Nombre de cas de paludisme pour 1000 personnes par an. Numérateur : Nombre de cas de paludisme. Dénominateur : Population totale

Méthode de calcul : Pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé est le rapport entre le nombre total de cas de paludisme confirmés par GE&TDR et le nombre total de cas suspects de paludisme testés par TDR et GE.

Le tableau ci-après donne le pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé.

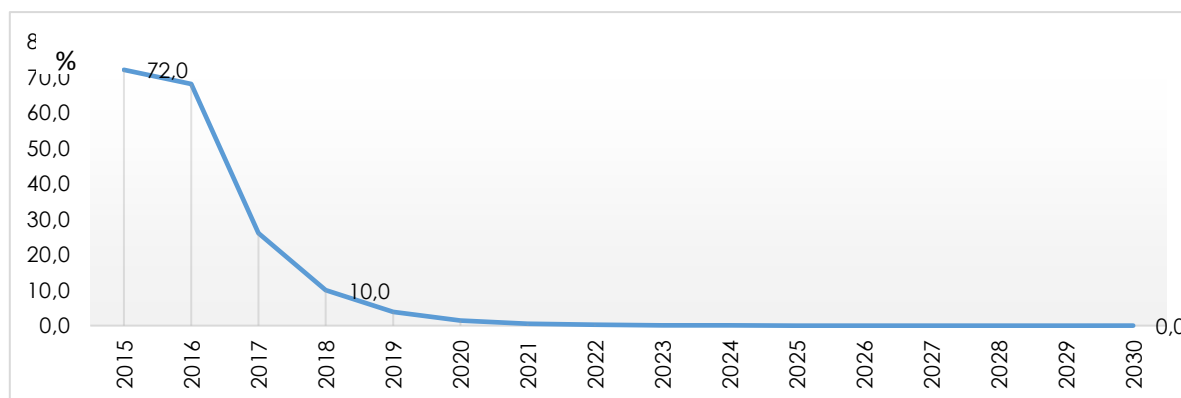
Tableau N° 23 : Pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé

	2015	2016	2030
Pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé	72	68	0
Kayes	71	60	0
Koulikoro	74	66	0
Sikasso	77	76	0
Ségou	72	72	0
Mopti	73	69	0
Tombouctou	34	55	0
Gao	62	56	0
Kidal	43	19	0
Bamako	65	62	0

Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016)

On constate que 96 % des cas suspects ont été testés avec un taux de confirmation de 68%. Le taux de confirmation le plus élevé a été observé à Sikasso (76%) et le plus faible à Kidal (19%). La projection du pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé de 2015 à 2030 est donnée par le graphique ci-dessous.

Graphique N° 26 : Projection du pourcentage de cas de paludisme confirmés dans les structures de santé de 2015 à 2030



Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016)

(b) Enfants de moins de 5 ans dormant sous MII

Définition : C'est le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui ont dormi sous moustiquaire imprégnée la nuit précédente.

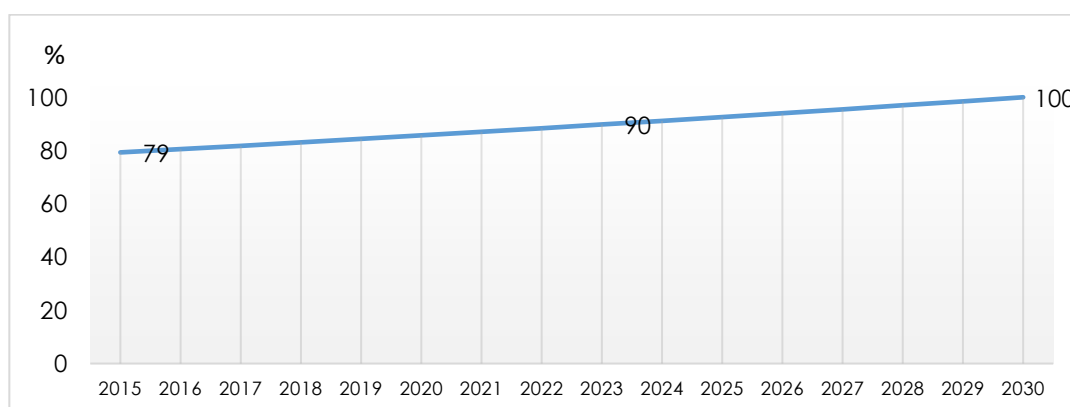
Méthode de calcul : L'indicateur est calculé ainsi qu'il suit : nombre d'enfants de moins de 5 ans qui ont dormi sous moustiquaire imprégnée la nuit précédente sur le nombre total d'enfants de moins de 5 ans, en pourcentage. Soit :

Numérateur : nombre d'enfants de moins de 5 ans qui ont dormi sous moustiquaire imprégnée la nuit précédente.

Dénominateur : nombre total d'enfants de moins de 5 ans.

La projection des enfants de moins de 5 ans dormant sous MII de 2015 à 2030 est donnée par le graphique qui suit.

Graphique N° 27: Projection des Enfants de moins de 5 ans dormant sous MII de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 3.3.4 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants

Définition : C'est le taux de positivité des dons de sang pour les différents marqueurs infectieux chez l'ensemble des donneurs du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 au CNTS pour Bamako.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le rapport entre le nombre de dons de sang pour les différents marqueurs infectieux et le nombre de donneurs du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 au CNTS pour Bamako.

Le tableau ci-dessous donne le taux de positivité des dons de sang pour les différents Ag HBS Hépatite B (VHB) pour les années 2015, 2016 et 2030.

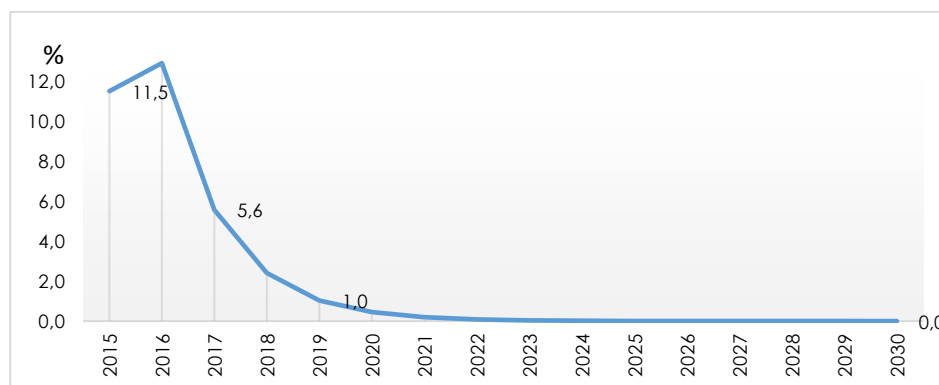
Tableau N° 24 : Taux de positivité des dons de sang pour les différents Ag HBS Hépatite B (VHB)

	2015	2016	2030
Taux de positivité des dons de sang pour les différents Ag HBS Hépatite B (VHB)	11,5	12,9	0
Négatif	51 912	53 222	0
Positif	5 970	6 868	0

Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016)

Le graphique ci-après montre la tendance du Taux de positivité des dons de sang pour les différents Ag HBS Hépatite B (VHB) de 2015 à 2030.

Graphique N° 28: Projection du Taux de positivité des dons de sang pour les différents Ag HBS Hépatite B (VHB) de 2015 à 2030



Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016) calculs de l'étude

Indicateur 3.3.5 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires.

Définition : La schistosomiase est une affection focalisée. L'OMS recommande le traitement de tous les villages prévus (100%) chaque année pour parvenir au contrôle du fléau. Les districts sanitaires doivent s'investir pour relever ce défi.

Méthode de calcul : Répartition de la prévalence et de l'intensité de l'infection à la *Schistosoma haematobium* chez les enfants âgés de 7-14 ans des villages des différents districts sanitaires de Kayes, Koulikoro et Sikasso.

N = nombre total d'urines examinées, n = nombre total d'urines infectées par *Schistosoma haematobium* *Infection élevée (≥ 50 œufs/10ml d'urine).

On constate que le taux de prévalence est supérieur à 50% dans les villages de Dabaguèla, Kolondinkoye, Kéniékéniéba, Monéa et Kolobo malgré sept (07) tours de traitement de masse. Le tableau suivant donne le taux de prévalence de *S. haematobium* (%)

Tableau N° 25 : Taux de Prévalence de *S. haematobium* (%)

Prévalence <i>S. haematobium</i> (%)	2016	2030
Nioro	48,41	0
Yélimané	3,28	0
Oussoubidiagna	24,86	0
Kéniéba	78,51	0
Banamba	41,27	0
Koulikoro	6,4	0
Bougouni	16,94	0
Kolondiéba	2,17	0

Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016)

2.3.4.4 Cible 3.4 et indicateurs

Cible 3.4 D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être

Indicateur 3.4.1 : Taux de mortalité attribuable à des maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou à des maladies respiratoires chroniques.

Définition et méthode de calcul : L'indicateur est la proportion de décès dus aux MNT (Maladie Non Transmissible) aux Maladies infectieuses et aux Infections Respiratoires Chroniques dans les hôpitaux du Mali en 2016. C'est le rapport du nombre des décès en 2016 dans les services de cardio, oncologie, diabétologie, maladies infectieuses, pneumologie au total de décès dans les EPH (Etablissement public hospitalier).

Méthode de calcul : c'est la proportion (%) de décès dus aux Maladies Non Transmissibles (Cancer, Cardiovasculaire, Diabète) et aux Infections Respiratoires et Maladies Infectieuses dans les services des hôpitaux du Mali en 2016.

Le tableau suivant donne la proportion (%) de décès dus aux Maladies Non Transmissibles (Cancer, Cardiovasculaire, Diabète), aux Infections Respiratoires et aux Maladies Infectieuses dans les services des hôpitaux du Mali en 2016.

Tableau N° 26 : Proportion (%) de décès dus aux Maladies Non Transmissibles (Cancer, Cardiovasculaire, Diabète) et aux Infections Respiratoires et Maladies Infectieuses

	Unité	2016
Proportion (%) de décès dus aux Maladies Non Transmissibles (Cancer, Cardiovasculaire, Diabète), aux Infections Respiratoires et aux Maladies Infectieuses dans les services des Hôpitaux du Mali en 2016	%	8,46
Décès en 2016 dans les services de : cardio, oncologie, diabétologie, maladies infectieuses, pneumologie	Nombre	776
Total décès dans les EPH en 2016	Nombre	9175

Source : Annuaire des hôpitaux 2016

2.3.4.5 Cible 3.5 et indicateurs

Cible 3.5 Renforcer la prévention et le traitement de l'abus de substances psychoactives, notamment de stupéfiants et d'alcool.

Indicateur 3.5.2 Abus d'alcool, défini en fonction du contexte national par la consommation d'alcool pur (en litres) par habitant (âgé de 15 ans ou plus) au cours d'une année civile.

Définition :

1. Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont bu au moins une boisson alcoolisée n'importe quand durant le mois précédent : (a) femme (b) hommes.
2. Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont bu au moins un breuvage alcoolisé avant l'âge de 15 ans.

Méthode de calcul :

- (1) **Rapport entre le nombre** de personnes de 15-49 ans qui ont bu au moins une boisson alcoolisée n'importe quand durant le mois précédent [(a) femme (b) hommes] sur le nombre total de personnes de la tranche d'âge indiquée, en pourcentage.
- (2) Rapport entre le nombre de personnes de 15-49 ans qui ont bu au moins un breuvage alcoolisé avant l'âge de 15 ans sur le nombre de personnes de la tranche d'âge indiquée en %.

Tableau N° 27: Consommation d'alcool

	2015
Consommation d'alcool	
(a) Femmes	1,1
(B) Hommes	3
Consommation d'alcool avant 15 ans	
(a) Femmes	1,2
(B) Hommes	2,1

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.4.6 Cible 3.6 et indicateurs

Cible 3.6 D'ici à 2020, diminuer de moitié à l'échelle mondiale le nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route.

Indicateur 3.6.1 : Taux de mortalité lié aux accidents de la route.

Définition : il s'agit du nombre de personnes décédées des suites d'accidents de la circulation pour 100 000 habitants.

Méthode de calcul : Cet indicateur est donné par le rapport entre le nombre de personnes décédées des suites d'accidents de la circulation (numérateur) sur 100 000 habitants (dénominateur).

En 2015, le Mali a enregistré un taux de mortalité routière de l'ordre de 250 tués pour 100 000 habitants majoritairement des jeunes de 15 à 34 ans. Le tableau ci-dessous donne le taux de mortalité routière pour 100 000 habitants en 2015.

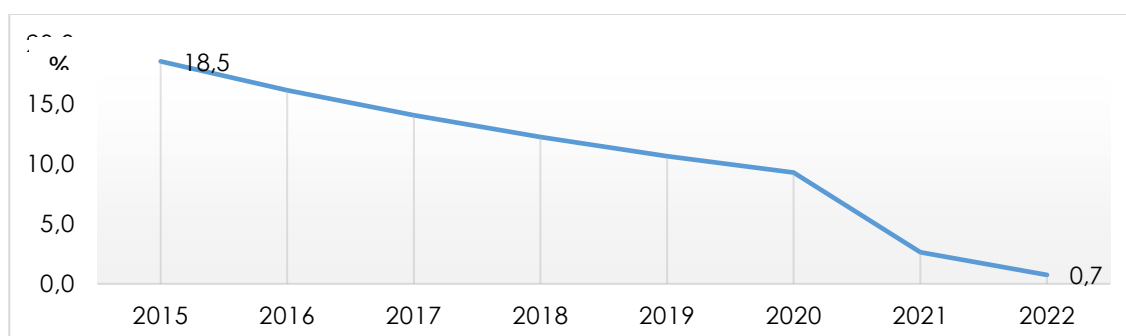
Tableau N° 28 : Taux de mortalité routière pour 100 000 habitants

	2015
Taux de mortalité routière à environ 18,5 pour 100 000 habitants, soit une réduction de 25% en 2022	18,5

Source : ANASER

Le graphique ci-dessous donne la projection du taux de mortalité routière de 2015 à 2022.

Graphique N° 29: Projection du taux de mortalité routière de 2015 à 2022



Source : ANASER et calculs de l'étude

2.3.4.7 Cible 3.7 et indicateurs

Cible 3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et veiller à la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux

Indicateur 3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale.

(a) Pourcentage de femmes (15-49ans) qui utilisent une des méthodes modernes de contraception.

Définition : C'est le pourcentage de femmes (15 - 49ans) qui utilisent une des méthodes modernes de contraception.

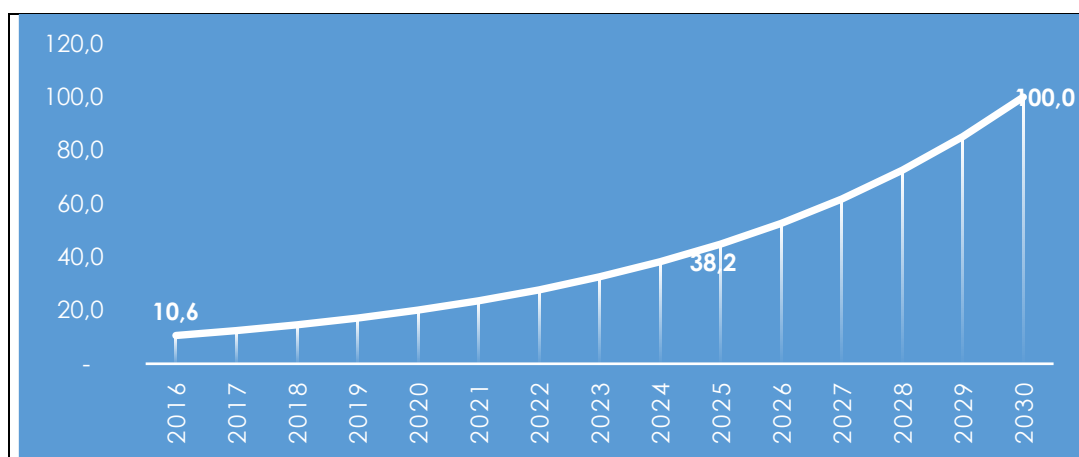
Méthode de calcul : On obtient cet indicateur en faisant le rapport entre le nombre de femmes (15 - 49ans) qui utilisent une des méthodes modernes de contraception et le nombre total de femmes de 15 - 49 ans.

Numérateur : Nombre de femmes (15 - 49 ans) qui utilisent une des méthodes modernes de contraception.

Dénominateur : Nombre total de femmes de 15 - 49ans.

Le graphique ci-après donne l'évolution du taux d'utilisation des services de Planification Familiale (PF) de 2015 à 2030.

Graphique N° 30 : Evolution du taux d'utilisation des services de PF de 2015 à 2030



Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016) et calculs de l'étude

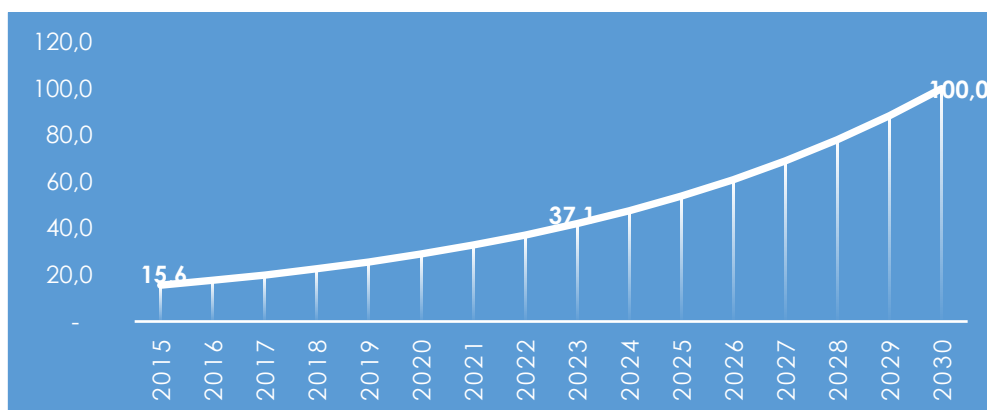
(b) Taux de prévalence de la contraception

Définition : C'est le pourcentage de femmes de 15 - 49 ans actuellement mariées ou en union qui utilisent (ou dont le partenaire utilise) une méthode de contraception (traditionnelle ou moderne)

Méthode de calcul : Cet indicateur est donné par le rapport entre le nombre de femmes de 15 - 49 ans actuellement mariées ou en union qui utilisent (ou dont le partenaire utilise) une méthode de contraception traditionnelle ou moderne (numérateur) sur le nombre de femmes de la tranche d'âge 15 - 49 ans (dénominateur).

Le graphique suivant donne l'évolution du taux de prévalence de la contraception de 2015 à 2030

Graphique N° 31: Evolution du Taux de prévalence de la contraception de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

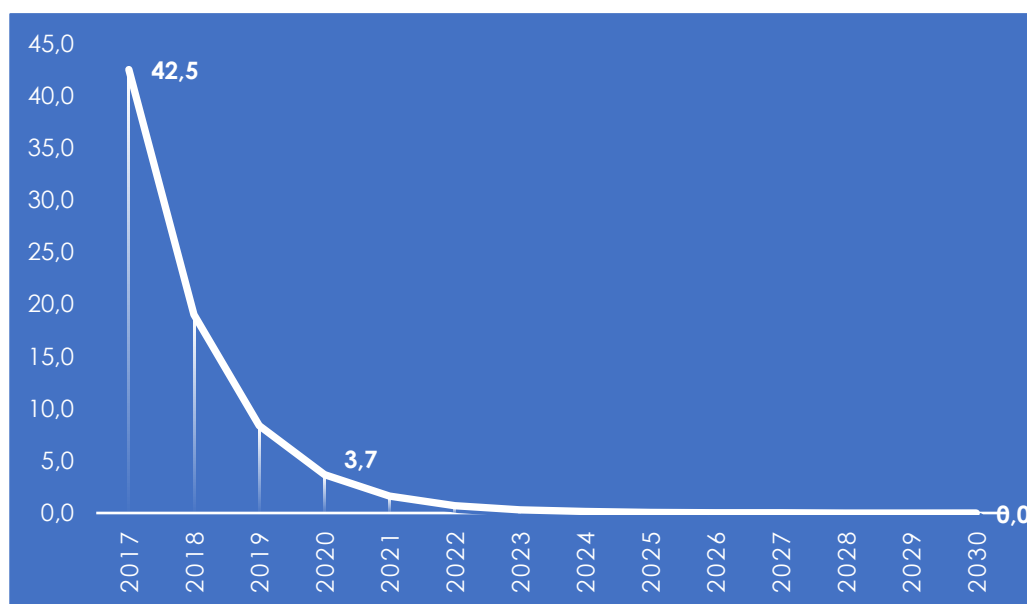
Indicateur 3.7.2 : Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge.

Définition : Taux brut de natalité (par 1000 habitants). Il s'agit du nombre de naissances enregistrées au cours d'une année par 1000 habitants.

Méthode de calcul : On obtient le taux d'augmentation naturel de la population en soustrayant le taux brut de mortalité du taux brut de natalité. Pour obtenir le taux de croissance total de la population, il faut tenir compte de la balance migratoire (immigration – émigration).

Le graphique ci-dessous donne l'évolution du taux brut de natalité (par 1000 habitants) de 2017 à 2030

Graphique N° 32: Evolution du taux brut de natalité (par 1000 habitants) de 2017 à 2030



Source : World Populations Prospects et projection de l'étude

2.3.4.8 Cible 3.8 et indicateurs

Cible 3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable.

Indicateur 3.8.1 Couverture des services de santé essentiels

Définition : La couverture des services de santé essentiels est définie comme la couverture moyenne des services essentiels telle que déterminée par les interventions de référence concernant notamment la santé procréative, maternelle, néonatale et infantile, les maladies infectieuses, les maladies non transmissibles, la capacité d'accueil et l'accessibilité des services pour la population en général et les plus défavorisés en particulier.

Méthode de calcul : L'indicateur est le Pourcentage de femmes de 15-49 ans avec une naissance vivante dans les deux dernières années qui ont été suivies durant leur dernière grossesse ayant abouti à une naissance vivante : (a) au moins une fois par un personnel de santé qualifié (b) au moins 4 fois par n'importe quel prestataire de santé.

Le tableau suivant donne la couverture des soins prénatals pour 2015 (année de référence) et 2030 (projection).

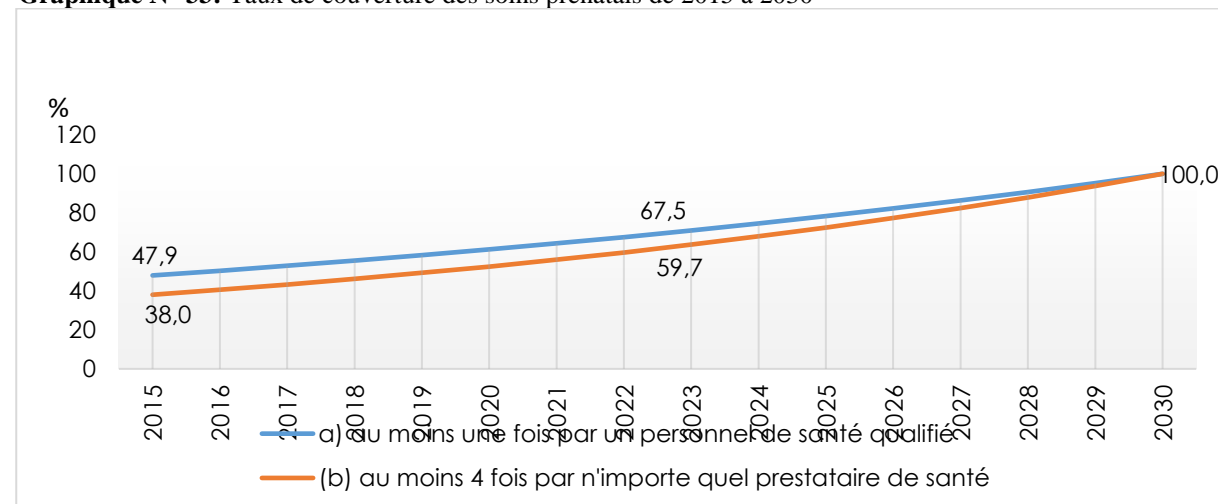
Tableau N° 29 : Taux de couverture des soins prénatals

Taux de couverture des soins prénatals (%)	2015	2030
a) au moins une fois par un personnel de santé qualifié	47,9	100,0
(b) au moins 4 fois par n'importe quel prestataire de santé	38,0	100,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

La projection des taux de couverture des soins prénatals de 2015 à 2030 est donnée par le graphique ci-après.

Graphique N° 33: Taux de couverture des soins prénatals de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 3.8.2 Nombre de personnes couvertes par une assurance maladie ou un système de santé public pour 1 000 habitants.

Définition : L'indicateur n'est pas disponible au niveau national. Le nombre d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) est un indicateur proxy retenu.

Méthode de calcul : Le proxy est donné par le rapport du nombre total d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) sur l'ensemble de la population.

Le tableau ci-dessous donne le nombre d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) en 2016.

Tableau N°30 : Nombre d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO).

	2016
Nombre d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire	159 648

Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016) et calculs de l'étude

2.3.4.9 Cible 3.9 et indicateurs

Cible 3.9 D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol.

Indicateur 3.9.1 Taux de mortalité attribuable à la pollution de l'air dans les habitations et à la pollution de l'air ambiant.

Définition : Aucune métadonnée n'est disponible. Ici un proxy calculé est l'incidence des maladies liées à la pollution de l'air.

Méthode de calcul : On obtient l'indicateur en faisant le total des nouveaux cas rapportés de maladies liées à la pollution de l'air.

Tableau N° 31 : Incidence des maladies liées à la pollution de l'air.

Incidence des maladies liées à la pollution de l'air	2014	2015	2016
Nombre de nouveaux cas rapportés de bronchite	519882	682302	55 382
Nombre de nouveaux cas rapportés d'infections respiratoires aiguës (IRA)	250066	327416	27 771
Nombre de nouveaux cas rapportés des problèmes de mémoire	3169	3094	2 450
Nombre de nouveaux cas rapportés d'hypertension artérielle	192116	223440	220 000
Nombre total de nouveaux cas rapportés liés à la pollution d'air	965233	1236252	305603
Population totale du pays	17308179	17819002	18 343 002
Nombre de nouveaux cas rapportés pour 100000 personnes	5577	6988	1 666

Source : DNS, Système local d'information sanitaire

2.3.4.10 Cible 3.a et indicateurs

Cible 3.a Renforcer dans tous les pays, selon qu'il convient, l'application de la Convention-cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la lutte antitabac.

Indicateur 3.a.1 Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les plus de 15 ans (taux comparatifs par âge)

Définition : Aucune métadonnée n'est disponible directement pour cet indicateur. L'indicateur disponible au niveau national est le pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont fumé des cigarettes ou ont consommé des produits à base de tabac qui se fument ou non, n'importe quand durant le mois précédent : (a) femmes (b) hommes

Méthode de calcul : La valeur de l'indicateur est donnée par le rapport entre le nombre de personnes de 15-49 ans (hommes et femmes) qui ont fumé des cigarettes ou ont consommé des produits à base de tabac qui se fument ou non n'importe quand durant le mois précédent et le nombre total de personnes de 15 - 49 ans.

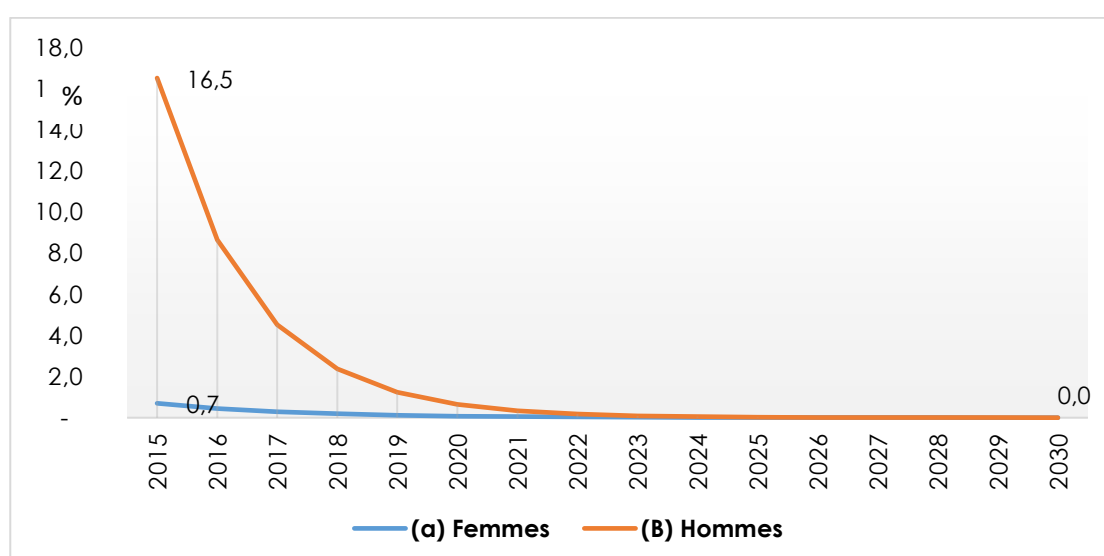
Tableau N° 32 : Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont fumé des cigarettes ou ont consommé des produits à base de tabac qui se fument ou non n'importe quand durant le mois précédent.

	2015	2030
Consommation de tabac		
(a) Femmes	0,7	0,0
(B) Hommes	16,5	0,0
Consommation de tabac avant 15 ans		
(a) Femmes	0,2	0,0
(B) Hommes	3,8	0,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

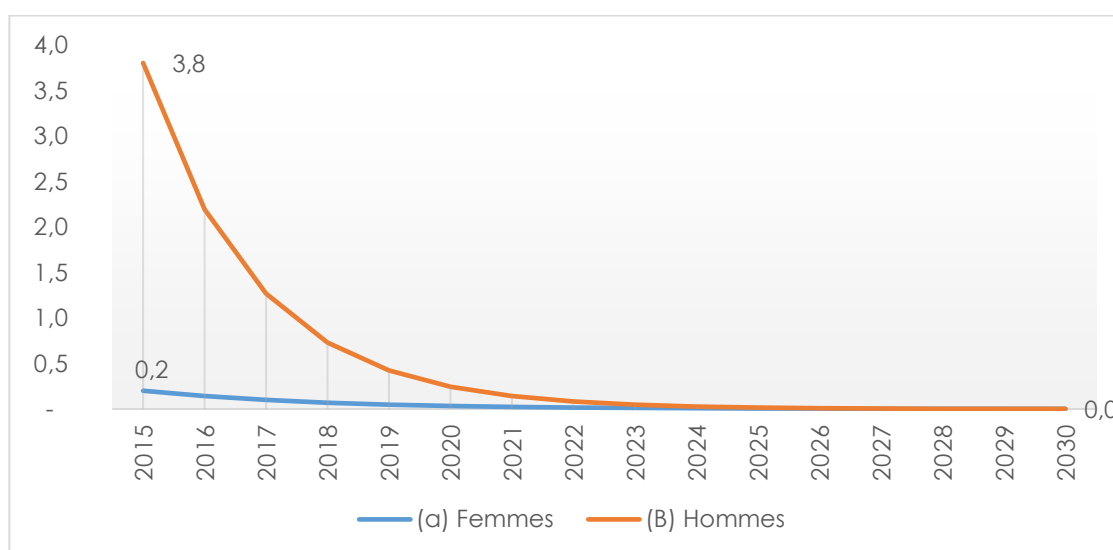
Les graphiques ci-dessous donnent respectivement la projection de la consommation de tabac et la projection de la consommation de tabac avant 15 ans de 2015 à 2030.

Graphique N° 34 : Projection de la consommation de tabac de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 35 : Projection de la consommation de tabac avant 15 ans de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.4.11 Cible 3.b et indicateurs

Cible 3.b Appuyer la recherche et le développement de vaccins et de médicaments contre les maladies, transmissibles ou non, qui touchent principalement les habitants des pays en développement, donner accès, à un coût abordable, aux médicaments et vaccins essentiels, conformément à la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et la santé publique, qui réaffirme le droit qu'ont les pays en développement de tirer pleinement partie des dispositions de cet accord qui ménagent une flexibilité lorsqu'il s'agit de protéger la santé publique et, en particulier, d'assurer l'accès universel aux médicaments.

Indicateur 3.b.2 : Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base. C'est le rapport du montant pour appui budgétaire à la santé sur les dépenses totales allouées à la santé.

Définition : Aucune métadonnée n'est disponible pour cet indicateur. Le proxy calculé concerne la part des dépenses d'appui budgétaire de santé dans les dépenses totales de l'Etat, en pourcentage.

Méthode de calcul : Le proxy est donné par le rapport entre les dépenses d'appui budgétaire totales de santé (numérateur) et les dépenses totales du budget de l'Etat (dénominateur).

Tableau N° 33 : Part de l'appui budgétaire de la santé (%)

	2013	2014	2015	2016	2017
Part de l'appui budgétaire de la santé (%)	5,44	18,26	16,86	9,15	6,00

Source : Calculs de l'étude à partir de BOOST Mali

2.3.4.12 Cible 3.c et indicateurs

Cible 3.c : Accroître considérablement le budget de la santé et le recrutement, le perfectionnement, la formation et le maintien en poste du personnel de santé dans les pays en développement, notamment dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Indicateur 3.c.1 : Densité et répartition du personnel de santé.

Définition : Cet indicateur définit le nombre d'agents de santé pour 1000 habitants au cours d'une année donnée.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le rapport entre le nombre de personnel par catégorie et la population totale.

Numérateur : Personnel de santé (nombre) par catégorie.

Dénominateur : Population totale. Selon l'OMS, il faut 23 professionnels de santé (Médecin, sage-femme et infirmier) pour 10 000 habitants.

Ce ratio est loin d'être atteint au Mali ; il est de 5,3 professionnels de santé pour 10 000 habitants. Il prend en compte les professionnels de l'Etat, des structures privées, parapubliques et confessionnelles.

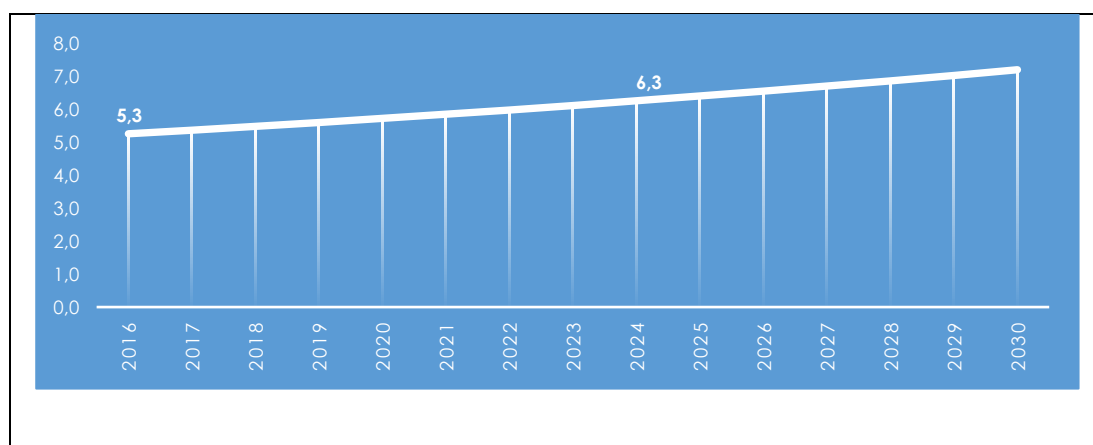
Tableau N° 34: Répartition du personnel de santé par catégorie.

Répartition du personnel de santé	2016	2030
Médecin	2 247	4 494
SF, IO sage-femme et infirmier	2 663	5 326
Infirmier (AM, TSS, TS)	4 747	9 494
Total	9 657	19 314

Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016) et calculs de l'étude

Le graphique ci-après donne la projection de la Densité de personnels de santé sur 10 000 habitants de 2016 à 2030.

Graphique N° 36 : Projection de la Densité de personnels de santé sur 10 000 habitants de 2016 à 2030



Source : Système national d'information Sanitaire et Social (SNISS 2016) et calculs de l'étude

2.3.4.13 Cible 3.d et indicateurs

Cible 3.d Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement, en matière d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux.

Indicateur 3.d.1 : Application du Règlement sanitaire international (RSI) et préparation aux urgences sanitaires.

Définition : Le Règlement Sanitaire International (RSI) est un accord juridique international qui lie les 196 États parties de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'objet et la portée du RSI (2005) consistent à « prévenir la propagation internationale des maladies, à s'en protéger, à la maîtriser et à y réagir par une action de santé publique proportionnée et limitée aux risques qu'elle présente pour la santé publique, en évitant de créer des entraves inutiles au trafic et au commerce internationaux » (Article 2).

La Constitution de la République du Mali garantit l'accès aux soins à l'ensemble des citoyens. Le pays dispose également d'un Plan national de Gestion des Risques et des Catastrophes (février 2017), d'un Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS 2014-2018) et de textes relatifs à la mise en œuvre du RSI (2005). Il existe ainsi de nombreux décrets et lois en santé animale, ainsi que des accords transfrontaliers. Enfin, le pays a entrepris un recensement partiel des textes en rapport avec le RSI (2005) qui prend en compte uniquement les secteurs de la santé et de l'agriculture. En effet, ce recensement n'est pas exhaustif. Il ne tient pas compte des secteurs de l'environnement, du commerce, des transports, etc. Par conséquent, il est difficile d'apprécier, à ce jour, l'impact de la législation sur l'application du RSI (2005), d'autant que la plupart des textes législatifs et des accords datent d'avant 2008 et ne prennent donc pas en compte le RSI (2005). Enfin, les accords transfrontaliers ne concernent pas tous les pays voisins.

Toutefois, il est important de noter que le Mali a désigné un Point Focal National (PFN) RSI et des points focaux sectoriels RSI. Il existe des commissions mixtes avec les pays frontaliers et un comité technique coordination de la lutte contre la grippe aviaire qui se réunit régulièrement au niveau central. Dans le cadre de la collaboration avec la Mauritanie, un exercice transfrontalier de simulation de gestion des crises a été organisé conjointement.

Il faut cependant améliorer la disponibilité des ressources financières. En effet, compte tenu du manque de fonds, il est indispensable de rationaliser leur utilisation¹⁸.

¹⁸ Rapport d'évaluation externe (2017)

2.3.5 ODD 4 : assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

L'ODD 4 comprend 10 indicateurs dont 3 de mise en œuvre et 7 à l'horizon 2030. Les projections effectuées concernent les indicateurs pour lesquels des données ont été obtenues.

2.3.5.1 Cible 4.1 et indicateurs

Cible 4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, les dotant d'acquis véritablement utiles.

Indicateur 4.1.1 Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire ; b) en fin de cycle primaire ; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe.

Définition

Le pourcentage d'enfants et de jeunes en 2^e ou 3^e années d'études du cycle primaire, en fin de cycle primaire et en fin de premier cycle du secondaire ayant atteint au moins le seuil minimal de compétence en (a) lecture et en (b) mathématiques. Le seuil minimal de compétence sera mesuré par rapport aux nouvelles échelles communes de compétence en lecture et en mathématiques en cours d'élaboration.

Le seuil minimal de compétence est la référence des connaissances élémentaires dans un domaine (mathématiques, lecture, etc.) mesurée par les évaluations de l'apprentissage. Actuellement, il n'existe aucune norme commune validée par la communauté internationale ou les pays¹⁹.

Méthode de calcul :

L'indicateur est calculé en pourcentage d'enfants et/ou de jeunes du cycle d'enseignement concerné qui atteignent ou dépassent un seuil de compétence prédéfini dans une matière donnée.

Performance supérieure au seuil minimal, **PL [tn, s, supérieur au minimum] = p**
où p représente le pourcentage d'élèves d'une évaluation de l'apprentissage à un cycle d'enseignement n, dans une matière s, à toute année (t-i) où $0 \leq i \leq 5$, qui ont atteint un seuil de compétence plus élevé que la norme minimale prédéfinie, S_{min} . La norme minimale sera définie par la communauté internationale de l'éducation en tenant compte des différences régionales.

Les trois points de mesure auront leur propre norme minimale établie. Un seuil unique répartit les élèves au-dessus ou en-dessous des seuils minimaux de compétence. (a) Inférieur au seuil minimal, cela correspond à la proportion ou au pourcentage d'élèves qui n'atteignent pas le seuil minimal de compétence tel qu'il est établi par les pays en fonction de compétences minimales définies à l'échelle mondiale. (b) Supérieur ou égal au seuil minimal, cela correspond à la proportion ou au pourcentage d'élèves qui ont

¹⁹ L'indicateur présente les données publiées par les agences et les organisations spécialisées dans les évaluations transnationales de l'apprentissage. La comparabilité est limitée aux pays ayant participé à cette évaluation particulière. Il n'y a pas de comparabilité entre les différentes évaluations de l'apprentissage transnationales (UNESCO, 2017, p.5).

atteint au moins le seuil minimal de compétence tel que défini dans l'évaluation. En raison de l'hétérogénéité des niveaux de performance fixés par les évaluations nationales et internationales, des équivalences seront établies entre ces niveaux de performance et les niveaux de performance définis à l'échelle mondiale. Une fois que les équivalences entre les niveaux de performance seront établies, la communauté internationale de l'éducation pourra identifier, pour chaque pays, la proportion ou le pourcentage d'enfants qui ont atteint au moins les seuils minimaux de compétence (UNESCO, 2017, p.7).

(a) Indice de développement de la petite enfance

Définition : L'indice de développement de la petite enfance est le pourcentage d'enfants de 36-59 mois qui sont sur la bonne voie de développement dans au moins trois des quatre domaines suivants : lecture-calcul, physique, socio-affectif, apprentissage.

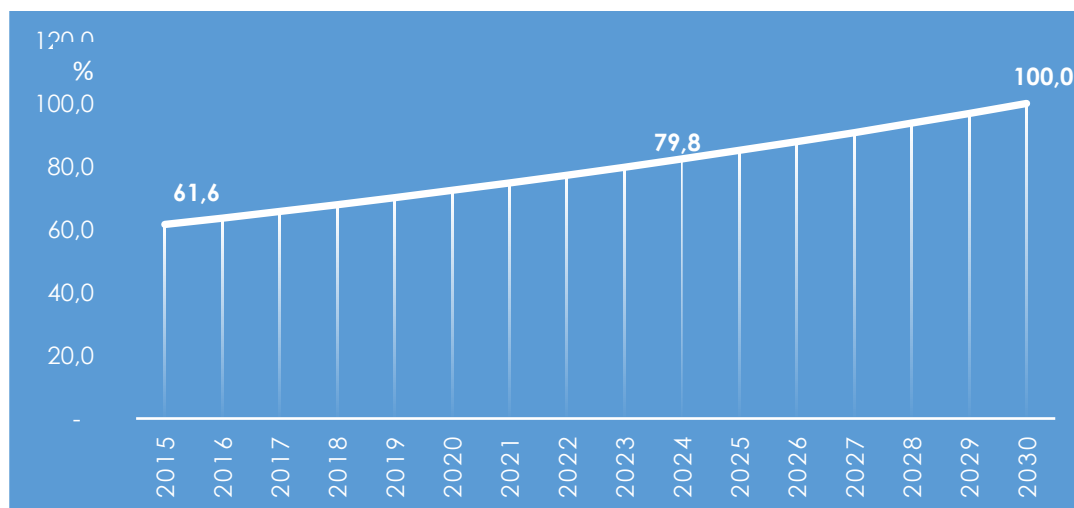
Méthode de calcul : Cet indicateur est donné par le rapport entre le nombre d'enfants de 36-59 mois qui sont sur la bonne voie de développement dans au moins trois des quatre domaines suivants : lecture-calcul, physique, socio-affectif, apprentissage, et le nombre total d'enfants de 36-59 mois.

Tableau N° 35: Indice de développement de la petite enfance

	2015	2030
Indice de développement de la petite enfance	61,6	100,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 37: Projection de l'Indice de développement de la petite enfance de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

(b) Disponibilité de livres d'enfants

Définition : la disponibilité de livres d'enfants est déterminée par le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui ont au moins 3 livres d'enfants.

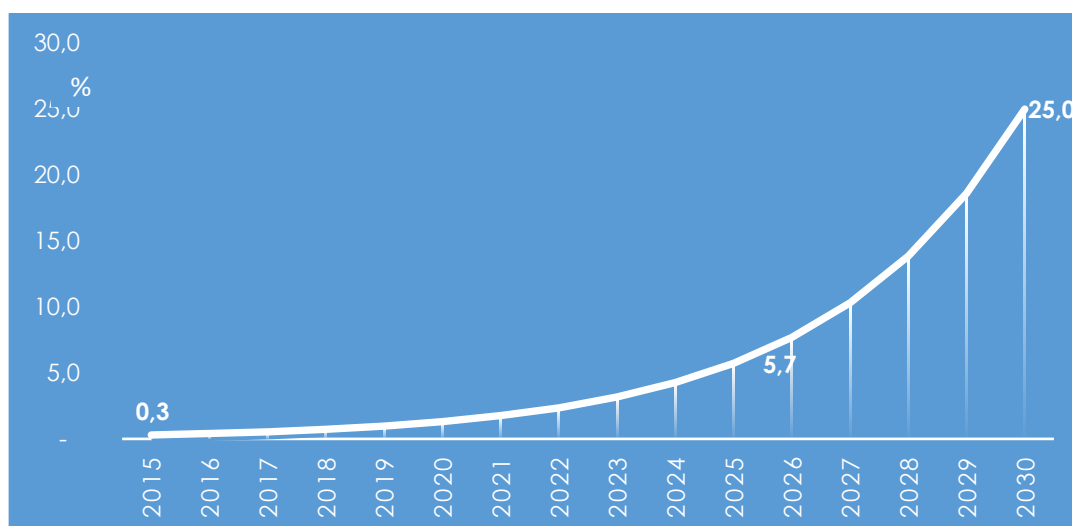
Méthode de calcul : Il est donné par le rapport entre les d'enfants de moins de 5 ans qui ont au moins 3 livres d'enfants et le nombre total d'enfants de moins de 5 ans.

Tableau N° 36 : Disponibilité de livres d'enfants

	2015	2030
Disponibilité de livres d'enfants	0,3	25

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 38 : Projection de la disponibilité de livres d'enfants de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

(c) Taux d'achèvement du primaire

Définition : Le taux d'achèvement du primaire est le pourcentage d'une cohorte d'élèves inscrits en première année du cycle pendant une année scolaire donnée et qui parviendront jusqu'à la sortie du cycle d'étude.

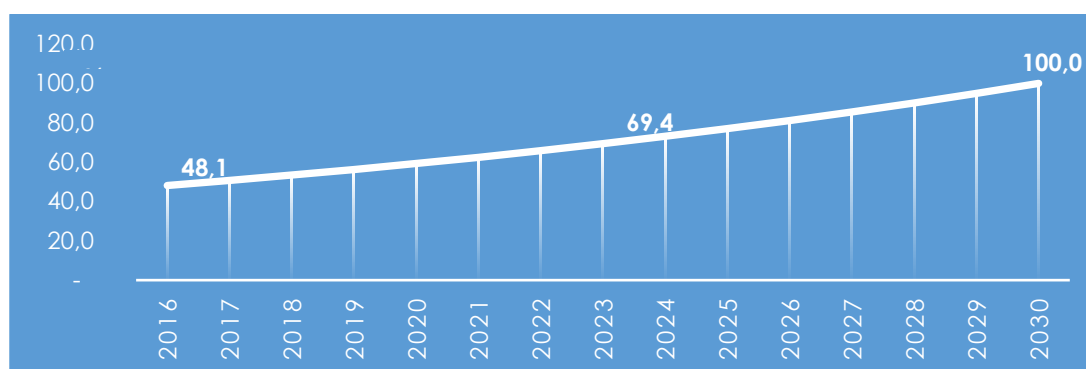
Méthode de calcul : Le nombre de personnes du groupe d'âge concerné qui ont achevé la dernière année d'études d'un niveau d'enseignement donné est exprimé en pourcentage de la population totale du même groupe d'âge.

Tableau N° 37: Taux d'achèvement des cycles primaire et secondaire

	2015	2030
Taux d'achèvement du primaire	48,1	100
Fille	45,6	100
Garçon	50,5	100
Taux d'achèvement du secondaire premier cycle	35,4	100
Fille	31,1	100
Garçon	39,8	100

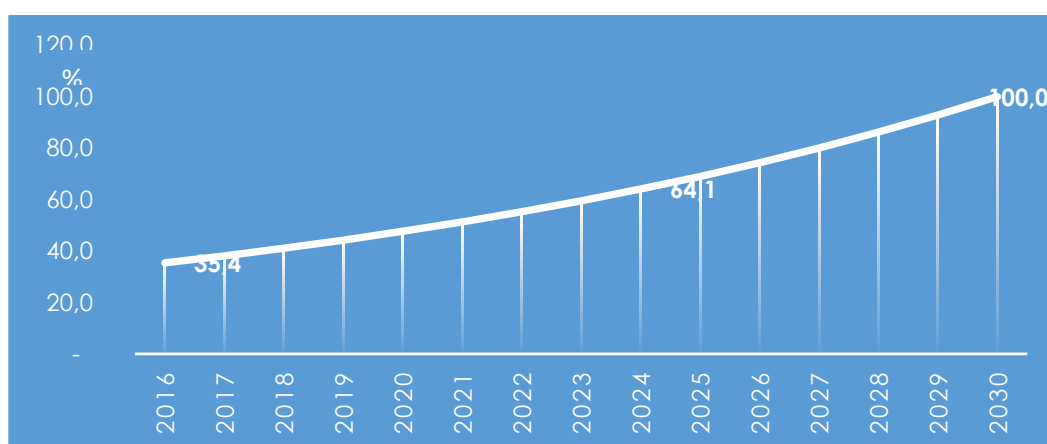
Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 39 : Projection du taux d'achèvement du primaire de 2016 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 40 : Projection du taux d'achèvement du secondaire premier cycle de 2016 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.5.2 Cible 4.2 et indicateurs

Cible 4.2 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire.

Indicateur 4.2.1 : Proportion d'enfants de moins de 5 ans dont le développement est en bonne voie en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial, par sexe.

Définition : Il n'existe pas encore de définition admise universellement de « développement en bonne voie ». L'Indice de développement de la petite enfance (IDPE) de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) définit actuellement « en bonne voie » comme le pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois dont le développement est en bonne voie dans au moins trois des quatre domaines suivants : lecture/écriture ; calcul ; physique ; socio-émotionnel et apprentissage. D'autres mesures utilisent différentes définitions à partir de divers points de vue empiriques et conceptuels sur la meilleure manière de définir « en bonne voie ».

Selon l'IDPE, le développement d'un enfant est en bonne voie en matière de lecture/écriture-calcul s'il sait identifier au moins 10 lettres de l'alphabet, lire 4 mots simples et reconnaître et nommer tous les chiffres de 1 à 10. Le développement d'un

enfant est en bonne voie sur le plan physique s'il est capable de ramasser de petits objets facilement et s'il est suffisamment en bonne santé pour jouer. Le développement d'un enfant est en bonne voie sur le plan socio-émotionnel s'il est capable d'entreprendre quelques activités simples de manière autonome, s'entend bien avec les autres enfants et en temps normal ne donne pas de coups de pied, ne mord pas ou ne frappe pas d'autres enfants ou adultes. Le développement d'un enfant est en bonne voie en matière d'apprentissage s'il participe à des activités organisées d'apprentissage de tout type, notamment dans l'éducation de la petite enfance, les jardins d'enfants ou les soins communautaires.

Méthode de calcul : La fréquentation scolaire est le pourcentage d'enfants de 36-59 mois qui fréquentent un programme d'instruction préscolaire.

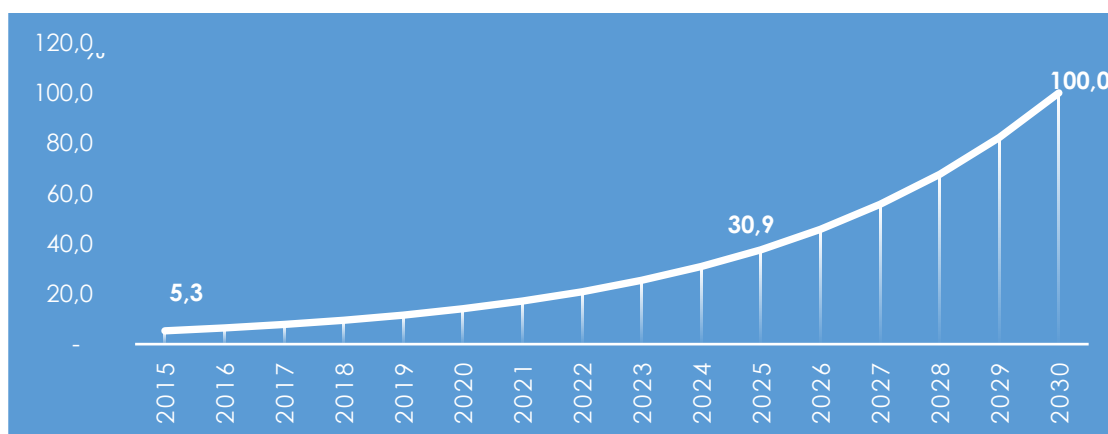
Dans l'IDPE de la MICS, l'indicateur est calculé en pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois démontrant les niveaux de développement appropriés à leur âge dans les domaines mesurés, selon les items utilisés dans les MICS. Une définition communément admise de « en bonne voie » utilisant les normes élaborées à l'échelle nationale et régionale pour l'apprentissage et le développement de l'enfant n'a pas encore été élaborée.

Tableau N° 38: Pourcentage d'enfants de 36-59 mois qui fréquentent un programme d'instruction préscolaire

	2015	2030
Fréquentation scolaire	5,3	100,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 41: Projection de la fréquentation scolaire des enfants de 36-59 mois de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 4.2.2 : Taux de participation à des activités organisées d'apprentissage (un an avant l'âge officiel de scolarisation dans le primaire), par sexe.

Définition : Le pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois qui vivent dans des ménages où leur mère, leur père ou d'autres adultes participent avec eux aux types d'activités suivants : lire ou regarder des livres d'images ; raconter des histoires ; chanter des chansons ; promener les enfants à l'extérieur de leur foyer ; jouer ; et nommer, compter et/ou dessiner.

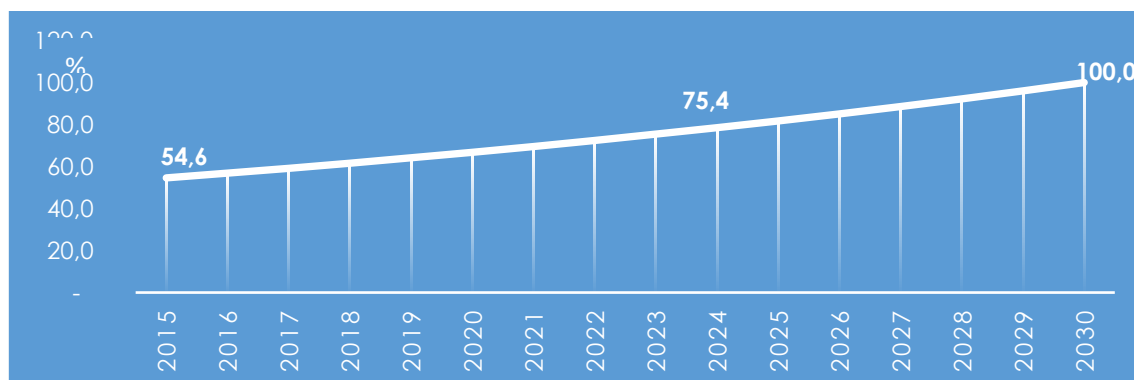
Méthode de calcul : Pourcentage d'enfants de 36-59 mois avec qui un adulte s'est engagé dans 4 activités (ou plus) de promotion d'apprentissage et de préparation scolaire dans les 3 derniers jours.

Tableau N° 39 : Soutien à l'apprentissage

	2015	2030
Soutien à l'apprentissage	54,6	100,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 42 : Projection du soutien à l'apprentissage de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 4.2.2 Taux bruts de l'enseignement fondamental

Définition : Le nombre total d'enfants inscrits dans (a) l'enseignement pré primaire et (b) le développement éducatif de la petite enfance, indépendamment de l'âge, exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge officiel de l'éducation de la petite enfance.

Méthode de calcul : Le TBS est le rapport entre l'effectif des enfants à un cycle donné, quel que soit leur âge, et l'effectif des enfants d'âge scolaire officiel du cycle considéré, exprimé en pourcentage.

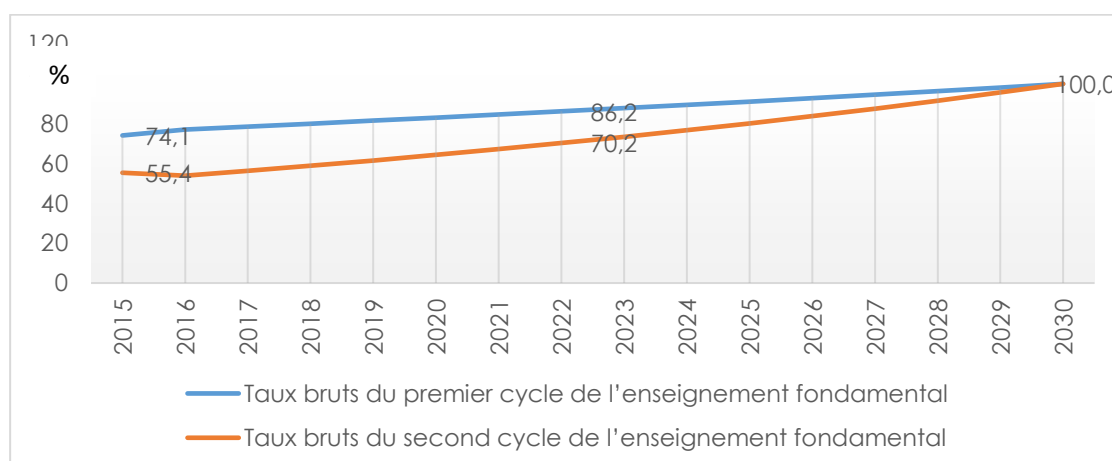
Le TBS peut être supérieur à 100 % en raison des fréquentations précoces et de celles des enfants ayant dépassé l'âge limite officiel dans le cycle suite aux redoublements.

Tableau N° 40 : Taux bruts des premiers et seconds cycles

	2015	2030
Taux bruts du premier cycle de l'enseignement fondamental	74,1	100,0
Garçons	71,1	100,0
Filles	76,8	100,0
Taux bruts du second cycle de l'enseignement fondamental	55,4	100,0
Garçons	49,8	100,0
Filles	60,3	100,0

Source : Enquête EMOP, INSTAT

Graphique N° 43 : Projection des taux bruts de l'enseignement fondamental de 2016 à 2030



Source : Enquête EMOP, INSTAT et calculs de l'étude

Indicateur 4.2.2 Taux net du premier cycle de l'enseignement fondamental

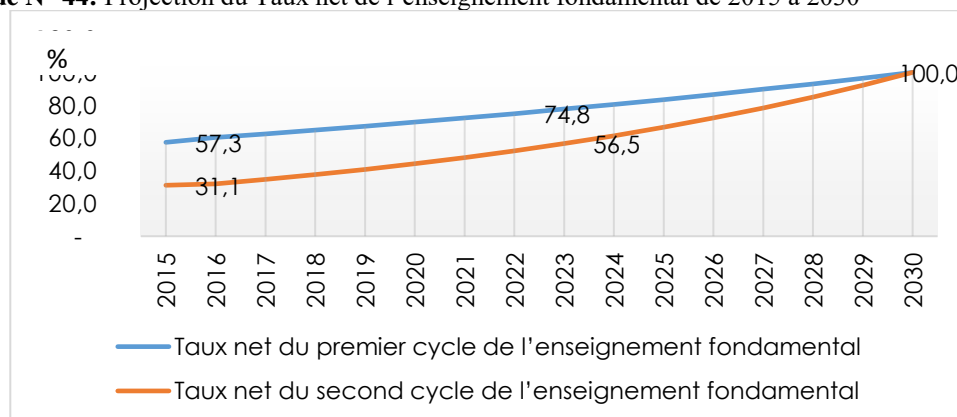
Définition et méthode de calcul : Le TNS est le pourcentage d'enfants d'âge scolaire officiel d'un cycle donné qui fréquentent effectivement ce cycle. Il donne la mesure exacte de l'inscription à l'école et fournit des informations significatives quant au rapport entre élèves scolarisés ou non. Il est au plus égal à 100 % si tous les enfants d'âge scolaire du cycle fréquentent l'école.

Tableau N° 41: Taux nets des premier et second cycles

	2015	2030
Taux net du premier cycle de l'enseignement fondamental	57,3	100,0
Garçons	55,2	100,0
Filles	59,2	100,0
Taux net du second cycle de l'enseignement fondamental	31,1	100,0
Garçons	28,3	100,0
Filles	33,5	100,0

Source : Enquête EMOP, INSTAT et calculs de l'étude

Graphique N° 44: Projection du Taux net de l'enseignement fondamental de 2015 à 2030



Source : Enquête EMOP, INSTAT et calculs de l'étude

2.3.5.3 Cible 4.3 et indicateurs

Cible 4.3 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les femmes et tous les hommes aient accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable

Indicateur 4.3.1 : Taux de participation des jeunes et des adultes à un programme d'éducation et de formation scolaire ou non scolaire au cours des 12 mois précédents, par sexe.

Définition : Le pourcentage de jeunes et d'adultes d'une classe d'âge donnée (par ex. : 15-24 ans, 25-64 ans, etc.) participant à l'enseignement et à la formation formels ou non formels à une période donnée (par ex. : au cours des 12 derniers mois).

Idéalement, l'indicateur doit être désagrégé par type de programme comme l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), l'enseignement supérieur, l'éducation des adultes et les autres types concernés. Il couvre à la fois les programmes formels et non formels.

« L'enseignement et la formation formels » est défini comme l'enseignement dispensé par le système d'écoles, de collèges, d'universités et des autres établissements d'enseignement formel qui constituent normalement une « échelle » continue d'enseignement à plein temps pour les enfants et les jeunes qui commencent généralement vers l'âge de 5 à 7 ans et continuent jusqu'à 20 ou 25 ans. Dans certains pays, les parties supérieures de cette « échelle » sont des programmes organisés d'emploi à temps partiel et de participation à temps partiel au système scolaire et universitaire ordinaire.

« L'enseignement et la formation non formels » est défini comme toute activité d'apprentissage organisée et soutenue qui ne correspond pas exactement à la définition ci-dessus de l'enseignement formel. L'enseignement non formel peut par conséquent se dérouler à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des établissements d'enseignement et prend en charge les personnes de tous les âges. En fonction des contextes nationaux, il peut couvrir les programmes éducatifs destinés à l'alphabétisation des adultes et à l'enseignement des compétences nécessaires dans la vie courante, les compétences utiles pour le travail et la culture générale.

Méthode de calcul :

Le nombre de personnes de groupes d'âge sélectionnés participant à l'enseignement et la formation formels et non formels est exprimé en pourcentage de la population du même âge²⁰. Ce sont les données des diplômés de 2016 de l'enseignement technique et professionnel (CAP, BT1, BT2) du Centre national des examens et de concours de l'éducation (CNECE).

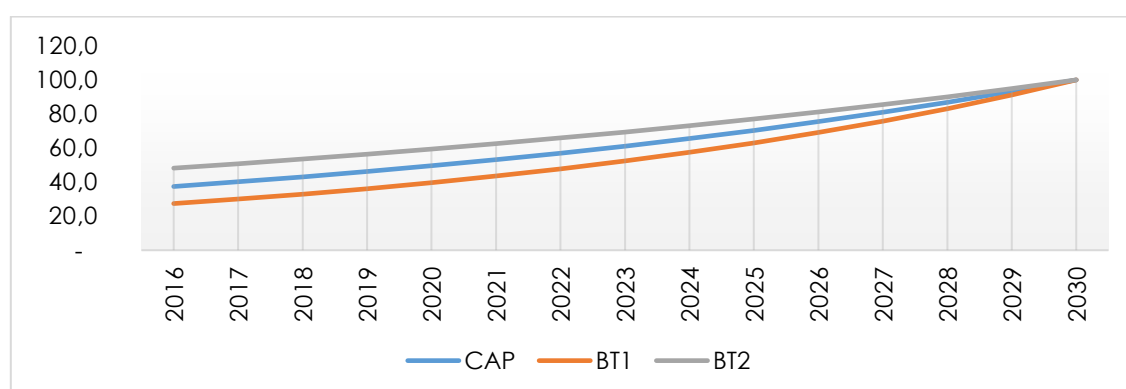
²⁰ UNESCO, 2017, p.34-35, op. cit.

Tableau N° 42: Taux d'admission aux examens de l'enseignement technique et professionnel par niveau de diplôme

Taux d'admission aux examens de l'enseignement technique et professionnel par niveau de diplôme	2016	2030
CAP	37,4	100,0
Garçon	46,5	100,0
Fille	22,0	100,0
BT1	27,4	100,0
Garçon	28,9	100,0
Fille	25,8	100,0
BT2	48,2	100,0
Garçon	57,2	100,0
Fille	39,5	100,0

Source : Centre national des examens et de concours de l'éducation (CNECE).

Graphique N° 45 : Taux d'admission des Résultats des examens de l'enseignement technique et professionnel par niveau de diplôme



Source : Centre national des examens et de concours de l'éducation (CNECE), calculs de l'étude.

Tableau N° 43 : Répartition par sexe des étudiants du CERFITEX en 2015

Répartition des étudiants du CERFITEX 2015	Nombre	%
Total	149	100
Homme	114	76,5
Femme	35	23,5

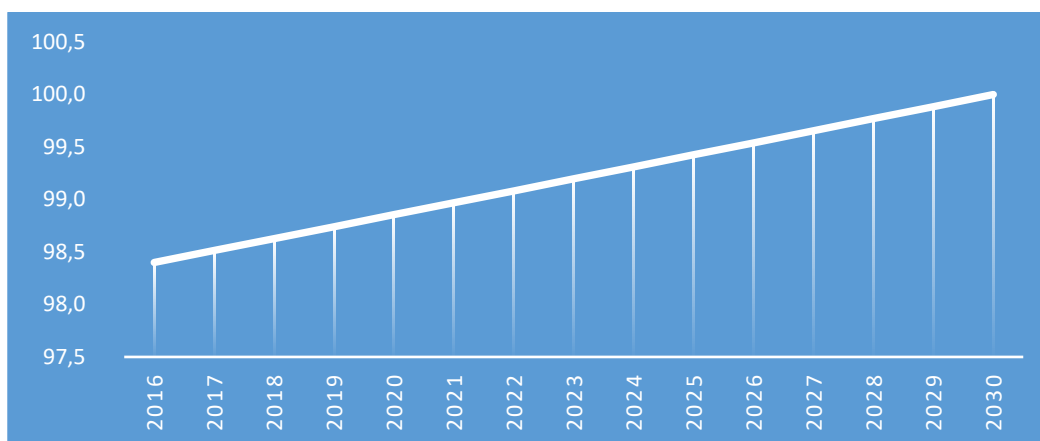
Source : CERFITEX, Rapport d'activités 2016 dans le RASAMT 2016

Tableau N° 44: Taux d'admission de fin de cycle des IFM

	2016	2030
Taux d'admission aux examens de fin de cycle des IFM	98,4	100,0
Préscolaire	96,6	100,0
DEF général	99,7	100,0
DEF spécialisé	99,3	100,0
BAC général	96,2	100,0
Bac spécialisé	98,5	100,0
Hégire général	100,0	100,0
Hégire spécialisé	100,0	100,0

Source : IFM, Résultats 2016 dans le RASAMT 2016

Graphique N° 46: Taux d'admission de fin de cycle des IFM



Source : IFM, Résultats 2016 RASAMT 2016, calculs de l'étude

2.3.5.4 Cible 4.4 et indicateurs

Cible 4.4 D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.

Indicateur 4.4.1 Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en Informatique et en Communication, par type de compétence.

Définition :

Le pourcentage de jeunes (15-24 ans) et d'adultes (15 ans et plus) qui ont entrepris certaines activités liées à l'informatique au cours d'une période donnée (par ex. : les trois derniers mois).

Les activités liées à l'informatique pour mesurer les compétences en TIC incluent :

- copier ou déplacer un fichier ou un dossier ;
- utiliser les outils "copier" et "coller" pour dupliquer ou déplacer des informations dans un document ;
- envoyer des courriels avec des pièces jointes (par ex. : document, image, vidéo) ;
- utiliser les formules arithmétiques de base dans une feuille de calcul ;
- connecter et installer de nouveaux appareils (par ex. : modem, caméra, imprimante) ;
- trouver, télécharger, installer et configurer un logiciel ;
- créer des présentations électroniques avec un logiciel de présentation (incluant du texte, des images, du son, de la vidéo ou des graphiques) ;
- transférer des fichiers entre un ordinateur et d'autres appareils ; et
- écrire un programme informatique à l'aide d'un langage de programmation spécialisé.

Le terme ordinateur désigne un ordinateur de bureau, un ordinateur portable ou une tablette (ou un ordinateur portatif similaire). Ne sont pas pris en compte les appareils dotés de certaines fonctions informatisées telles que les téléphones mobiles ou les postes de télévision intelligents.

Méthode de calcul :

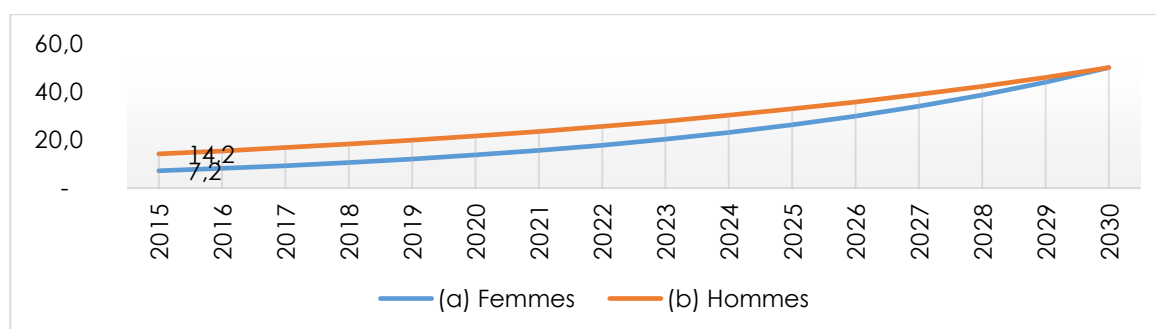
L'indicateur est calculé en pourcentage de personnes d'une population donnée qui a répondu « oui » à un nombre de variables sélectionnées, par exemple l'utilisation des compétences en TIC dans certaines matières ou dans des domaines d'apprentissage, l'utilisation des compétences en TIC au sein ou en dehors d'une école et/ou du lieu de travail, le temps minimum passé à utiliser les compétences en TIC à l'intérieur ou à l'extérieur de l'école et/ou du lieu de travail, l'accès à Internet au sein ou en dehors de l'école et/ou du lieu de travail, etc.

Tableau N° 45 : Pourcentage de jeunes de 15-49 ans qui ont utilisé un ordinateur durant les 12 derniers mois : (a) Femmes (b) Hommes

	2015	2030
Utilisation d'ordinateurs	10,7	50,0
(a) Femmes	7,2	50,0
(b) Hommes	14,2	50,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

Graphique N° 47: Utilisation d'ordinateurs



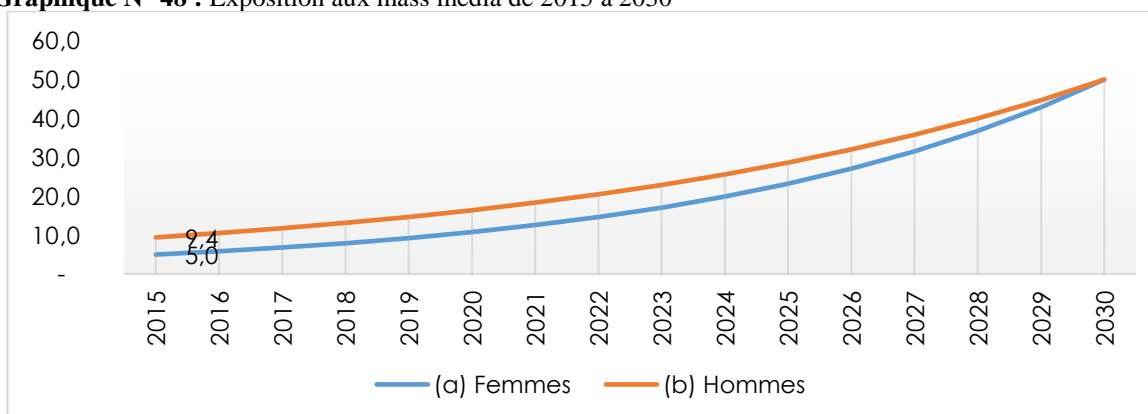
Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Tableau N° 46: Exposition aux mass media

Exposition aux mass media	2015	2030
(a) Femmes	5,0	50,0
(b) Hommes	9,4	50,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Graphique N° 48 : Exposition aux mass media de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Tableau N° 47 : Utilisation d'ordinateurs et d'Internet (femmes)

	2015	2030
Utilisation d'ordinateurs et d'Internet (femmes) : Ayant utilisé Internet au moins une fois par semaine durant le mois dernier	7	100
15-19	7,2	100
20-24	6,8	100
Utilisation d'ordinateurs et d'Internet (Hommes) : Ayant utilisé Internet au moins une fois par semaine durant le mois dernier	15,4	100
15-19	12,5	100
20-24	18,9	100

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.5.5 Cible 4.5 et indicateurs

Cible 4.5 : D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.

Indicateur 4.5.1 Indices de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit, à mesure que les données deviennent disponibles) pour tous les indicateurs dans le domaine de l'éducation de cette liste pouvant être ventilés.

Définition :

Les indices de parité exigent des données sur les groupes de population examinés. Ils représentent le rapport de la valeur de l'indicateur d'un groupe et celle d'un autre groupe. Généralement, le groupe susceptible d'être le plus défavorisé est le numérateur. Une valeur de 1 indique exactement la parité entre deux groupes. Le but est de mesurer le niveau général d'inégalité entre deux sous-groupes de population concernant un indicateur donné.

Méthode de calcul :

La valeur de l'indicateur du sous-groupe susceptible d'être le plus défavorisé est divisée par la valeur de l'indicateur de l'autre sous-groupe de population examiné en vue d'obtenir l'indicateur.

Tableau N° 48: Ratio net de fréquentation du primaire (ajusté) des filles divisées par le ratio net de fréquentation du primaire (ajusté) des garçons.

	2015
Indice de parité entre les sexes (niveau secondaire)	0,84
Indice de parité entre les sexes (niveau primaire)	0,94

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015

2.3.5.6 Cible 4.6 et indicateurs

Cible 4.6 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter.

Indicateur 4.6.1 : Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) numériques fonctionnels.

Définition : Le pourcentage de jeunes (15-24 ans) et d'adultes (15 ans et plus) qui ont atteint ou dépassé un seuil de compétence donné (a) en alphabétisation et (b) en calcul. Le seuil minimal de compétence sera mesuré par rapport aux nouvelles échelles communes de l'alphabétisation et du calcul en cours d'élaboration.

Le seuil déterminé de compétence est la référence des connaissances de base dans un domaine (alphabétisation ou calcul) mesurée par les évaluations de l'apprentissage. Actuellement, il n'existe aucune norme commune validée par la communauté internationale ou les pays. L'indicateur présente les données publiées par les agences et les organisations spécialisées dans les enquêtes transnationales sur l'évaluation des jeunes et des adultes auprès des ménages.

L'indicateur est une mesure directe des niveaux de compétence des jeunes et des adultes dans les deux domaines : alphabétisation et calcul.

Méthode de calcul : Pourcentage de jeunes et d'adultes qui ont atteint au moins le seuil minimal de compétence défini pour l'évaluation des compétences à grande échelle en alphabétisation et en calcul chez les adultes (échantillon représentatif) :

Performance atteinte égale ou supérieure au seuil minimal, $PL_{ta,s}$, supérieure au seuil minimal = p où p est le pourcentage de jeunes et d'adultes d'une évaluation nationale ou transnationale des compétences en alphabétisation et en calcul chez les adultes du groupe d'âge a, dans un domaine d'apprentissage s à une année donnée (t-i) où $0 \leq i \leq 5$, qui ont atteint au moins le seuil minimal de compétence.

Le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus est le rapport des jeunes et adultes (de 15 ans et plus) sachant lire et compter par rapport à la population des jeunes et adultes de la population

Tableau N° 49: Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus (%)

	2015	2016	2017
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus (%)	33,1	31	34,3
Femmes (%)	22,2	21,6	24,6
Hommes (%)	45,1	41,4	44,8

Source : Enquête EMOP, INSTAT

2.3.5.7 Cible 4.b et indicateurs

Cible 4.b : D'ici à 2020, augmenter nettement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes à des étudiants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays d'Afrique, pour leur permettre de suivre des études supérieures, y compris une formation professionnelle, des cursus informatiques, techniques et scientifiques et des études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement

Indicateur 4.b.1 : Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation

Définition : Le total net de l'aide publique au développement (APD) consacrée aux bourses d'études dans les pays donateurs (types d'aide E01) est exprimé en dollars US au taux de change moyen annuel. L'APD est la mesure acceptée de la coopération internationale pour le développement. Les données couvrent ainsi l'aide publique internationale consacrée à l'éducation, notamment pour offrir un accès à l'éducation aux ressortissants des pays en développement dans les établissements d'enseignement des pays donateurs.

Méthode de calcul : Le montant total de l'APD consacrée aux bourses d'études pour étudier à l'étranger par secteur et par type d'études accordées aux étudiants du pays bénéficiaire, exprimé en dollars US.

Tableau N° 50 : Part des bourses d'études par rapport aux dépenses publiques totales (%)

	2013	2014	2015	2016	2017
Part des bourses d'études par rapport aux dépenses totales (%)	6,97	6,27	5,56	5,32	4,95

Source : BOOST Mali

2.3.5.8 Cible 4.c et indicateurs

Cible 4.c : D'ici à 2030, accroître nettement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Indicateur 4.c.3 : Pourcentage d'enseignants qualifiés selon les normes nationales, par niveau d'études et type d'établissement.

Définition : Le pourcentage d'enseignants par niveau d'enseignement (préscolaire, primaire, premier cycle du secondaire et deuxième cycle du secondaire) qui ont au moins les qualifications académiques minimales requises pour enseigner leurs matières au niveau d'enseignement pertinent dans un pays donné. Idéalement, l'indicateur doit être calculé séparément pour les établissements publics et privés. Les enseignants jouent un rôle clé pour garantir la qualité de l'éducation fournie. Idéalement, tous les enseignants doivent suivre une formation pédagogique adéquate, appropriée et pertinente pour enseigner au niveau d'enseignement choisi et être qualifiés sur le plan académique dans

la/les matière(s) qu'ils doivent enseigner. Cet indicateur mesure la part du corps enseignant qualifié sur le plan académique.

Méthode de calcul : Le nombre d'enseignants qualifiés d'un niveau d'enseignement donné est exprimé en pourcentage de l'ensemble des enseignants de ce niveau d'enseignement.

Tableau N° 51 : Effectifs des enseignants par sexe par Centre d'Animation Pédagogique (CAP) au Mali des 1er et 2ème cycle de l'enseignement fondamental.

		2017
1^{er} cycle de l'enseignement fondamental		
	Homme	45 748
	Femme	20 670
2^{ème} cycle de l'enseignement fondamental		
	Homme	29 820
	Femme	4 508

Source : Données de la CPS/SE annuaire national des statistiques de l'enseignement Fondamental 2017

2.3.6 ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

L'ODD 5 compte 14 indicateurs, parmi lesquels, on retrouve les indicateurs de mise en œuvre des cibles.

2.3.6.1 Cible 5.2 et indicateurs

Cible 5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.

Indicateur 5.2.1 : Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple, victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 mois précédents par leurs partenaires actuels ou d'anciens partenaires, par forme de violence et par âge.

Définition : C'est le pourcentage de personnes de 15-49 ans qui estiment qu'il est justifié qu'un mari frappe ou batte sa femme au moins dans les circonstances suivantes (1) elle sort sans le lui dire, (2) elle néglige les enfants, (3) elle discute ses opinions, (4) elle refuse d'avoir des rapports sexuels avec lui, (5) elle brûle la nourriture : (a) Femmes (b) Hommes

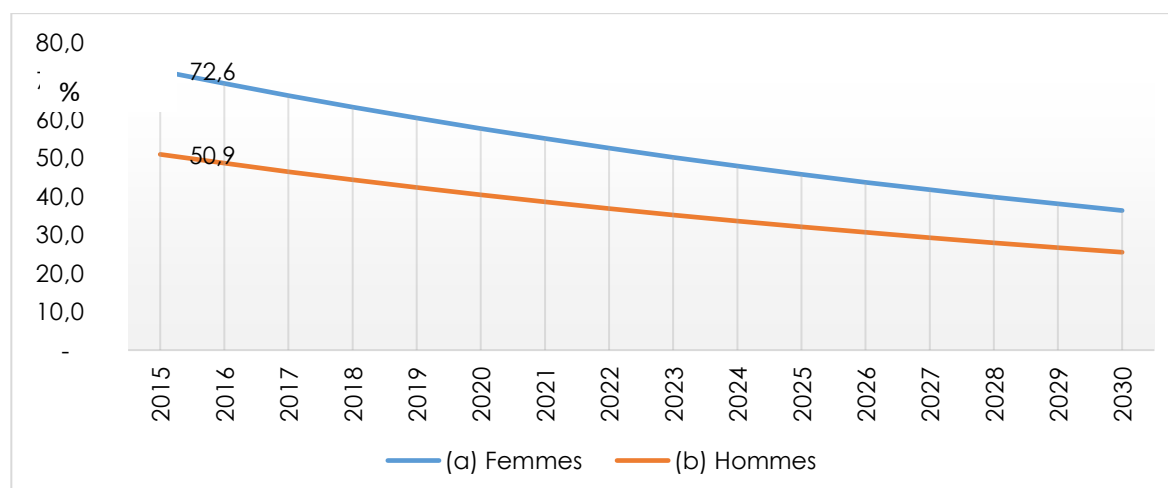
Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le rapport entre le nombre de personnes de 15-49 ans qui estiment qu'il est justifié qu'un mari frappe ou batte sa femme sur le total de personnes de 15-49 ans.

Tableau N° 52 : Attitudes vis-à-vis de la violence domestique

Attitudes vis-à-vis de la violence domestique	2015	2030
(a) Femmes	72,6	36,3
(b) Hommes	50,9	25,5

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

Graphique N° 49: Attitudes vis-à-vis de la violence domestique de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 5.2.2 Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus victimes de violences sexuelles infligées au cours des 12 mois précédents par une personne autre que leurs partenaires intimes, par âge et lieu des faits.

Définition : Cet indicateur n'est pas disponible mais on peut évaluer le degré d'acceptation de la violence conjugale, en demandant aux femmes et aux hommes s'ils pensaient qu'il était justifié que, pour certaines raisons qui étaient citées par l'enquêtrice, un homme batte sa femme. Ces raisons, au nombre de cinq, sont les suivantes : brûler la nourriture, argumenter avec lui, sortir sans le lui dire, négliger les enfants et refuser d'avoir des rapports sexuels avec lui.

Méthode de calcul : L'indicateur est calculé de la population toutes les femmes de 15-49 ans qui pensent qu'il est justifié que, pour certaines raisons, un mari batte sa femme, par raison particulière sur la population totale des femmes.

Tableau N° 53 : Pourcentage des femmes de 15-49 ans qui pensent qu'il est justifié que, pour certaines raisons, un mari batte sa femme, par raison particulière

Pourcentage des femmes de 15-49 ans qui pensent qu'il est justifié que, pour certaines raisons, un mari batte sa femme, par raison particulière	2013
Brûle la nourriture	26,3
Argumente avec lui	58,4
Sort sans le lui dire	55
Néglige les enfants	48,7
Refuse d'avoir les rapports sexuels avec lui	58,9

Source : Enquête Démographique et de Santé (EDS)

2.3.6.2 Cible 5.3 et indicateurs

Cible 5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.

Indicateur 5.3.1 : Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans ou de 18 ans.

Tableau N° 54: Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont été mariées ou en union avant l'âge de 15 ans.

Mariage avant 15 ans (%)	2015	2030
(a) Femmes	16,1	0,3
(b) Hommes	1,3	0,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015

Tableau N° 55 : Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont été mariées ou en union avant l'âge de 18 ans.

Mariage avant 18 ans	2015	2030
(a) Femmes	48,9	1,0
(b) Hommes	4,3	0,1

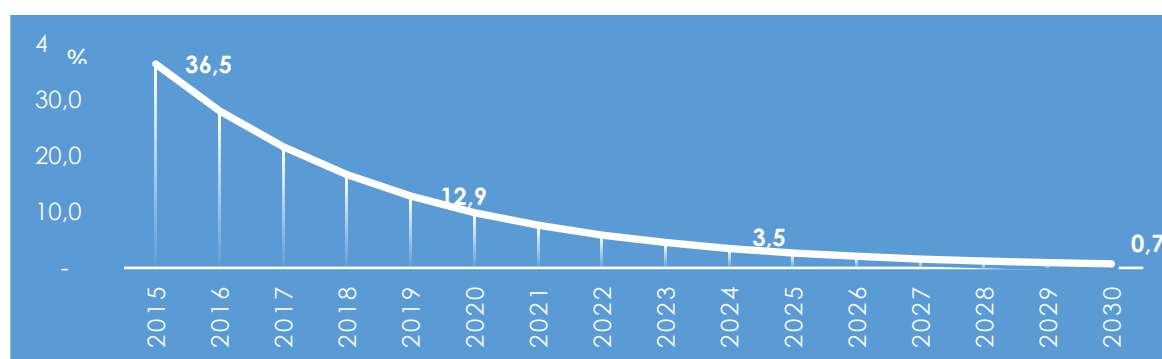
Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

Tableau N° 56 : Jeunes âgés de 15-19 ans actuellement mariés ou en union

Jeunes âgés de 15-19 ans actuellement mariés ou en union	2015	2030
(a) Femmes	38,9	0,8
(b) Hommes	2,0	0,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

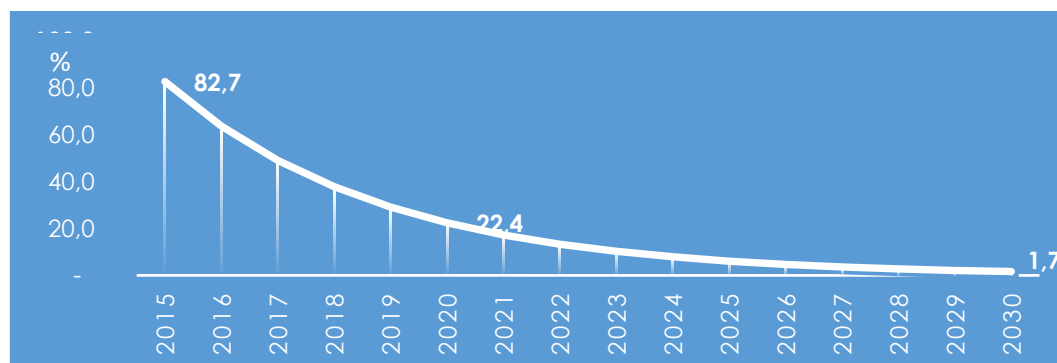
Graphique N° 50: Pourcentage de femmes âgées de 20-24 ans qui ont eu au moins une naissance vivante avant l'âge de 18 ans de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

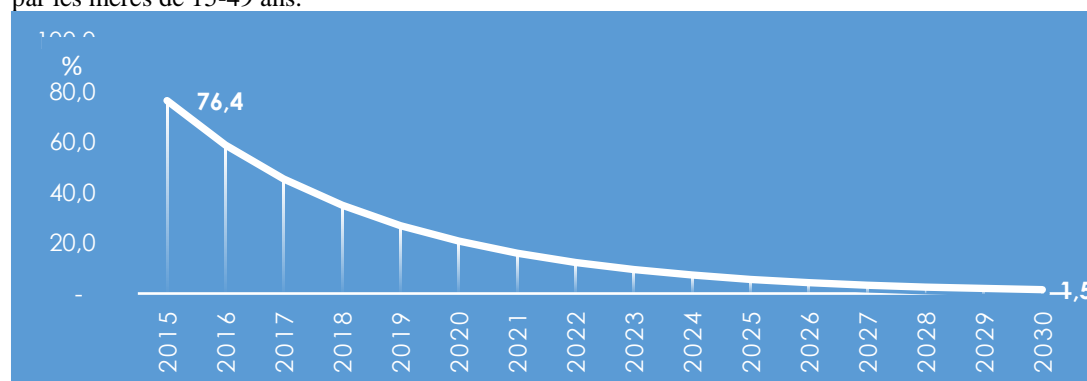
Indicateur 5.3.2 : Proportion de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant subi une mutilation ou une ablation génitale, par âge.

Graphique N° 51: Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui déclarent avoir subi une forme quelconque de MGF/E



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

Graphique N° 52: Pourcentage de filles de 0-14 ans qui ont subi une forme quelconque de MGF/E tel que rapporté par les mères de 15-49 ans.



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

2.3.6.3 Cible 5.4 et indicateurs

Cible 5.4 Prendre en compte et valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, par la mise en place de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et par la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national.

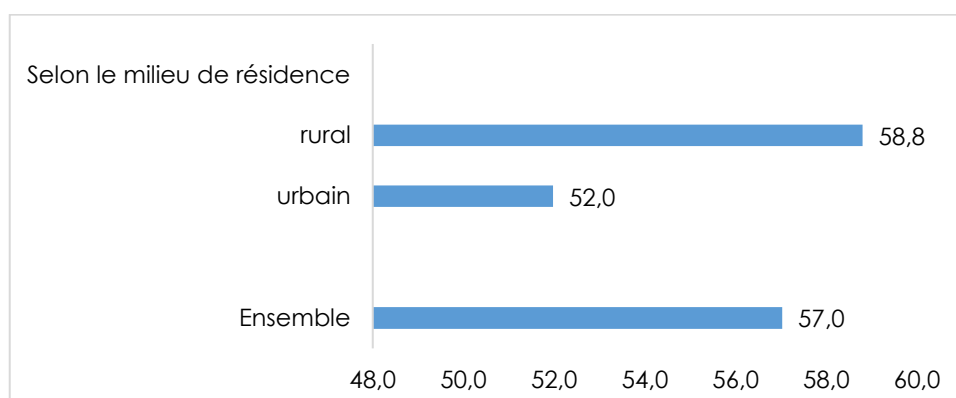
Indicateur 5.4.1 Proportion du temps consacré à des soins et travaux domestiques non rémunérés, par sexe, âge et lieu de résidence.

Définition : C'est la proportion des personnes âgées de 15 ans et plus, qui consacrent un temps à des soins et travaux domestiques non rémunérés, par sexe, âge et lieu de résidence.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le rapport entre le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus, qui consacrent un temps à des soins et travaux domestiques non rémunérés, sur le nombre de personnes de 15 ans et plus.

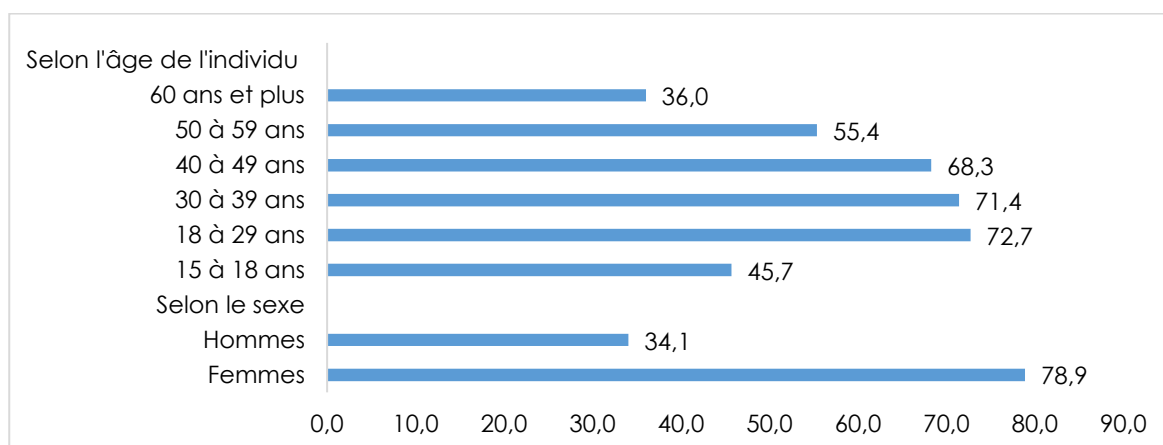
L'indicateur peut être donné par âge, milieu de résidence et par sexe.

Graphique N° 53 : Proportion des personnes âgées de 15 ans et plus, qui consacrent un temps à des soins et travaux domestiques non rémunérés, le lieu de résidence, 2017



Source : Enquête EMOP, INSTAT

Graphique N° 54 : Proportion des personnes âgées de 15 ans et plus, qui consacrent un temps à des soins et travaux domestiques non rémunérés, par sexe, âge, 2017



Source : Enquête EMOP, INSTAT

2.3.6.4 Cible 5.5 et indicateurs

Cible 5.5 : Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.

Indicateur 5.5.1 : Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales.

Définition : C'est le pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les instances nominatives de l'administration publique, par rapport à l'ensemble des postes concernés.

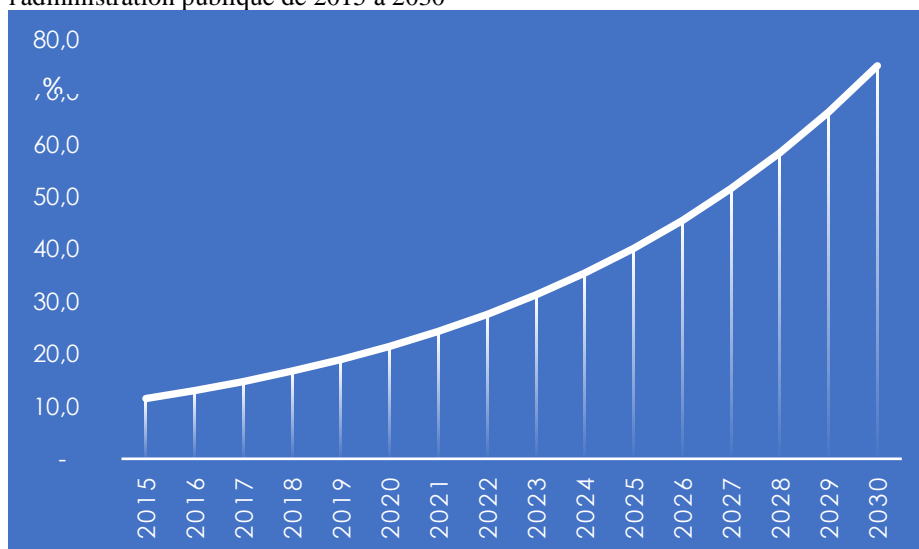
Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le rapport entre le nombre de femmes occupant des postes dans l'administration publique sur l'ensemble des postes disponibles.

Tableau N° 57: Représentativité des femmes dans les instances nominatives dans l'administration publique.

Représentativité des femmes dans les instances nominatives dans l'administration publique	2015	2030
Présidence de la République	23,8	70,0
Primature	14,0	70
Assemblée Nationale	13,9	70
Cour Constitutionnelle	25,0	70
Cour Suprême	30,2	70
Haute Cour de Justice	9,1	70
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	9,1	70
Conseil Economique, Social et Culturel	18,2	70
Ensemble	16,2	70

Source : CNDIFE et calculs de l'étude

Graphique N° 55: Projection du taux de représentativité des femmes dans les instances nominatives dans l'administration publique de 2015 à 2030



Source : CNDIFE et calculs de l'étude

Indicateur 5.5.2 : Proportion de femmes occupant des postes de direction

Définition : C'est le pourcentage de femmes occupant les instances nominatives de services publics par rapport à l'ensemble des postes de direction.

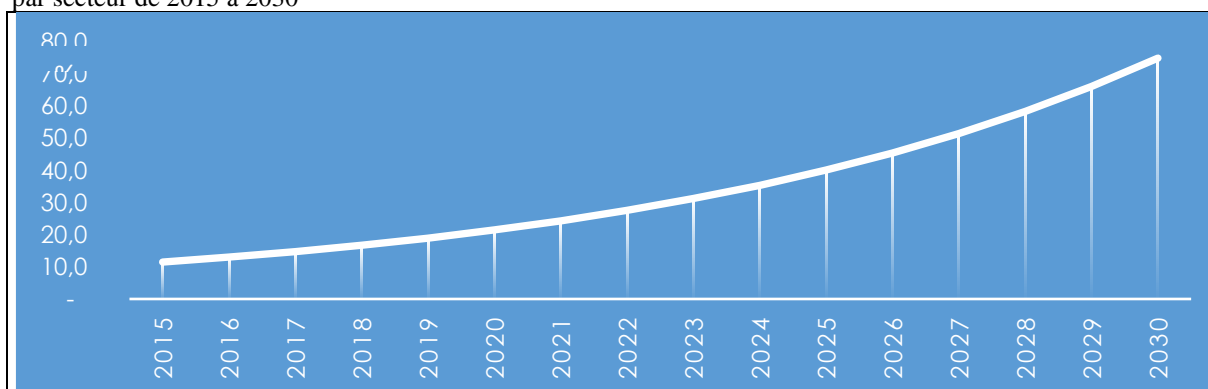
Méthode de calcul : L'indicateur est obtenu en faisant le rapport entre le nombre de femmes occupant des postes de direction, sur l'ensemble des postes nominatifs disponibles.

Tableau N° 58 : Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics par secteur

Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics par secteur	2015	2030
Développement rural	8,8	75,0
Justice	7,6	75,0
Affaires Etrangères	12,4	75,0
Administration générale	3,6	75,0
Finances	10,3	75,0
Jeunesse, Emploi, Sports	19,0	75,0
Sécurité	9,0	75,0
Education	6,7	75,0
Santé, Développement social et promotion de la Famille	26,4	75,0
Total	11,5	75,0

Source : CNDIFE et calculs de l'étude

Graphique N° 56 : Projection de la représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics par secteur de 2015 à 2030



Source : CNDIFE et calculs de l'étude

2.3.6.5 Cible 5.6 et indicateurs

Cible 5.6 Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi.

Indicateur 5.6.1 Proportion de femmes âgées de 15 à 49 ans prenant, en connaissance de cause, leurs propres décisions concernant leurs relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé procréative.

Définition : Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont eu des relations sexuelles avant l'âge de 15 ans par rapport à l'ensemble des jeunes de la même catégorie d'âge.

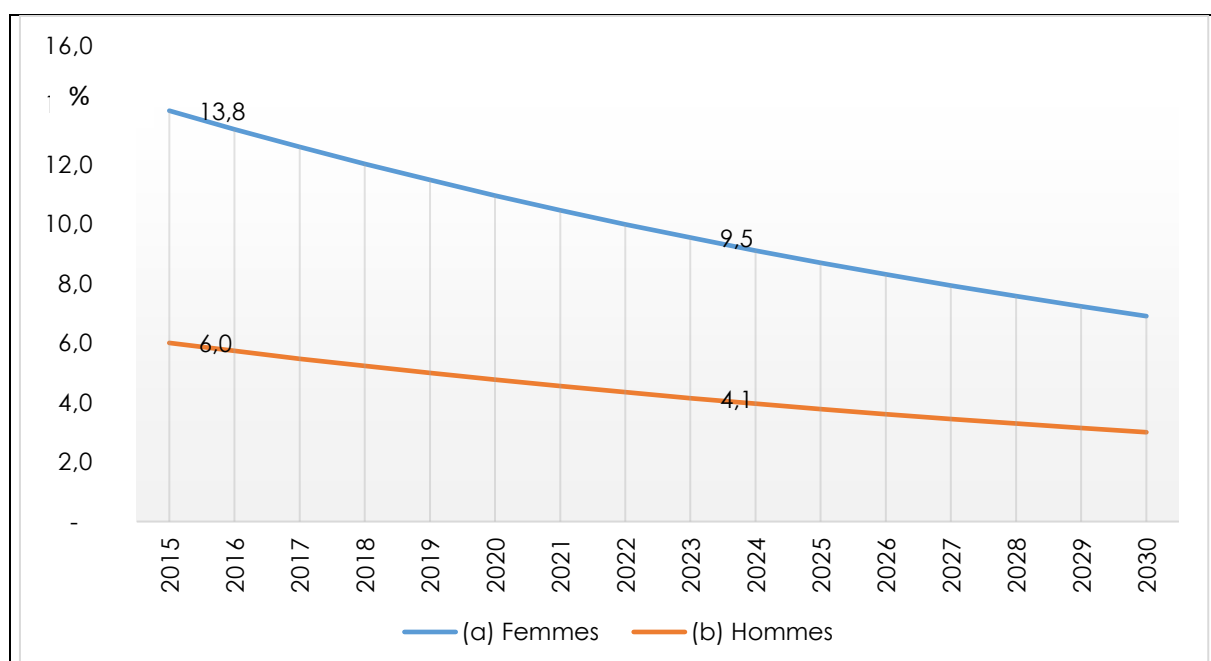
Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le rapport entre le nombre de jeunes de 15-24 ans qui ont eu des relations sexuelles avant l'âge de 15 ans, sur l'ensemble des jeunes de la même catégorie d'âge.

Tableau N° 59: Relations sexuelles avant l'âge de 15 ans chez les jeunes

Relations sexuelles avant l'âge de 15 ans chez les jeunes	2015	2030
(a) Femmes	13,8	6,9
(b) Hommes	6,0	3,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

Graphique N° 57 : Relations sexuelles avant l'âge de 15 ans chez les jeunes de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

2.3.6.6 Cible 5.a et indicateurs

Cible 5.a Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect de la législation interne.

Indicateur 5.a.1 a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe ; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit

Définition : L'indicateur n'est pas disponible mais un autre indicateur est défini comme proxy : Superficie moyenne de parcelles de céréales par propriétaire selon le genre en 2014.

Méthode de calcul : rapport entre le nombre de superficies de parcelles et le nombre total de propriétaires.

Tableau N° 60: Superficie moyenne de parcelles de céréales par propriétaire selon le sexe en 2013-2014

Superficie moyenne de parcelles de céréales par propriétaire (2013-2014)	1,7
Femme	0,6
Homme	1,7

Source : Cellule de planification et de statistique / Secteur Développement Rural (CPS/SDR) EAC 2013-2014

Indicateur 5.a.2 Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres.

Définition : La Loi n°2017- 001/du 11 avril 2017 (CHAPITRE IV : De l'accès aux terres agricoles) portant sur le foncier agricole, définit le cadre juridique garantissant l'accès des femmes à la terre. Elle stipule dans son article 13 que : « L'Etat et les collectivités territoriales veillent à assurer aux différentes catégories d'exploitants Agricoles et promoteurs d'entreprises Agricoles, un accès équitable aux terres foncières Agricoles. Toutefois, au moins 15 % des aménagements fonciers de l'Etat ou des collectivités territoriales sont attribués aux groupements et associations de femmes et de jeunes situés dans la zone concernée (Journal Officiel de la République du Mali, 21 avril 2017).

2.3.6.7 Cible 5.b et indicateurs

Cible 5.b : Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes.

Indicateur 5.b.1 : Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe

Définition : Cet indicateur est défini comme la « proportion de personnes possédant un téléphone mobile, selon le sexe ». Un individu possède un téléphone cellulaire mobile s'il dispose d'un appareil de téléphonie mobile avec au moins une carte SIM active pour usage personnel. Les téléphones cellulaires mobiles fournis par les employeurs qui peuvent être utilisés pour des raisons personnelles (pour appels personnels, accès à Internet, etc.) sont inclus.

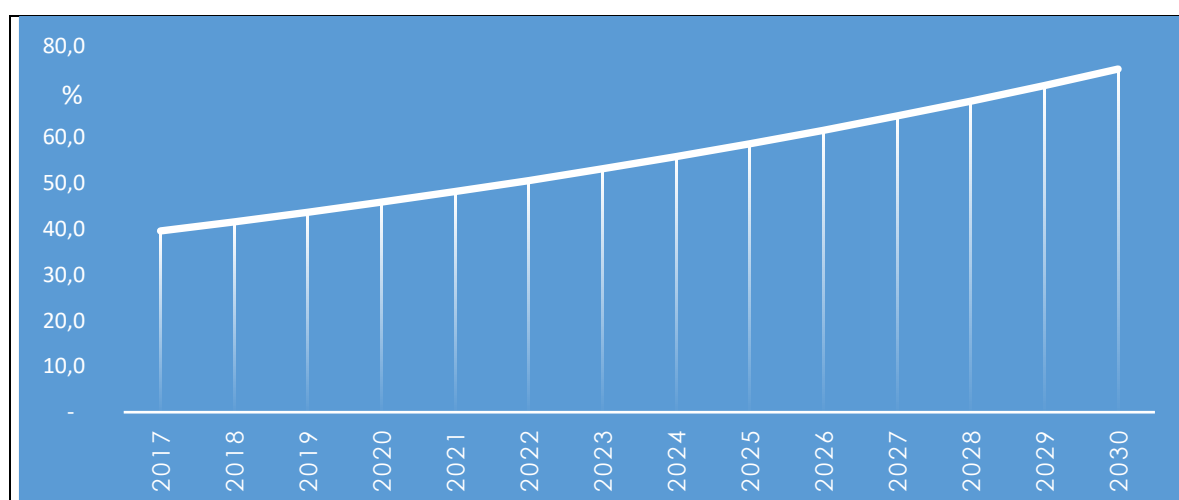
Méthode de calcul : L'indicateur rapporte le nombre de personnes disposant d'un téléphone sur l'ensemble de la population adulte, en pourcentage.

Tableau N° 61: Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe

Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe	2017	2030
Homme	46,7	75,0
Femme	32,8	75,0
Ensemble	39,6	75,0

Source : Enquête EMOP et projections de l'étude.

Graphique N° 58 : Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe de 2017 à 2030



Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude.

2.3.6.8 Cible 5.c et indicateurs

Cible 5.c Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent.

Indicateur 5.c.1 : Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Définition : Le Gouvernement du Mali a créé, par la loi N° 2012-02 du 23 janvier 2012, le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE), pour soutenir les projets de développement en faveur des femmes maliennes²¹.

²¹ www.wildaf-ao.org

2.3.7 ODD 6 : garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable de l'eau

L'ODD 6 retient 11 indicateurs à l'horizon 2030. La plupart d'entre eux sont des indicateurs de mise en œuvre.

2.3.7.1 Cible 6.1 et indicateurs

Cible 6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.

Indicateur 6.1.1 : Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité.

Indicateur national (1) : Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité.

Définition : Il s'agit de la part de la population ayant accès à une source d'eau améliorée disponible sur place, disponible au besoin, dont l'eau est exempte de tous contaminants et dont la qualité est garantie dans le temps. Les types de sources d'eau considérées sont les robinets à domicile des réseaux d'Adduction d'Eau Potable (AEP) et d'Adduction d'Eau Sommaire (AES)²².

Méthode de calcul : Cet indicateur s'obtient comme suit :

- on fait la différence entre le pourcentage de ménage disposant d'Eau du robinet dans le logement et la proportion de ménages disposant de sources d'eau sur place ;
- à cette différence on ajoute le pourcentage de ménage disposant de sources d'eau améliorées situées à moins de 30mn.

Indicateur national (2) : Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable de base.

Définition : C'est le pourcentage de la population utilisant une source d'eau améliorée, dont l'eau est exempte de tous contaminants et qui est accessible dans un temps de parcours aller/retour de 30 mn au plus.

Méthode de calcul : Cet indicateur est la part de la population ayant accès aux types de sources suivantes : les pompes à motricité humaine (PMH) et les puits protégés domiciliaires ainsi que les bornes fontaines, les PMH et les puits protégés publics.

²² En entendant la transposition formelle des indicateurs ODD 6.1 dans les dispositifs sectoriels eau, la DNH préconise la circonscription du concept de service d'eau potable géré en toute sécurité, au service d'eau potable des systèmes d'adduction d'eau potable (AEP) et d'adduction d'eau sommaire (AES).

Tableau N° 62 : Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité.

CODE INDICATEUR	INTITULE	DEFINITION	UNITE	VALEURS 2015			Types de sources d'eau améliorées considérés
				NATIONAL	URBAIN	RURAL	
ODD 6.1.1	Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	Source d'eau améliorée disponible sur place, disponible au besoin, dont l'eau est exempte de tous contaminants et dont la qualité est garantie dans le temps	%	8,0	28,8	2,3	Robinet à domicile des réseaux AEP et AES
	Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable de base	Source d'eau améliorée, dont l'eau est exempte de tous contaminants et qui est accessible dans un temps de parcours aller/retour de 30 mn au plus	%	53,0	56,9	52,0	PMH et Puits protégés domiciliaires +Bornes fontaines, PMH et Puits protégés publics

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015

Tableau N° 63 : Indicateur 6.1.1 et autres par région

		Tableau WS.1 Page 154	Tableau WS.3 Page 158		Indicateur ODD 6.1.1	
		Eau du robinet dans le logement	Sources d'eau améliorées sur place	Sources d'eau améliorées à moins de 30mn	Services d'eau potable gérés en toute sécurité	Services d'eau potable de base
		1	2	3	1	2 - 1 + 3
NIVEAU NATIONAL		8,0	21,3	39,7	8,0	53,0
REGION	KAYES	12,5	24,6	32,5	12,5	44,6
	KOULIKORO	4,7	19,7	41,2	4,7	56,2
	SIKASSO	3,7	27,4	38,3	3,7	62,0
	SEGOU	2,6	12	42,8	2,6	52,2
	MOPTI	3	8	37,1	3,0	42,1
	TOMBOUCTOU	5,2	11,8	51,9	5,2	58,5
	GAO	9,5	15,7	33,1	9,5	39,3
	BAMAKO	30,3	47,1	41,4	30,3	58,2
MILIEU	URBAIN	28,8	52,7	33	28,8	56,9
	RURAL	2,3	12,8	41,5	2,3	52,0

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015

2.3.7.2 Cible 6.2 et indicateurs

Cible 6.2 : D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable.

Indicateur 6.2.1 : Proportion des ménages utilisant les types de toilettes.

Définition : C'est la proportion des ménages utilisant les types de toilettes sur l'ensemble des ménages.

Méthode de calcul : On obtient l'indicateur en faisant le ratio du nombre de ménages utilisant les types de toilettes sur le nombre total des ménages, en %.

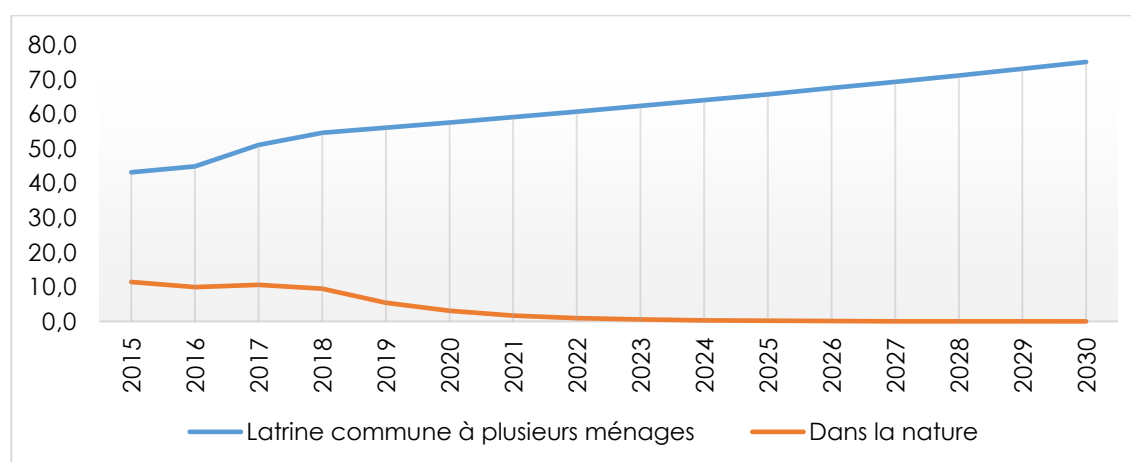
On relève qu'en 2015 jusqu'à 84,1% des ménages utilisaient des installations sanitaires traditionnelles (latrines privées ou communes à plusieurs ménages) et 4,2 % des ménages seulement utilisaient des installations sanitaires avec chasse d'eau (généralement cimentées et ventilées qui sont considérées comme adéquates à l'évacuation des excréments). Par ailleurs, 11,4 % des ménages, en l'absence de toilettes, se soulageaient dans la nature.

Tableau N° 64: Proportion des ménages utilisant les types de toilettes

Types de toilettes	2015	2016	2017	2018	2030
Individuel avec chasse d'eau	2,1	1,7	2,2	2,9	75
Commun avec chasse d'eau	2,1	1,9	3,9	3,5	75
Latrine privée	41	41,4	30,6	29,3	75
Latrine commune à plusieurs ménages	43,1	44,8	51	54,5	75
Dans la nature	11,4	9,9	10,6	9,5	0,0
Autres	0,4	0,4	1,6	0,3	0,0

Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude.

Graphique N° 59: Proportion des ménages utilisant les types de toilettes



Source : Enquête EMOP et calculs de l'étude.

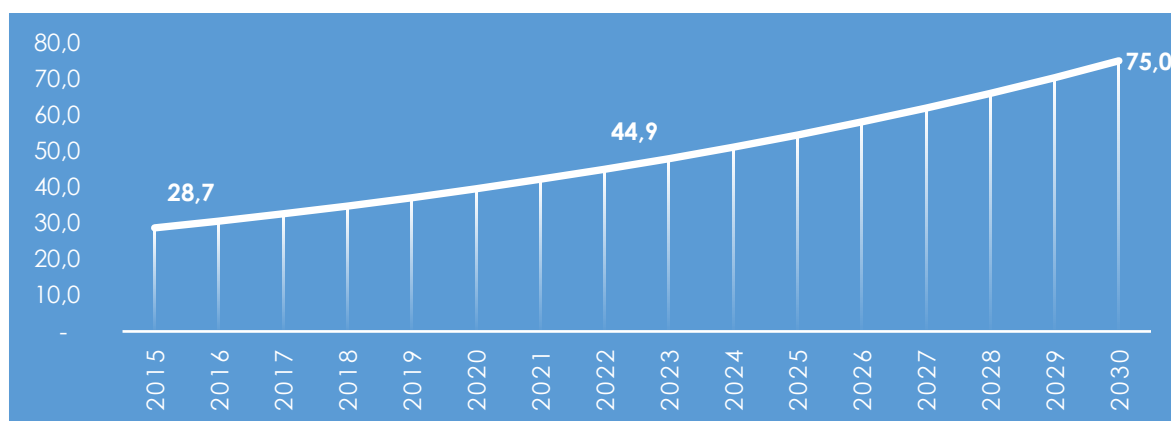
Indicateur 6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon.

Indicateur : Pourcentage des ménages utilisant le lavage des mains.

Définition : Pourcentage de ménages qui ont un lieu spécifique pour le lavage des mains dans lequel il y a de l'eau et du savon ou tout autre produit pour se laver.

Méthode de calcul : On obtient l'indicateur en faisant le rapport du nombre de ménages disposant de lieu spécifique pour le lavage des mains dans lequel il y a de l'eau et du savon ou tout autre produit pour se laver, sur l'ensemble des ménages, en pourcentage.

Graphique N° 60: Pourcentage des ménages utilisant le lavage des mains de 2015 à 2030



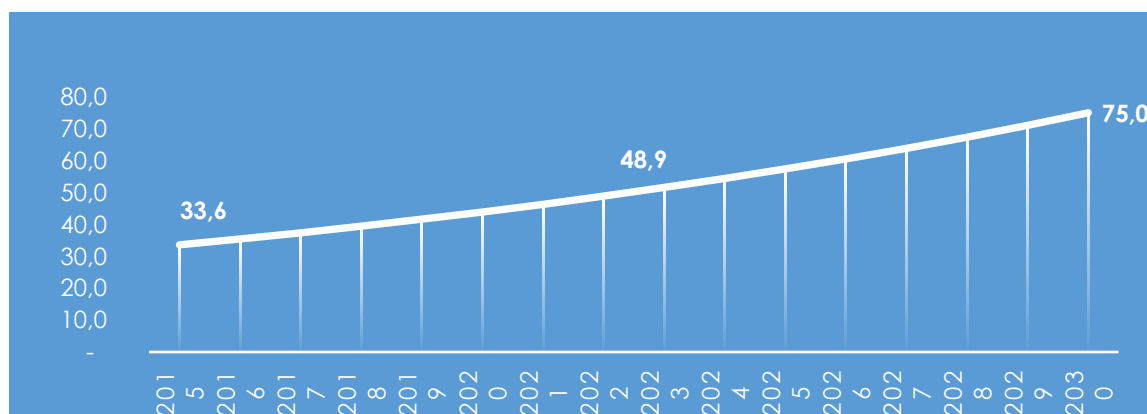
Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et projection de l'étude

Indicateur : Pourcentage de ménages qui ont du savon ou d'autres produits nettoyants n'importe où dans le logement

Définition : la disponibilité de savon ou de tout autre produit pour se laver est déterminé par le pourcentage de ménages utilisant du savon ou tout autre produit pour se laver.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le nombre de ménages disposant de savon ou tout autre produit pour se laver, rapporté à l'ensemble des ménages, en %.

Graphique N° 61 : Disponibilité de savon ou de tout autre produit pour se laver.



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.7.3 Cible 6.3 et indicateurs

Cible 6.3 : D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant nettement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau.

Indicateur 6.3.1 : Proportion des eaux usées traitées sans danger.

Indicateur : Traitement des eaux usées par catégorie.

Définition : C'est la proportion des eaux usées traitées ne présentant aucun danger pour l'homme, les animaux et l'environnement physique.

Méthode de calcul : Quantité d'eaux usées traitées sans danger par catégorie.

Tableau N° 65: Catégorie d'eaux usées traitées sans danger en 2015

Catégorie	Unité	2015
Eaux usées industrielles traitées (Sotuba)	m3	504 000
Eaux usées des hôpitaux traitées (Point G)	m4	108 000
Eaux usées domestiques traitées (Mopti)	m5	134 911
Eaux usées domestiques traitées (Tombouctou)	m6	294 551
Total		1 041 462

Source : Recueil de données du Système d'Informations des Statistiques Environnementales (SISE 2012-2016)

2.3.7.4 Cible 6.4 et indicateurs

Cible 6.4 : D'ici à 2030, faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées beaucoup plus efficacement dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements et de l'approvisionnement en eau douce afin de remédier à la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui manquent d'eau.

Indicateur 6.4.2 : Niveau de stress hydrique : prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles.

Définition : Cet indicateur n'est pas disponible. Le proxy retenu concerne les ressources renouvelables en eau douce.

Tableau N° 66 : Ressources renouvelables en eau douce.

Indicateur national	Unité	2012	2013	2014	2015	2016
Précipitations	mio m3/an	404 600	404 600	404 600	404 600	410 800
Évapotranspiration réelle	mio m3/an	416 209	416 209	416 209	416 209	358 000
Flux interne (=1-2)	mio m3/an	82 765	82 765	82 765	82 765	52 800
Apport externe d'eaux de surface et d'eaux souterraines des pays voisins	mio m3/an	60 819	51 960	44 426	64 325	56 687
Ressources renouvelables en eau douce (=3+4)	mio m3/an	143 584	134 725	127 191	147 090	109 487
Population totale	nombre	15 839 538	16 808 242	17 308 179	17 819 002	18 343 002
Ressources en eau douce renouvelables totales par habitant (5/6)*1000	%	9,065	8,015	7,349	8,255	5,969

Source : Recueil de données du Système d'Informations des Statistiques Environnementales (SISE 2012-2016)

2.3.8 ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

L'ODD 7 compte six (6) indicateurs, dont un indicateur (7.a.1) ayant 2020 comme année de référence.

2.3.8.1 Cible 7.1 et indicateurs

Cible 7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.

Indicateur 7.1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'électricité.

Indicateur national (1) : Proportion des ménages ayant accès à l'électricité.

Définition : Cet indicateur indique la proportion de la population qui a accès à toute forme d'électricité soit par une connexion au réseau, soit par une connexion à un dispositif générant hors réseau, tel qu'un panneau solaire, un groupe électrogène ou une torche à pile.

Méthode de calcul : rapport entre la population ayant accès à une source d'éclairage sur la population totale, en %.

Tableau N° 67: Proportion des ménages ayant accès à l'électricité.

Ensemble	2015	2016	2017
Electricité (EDM)	23,4	24	27,0
Panneaux solaires	21,2	27,4	31,6
Groupe électrogène	0,0	0	0,1
Torche à pile	51,1	44,6	39,1
Autres	1,3	3,6	2,2

Source : Enquête EMOP, INSTAT

Indicateur national (2) : Le pourcentage de la population qui utilise des combustibles.

Définition : Le pourcentage de la population qui utilise des combustibles non-solides et des technologies propres comme principale source d'énergie domestique pour la cuisson et le chauffage. Les combustibles non solides pour la cuisson et le chauffage comprennent l'électricité ou des combustibles gazeux (y compris les gaz de pétrole liquéfiés) ou des combustibles solides / liquides couplés à des poêles présentant des taux d'émission globaux à proximité des gaz de pétrole liquéfiés ou à proximité de celui-ci.

Méthode de calcul : Pourcentage de membres des ménages dans les foyers/ logements qui utilisent un combustible solide comme source première d'énergie domestique pour cuisiner.

Tableau N° 68 : Pourcentage de la population qui utilise des combustibles.

Le pourcentage de la population qui utilise des combustibles	2016	2017
Bois	77,4	74,3
Charbon de bois	17,8	21,8
Pétrole/huile	0,0	0,1
Gaz	0,0	0
Electricité	0,1	0,1
Déchets d'animaux	4,4	3,5
Autres	0,2	0,2

Source : Enquête EMOP 2017, INSTAT

2.3.8.2 Cible 7.2 et indicateurs

Cible 7.2 : D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial.

Indicateur 7.2.1 : Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie.

Définition : La part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale totale est le pourcentage de la consommation finale d'énergie issue des ressources renouvelables. La consommation d'énergie renouvelable comprend le vent (éolienne), le solaire (photovoltaïque), l'eau (hydroélectricité), la biomasse (biocarburant), la chaleur de la terre (géothermie). La consommation finale totale d'énergie est calculée à partir des soldes nationaux et des statistiques en tant que consommation finale totale moins la consommation non énergétique.

Méthode de calcul : Il est calculé en divisant la consommation d'énergie de toutes les sources renouvelables par la consommation totale d'énergie finale.

La part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale totale est le pourcentage de la consommation finale d'énergie issue des ressources renouvelables.

Tableau N° 69 : Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale totale.

kWh/m2/jour	2017
Potentiel en énergie qui peut être fournie par le vent (éolienne), le solaire (photovoltaïque), l'eau (hydroélectricité), la biomasse (biocarburant), la chaleur de la terre (géothermie)	5

Source : Direction Général de l'Energie, Projet d'Appui à la Promotion des Energies Renouvelables au Mali

Le Mali dispose d'un grand potentiel en énergie qui peut être fournie par le vent (éolienne), le solaire (photovoltaïque), l'eau (hydroélectricité), la biomasse (biocarburant), la chaleur de la terre (géothermie). Mais ce potentiel est aujourd'hui inexploité. Il se situe seulement à l'ordre de 5 % alors que le département de l'Energie et de l'Eau s'est fixé un objectif de 38 % d'ici 2030. Parmi les potentialités des énergies renouvelables, le Mali dispose d'un nombre important du solaire (5 à 7 kWh/m2/jour) quasi illimité et disponible sur l'ensemble du territoire, avec une durée de l'ensoleillement variant de 8 à 10 heures par jour. Pour l'hydro-électrique, elle est de l'ordre de 1050 MW. L'éolienne est estimée à environ 500 millions de m3. Quant à la

biomasse elle pourra produire 300 MW. Mais force est de constater qu'aucune de ces sources d'énergie n'a encore exploité le tiers de son potentiel.

2.3.8.3 Cible 7.3 et indicateurs

Cible 7.3 D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Indicateur 7.3.1 : Intensité énergétique [rapport entre énergie primaire et produit intérieur brut (PIB)]

Définition : L'intensité énergétique est le rapport entre la consommation finale d'une année et le PIB de la même année. Elle mesure la quantité d'énergie consommée pour produire une unité de richesse.

On constate que le PIB et la consommation finale d'énergie ont la même tendance évolutive. Toutefois la hausse du PIB/an induit une légère amélioration de l'intensité énergétique à savoir l'énergie consommée pour produire une unité de richesse.

Méthode de calcul : C'est le rapport entre la consommation finale d'une année t et le PIB de la même année.

Tableau N° 70 : Intensité énergétique de 2013 à 2016.

	2013	2014	2015	2016
Consommations finale (Ktep)	3 195	3234	3740	5915
PIB (Milliards F CFA en prix constant)	5406,2	5925,3	7 747,7	8 302,3
Intensité Energétique	0,6	0,5	0,5	0,7

Source : Direction Nationale de l'Energie, REE, 2018, INSTAT

2.3.9 ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

2.3.9.1 Cible 8.1 et indicateurs

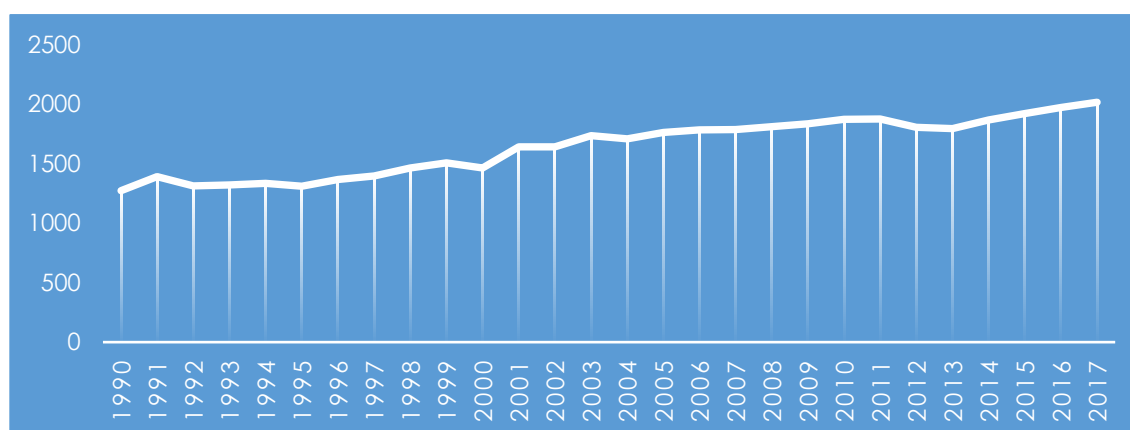
Cible 8.1 : Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés.

Indicateur 8.1.1 : Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant.

Définition : Cet indicateur est calculé comme le Produit intérieur brut (PIB) nominal converti en dollars internationaux en utilisant les taux de change de parité de pouvoir d'achat (PPA) divisés par la population totale. Le PIB peut être mesuré à l'aide de l'approche des dépenses ou du revenu en tant que PIB = Consommation + Investissement brut + Dépenses gouvernementales + (Exportations-Importations) ou PIB = Rémunération des salariés + Loyer + Intérêt + Revenu du Propriétaire + Bénéfices de l'entreprise + Impôts indirects + Dépréciation + Revenu net des facteurs étrangers. La population comprend des personnes de tous les âges habituels vivant dans le pays pendant la période de référence, quel que soit le statut de résidence légale ou la citoyenneté.

Méthode de calcul : L'indicateur est mesuré par le Taux de croissance réel du PIB et le PIB courant au prix du marché (en milliard de FCFA). Le PIB par habitant se calcule en divisant la valeur du PIB par le nombre d'habitants.

Graphique N° 62: PIB par habitant, (\$ PPA internationaux constants de 2011).



Source : Comptes nationaux, INSTAT

2.3.9.2 Cible 8.2 et indicateurs

Cible 8.2 : Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.

Indicateur 8.2.1 : Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi.

Définition : Cet indicateur se réfère au changement annuel du PIB par personne employée pour l'économie entière et par secteur (primaire, secondaire et tertiaire).

Méthode de calcul : rapport entre le PIB total d'une année t, sur le nombre de personnes employées de la même année.

Tableau N° 71: Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi.

	2017
Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi	-3,8

Source : Comptes nationaux, INSTAT

2.3.9.3 Cible 8.3 et indicateurs.

Cible 8.3 : Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.

Indicateur 8.3.1 : Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles, par sexe.

Définition : La part de l'emploi informel dans l'emploi total non agricole se réfère à l'emploi dans les emplois informels, exprimé en pourcentage de l'emploi total non agricole. Les critères opérationnels utilisés par les pays pour définir les emplois informels des employés comprennent le manque de couverture par le système de sécurité sociale, le manque de droit à un congé annuel ou pour maladie, payé, ou un manque de contrat de travail écrit. L'informalité de l'emploi concerne particulièrement les employeurs, les indépendants, les apprentis et les aides familiaux pour lesquels la quasi-totalité des emplois sont informels, quel que soit le sexe.

Méthode de calcul : Proportion du nombre d'emplois formels dans les secteurs non agricoles, sur le nombre total d'emploi.

Tableau N° 72: Structure de l'emploi par type d'emploi et statut dans l'emploi.

Structure de l'emploi par type d'emploi et statut dans l'emploi (%)	2016
Emploi salarié non agricole	65,7
Homme	67,4
Femme	59,6
Emploi indépendant non agricole	99,5
Homme	99,5
Femme	99,5
Aide familial non agricole	99,7
Homme	99,1
Femme	100

Source : Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)

Indicateur national : Taux d'emploi informel selon le sexe.

Définition : Une des caractéristiques du marché malien du travail est la dominance de l'emploi informel qui représente jusqu'à 96% de l'emploi total.

Tableau N° 73: Taux d'emploi informel selon le sexe (%) 2016.

Taux d'emploi informel selon le sexe (%) 2016	96,4
Homme	95,4
Femme	97,9

Source : Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)

2.3.9.4 Cible 8.5 et indicateurs.

Cible 8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Indicateur 8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et type de handicap.

Définition : L'indicateur représente la différence entre le salaire horaire moyen brut des employés masculins et féminins exprimé en pourcentage du salaire horaire moyen brut des employés masculins.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par la différence entre le salaire horaire moyen brut des employés masculins et féminins, exprimé en pourcentage du salaire horaire moyen brut des employés masculins.

L'indicateur n'est pas disponible mais on le remplace par le Revenu d'activités salariale : La part du salaire dans le revenu d'activités en milieu urbain est deux fois supérieure à la moyenne nationale (41% contre 20%). Cette augmentation se fait d'abord au détriment du revenu d'aide familial et ensuite du revenu d'indépendant.

Tableau N° 74 : Revenu d'activités salariales (%) 2016

Revenu d'activités salariales (%) 2016	20,1
Homme	22,1
Femme	14,1

Source : Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)

Indicateur 8.5.2 : Taux de chômage, par sexe, âge et type de handicap.

Définition : Les personnes en situation de chômage sont définies comme étant toutes celles en âge de travailler qui ne travaillaient pas, exerçaient des activités pour chercher un emploi au cours d'une période récente spécifiée et étaient actuellement disponibles pour occuper un emploi en raison d'une opportunité d'emploi.

Méthode de calcul : Le taux de chômage est calculé en divisant le nombre total de chômeurs (population de 15-65 ans) par la main-d'œuvre correspondante qui est elle-même la somme du total des personnes employées et des chômeurs dans le groupe.

Tableau N° 75: Taux de chômage, par sexe, âge et type de handicap

Taux de chômage, par sexe, âge et type de handicap		9,1
Selon le sexe		
	Femmes	10,4
	Hommes	8,0
Selon l'âge de l'individu		
	15 à 18 ans	27,6
	18 à 29 ans	15,9
	30 à 39 ans	5,5
	40 à 49 ans	0,6
	50 à 59 ans	0,3
	60 à 64 ans	1,4

Source : Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2017)

2.3.9.5 Cible 8.6 et indicateurs.

Cible 8.6 D'ici à 2020, réduire nettement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.

Indicateur 8.6.1 Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi, ni formation.

Définition : Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi, ni formation.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le rapport entre le nombre de jeunes âgés de 15-24 ans non scolarisés et sans emploi ni formation et le nombre total de jeunes âgés de 15-24 ans.

Tableau N° 76 : Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi ni formation.

Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi, ni formation	2017
Selon le sexe	34,0
Femmes	43,4
Hommes	23,4

Source : Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)

2.3.9.6 Cible 8.7 et indicateurs.

Cible 8.7 : Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.

Indicateur 8.7.1 : Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge.

Définition : Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge.

Tableau N° 77 : Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge

Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge	2017
Selon le sexe	15,7
Femmes	13,6
Hommes	17,6

Source : Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)

2.3.9.7 Cible 8.8 et indicateurs.

Cible 8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.

Indicateur 8.8.1 Fréquence des accidents du travail mortels et non mortels, par sexe et statut au regard de l'immigration.

Définition : Un « accident du travail » est défini dans la méthodologie SEAT comme un événement de courte durée survenant au cours d'une activité professionnelle et occasionnant un préjudice physique ou psychologique. Un accident du travail mortel est un accident entraînant le décès de la victime dans un délai d'un an.

Méthode de calcul : Pour le calcul de l'indicateur, un proxy a été donné par l'ONEF qui est le type d'accident déclaré.

Tableau N° 78: Type d'accident déclaré.

	2016
Nombre de cas déclarés	330
Objet d'enquête réglementaire	279
Cas mortels	2
Cas d'incapacités du non arrêt de travail l'incapacité partielle	228

Source : DNT, rapport d'activités 2016, RASAMT 2016

2.3.9.8 Cible 8.10 et indicateurs.

Cible 8.10 Renforcer la capacité des institutions financières nationales à favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance.

Indicateur 8.10.1 : Nombre de succursales de banques commerciales et de distributeurs automatiques de billets pour 100 000 adultes.

Définition : Une succursale est un établissement commercial dépendant d'une enseigne « maison mère » et n'ayant pas, à ce titre, d'autonomie et d'existence juridique propre. La succursale a cependant une relative autonomie de gestion et est pourvue d'une

direction qui lui est propre. Les opérations commerciales effectuées au sein d'une succursale le sont au nom de la maison mère.

Tableau N° 79: Guichets automatiques et succursales de banques commerciales.

	2016
Guichets automatiques bancaires (GAB) (par 100 000 adultes)	4,69
Succursales bancaires commerciales (pour 100 000 adultes)	6,1

Source : Données de la Banque Mondiale BIRD-IDA 2016²³

Méthode de calcul : Nombre total de particuliers titulaires de comptes, y compris les détenteurs de comptes collectifs sur la population totale.

Nombre total de particuliers titulaires de comptes, y compris les détenteurs de comptes collectifs sur la population âgée de 15 ans et plus. Cet indicateur est le Nombre total de particuliers titulaires de comptes, y compris les détenteurs de comptes collectifs (12) (NTP = 10 + 11), Nombre de particuliers titulaires de comptes, Nombre de particuliers titulaires de comptes et le Nombre de particuliers titulaires de comptes sur la Population totale. Nombre total de particuliers titulaires de comptes, y compris les détenteurs de comptes collectifs (12) (NTP = 10 + 11) plus Nombre de particuliers titulaires de comptes plus Nombre de particuliers titulaires de comptes plus Nombre de particuliers titulaires de comptes, pour la population âgée de 15 ans et plus.

Le calcul du taux bancarisation élargi (TBE), qui correspond aux Taux de bancarisation strict (base population totale) plus Taux d'utilisation des services de micro finance (base population totale). Le calcul du taux bancarisation élargi (TBE), qui correspond aux Taux de bancarisation strict (base population de 15 ans et plus) plus Taux d'utilisation des services de micro finance (base population de 15 ans et plus).

Tableau N° 80 : Indicateurs de services bancaires.

	Unité	2015	2016
Taux d'utilisation des services bancaires (base population totale)	%	6,8	7,5
Taux d'utilisation des services bancaires (base population de 15 ans et plus)	%	12,5	14,6
Taux de bancarisation strict (base population totale)	%	6,8	7,5
Taux de bancarisation strict (base population de 15 ans et plus)	%	12,5	14,6
Taux de bancarisation élargi (base population totale)	%	12,8	13,5
Taux de bancarisation élargi (base population de 15 ans et plus)	%	23,6	26,4
Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (base population adulte et nombre de comptes de ME actifs)	%	21,2	19,6

Source : BCEAO, année 2017

Indicateur 8.10.2 Proportion d'adultes (15 ans ou plus) possédant un compte dans une banque ou dans une autre institution financière ou faisant appel à des services monétaires mobiles.

Définition : Il représente le pourcentage de la population ayant accès au service bancaire. Une population bancarisée à 70% signifie que les 30% restant n'ont pas accès

²³ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FB.ATM.TOTL.P5?view=cha>

au service bancaire. C'est donc une caractéristique qui traduit du développement d'un pays.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par le ratio population bancarisée sur population totale, en pourcentage pour une année t donnée.

Tableau N° 81 : Taux de bancarisation de 2011 à 2017

Indicateur	Unité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taux de bancarisation limité aux banques	%	5,3	5,3	6,3	6,1	6,5	6,8	7,5
Taux de bancarisation élargi aux institutions de micro finance	%	13	12,3	17,1	12,3	12,2	12,8	13,5
Taux de bancarisation élargi aux EME	%	16	17,2	24,9	28,5	41,9	44,8	46

Source : BCEAO, année 2018

2.3.9.9 Cible 8.b et indicateurs

Cible 8.b : D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

Indicateur 8.b.1 : Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB.

Définition : Cet indicateur représente le total des dépenses publiques dans les programmes de protection sociale et d'emploi exprimés en pourcentage du budget national et du produit intérieur brut (PIB).

Méthode de calcul : Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB, en %.

Tableau N° 82: Parts des dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi.

	2013	2014	2015	2016	2017
Part des dépenses des secteurs sociaux et d'emploi dans les dépenses totales.	3,4	2,6	3,0	3,4	3,5
Part des dépenses des secteurs sociaux et emploi dans le PIB	22,67	25,70	24,47	24,78	25,44

Source : BOOST et calculs de l'étude.

2.3.10 ODD 9 : bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

2.3.10.1 Cible 9.1 et indicateurs.

Cible 9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable.

Indicateur 9.1.2 : Nombre de passagers et volume de fret transportés, par mode de transport.

Définition : Transport aérien – nombre de passagers transportés. Comprend les passagers des vols internationaux et des vols domestiques, c'est-à-dire à l'intérieur des frontières du pays.

Tableau N° 83: Evolution du trafic commercial de l'aéroport de Bamako-Sénou

Evolution du trafic commercial de l'aéroport de Bamako-Sénou		2015	2016
Trafic fret commercial (Tonne)			
	Départ	1 171,33	1 772
	Arrivée	6 534,38	8 967
Trafic fret postal (Tonne)			
	Départ	53,48	8
	Arrivée	47,05	45
Trafic passagers (nombre)			
	Départ	317 334	329 514
	Arrivée	289 723	287 677
	Transit	69 598	64 320

Source : LE MALI EN CHIFFRES 2012 - 2016/Institut National de la Statistique

Tableau N° 84 : Quelques données sur le transport fluvial

Quelques données sur le transport fluvial	2015	2016
Réseau fluvial en km (voie principale)	1551	1551
Voie navigable en km sur le Niger	1308	1308
Nombre matériel flottant	27	29
Capacité totale de place	1 141	1 261
Capacité totale de Tonnage	6 265	8 765

Source : LE MALI EN CHIFFRES 2012 - 2016/Institut National de la Statistique

2.3.10.2 Cible 9.2 et indicateurs

Cible 9.2 : Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés.

Indicateur 9.2.2 : Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total.

Définition : L'indicateur est estimé par la répartition des emplois selon le secteur d'activités économiques. La part de l'industrie varie dans le même sens avec une baisse à 5% en milieu rural et une hausse en milieu urbain, 13% en milieu urbain hors Bamako et 14% à Bamako.

Tableau N° 85 : Répartition des emplois selon le secteur d'activités économiques :

Répartition des emplois selon le secteur d'activités économiques :		6,7
Homme		8,4
Femme		4,5

Source : Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)

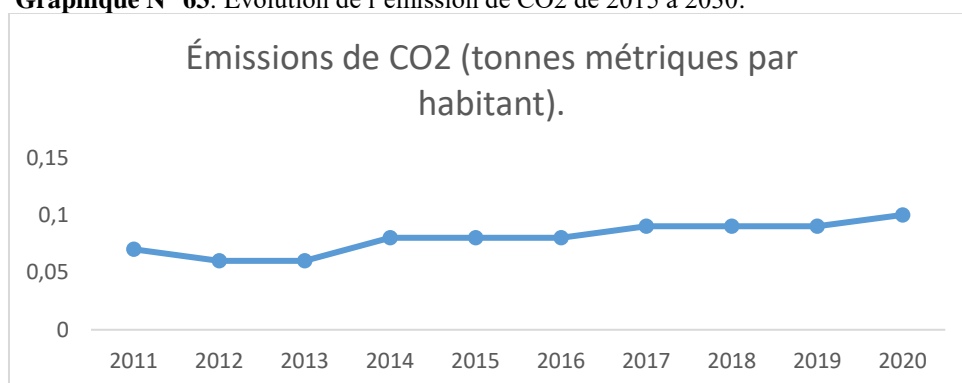
Indicateur 9.4.1 : Émissions de CO₂ par unité de valeur ajoutée.

Définition : Émissions de CO₂ (tonnes métriques par habitant). « Le gaz carbonique ou dioxyde de carbone (CO₂) est un gaz incolore, inodore et non toxique, formé lors de la combustion du carbone et de la respiration d'êtres vivants et considéré comme gaz à effet de serre. On entend par émissions, la libération de gaz à effet de serre ou de précurseurs de tels gaz dans l'atmosphère au-dessus d'une zone et au cours d'une période donnée. »

Méthode de calcul : La valeur de l'indicateur est obtenue en divisant les émissions de gaz carbonique en tonnes métriques (1000 kilogrammes) par le nombre total d'habitants. Émissions de CO₂ (tonnes métriques par habitant) : De 2015 à 2020, projection à partir d'une tendance linéaire des cinq dernières valeurs réelles : L'équation de régression est construite ainsi : constante = -7.396, coefficient de régression = 0.004. Le calcul est simple : au produit de l'année par le coefficient de régression, on additionne la constante. On obtient alors la valeur estimée.

Sur la base des cinq dernières valeurs disponibles, on peut estimer qu'en 2020 la valeur devrait osciller autour de 0,1. Cette prévision présente un niveau de fiabilité très élevé puisque les variations des cinq dernières valeurs disponibles ont une structure très linéaire (coefficient de corrélation = 0.85).

Graphique N° 63: Evolution de l'émission de CO₂ de 2015 à 2030.



Source : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MLI/fr/EN.ATM.CO2E.PC.html>

2.3.10.3 Cible 9.5 et indicateurs.

Cible 9.5 : Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant nettement le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche développement pour 1 million d'habitants et en accroissant les dépenses publiques et privées consacrées à la recherche-développement d'ici à 2030

Indicateur 9.5.1 : Dépenses de recherche-développement en proportion du PIB.

Définition : La recherche et le développement expérimental (R&D) comprennent des travaux créatifs entrepris de manière systématique afin d'accroître le stock de connaissances, y compris la connaissance de l'homme, la culture et la société, et l'utilisation de ce stock de connaissances pour concevoir de nouvelles applications. Les dépenses intra-muros sont toutes des dépenses pour la R&D réalisées au sein d'une unité statistique ou d'un secteur de l'économie au cours d'une période donnée, quelle que soit la source des fonds. Les chercheurs sont des professionnels engagés dans la conception ou la création de nouvelles connaissances, produits, procédés, méthodes et systèmes et aussi dans la gestion des projets concernés.

Méthode de calcul : Cet indicateur renseigne les dépenses dans ce domaine par rapport au PIB. Dépenses intérieures brutes en R-D (DIRD).

Tableau N° 86 : Dépenses en recherche et développement expérimental (R-D), DIRD en pourcentage du PIB.

	Unité	2015
Dépenses en recherche et développement expérimental (R-D), DIRD en pourcentage du PIB	%	0,3

Source : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MLI/fr/EN.ATM.CO2E.PC.html>

Indicateur 9.5.2 : Nombre de chercheurs (équivalent plein temps) par million d'habitants.

Définition : Chercheurs en équivalent plein-temps (ETP) est un indicateur qui renseigne l'intensité de la recherche dans le pays et indique la portion des chercheurs dans la population globale.

Tableau N° 87: Chercheurs en équivalent plein-temps (ETP)

	Unité	2015
Chercheurs en équivalent plein-temps (ETP)	Par million d'habitants	30,8
% féminin	%	10,2

Source : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MLI/fr/EN.ATM.CO2E.PC.html>

2.3.10.4 Cible 9.a et indicateurs.

Cible 9.a : Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement.

Indicateur 9.a.1 : Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures.

Définition : Cet indicateur représente le total des investissements destinés à la construction d'infrastructures.

Tableau N° 88 : Part d'équipement et investissement dans les dépenses totales (%)

	2013	2014	2015	2016
Part d'équipement et investissement dans les dépenses totales (%)	38,1	34,2	38,6	38,1

Source : BOOST Mali

2.3.10.5 Cible 9.b et indicateurs.

Cible 9.b : Soutenir les activités de recherche -développement et d'innovation des pays en développement dans le secteur technologique, notamment en instaurant des conditions propices, entre autres, à la diversification industrielle et à l'ajout de valeur aux marchandises.

Indicateur 9.b.1 : Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie

Définition : La classification de l'industrie par l'intensité technologique est basée sur la consommation de R & D dans la production manufacturière. Plus haut, la part des dépenses de R & D augmente le niveau d'intensité technologique. Les secteurs MHT sont classés à un niveau à 3 chiffres de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI).

Méthode de calcul : Numérateur : somme de la valeur ajoutée de MHT ; Dénominateur : valeur ajoutée totale de la fabrication.

Tableau N° 89: Indicateurs de l'industrie.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Industries agroalimentaires	93,4	118,9	80,7	102,5	92,0	95,6	108,4
Textiles	492,0	641,3	472,2	465,7	479,5	496,2	511,6
Métallurgie fonderie (Or)	85,9	68,9	115,6	119,1	122,8	115,3	114,8
Autres industries	27,4	14,3	23,3	26,0	28,7	31,8	34,7

Source : Comptes nationaux

2.3.10.6 Cible 9.c et indicateurs.

Cible 9. c : Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020.

Indicateur 9. c.1 Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par type de technologie.

Définition : L'indicateur est défini en se basant sur la localisation exacte de la population (endroit où vit la population : maison, lieu de travail, école, etc.)

Lorsqu'il y a plusieurs opérateurs offrant le service, le nombre maximal de population couverte devrait être signalé. La couverture devrait se référer aux technologies mobiles à large bande (3G et plus) et à la bande étroite (2G).

Tableau N° 90: Indicateurs de télécommunication.

Les Télécommunications	2012	2013	2014	2015
Téléphone ordinaire	111 979	126 362	154 417	169 006
Téléphone cellulaire (en milliers)	14 613	19 749	23 506	22 699

Source : LE MALI EN CHIFFRES 2012 – 2016.

2.3.11 ODD 10 : réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

2.3.11.1 Cible 10.1 et indicateurs.

Cible 10.1 : D'ici à 2030, assurer progressivement et durablement une croissance des revenus des 40 % de la population les plus pauvres à un rythme plus rapide que le revenu moyen national.

Indicateur 10.1.1 : Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population.

Définition : le taux de croissance des dépenses des ménages donne l'évolution des dépenses des ménages entre deux années successives.

Tableau N° 91: Dépenses de consommation finale des ménages (% de croissance annuelle).

	2016
Dépenses de consommation finale des ménages (% de croissance annuelle)	5,1

Source : Données de la Banque annuelle BIRD-IDA DataBank Micro données Catalogue.

2.3.11.2 Cible 10.3 et indicateurs.

Cible 10.3 : Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en encourageant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière.

Indicateur 10.3.1 : Proportion de la population ayant signalé avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des Droits de l'Homme.

Définition : Proportion de la population (de 18 ans et plus) ayant signalé avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des Droits de l'Homme.

Tableau N° 92: Proportion de la population ayant fait l'objet de discrimination.

	2016
Selon le sexe	15,3
Femmes	13,5
Hommes	17,3
Selon l'âge de l'individu	
18 à 29 ans	13,0
30 à 39 ans	15,8
40 à 49 ans	16,3
50 à 59 ans	17,4
60 ans et plus	15,6

Source : Enquête EMOP 2016, INSTAT

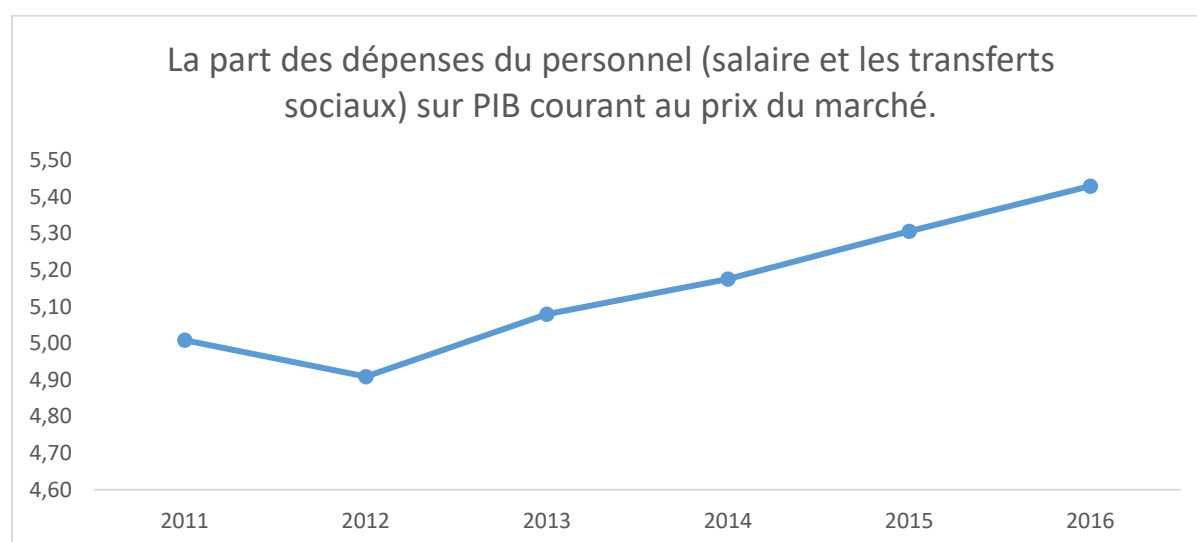
2.3.11.3 Cible 10.4 et indicateurs.

Cible 10.4 : Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, afin de parvenir progressivement à une plus grande égalité.

Indicateur 10.4.1 : Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux

Définition : C'est la part des dépenses du personnel (salaire et transferts sociaux) dans le PIB courant au prix du marché.

Graphique N° 64 : Part des dépenses du personnel (salaire et transferts sociaux) dans le PIB courant au prix du marché.



Source : BOOST Mali

2.3.11.4 Cible 10.b et indicateurs.

Cible 10.b : Stimuler l'aide publique au développement et les flux financiers, y compris les investissements directs étrangers, en faveur des États qui en ont le plus besoin, en particulier les pays les moins avancés, les pays d'Afrique, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, conformément à leurs plans et programmes nationaux.

Indicateur 10.b.1 : Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement direct étranger et autres).

Définition : C'est le montant total de l'aide publique au développement (APD) et des autres sources de financement au développement.

Tableau N° 93: Montant de l'Investissement Direct Etranger et de l'Aide Publique au Développement.

Indicateur	Unité	2016
Montant de l'Investissement Direct Etranger et de l'Aide Publique au Développement.	Milliards de francs CFA	497,0

Sources : SHA et BCEAO

2.3.12 ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

2.3.12.1 Cible 11.1 et indicateurs.

Cible 11.1 : D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.

Indicateur 11.1.1 : Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats.

Définition : Il existe au Mali, depuis février 2014, une Politique Nationale de la Ville (PONAV) qui vise à faire de la Ville malienne un espace agréable, sûr et prospère, moteur de son développement et de son hinterland ; un espace où le citoyen est au cœur des initiatives publiques, prêt à assumer toutes ses responsabilités ; un espace d'expressions socioculturelles diverses, sources d'harmonie et renforçant une démocratie locale indispensable au progrès. Il s'agit plus spécifiquement de : (i) maîtriser la croissance des villes, (ii) appuyer l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers précaires, (iii) faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes, (iv) appuyer la promotion des matériaux locaux de construction.

L'Observatoire National de la Ville (ONAV) et la Cellule de Suivi de la Politique Nationale de la Ville ont été créés à cet effet.

La gestion des déchets constitue un important défi. Un tiers des populations bénéficie d'un système d'assainissement d'eau en zones urbaines et 9% en zones rurales. Seuls 40% à 60% des déchets solides sont évacués vers des dépôts de transit et des décharges finales, le reste des déchets est jeté dans des dépôts anarchiques. Le recyclage des déchets est informel et se limite aux métaux, à une partie des déchets organiques et à moins de 10 % du plastique utilisé. Il existe un manque de moyens d'enlèvement et la gestion des déchets biomédicaux et industriels est inadéquate.

Par manque de données, l'indicateur sera déterminé par un proxy qui est le type d'habitation et le mode d'évacuation des ordures ménagères.

Méthode de calcul : le pourcentage des ménages utilisant le mode d'évacuation des ordures ménagères vivant dans le milieu urbain sur l'ensemble des ménages dans le milieu urbain.

Tableau N° 94: Répartition des ménages selon le type de logement dans le milieu urbain

Répartition des ménages selon le type de logement dans le milieu urbain	2015	2016
Appartement	15,0	9,9
Maison individuelle ou villa	13,7	10,6
Maison dans une concession	59,4	67,1
Maison en bandes	9,1	8,9
Pièces sans dépendance	1,8	1,8
Autre	0,9	1,7

Source : Enquête EMOP, INSTAT

Tableau N° 95: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères dans le milieu urbain (%)

Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères dans le milieu urbain (%)	2015	2016
Dépotoir public	17,5	12,4
Enlèvement	43,2	42,7
Incinération	7,7	11,7
Enfouissement	3,4	4,3
Dépotoir sauvage	27,8	28,0
Autres	0,4	0,9

Source : Enquête EMOP, INSTAT

2.3.12.2 Cible 11.6 et indicateurs.

Cible 11.6 : D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets.

Indicateur 11.6.1 : Proportion de déchets urbains solides régulièrement collectés et éliminés de façon adéquate sur le total des déchets urbains solides générés, par ville.

Définition : Gestion des déchets solides : la Stratégie Nationale de Gestion des Déchets Solides (SNGDS) a été validée en 2009 et concerne les ordures ménagères, les déchets industriels banals, les déchets issus des activités artisanales, commerciales ne nécessitant pas de traitements spécifiques. Déchets générés : toutes les substances solides, liquides, gazeuses, ou résidus d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation de toutes autres substances éliminées ou destinées à être éliminées.

Tableau N° 96: Indicateurs relatifs aux déchets à Bamako.

Indicateur	Unité	2015	2016	2017
Quantité de déchets ménagers (Bamako)	M3		1 022 000	
Quantité de déchets municipaux collectés (Bamako)	M3		613 200	828 000
Nombre de ménages desservis par la collecte des déchets municipaux (Bamako)	Nombre	124 326	179 617	158 118

Source : Recueil de données du SISE 2012-2016

2.3.12.3 Cible 11.7 et indicateurs

Cible 11.7 : D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs

Indicateur 11.7.2 Proportion de personnes victimes de harcèlement physique ou sexuel, par sexe, âge, type de handicap et lieu des faits (au cours des 12 mois précédents).

Définition : Il s'agit des attitudes vis-à-vis de la violence domestique, déterminées par le Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui estiment qu'il est justifié qu'un mari frappe ou batte sa femme au moins dans les circonstances suivantes : (1) elle sort sans le lui dire, (2) elle néglige les enfants, (3) elle discute ses opinions, (4) elle refuse d'avoir des rapports sexuels avec lui, (5) elle brûle la nourriture.

Tableau N° 97: Attitudes vis-à-vis de la violence domestique.

Attitudes vis-à-vis de la violence domestique	2015
(a) Femmes	72,6
(b) Hommes	50,9

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.13 ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables.

2.3.13.1 Cible 12.4 et indicateurs.

Cible 12.4 : D'ici à 2020, parvenir à une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire nettement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement.

Indicateur 12.4.2 Production de déchets dangereux par habitant et proportion de déchets dangereux traités, par type de traitement.

Définition : Cet indicateur est une grandeur qui permet de mesurer la production de déchets dangereux par habitant et la proportion de déchets dangereux traités, par type de traitement.

Tableau N° 98: Indicateurs relatifs aux déchets à Bamako.

Indicateur	Unité	2015	2016	2017
Quantité de déchets ménagers (Bamako)	M3		1 022 000	
Quantité de déchets municipaux collectés (Bamako)	M3		613 200	828 000
Ménages desservis par la collecte des déchets municipaux (Bamako)	Nombre	124 326	179 617	158 118

Source : Recueil de données du SISE 2012-2016

2.3.14 . ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Le Mali a signé en mars 2015 le cadre de Sendai pour la réduction des risques et catastrophes (2015-2030), une nouvelle approche globale pour les politiques et opérations de gestion des risques de catastrophes et le mécanisme de Varsovie sur les pertes et dommages en 2013. Aussi, le Mali a-t-il été l'un des premiers pays à bénéficier du financement du **Fonds vert climat** à travers le Projet d'investissement multisectoriel pour l'adaptation et la gestion des risques climatiques au Mali, d'un montant de 22, 8 millions USD.

Pour cet objectif, aucun indicateur n'a été obtenu au niveau national. Mais il y a lieu d'insister sur l'importance des indicateurs de cet objectif et sur leur prise en compte dans les statistiques environnementales et des changements climatiques.

La phase de choix final de priorisation permettra de choisir les cibles et les indicateurs à suivre d'ici à 2030 par rapport à cet objectif.

2.3.15 ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, lutter contre la désertification.

Au Mali les écosystèmes terrestres connaissent une dégradation inquiétante due aux phénomènes naturels et aux activités anthropiques.

2.3.15.1 Cible 15.1 et indicateurs.

Cible 15.1 : D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.

Indicateur 15.1.1 Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières.

Définition : Cet indicateur est défini comme la zone forestière totale divisée par la superficie totale émergée, exprimée en pourcentage.

La FAO définit la forêt comme : « les terres occupant une superficie de plus de 0,5 hectare (5 000 m²) avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à 5 mètres et un couvert forestier de plus de 10 %, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils *in situ*. »

Tableau N° 99 : Indicateurs forestiers 2012-2016

Indicateur national	Unité	2012	2013	2014	2015	2016
Terres couvertes par les forêts	Km2	37741,23	37741,23	37741,23	37741,23	37741,23
Autres terres boisées	Km2	746,66	821,6	803,87	388,1	293,2579
Total forêt et autres terres boisées (=1+2)	Km2	38487,89	38562,83	38545,1	38129,33	38034,4879
Total de la superficie terrestre du pays	Km2	1241238	1241238	1241238	1241238	1241238
Proportion de la superficie terrestre couverte par la forêt (=100*3/4	%	3,10	3,11	3,11	3,07	3,06
Proportion de la superficie terrestre couverte par la forêt = (somme des reboisements cumulés +Terres couvertes par les forêts) *100/4	%	3,15	3,22	3,28	3,31	3,34

Sources : DNEF, Rapports annuels ; **NB :** Données issues des inventaires de 2006 et 2014 ; Recueil de données du Système d'Informations Statistiques Environnementales (SISE 2012-2016) septembre 2017

2.3.15.2 Cible 15.2 et indicateurs.

Cible 15.2 : D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître nettement le boisement et le reboisement au niveau mondial.

Indicateur 15.2.1 : Progrès vers la gestion durable des forêts.

Définition : Taux de boisement / de déboisement.

Tableau N° 100 : Indicateurs relatifs au taux de boisement/ de déboisement.

Indicateur	Unité	2015	2016
Superficies converties en forêts (reboisement)	Km2	388,09	293,26
Superficies converties de la forêt à d'Autres usages (déboisement ou défrichement)	Km2	15,4425	15,7178
Superficies totales de la couverture forestière	Km2	377000	377000
Taux de boisement/de déboisement ($=100*(1-2)/3$)	%	0,1	0,07

Sources : DNEF, Rapports annuels ; Recueil de données du SISE 2012-2016

2.3.15.3 Cible 15.3 et indicateurs.

Cible 15.3 : D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres.

Indicateur 15.3.1 : Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées.

Définition : Nombre de Terres touchées par la désertification.

Tableau N° 101 : Terres touchées par la désertification

Indicateur	Unité	2015
N= Territoire national (à l'exclusion des eaux de surface)	Km2	1 237 483,27
X= Zone soumise à une dégradation sévère de la terre	Km2	632 000
Y= Zone soumise à une dégradation modérée de la terre	Km2	320 000
Z= Zone soumise à une dégradation légère de la terre	Km2	290 000
Territoire national des terres sèches	Km2	632 000
Territoire national touché par la désertification ($= x+y+z$)	Km2	1 242 000
Pourcentage du territoire national touché par la désertification ($= 100*(x+y+z)/n$)	%	76,7
Pourcentage des terres sèches nationales touchées par la désertification ($= 100*(x+y+z)/d$)	%	50,9
Territoire national non touché par la désertification ($= n-(x+y+z)$)	Km2	23,4
Zone nationale de terre sèche non touchée par la désertification ($= d-(x+y+z)$)	Km2	578 877,1

Sources : AEDD, Rapports annuels Recueil de données du SISE 2012-2016, septembre 2017

2.3.15.4 Cible 15.7 et indicateurs.

Cible 15.7 Prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme au braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées et s'attaquer au problème sous l'angle de l'offre et de la demande

Indicateur 15.7.1 Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages.

Définition : Aucune métadonnée pour cet indicateur. Un proxy proposé porte sur « les aires fauniques et les espèces animales menacées par rapport au total des espèces animales connues »

Tableau N° 102 : Aires fauniques et Espèces animales menacées par rapport au total des espèces animales connues »

Indicateur	Unité	2014	2015	2016
Superficie des aires fauniques	Km2	-	65664,5	90611,79
Superficie terrestre totale	Km2	-	1241238	1241238
Proportion de la superficie des forêts protégées (=100*1/2) 2	%	-	5,3	7,3
Espèces animales menacées	Nombre	23	23,0	23,0
Toutes les espèces animales connues	Nombre	882	882	882
Pourcentage des espèces animales menacées (=100*1/2) 2	%	2,61	2,61	2,61

Sources : DNEF, Rapports annuels ; Recueil de données du SISE 2012-2016

2.3.15.5 Cible 15.b et indicateurs.

Cible 15.b : Mobiliser d'importantes ressources de toutes les provenances et à tous les niveaux pour financer la gestion durable des forêts et inciter les pays en développement à privilégier ce type de gestion, notamment aux fins de la préservation des forêts et du reboisement.

Indicateur 15.b.1 : Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durables de la biodiversité et des écosystèmes.

Définition : Il s'agit des engagements totaux d'aide publique au développement (APD) au secteur forestier. Les données sont exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen. Le proxy ici défini concerne la part des dépenses du ministère de l'environnement dans les dépenses publiques totales.

Tableau N° 103 : Part des dépenses du Ministère de l'Environnement dans les dépenses publiques totales.

	2013	2014	2015	2016
Part des dépenses du ministère de l'environnement dans les dépenses publiques totales	3,5	0,3	0,8	0,8

Source : BOOST Mali

2.3.16 . ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.

2.3.16.1 Cible 16.1 et indicateurs.

Cible 16.1 : Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.

Indicateur 16.1.4 : Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente pas de risques.

Définition : C'est la proportion de la population considérant que les situations suivantes (voir tableau ci-après) ne présentent pas de risques.

Tableau N° 104 : Proportion de la population considérant que les situations ne présentent pas de risques

Proportion de la population considérant que les situations suivantes ne présentent pas de risques	2016
Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	75,17
Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	60,22
Quand vous êtes seul à la maison, le jour	74,93
Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	62,11
Quand vous attendez ou êtes dans un transport en commun (dans votre localité)	54,43
A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	66,64

Source : Enquête EMOP 2017, INSTAT

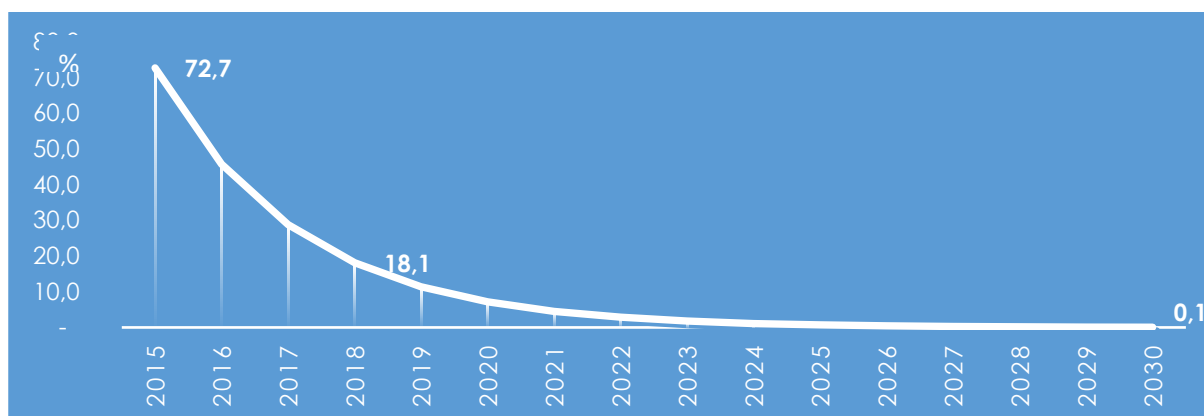
2.3.16.2 Cible 16.2 et indicateurs.

Cible 16.2 : Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.

Indicateur 16.2.1 : Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtiment corporel ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux au cours du mois précédent.

Définition : C'est le pourcentage d'enfants de 1-14 ans qui ont subi une agression psychologique ou un châtiment corporel durant le mois précédent.

Graphique N° 65 : Discipline violente de 2015 à 2030

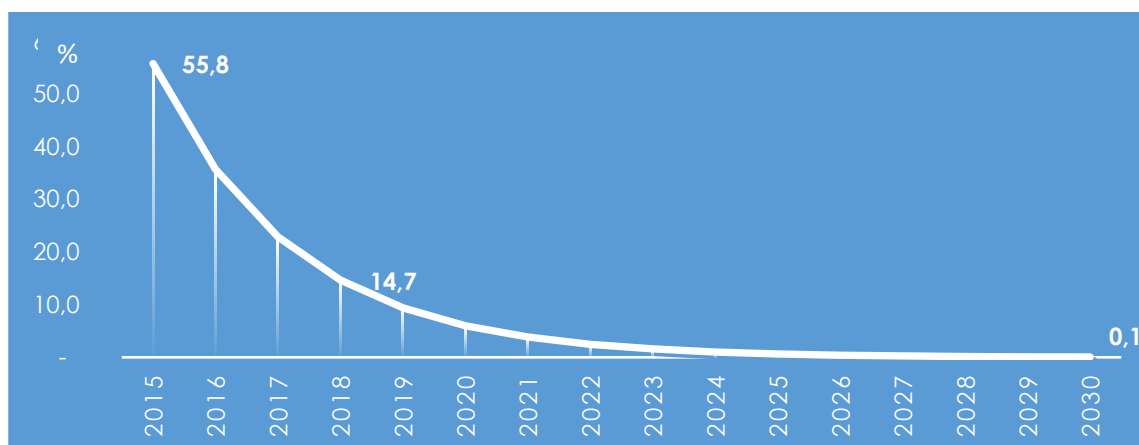


Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

Indicateur 16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants, par sexe, âge et forme d'exploitation.

Définition : Pourcentage d'enfants âgés de 5-17 ans qui sont impliqués dans le travail des enfants.

Graphique N° 66 : Travail des enfants de 2015 à 2030.



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.16.3 Cible 16.3 et indicateurs.

Cible 16.3 : Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice.

Indicateur 16.3.1 : Proportion de victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus.

Définition : Nombre de victimes de crimes violents (agressions physiques ou sexuelles) au cours des 12 mois précédents qui ont signalé leur dernier incident aux autorités compétentes ou à d'autres mécanismes de règlement des conflits officiellement reconnus, en pourcentage de toutes les victimes d'actes criminels au cours des 12 mois

précédents. Les autorités compétentes comprennent la police, les procureurs ou d'autres autorités compétentes pour enquêter sur certains crimes (corruption ou fraude). Alors que les « autres mécanismes de règlement des conflits officiellement reconnus » peuvent inclure une variété d'institutions ayant un rôle dans la justice informelle ou le règlement des différends (p. Ex. Chefs tribaux ou religieux, aînés du village, leaders communautaires), à condition que leur rôle soit officiellement reconnu par les autorités de l'État.

Méthode de calcul : Proportion de la population de 18 ans et plus ayant été victime de type de violence au cours des 12 mois précédents dont le Numérateur est égal au nombre de victimes de crimes violents au cours des 12 mois précédents qui ont signalé leur dernier incident aux autorités compétentes ou à d'autres mécanismes de règlement des conflits officiellement reconnus et dont le dénominateur représente le total des victimes d'actes criminels au cours des 12 mois précédents.

Tableau N° 105: Proportion de victimes de violences.

Proportion de victimes de violences, par types de violences, au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	2016
Violences physiques	67,6
Vol dans la maison	39,4
Vol à l'extérieur	34,7
Harcèlement sexuel	29,0
Viol ou tentative de viol	29,7

Source : Enquête EMOP 2016, INSTAT

2.3.16.4 Cible 16.5 et indicateurs.

Cible 16.5 : Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

Indicateur 16.5.1 : Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents.

Définition : Cet indicateur est défini comme étant la proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents.

Tableau N° 106: Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin.

Selon le sexe	6,8
Femmes	2,7
Hommes	10,5

Source : Enquête EMOP 2016, INSTAT

2.3.16.5 Cible 16.6 et indicateurs

Cible 16.6 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.

Indicateur 16.6.1 : Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé, par secteur (ou par code budgétaire ou autre critère similaire).

Définition et méthode de calcul : Cet indicateur représente la part des dépenses primaires dans le budget global.

Tableau N° 107: Part des dépenses primaires dans le budget global (%)

	2013	2014	2015	2016	2017
Part des dépenses primaires dans le budget global (%)	91,4	90,2	91,2	89,5	91,2

Source : BOOST Mali

Indicateur 16.6.2 Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante.

Définition et méthode de calcul : Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante.

Tableau N° 108: Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante.

Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante	2016
L'administration (en général)	67,8
Les cours de justice	48,1
La police/gendarmerie	51,8
Les formations sanitaires publiques	77,9
Les établissements scolaires publics	79,0
Le fisc (impôt, douane)	58,5
Le système de sécurité sociale	73,2
Le maire	63,6

Source : Enquête EMOP 2016, INSTAT

Indicateur 16.7.1 : Répartition des postes (par sexe, âge, type de handicap et groupe de population) dans les institutions publiques (organes législatifs, services publics et organes judiciaires aux niveaux local et national), par rapport à la répartition nationale.

Définition : Répartition des postes dans les institutions publiques par rapport à la répartition nationale.

Tableau N° 109: Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics dans les institutions de la République en 2015

Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics dans les Institutions de la République en 2015	724
Présidence de la République	80
Primature	107
Assemblée Nationale	230
Cour Constitutionnelle	12
Cour Suprême	53
Haute Cour de Justice	22
Haut Conseil des Collectivités	110
Conseil Economique, Social et Culturel	110

Source : DNPEF, Rapports annuel 2016

Indicateur 16.7.2 : Proportion de la population qui estime que la prise de décisions est ouverte et réactive, par sexe, âge, type de handicap et groupe de la population.

Définition : Proportion de la population qui estime que la prise de décisions est ouverte et réactive, par type d'institutions

Tableau N° 110: Proportion de la population qui estime que la prise de décisions est ouverte et réactive, par type d'institutions.

Proportion de la population qui estime que les personnes ou institutions suivantes écoutent la population	2016
Les Députés à l'Assemblée Nationale	32,5
Les Conseillers (élus) communaux / municipaux	42,6
Les Chefs d'organisations communautaires / Chefs traditionnels	59,1

Source : Enquête EMOP 2016, INSTAT

2.3.16.6 Cible 16.9 et indicateurs.

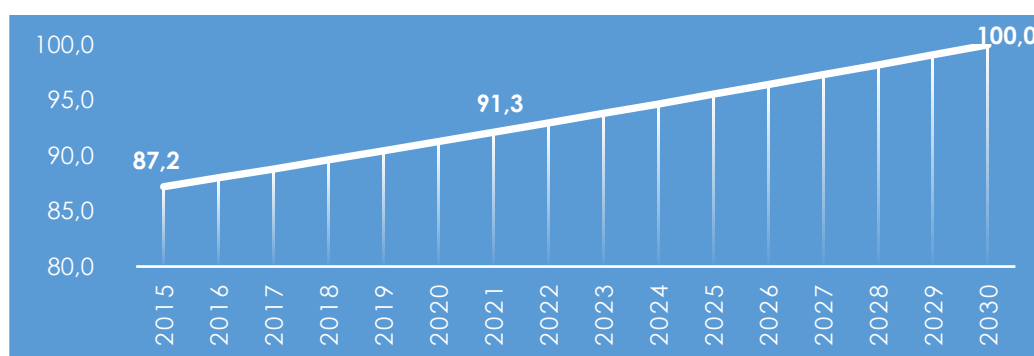
Cible 16.9 : D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances.

Indicateur 16.9.1 : Proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrés par une autorité d'état civil, par âge.

Définition : Cet indicateur fournit la proportion d'enfants de moins de cinq ans dont les naissances sont déclarées comme étant enregistrées auprès des autorités civiles nationales compétentes.

Méthode de calcul : Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été rapportée comme enregistrée. Au numérateur : nombre d'enfants de moins de cinq ans dont les naissances sont déclarées être enregistrées auprès des autorités civiles nationales concernées ; au dénominateur : nombre total d'enfants de moins de cinq ans dans la population.

Graphique N° 67 : Enregistrement des naissances de 2015 à 2030



Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.16.7 Cible 16.b et indicateurs

Cible 16.b : Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable.

Indicateur 16.b.1 : Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme

Définition : L'indicateur correspond au pourcentage de personnes déclarant avoir été personnellement victimes de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 derniers mois sur la base d'un motif de discrimination interdit en vertu du droit international des droits de l'homme.

Méthode de calcul : L'indicateur est calculé au moyen d'un ratio se présentant comme suit :
 Numérateur = Nombre de personnes déclarant avoir été personnellement victimes de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 derniers mois sur la base d'un motif de discrimination interdit en vertu du droit international des droits de l'homme.
 Dénominateur = Population adulte totale.

Tableau N° 111: Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents sur la population étudiée

Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents sur la population étudiée	2016
Ensemble	15,3
Selon le sexe	
Femmes	13,5
Hommes	17,3
Selon l'âge de l'individu	
18 à 29 ans	13,0
30 à 39 ans	15,8
40 à 49 ans	16,3
50 à 59 ans	17,4
60 ans et plus	15,6

Source : Enquête EMOP 2016, INSTAT

2.3.17 ODD 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

2.3.17.1 Cible 17.1 et indicateurs.

Cible 17.1 : Améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation des ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes.

Indicateur 17.1.1 : Total des recettes publiques en proportion du PIB, par source.

Définition : Cet indicateur définit la part des recettes publiques dans le PIB, et par source de recettes. L'indicateur national donne la part des recettes fiscales dans le PIB, la part des recettes non fiscales dans le PIB et celle des recettes en capital dans le PIB.

Tableau N° 112: Recettes publiques en proportion du PIB, par source.

Indicateur national	Unité	2013	2014	2015	2016
Total recettes fiscales sur PIB	%	12,3	12,6	14,0	14,8
Total recettes non fiscales sur PIB	%	0,6	0,7	0,7	0,6
Total recettes en capital sur PIB	%	1,7	1,6	1,8	1,4

Source : LE MALI EN CHIFFRES 2012 – 2016, INSTAT

Indicateur 17.1.2 : Proportion du budget national financé par les impôts nationaux.

Définition : L'indicateur est défini comme la part des recettes fiscales dans les dépenses totales de l'Etat, en pourcentage.

Tableau N° 113: Total des recettes fiscales (ou Recettes fiscales totales) sur dépenses totales.

Indicateur national	Unité	2013	2014	2015	2016
Total des recettes fiscales sur dépenses totales	%	62,0	62,5	66,5	64,0

Source : LE MALI EN CHIFFRES 2012 – 2016, INSTAT

2.3.17.2 Cible 17.2 et indicateurs.

Cible 17.2 : Faire en sorte que les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement, notamment celui pris par bon nombre d'entre eux de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement et entre 0,15 % et 0,20 % à l'aide aux pays les moins avancés, les bailleurs de fonds étant encouragés à envisager de se fixer pour objectif de consacrer au moins 0,20 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays les moins avancés.

Indicateur 17.2.1 : Aide publique nette au développement, montant total et montant alloué aux pays les moins avancés, en proportion du revenu national brut des pays donateurs membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE

Définition : C'est l'aide publique nette au développement aux pays les moins avancés, aux PEID et aux PMA, ainsi qu'aux pays africains. Les données sont généralement exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen, ou en pourcentage du revenu national brut (RNB) des pays fournisseurs.

Tableau N° 114 : Aide publique au développement.

Indicateur national	Unité	2016
Aide publique au développement	Milliards en FCFA	650,746

Source : SHA, appui budgétaire global

2.3.17.3 Cible 17.3 et indicateurs.

Cible 17.3 : Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement.

Indicateur 17.3.1 : Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total.

Définition : Investissements directs étrangers, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total, déterminé par le ratio se présentant ainsi qu'il suit : Numérateur = Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud –Sud ; Dénominateur = budget national total.

Cet indicateur définit la part des IDE et de l'APD dans les dépenses totales du budget national.

Tableau N° 115 : (IDE+APD) sur dépenses publiques totales.

Indicateur national	Unité	2015
(IDE+APD) sur dépenses publiques totales	%	33,83311516

Source : Calculs de l'étude.

Indicateur 17.3.2 : Volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total.

Définition : C'est le volume total des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total. Cet indicateur est défini comme la part des envois de fonds des travailleurs migrants dans PIB total.

Méthode de calcul : C'est le volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) (Numérateur) rapporté au PIB du pays, exprimé en pourcentage. (Dénominateur).

Tableau N° 116: Total des envois des fonds des migrants dans le PIB

Indicateur national	Unité	2015
Total envois des fonds des migrants sur PIB	%	4,745645678

Source : BCEAO

2.3.17.4 Cible 17.4 et indicateurs.

Cible 17.4 : Aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette au moyen des politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allégement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés.

Indicateur 17.4.1 : Service de la dette en proportion des exportations de biens et services.

Définition : Cet indicateur représente le total du service de la dette rapporté aux exportations totales de biens et services

Tableau N° 117 : Total des intérêts de la dette publique sur total des exportations de biens et services.

Indicateur national	Unité	2013	2014	2015	2016
Total des intérêts de la dette publique sur total des exportations de biens et services.	%	130,12	185,33	1,91	2,40

Sources : Ministère de l'Economie et des Finances, FMI

2.3.17.5 Cible 17.8 et indicateurs.

Cible 17.8 : Faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels d'ici à 2017 et renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications.

Indicateur 17.8.1 : Proportion de la population utilisant l'Internet.

Définition : Cet indicateur est défini comme la proportion de personnes qui ont utilisé Internet depuis n'importe quel endroit au cours des trois derniers mois. Internet est un réseau informatique public mondial. Il permet d'accéder à un certain nombre de services de communication, y compris le World Wide Web, et porte des courriels, des nouvelles, des divertissements et des fichiers de données, quel que soit le périphérique utilisé (non supposé être uniquement par un ordinateur - il se peut aussi par téléphone mobile, Tablette, PDA, Machine à jeux, télévision numérique etc.). L'accès peut se faire via un réseau fixe ou mobile.

Méthode de calcul : L'indicateur est donné par un ratio se présentant comme suit :
Numérateur = Population jeune (15-24 ans) utilisant internet ; Dénominateur = population jeune totale de 15-24 ans

Tableau N° 118 : Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont utilisé internet durant les 12 derniers mois (a) femmes et (b) hommes.

Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont utilisé internet durant les 12 derniers mois	2015
Utilisation Internet des femmes (a)	8,5
Utilisation Internet des hommes (b)	19,9

Source : Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2015 et calculs de l'étude

2.3.17.6 Cible 17.13 et indicateurs.

Cible 17.13 Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques.

Indicateur 17.13.1 : Tableau de bord macroéconomique.

Définition : Un tableau de bord est un document rassemblant des indicateurs financiers et économiques. Le plus souvent, il est mensuel ; mais il peut s'établir sur des périodes plus ou moins courtes.

Tableau N° 119 : Tableau de bord macroéconomique.

Indicateurs économiques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taux de croissance réelle du PIB	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3	7,1	6,2	5,8	5,4
<i>Dont secteur primaire</i>	3,6	11,9	3,1	10,6	-2,1	9,1	-3,4	10,1	6,4	7,5	5
<i>Dont secteur secondaire</i>	-1,5	-1,2	2	-5	0,5	-8,6	-0,4	8,1	-0,4	0,3	6,6
<i>Dont secteur tertiaire</i>	8,6	5,3	-0,5	10,9	8,2	-2,9	7,3	5,4	6,9	6,8	5,4
Taux d'inflation	1,4	9,2	2,2	1,2	3	5,9	-0,6	0,9	1,5	-1,8	1,8
Taux d'investissement global (en % du PIB)	20,5	23,1	20,2	20,8	18,7	14,8	17,1	17,9	18,4	19,3	20,3
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	12,5	11,9	13	12,9	12	12,1	12,3	12,6	14	14,9	15,2
Taux de couverture (exportations/importations)	83,1	104	103,5	75,5	87,8	103,9	92	84,5	85,1	83	76,1
Taux d'endettement extérieur (en % du PIB)	18,9	19,2	22,2	25,7	23,9	24,3	26,4	27,4	30,7	36	35,4

Source : Comptes économiques du nationaux, INSTAT.

2.3.17.7 Cible 17.18 et indicateurs.

Cible 17.18 : D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays.

Indicateur 17.18.2 : Nombre de pays dotés d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle.

Définition : Adoption d'une loi statistique depuis 2005. La première révision est intervenue le 24 février 2016²⁴.

Indicateur 17.18.3 : Nombre de pays ayant un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en œuvre, par source de financement.

Définition : Les activités inscrites dans le Plan Statistique National ne sont pas intégralement financées. Cependant selon le Rapport pays de soutien à la statistique (CRESS), en plus de l'Etat, les principales sources de financement sont : la Banque mondiale, ii) la Coopération suédoise, iii) la Banque africaine de développement, iv) la

²⁴ Cellule de Coordination et de Coopération Technique et Institutionnelle, INSTAT

FAO, v) le PNUD, vi) l'UNICEF, vii) l'UNFPA, viii) AFRISTAT, ix) la Coopération canadienne et x) la Commission de l'UEMOA²⁵

2.3.17.8 Cible 17.19 et indicateurs.

Cible 17.19 : D'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement.

Indicateur 17.19.1 : Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement.

Définition : Il s'agit du coût de réalisation des activités de l'Axe 2 (Renforcement des capacités statistiques) du Schéma Directeur de la Statistique et concerne les années 2016 et 2017 puisque les ODD ont véritablement commencé au Mali en 2016. **Valeur** : 3 571 000 000 FCFA.

Indicateur 17.19.2 : Proportion de pays qui a) ont procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) ont atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 %.

Définition : Le Mali a réalisé le Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2009. Il ressort qu'à peine une personne sur deux (50,4 %) vivant au Mali dispose d'un acte/extrait de naissance.

²⁵ Cellule de Coordination Et De Coopération Technique et Institutionnelle, INSTAT, op. cit.

2.4 Offre de services relatifs aux ODD dans les communes

Au Mali, la décentralisation, adoptée comme système d'administration, est considérée comme une voie sûre de développement économique et social à la base tant il est vrai que les populations locales sont supposées prendre en main leur destin. Pour mieux comprendre l'existence de l'offre physique de services dans les communes du Mali, l'ODHD a réalisé une enquête courant 2017 qui portait sur l'évaluation du profil de pauvreté communale et la situation de référence des ODD.

L'enquête a permis la collecte des données nécessaires à l'évaluation du niveau de pauvreté et de la situation de référence des ODD. Elle avait une couverture nationale : elle a concerné l'ensemble des 703 communes des régions et du District de Bamako. La collecte des données a été faite par voie de questionnaires, les unités d'enquête étant les communes.

Le tableau ci-dessous donne les indicateurs ODD renseignés par l'enquête IPC de 2017, par niveau.

Tableau N° 120 : Indicateurs ODD renseignés par l'enquête IPC.

ODD	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ODD 1		2	2	4
ODD 2	1		3	4
ODD 3		1		1
ODD 4		3	2	5
ODD 5	1		1	2
ODD 6	2			2
ODD 7	1			1
ODD 8	1	2		3
ODD 9	2		1	3
ODD 10				0
ODD 11				0
ODD 12			1	1
ODD 13				0
ODD 15			2	2
ODD 16				0
ODD 17				0
Ensemble	8	8	12	28

Source : Calculs de l'étude

Dans l'ensemble, 28 indicateurs sont renseignés par l'IPC, soient respectivement 8 de niveau 1 (tiers 1) et de niveau 2 (tiers 2) ; et 12 de niveau 3 (tiers 3). Les ODD 10, 11, 13, 16 et 17 n'ont aucun indicateur par rapport à l'offre de service IPC.

2.4.1 ODD 1

Indicateur : 1.3.1. : Pourcentage de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, ventilé par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables).

Indicateur IPC : Existence d'un système d'aide aux ménages les plus pauvres (Jigisèmèjiri, Bourse maman, OCHA et autres notamment ONG)

Tableau N° 121 : Pourcentage de commune disposant d'un système d'aide aux ménages les plus pauvres.

Indicateur	2016
Pourcentage d'Existence dans la commune d'un/de système(s) d'assistance aux plus pauvres (Jigisèmèjiri, Bourse maman, mutuelle de santé, OCHA et autres notamment ONG) en %	44,81

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 1.4.1. : Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base.

Indicateurs IPC : Offre de services de base et non accès (: offres de service santé, service d'éducation, d'eau, d'électricité.

Tableau N° 122 : Part du budget de la commune consacrée à l'offre de services (santé, éducation, eau, électricité)

Indicateurs	2016
Part du secteur de l'éducation dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%).	50,38
Part du secteur de la santé dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%)	11,28
Part du secteur de l'énergie dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%)	1,12

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 1.5.1. : Nombre de décès et de personnes disparues, blessées, déplacées ou évacuées suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes.

Indicateurs IPC : Pratiques agricoles (cultures irriguées notamment) et pratiques de diversification des sources de revenu).

Tableau N° 123 : Pourcentage de localités avec des pratiques agricoles et diversification des revenus.

Indicateurs	2016
Pourcentage des localités disposant de zones de pâturage existant	71,2
Pourcentage des localités dont les bas-fonds aménagés existent	6,4
Pourcentage des localités dont la superficie irriguée existent	16,2
Pourcentage des localités où l'on pratique le maraîchage	72,7
Pourcentage des localités où les femmes pratiquent l'embouche bovine	30,8
Pourcentage des localités où les hommes pratiquent l'embouche bovine	68,9
Pourcentage des localités où les femmes pratiquent l'embouche ovine	65,5
Pourcentage des localités où les hommes pratiquent l'embouche ovine	78,1
Pourcentage des localités où l'on pratique l'aviculture familiale améliorée	23,4
Pourcentage des localités où l'on pratique l'apiculture améliorée	8,5
Pourcentage des localités où l'on pratique la pisciculture	10,4

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 1.a.2 : Proportion des dépenses publiques totales affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale).

Indicateur IPC : Structure des dépenses des communes (éducation, santé, eau et assainissement, environnement).

Tableau N° 124 : Part des dépenses de communes consacrées aux services : éducation, santé, eau et assainissement, environnement)

Indicateurs	2016
Part du secteur de l'éducation dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%)	50,38
Part du secteur de la santé dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%)	11,28
Part du secteur de l'énergie dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%)	1,12
Part du secteur de l'eau et assainissement dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%)	2,26
Part du secteur de l'environnement dans les dépenses budgétaires 2016 de la commune (%)	1,06

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Encadré N° 1 : Pauvreté des communes en 2016/2017

Le profil de pauvreté des communes permet de s'informer sur l'existence de l'offre de services publics dans les 703 communes du Mali. Les meilleures politiques publiques doivent assurer à la fois l'offre (existence) et l'accès des populations à des services publics de qualité. Le présent encadré fait la synthèse des résultats de l'édition 2018, grâce à une enquête réalisée entre 2016 et 2017. Cette édition a été réalisée dans un contexte marqué principalement par : la persistance de l'insécurité, une conjoncture économique difficile et la fermeture des écoles au nord et dans une partie du centre du pays.

L'Indice de Pauvreté des Communes (IPC) est évalué par le biais de l'offre de services sociaux et économiques. À l'aide des indicateurs économiques et sociaux caractérisant les communes et leurs localités constitutives, l'étude détermine sept facteurs dits « Composantes Principales », qui sont : (i) la présence, dans les localités, de structures d'offre de services économiques et sociaux (éducation, santé, eau, énergie, banque) avec une notion de concentration de la population, (ii) l'« offre de proximité de services d'éducation post 1^{er} cycle et des services privés de santé », (iii) l'« offre distante de services de santé de base », (iv) l'« offre de proximité des services d'éducation et de santé de base », (v) la couverture téléphonique des localités de la commune, (vi) l'« offre privée distante des services de santé », (vii) l'« offre spécifique de fourniture d'électricité par le réseau AMADER²⁶ ». Ce sont les sept (7) composantes qui sont combinées pour construire un indicateur unique appelé *Indice de Pauvreté Communale (IPC)*, en vue de mesurer l'offre de services économiques et sociaux. A partir de l'IPC, on distingue 4 statuts de commune : « très pauvre », « pauvre », « presque pauvre » et « non pauvre ».

Le tableau ci-dessous donne la répartition du nombre de communes par statut de pauvreté et selon le milieu.

²⁶ Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale.

Tableau N° 125 : Nombre de communes par statut de pauvreté et selon le milieu

Statut de pauvreté de conditions de vie	Milieu		
	Urbain	Rural	Total
Très pauvre	1	175	176
Pauvre	3	172	175
Presque pauvre	1	176	177
Non pauvre	32	143	175
Total	37	666	703

Source : Rapport profil de pauvreté des 703 communes, 2018, p.43

Ce sont 5 communes urbaines qui sont de statut "Non pauvre" (presque pauvre, pauvre et très pauvre). En effet, la commune urbaine de FATAO (cercle de Diéma) est de statut "Très Pauvre". Les communes urbaines de TOYA (cercle YELIMAME), KARAN (cercle de KANGABA), de KIDAL sont de statut "Pauvre". La commune urbaine de BOUREM est de statut "Presque Pauvre".

Caractéristiques des communes :

Profil démographique des communes

La population moyenne, en 2017, par commune est de 26 850 habitants dont 50,4% de femmes. Les communes des régions du Nord ont généralement plus d'hommes que de femmes. La commune la moins peuplée D'ADARMALANE (région de Tombouctou, cercle de Goundam) n'a que 1 241 habitants ; tandis que la commune VI du District de Bamako avec 610 178 Hbts est la plus peuplée. Les communes du Mali sont en grande majorité de petite taille démographique : 50% ont une population au plus égale à 18 000 habitants.

La population est dispersée entre de petites localités. Dans une commune, on a en moyenne 17 localités comptant chacune, en moyenne, 2 126 habitants. Il en résulte une faible densité de population : 12 habitants au km² en milieu rural contre 190 en milieu urbain. Or, c'est dans les grandes agglomérations avec de fortes densités de population qu'il est susceptible d'avoir des offres de services multiples et variées. En effet, il a été établi qu'il existe une corrélation positive entre la densité de population et l'IPC : en moyenne plus la densité de population de la commune est élevée, plus l'IPC est grand.

Profils des communes en ressources naturelles

On mesure l'importance des forêts à l'aide d'indicateurs exprimant la part de la superficie de la commune occupée par ces ressources. Ainsi, le profil général des communes se présente comme suit : (i) 74,2% des communes ont moins de 1% de leur superficie en forêt ; (ii) 92% des communes ont moins de 10,1% de leur superficie en forêt et ; (iii) 6,5% des communes ont plus de 11,7% de leur superficie en forêt.

L'existence de périmètre pastoral ne semble pas être répandue parmi les communes : près des deux-tiers n'en ont pas. Par contre, les localités des communes ont généralement soit une mare, soit un lac, soit un étang voire deux ou trois de ces eaux de surface.

Profil de désenclavement routier des communes

On part du principe que le désenclavement d'une commune est fonction de celui de ses localités. On considère qu'une localité est désenclavée si une route praticable en toutes saisons passe par la localité ou à moins de 2 km. Sur cette base, on établit qu'en moyenne 51,5% des localités des Communes sont désenclavées. Passer de cette notion simple de désenclavement d'une localité à celui de la commune n'est pas aisé. On se doit de gérer la question de saisonnalité et celle de type de route. La démarche choisie est celle de faire

L'Analyse en Composantes Principales des données sur les routes pour ensuite déduire des composantes un indice de désenclavement de la commune. A partir de cet indice, le statut d'enclavement des communes se présente comme suit : i) 27,3 % très désenclavée, ii) 22,8 % désenclavée, iii) 24,9 % enclavée, iv) et 25.0 % très enclavée.

Les continuités de communes très enclavées et enclavées sont principalement à l'extrême Ouest de la région de Kayes, au Nord-Ouest de la région de Koulikoro, au Centre-Ouest de la région de Mopti, au Nord-Ouest et à l'Est de la région de Gao ainsi qu'à l'Ouest de la région de Kidal.

Il existe une relation entre densité de population et désenclavement : les communes très enclavées et enclavées ont en moyenne une densité de population faible. De même, les communes enclavées ou très enclavées ont un faible niveau d'offre de services publics.

Profil de désenclavement par les moyens de télécommunication

A l'analyse des statistiques utilisées, il ressort que les localités des communes sont suffisamment couvertes par les réseaux de téléphonie mobile : plus de 78% des communes sont dans la tranche de 75-100% de localités couvertes par les deux réseaux téléphoniques MALITEL et ORANGE-Mali ; seulement 4% des communes sont sans couverture.

Profil des communes selon l'offre de services d'éducation

Ce profil est fait en combinant les notions de proximité des établissements scolaires, d'une part, et les ratios usuels de l'offre de services d'éducation, d'autre part. Ainsi :

- ✓ la présence d'établissements scolaires du 1^{er} cycle dans une localité ou à proximité donne une chance aux enfants de 7-12 ans de cette localité d'être scolarisés : 74,7% des localités d'une commune ont en moyenne au moins une école fondamentale du 1^{er} cycle à moins de 2 km ; ce qui revient à dire qu'en moyenne, dans 25,3% des localités des communes, les enfants de 7-12 ans ont peu de chance d'être scolarisés ;
- ✓ - l'école fondamentale du 2nd cycle (F2) la plus proche est à 5 km et plus pour, en moyenne, 56,7% des localités des communes ;
- ✓ - le lycée le plus proche est à 5 km ou plus pour, en moyenne, 94% des localités : 42% en milieu urbain, 96% en milieu rural.
- ✓ le ratio élèves/maître moyen par commune au 1^{er} cycle sort à 47 soit 7 élèves de plus que la norme de 40 élèves par maître. Les cas de 60 voire 100 élèves par maître, ne sont pas rares dans les régions de Mopti et de Tombouctou. Le rapport de scolarisation filles/garçons au 1^{er} cycle est en moyenne par commune de 84 filles pour 100 garçons. Il est plus élevé dans les régions du Nord que dans celles du Sud excepté le District de Bamako. Au 2nd cycle, il s'établit à 68%.

Profil des communes selon l'offre de services de santé

L'analyse en Composantes Principales a permis de dégager 5 facteurs de l'offre de santé : (i) l'offre relativement distante de service de santé (2-5 km), (ii) l'offre sur site de service de santé, (iii) l'offre de proximité de service de santé (<2 km), (iv) l'offre éloignée de service de santé communautaire (5-15 km), (v) l'offre éloignée de service privé de santé (5-15 km). La combinaison de ces facteurs donne l'indice d'offre de services de santé à partir duquel quatre statuts d'offre ont été créés pour qualifier cette offre : 1^{er} rang, 2^{ème} rang, 3^{ème} rang et 4^{ème} rang. On établit alors que pour les communes d'offre de 1^{er} rang, 76% des localités sont au plus à 5 km d'un CSCOM. Pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} rangs, on a respectivement : 40%, 23% et 13%. Alors que le nombre de personnel qualifié pour 10 000 habitants est de 1,10 en moyenne pour les communes d'offre de services de santé de 1^{er} rang, il n'est que de 0,89 pour les communes d'offre de 4^{ème} rang. On note, par ailleurs, que les communes urbaines non pauvres ont presque toutes une offre de 1^{er} rang ; la qualité de l'offre est meilleure (1^{er} et

2^{ème} rangs) au Centre-Ouest, au Centre-Sud et au Centre (région de Mopti). Dans les régions du Nord, les offres de santé de 3^{ème} et 4^{ème} rangs dominent.

Profil des communes selon l'approvisionnement en électricité

La pénétration de l'électricité, à travers un réseau de distribution, est particulièrement faible en milieu rural : 7,3% des localités contre près de 64% pour le milieu urbain. On note, en outre, que la pénétration en milieu rural est essentiellement le fait des réseaux d'initiatives privées et non d'EDM et d'AMADER. En moyenne, 30% des localités d'une commune "non pauvre" ont le réseau électrique contre 2 à 5% pour les communes d'autres statuts de pauvreté. L'usage de l'énergie solaire est très répandu puisqu'il atteint en moyenne plus de 81% des localités d'une commune. Toutefois, les communes "très pauvres" sont nettement en retrait.

Profil des communes selon l'approvisionnement en eau potable

Moins de 3% des localités d'une commune ont un branchement du réseau d'adduction d'eau potable de la SOMAGEP et moins de 19% ont une adduction d'eau sommaire (AES). Le réseau SOMAGEP est principalement dans des communes urbaines pendant que les localités de communes rurales disposent surtout de réseaux d'AES.

Il existe en moyenne, par commune, 1,2 équivalent point d'eau moderne (EPM) pour 400 habitants (200 en milieu urbain). Ni le milieu, ni le statut de pauvreté ne semble très déterminant pour la valeur de ce ratio. Les points d'eau isolés compensent ainsi l'absence de réseau. Par contre, les différences entre régions sont significatives : les moyennes par commune des régions de Sikasso, de Tombouctou et de Gao sont nettement en-dessous de la moyenne nationale par commune.

Questions de gouvernance au niveau des communes

Gouvernance politique et administrative

Le niveau de représentativité des partis politiques au sein du conseil communal comme indice de pluralité : en moyenne, plus de 55% des partis politiques existants au niveau de la commune sont représentés au sein du Conseil Communal. En milieu urbain, 34% y sont représentés. La gouvernance administrative se présente comme suit : (i) en moyenne 88,4% des communes produisent leur compte administratif dans les délais ; les communes de conditions de vie « Très pauvre » le font moins ; (ii) pour les deux-tiers des communes, les populations sont impliquées fréquemment dans la prise de décision ; les communes de conditions de vie « Très pauvre » sont en retrait en la matière ; (iii) huit communes sur dix font toujours un débat public d'adoption du budget alors que sept sur dix font le débat public de restitution de l'exécution.

Gouvernance économique

Le profil des communes en matière de gouvernance économique se présente comme suit :

- près des deux-tiers des communes ont un PDESC en cours mais seulement le tiers a un schéma d'aménagement du territoire ;
- les ressources propres de la commune ne représentent que 22% du budget tandis que 66% des dépenses sont affectées aux secteurs prioritaires dont l'éducation qui absorbe 50% ;
- le taux d'exécution budgétaire n'est en moyenne que de 60%, alors que le taux d'accroissement moyen de ce même budget dépasse 20%.

Gouvernance sociale

L'assistance sociale est vue sous l'angle de l'assistance alimentaire et de l'aide aux filles en retrait du système scolaire :

- l'assistance alimentaire a eu lieu en 2016 dans 70% des communes suite à des difficultés alimentaires dues pour l'essentiel au déficit pluviométrique ;
- elle a été faite principalement sous forme d'aide alimentaire gratuite directe (89% de réponse), l'aide alimentaire indirecte n'étant toutefois pas absente ;
- les cas de retrait scolaire des filles sont beaucoup fréquents dans plus du tiers des communes. ;
- lorsque le motif du retrait est l'extrême pauvreté, il y a une aide à la scolarisation dans le cinquième des cas et aucune assistance dans un autre cinquième des cas ;
- lorsque le motif est le mariage forcé, il y a sensibilisation dans sept cas sur dix et aucune assistance dans le reste des cas.
- lorsque le motif est la grossesse précoce, il n'y a aucune assistance dans près d'un cas sur deux (02).

Les mesures en faveur de l'autonomisation des femmes, étudiées selon les angles de l'affectation budgétaire, de l'accès aux ressources et des responsabilités qui leur sont confiées ont permis de révéler ce qui suit :

- la part du budget PDESC exclusivement affectée aux femmes est de l'ordre de 10% contre 5% pour le budget annuel 2016 ; cette part est en moyenne plus élevée lorsqu'il s'agit de communes de conditions de vie « Très pauvre » et « Pauvre » ;
- un peu moins des deux-cinquièmes des communes rurales disposent de mécanismes institutionnels d'accès des femmes à la terre. Les communes de conditions de vie « Non pauvre » en disposent plus fréquemment que les autres ;
- c'est dans une minorité de communes que les responsabilités sont confiées aux femmes pour la gestion financière (25%), la gestion de comités spécifiques (44%) et le Conseil Communal (37%).

Les violences faites aux femmes ont augmenté de 13% entre 2015 et 2016 :

- il s'agit dans une très grande majorité de violences conjugales ;
- les violences physiques hors du couple viennent en deuxième position ;
- pour 80% des réponses, elles sont rapportées par les victimes et pour 44%, par des témoins (réponses multiples) ;
- l'assistance fournie par les autorités communales est constituée principalement de services médicaux (44% de réponses) et de services judiciaires et juridiques (22% de réponses).

Gouvernance sécuritaire

Les statistiques des atteintes à la sécurité sont établies en considération des cas de vol de bétail, de conflit intercommunautaire, de conflit agriculteur/éleveur, de conflit foncier et d'attaques de groupes terroristes :

- le nombre d'atteintes à la sécurité des citoyens a augmenté de 7% entre 2014 et 2015 et de 11% entre 2015 et 2016 ;
- les conflits fonciers et les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont assez fréquents dans les communes des régions du Sud. En revanche, les attaques des groupes terroristes sont plus fréquentes dans le centre et dans le nord du pays ;
- le recours à la justice et aux forces de sécurité est le mode de règlement dominant en cas de vol de bétail, la médiation/gestion à l'amiable prévaut davantage pour les conflits entre agriculteurs et éleveurs ;

- en cas d'attaque de groupes terroristes, l'alerte des forces de sécurité n'est pas automatique dans 44% des cas ;
- les avis des autorités communales restent de façon générale peu tranchés quant à l'impact négatif des questions sécuritaires sur la vie socioéconomique et culturelle. Il en est autrement si on examine le cas particulier des communes de la région de Mopti.

Gouvernance environnementale

La gouvernance environnementale est abordée sous l'aspect de préservation des ressources forestières :

- 40% des communes pratiquent la gestion décentralisée des forêts et 20% d'entre elles ont une forêt classée sur leur territoire ;
- il y a une déforestation et des actions de reboisement en cours mais très souvent la déforestation prend le pas sur le reboisement en termes de superficie ;
- seulement 13% des superficies reboisées sont en mauvais état une année après leur plantation.

Source : Rapport profil de pauvreté des 703 communes, édition 2018, octobre.

2.4.2 ODD 2

Indicateur 2.2.1 : Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans.

Indicateur IPC : Existence de structure de réhabilitation nutritionnelle.

Tableau N° 126 : Localités disposant d'un centre de réhabilitation nutritionnelle et des cas de difficultés alimentaires.

Indicateurs	2016
Pourcentage de localités disposant d'un centre de réhabilitation nutritionnelle (%)	12,3
Pourcentage des cas de difficultés alimentaires en 2016 dans la commune.	65,1

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 2.3.1 : Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière.

Indicateur IPC : Indicateur d'amélioration de la productivité de l'agriculture.

Tableau N° 127 : Pourcentage de localités utilisant des moyens d'amélioration de la productivité agricole.

Indicateurs	2016
Pourcentage des localités où les acteurs économiques bénéficient des services fournisseurs d'intrants (privé ou associatif)	43,4
Pourcentage des localités où les acteurs économiques bénéficient d'un service conseil (Etat ou ONG)	73,3
Pourcentage des localités utilisant peu le compost (Pratique dans la localité de techniques d'intensification de la production)	35,9
Pourcentage de localités utilisant beaucoup le compost (Pratique dans la localité de techniques d'intensification de la production)	34,3
Pourcentage des localités utilisant peu les engrais minéraux en cultures sèches (Pratique dans les localités de techniques d'intensification de la production)	34,0
Pourcentage des localités utilisant beaucoup les engrais minéraux en cultures sèches (Pratique dans la localité de techniques d'intensification de la production)	43,1
Pourcentage des localités pratiquant un peu le labour mécanisé/motorisé en cultures sèches (Pratique dans la localité de techniques d'intensification de la production)	33,3
Pourcentage de localité pratiquant beaucoup le labour mécanisé/motorisé en cultures sèches (Pratique dans la localité de techniques d'intensification de la production)	38,6
Pourcentage des localités pratiquant un peu le labour mécanisé/motorisé en cultures irriguées (Pratique dans la localité de techniques d'intensification de la production)	32,9
Pourcentage des localités pratiquant beaucoup le labour mécanisé/motorisé en cultures irriguées	27,9
Pourcentage des localités bénéficiant un peu de l'encadrement pour les pratiques d'intensification. (Pratique dans la localité de techniques d'intensification de la production)	48,4
Pourcentage des localités bénéficiant beaucoup de l'encadrement pour les pratiques d'intensification de la production.	24,1

Indicateurs	2016
Pourcentage des localités utilisant les engrais minéraux en cultures irriguées selon la norme	10,6
Pourcentage des localités utilisant 200 à 300 kg/ha d'engrais minéraux en cultures irriguées	28,6
Pourcentage des localités utilisant moins de 200 kg/ha d'engrais minéraux en cultures irriguées	33,2
Pourcentage des localités avec magasin de stockage de céréales/intrants	41,8
Pourcentage des localités avec guichet micro finance	9,2
Pourcentage des localités ayant un groupement de production /transformation/ commercialisation de produits	37,0
Pourcentage des localités ayant des zones de pâturage	71,2
Pourcentage des localités disposant de bas-fonds aménagés	6,4
Pourcentage des localités dont la superficie irriguée existe	16,2
Pourcentage des localités pratiquant le maraîchage	72,7
Pourcentage des localités où les femmes pratiquent l'embouche bovine	30,8
Pourcentage des localités où les hommes pratiquent l'embouche bovine	68,9
Pourcentage des localités où les femmes pratiquent l'embouche ovine	65,5
Pourcentage des localités où les hommes pratiquent l'embouche ovine	78,1
Pourcentage des communes qui pratiquent la cueillette	95,0
Pourcentage des localités pratiquant l'aviculture familiale améliorée	23,4
Pourcentage des localités où l'on pratique l'apiculture améliorée	8,5
Existence de Banque	18,2
Existence de crédit solidaire	67,1
Existence des services financiers (Banque, SFD, crédit solidaire, autres)	69,4

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 2.4.1 Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable

Indicateur IPC : Superficies irriguées (PPIV, bas-fonds, mares, grand périmètre), Pratique de la sylviculture, Superficie d'aires protégées, de forêts classées, Existence de programme/projet de fertilisation des sols (voir service conservation des sols)

Tableau N° 128 : Pourcentage de commune disposant de superficies irriguées.

Indicateurs	Nombre
Superficies totales des petits périmètres irrigués villageois (PPIV) de la commune	131 762
Superficies totales des bas-fonds aménagés de la commune	53 297
Superficie des mares aménagées	40 821
Superficies totales hydro agricoles aménagées de la commune	396 689
Nombre de forêts naturelles de la commune	2 438
Superficie totale des forêts naturelles de la commune	1 240 638

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.3 ODD 3

Indicateur 3.3.1 : Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et principaux groupes de population.

Indicateur IPC : Sensibilisation sur le VIH/SIDA et sur la tuberculose, Existence de pharmacie humaine privée, Existence de pharmacie humaine publique ou associative, Existence des Structures sanitaires (Hôpital, CSref, CSCOM, etc.)

Tableau N° 129 : Pourcentage de localités disposant des services de santé

Indicateurs	2016
Pourcentage de localités avec un centre de dépistage du VIH/SIDA	4,0
Pourcentage de localités avec un CSCOM	16,2
Pourcentage de localités avec une maternité	27,9
Pourcentage de localités avec un cabinet médical	4,4
Pourcentage de localités avec une clinique médicale	3,1
Pourcentage de localités avec une pharmacie humaine	15,7

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.4 ODD 4

Indicateur 4.1.1 : Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire ; b) en fin de cycle primaire ; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe.

Indicateur IPC : Distance de l'école fondamentale du 1er cycle ; Distance de l'école fondamentale du 2nd cycle et Distance du lycée.

Tableau N° 130 : Pourcentage de localités disposant d'école fondamentale et de lycée

Indicateur	2016
Pourcentage de localités dotées d'une école Fondamentale 1	67,47
Pourcentage de localités dotées d'une école Fondamentale 2	21,47
Pourcentage de localités disposant d'un lycée	3,18

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 4.2.1 : Proportion d'enfants de moins de 5 ans dont le développement est en bonne voie en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial, par sexe.

Indicateur IPC : Distance au jardin/garderie d'enfant.

Tableau N° 131 : Pourcentage de localités disposant d'une garderie

Indicateur	2016
Pourcentage de localités avec une garderie	11,8

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 4.3.1 : Taux de participation des jeunes et des adultes à un programme d'éducation et de formation scolaire ou non scolaire au cours des 12 mois précédents, par sexe.

Indicateur IPC : Distance au centre de formation professionnelle et technique, Distance au CED

Tableau N° 132 : Pourcentage de localités disposant de centre de formation professionnelle

Indicateurs	2016
Pourcentage de localités dotées d'un Centre de Formation Professionnelle	3,0
Pourcentage de localités dotées d'un CED	12,9

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 4.6.1 : Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) numératif fonctionnels.

Indicateur IPC : Centre d'alphabétisation des adultes et enfants déscolarisés.

Tableau N° 133 : Pourcentage de localités disposant d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle

Indicateur	2016
Pourcentage de localités avec un centre d'alphabétisation fonctionnelle	25,4

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 4.a.1 : Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité; b) Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable; f) des installations sanitaires de base séparées pour hommes et femmes; g) des équipements de base pour le lavage des mains [conformément aux indicateurs définis dans le cadre de l'initiative Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH)]

Indicateur IPC : Equipement des écoles et centres en électricité, en sanitaire, matériels pour le lavage des mains.

Tableau N° 134 : Pourcentage de localités disposant d'écoles avec équipements d'électricité

Indicateurs	2016
Pourcentage de localités avec école fondamentale 1 la plus proche sur un réseau électrique	4,3
Pourcentage de localités avec école fondamentale 1 la plus proche sur Groupe électrogène	0,8
Pourcentage localités avec école fondamentale 1 la plus proche sur Solaire	15,3
Pourcentage de localités avec école fondamentale 1 la plus proche sur adduction d'eau	37,8
Pourcentage localités avec école fondamentale 1 la plus proche sur forage	23,1
Pourcentage de localités avec école fondamentale 1 la plus proche alimentée par un puits moderne	2,6
Pourcentage de localités avec école fondamentale 1 la plus proche dont WC/Latrine est commun	27,0
Fille/Garçon	
Pourcentage de localités dont l'école fondamentale 1 la plus proche avec WC séparés F/G	57,4
Pourcentage de localités dont l'école fondamentale 1 la plus proche avec existence de lavage des mains.	45,1

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.5 ODD 5

Indicateur 5.2.1 : Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple, victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 mois précédents par leur partenaire actuel ou un ancien partenaire, par forme de violence et par âge.

Indicateur IPC : Violences rapportées dans les communes, Attitude de l'autorité communale, Prise en charge des victimes, Structure de prise en charge.

Tableau N° 135 : Pourcentage des communes avec cas de violences rapportés ou non.

Indicateurs	2016
Pourcentage des cas de violences rapportés dans la commune depuis 2014 (viol, harcèlement sexuel, violence conjugale)	36,7
Pourcentage des victimes référées au centre de santé	44,9
Pourcentage des victimes référées à la police/gendarmerie	24,2
Pourcentage des victimes référées dans un centre spécialisé de prise en charge	13,7
Pourcentage des victimes qui ont dénoncé le coupable à la police/gendarmerie	26,0
Pourcentage des victimes qui sont enregistrées dans un registre	29,0
Pourcentage de la médiation entre la victime et le coupable	42,2
Poursuite judiciaire contre le coupable	19,7
Rien	4,3
Services médicaux	44,2
Services juridiques et judiciaires	21,6
Services psychologiques	16,9
Services socioéconomiques	18,0
Publique (Etat)	18,3
Communautaire (collectivité)	31,0
ONG	19,6

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 5.5.1 : Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales.

Indicateur IPC : Les femmes membres du Conseil Communal

Tableau N° 136 : Pourcentage et nombre de communes dont une femme est membre du conseil communal

Indicateurs	Unité	2016
Homme maire de la commune	%	98,4
Femme maire de la commune	%	1,6
Nombre total des membres du conseil de la localité	Nombre	72122
Nombre des femmes membres du conseil de la localité	Nombre	1234
Nombre total des membres du comité de gestion (éducation, santé, eau, etc.)	Nombre	135468
Nombre des femmes membres du comité de gestion (éducation, santé, eau, etc.)	Nombre	31550
Nombre des membres du conseil communal	Nombre	11929
Dont femmes membres du Conseil communal	Nombre	2821

Indicateurs	Unité	2016
Effectif du personnel communal	Nombre	4371
Dont femmes	Nombre	1165
Pourcentage de localités avec organisation féminine ou mixte de production/ commercialisation	%	48,5
Pourcentage de localités avec association / groupement féminin ou mixte	%	86,0
Pourcentage de localités pouvant bénéficier du Crédit solidaire féminin ou mixte	%	52,2
Pourcentage de localités pouvant bénéficier du service d'un centre d'apprentissage féminin	%	29,0

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.6 ODD 6

Indicateur 6.1.1 : Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité.

Indicateur IPC : . Présence de réseau SOMAGEP dans la localité et existence d'adduction d'eau sommaire (AES) fonctionnelle dans la localité.

Tableau N° 137 : Pourcentage et nombre de communes disposant de réseau SOMAGEP et d'adduction d'eau sommaire (AES) fonctionnelle.

Indicateurs	Unité	2016
Présence oui ou non du réseau SOMAGEP (Eau) dans la commune	%	6,8
<i>Nombre de localités avec réseau SOMAGEP</i>	Nombre	255
Présence oui ou non d'Adduction d'Eau Sommaire (AES) dans la commune	%	77,5
<i>Nombre de localités avec AES</i>	Nombre	1 651

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon.

Indicateur IPC : Le Nombre de mètres linéaires de collecteurs d'eau dans la commune, le Nombre de mètres linéaires de mini-égouts/égouts dans la commune, la Fréquence de latrine/WC dans les concessions de la localité et la localité avec système d'évacuation des eaux usées.

Tableau N° 138 : Existence de collecteur d'eau, de latrine et de système d'évacuation des eaux usées

Indicateurs	Unité	2016
Longueur totale des collecteurs des eaux (ml) dans la commune	Nombre	344 769
Pourcentage de localité avec beaucoup de concessions avec WC/latrine	%	58,6
Pourcentage de localité avec peu de concessions avec WC/latrine	%	31,0
Pourcentage de localité sans concessions avec WC/latrine	%	10,4
Nombre de localités avec système d'évacuation des eaux usées dans la commune	Nombre	156

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.7 ODD 7

Indicateur 7.1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'électricité.

Indicateur IPC : Existence de réseaux électriques dans les localités (EDM, AMADER)

Tableau N° 139 : Pourcentage de localités disposant de réseau EDM s.a et AMADER

Indicateurs	2016
Pourcentage de réseaux électrique EDM qui existent dans les localités	5,0
Pourcentage de réseaux électriques AMADER qui existent dans les localités	2,3
Pourcentage de l'Energie solaire (panneaux solaires) qui existe dans la localité	81,5
Pourcentage de groupes électrogènes privés fonctionnels	14,6
Pourcentage de l'énergie éolienne qui existe dans la localité	0,8
Pourcentage de Biogaz	0,8
Pourcentage de l'éclairage public	7,3
Pourcentage de Station d'essence moderne fonctionnelle	3,4
Pourcentage de Station d'essence sommaire fonctionnelle	15,6
Pourcentage de Plateforme multifonctionnelle fonctionnelle	7,1

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.8 ODD 8

Indicateur 8.3.1 : Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles, par sexe.

Indicateur IPC : Existence de PDSEC en cours d'application.

Tableau N° 140 : Pourcentage de PDSEC actualisé est en cours de mise en œuvre (%).

Indicateurs	2016
Pourcentage de PDSEC actualisé est en cours de mise en œuvre (%)	72,2

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 8.9.1 : PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total et en taux de croissance.

Indicateur IPC : Localité avec infrastructure culturelle ; Localité avec musée et Localité avec site touristique.

Tableau N° 141 : Nombre de localités avec sites touristiques et d'infrastructures culturelles.

Indicateurs	2016
Nombre de localités avec infrastructures culturelles	539
Nombre de localités avec sites touristique naturels	903
Nombre de localités avec sites touristiques historiques	725

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 8.10.1 : Nombre de succursales de banques commerciales et de distributeurs automatiques de billets pour 100 000 adultes.

Indicateur IPC : Existence de guichet de banque dans la localité et Existence de SFD dans la localité.

Tableau N° 142 : Pourcentage de localités disposant de banque et de services financiers.

Indicateurs	2016
Pourcentage de localité avec Banque	18,2
Pourcentage de localités disposant de services financiers (Banque, SFD, crédit solidaire, autres)	30,6

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.9 ODD 9

Indicateur 9.1.1 : Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année

Indicateur IPC : Distance de la localité à la route praticable en toute saison, Existence de gare routière fonctionnelle dans la localité, Existence de gare ferroviaire fonctionnelle dans la localité, Fréquence de liaison routière/ferroviaire/fluviale (bateau, pirogue) régulière avec le chef-lieu de la commune

Tableau N° 143 : pourcentage de localités avec routes ou voies praticables

Indicateurs	Unité	2016
Pourcentage de localité dont la route bitumée la + proche est praticable en toute saison	%	92,5
Pourcentage de localité se situant à 0 km de la route bitumée	%	9,4
Pourcentage de localité se situant à moins de 2 km	%	2,8
Pourcentage de localité se situant à 2 à 5 km	%	6,4
Pourcentage de localité se situant à Plus de 5 km	%	81,4
Pourcentage de localité dont la route latéritique la + proche est praticable en toute saison	%	72,6
Pourcentage de localité se situant à 0 km	%	22,5
Pourcentage de localité se situant à moins de 2 km	%	5,0
Pourcentage de localité se situant à 2 à 5 km	%	9,0
Pourcentage de localité se situant à Plus de 5 km	%	63,4
Pourcentage de localité dont la Piste rurale la + proche est praticable en toute saison	%	56,6
Pourcentage de localité se situant à 0 km	%	73,0
Pourcentage de localité se situant à moins de 2 km	%	4,7
Pourcentage de localité se situant à 2 à 5 km	%	7,0
Pourcentage de localité se situant à Plus de 5 km	%	15,4
Gare routière	%	8,4
Gare ferroviaire	%	1,0
Embarcadère (voie navigable)	%	8,2
Liaison routière (car, camion, voiture, moto) : JOURNALIER	%	47,9
Liaison routière (car, camion, voiture, moto) : HEBDOMADAIRE	%	16,8
Liaison routière (car, camion, voiture, moto) : OCCASIONNELLE	%	19,9
Liaison ferroviaire : JOURNALIER	%	0,6

Indicateurs	Unité	2016
Liaison ferroviaire : HEBDOMADAIRE	%	0,3
Liaison ferroviaire : OCCASIONNELLE	%	0,5
Liaison par voie navigable (bateau, chaland, pirogue) : JOURNALIER	%	5,6
Liaison par voie navigable (bateau, chaland, pirogue) : HEBDOMADAIRE	%	0,3
Liaison par voie navigable (bateau, chaland, pirogue) : OCCASIONNELLE	%	2,1
Nombre moyen de Km de route bitumée nationale (commune)	Nombre	9
Nombre moyen de Km de route bitumée régionale (commune)	Nombre	2
Nombre moyen de Km de route bitumée locale (commune)	Nombre	1
Nombre moyen de Km de route bitumée communale (commune)	Nombre	2
Nombre moyen de · Km de route en terre aménagée nationale (commune)	Nombre	7
Nombre moyen de · Km de route en terre aménagée régionale (commune)	Nombre	10
Nombre moyen de Km de route en terre aménagée locale (commune)	Nombre	14
Nombre moyen de Km de route en terre aménagée communale (commune)	Nombre	18
Nombre moyen de Km de piste rurale (commune)	Nombre	116
Nombre moyen de Km de piste saisonnière (commune)	Nombre	55
Nombre moyen de Km de chemin de fer fonctionnel (commune)	Nombre	1
Nombre moyen de Km de voie navigable (commune)	Nombre	11
Nombre moyen de Nombre de mois de navigabilité dans l'année (commune)	Nombre	9

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB et par habitant

Indicateur IPC : Localité avec unité de transformation/extraction (y compris carrière)

Tableau N° 144 : Nombre de localités avec unité de transformation

Indicateurs	2016
Nombre de localités avec unité de transformation /extraction y compris carrière (industrielle ou artisanale)	1 029

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 9.c.1 Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie

Indicateur IPC : Couverture de la localité par le réseau MALITEL/SOTELMA, Couverture de la localité par le réseau ORANGE

Tableau N° 145 : Pourcentage de localités avec réseaux téléphonique

Indicateurs	2016
Pourcentage de localité avec réseau SOTELMA	10,7
Pourcentage de localité avec réseau MALITEL	72,9
Pourcentage de localité avec réseau ORANGE	80,1

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.12 ODD 12

Indicateur 12.5.1 : Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés.

Indicateur IPC : Existence d'un service collectif de voirie dans la localité, Existence d'un service organisé de ramassage d'ordures dans la localité, Existence de dépôts de transit des ordures dans la localité et Existence de dépôts finals des ordures dans la localité

Tableau N° 146 : Localités avec service de voirie

Indicateurs	Unité	2016
Nombre de localités de la commune avec service de voirie municipale	Nombre	229
Présence ou non de service organisé de ramassage des ordures	%	19,7
Nombre de localités avec dépôts de transit des ordures	Nombre	226
Nombre de localités avec dépôts finals des ordures	Nombre	115

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.4.13 ODD 15

Indicateur 15.2.1 : Progrès vers la gestion durable des forêts

Indicateur IPC : Superficies des forêts classées (commune), Superficie des aires protégées (commune), Existence de zone de pâturage, Existence de couloir de passage des animaux, Superficies des terres restaurées et Superficie plantée en arbre (3 dernières années).

Tableau N° 147 : Communes disposant de forêts classées et autres aires

Indicateurs	Unité	2016
Superficie totale des forêts classée/(ha)	ha	1 560 052
Nombre de forêts classées/aménagées	nombre	263
Pourcentage de localité avec zone de pâturage	%	71,2
Est-ce que la commune dispose /a prévu les couloirs de passage des animaux (Burtol)	%	73,1
Superficie en ha de terres reboisées en 2016	ha	11 616
Superficie en ha de terres déboisées en 2016	ha	45 605
Indicateurs	Unité	2016
Existence de marchés ruraux de bois	%	77,1
Nombre de localités avec marché rural de bois	nombre	346

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 15.2.2. Recul permanent net de la forêt

Indicateur IPC : Superficie des terres déboisées (3 dernières années) et Existence de marchés ruraux de bois

Tableau N° 148 : Localités avec marchés ruraux de bois

Indicateurs	Unité	2016
Existence de marchés ruraux de bois	%	77,1
Nombre de localités avec marché rural de bois	Nombre	346

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

Indicateur 15.b.1 Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes

Indicateur IPC : Pratique de la Gestion Décentralisée des Forêts (exemple, projet GEDEFOR)

Tableau N° 149 : Localités avec Pratique de la gestion décentralisée des forêts

Indicateurs	Unité	2016
Pratique de la gestion décentralisée des forêts	%	40,74

Source : enquête sur le profil de pauvreté des 703 communes du Mali 2016/2017

2.5 Limites des données utilisées et difficultés rencontrées

2.5.1 Décalage entre indicateurs ODD et indicateurs nationaux

Comme indiqué plus haut, l'établissement de cette situation de référence a nécessité le recours à plusieurs sources de données. Il s'agit à la fois de micro-données (données d'enquête, par exemple) et de macro-données (comptes nationaux, par exemple).

Les indicateurs définis dans la matrice ODD ne sont pas spécifiquement définis comme tel au niveau national. Pour cela l'étude a dû choisir l'appellation « indicateur national » pour approcher l'indicateur ODD. Donc ce sont souvent des indicateurs approchants (proxy) qui ont été retenus. Compte tenu du fait que certains indicateurs ODD ne sont pas directement disponibles, l'étude a dû effectuer différents calculs. Ces derniers peuvent présenter des limites du fait qu'il existe souvent un décalage dans la définition de l'indicateur ODD et le proxy calculé au niveau national. Par exemple pour la part du budget allouée aux dépenses de protection sociale, la nomenclature budgétaire fait ressortir la rubrique « secteurs sociaux » au lieu de « protection sociale ».

Par ailleurs, les données de l'enquête IPC devraient servir à l'établissement de la situation de référence des ODD au Mali. Il a été constaté que la plupart des indicateurs ODD relèvent de l'accès aux services sociaux de base, contrairement aux indicateurs de ladite enquête. Il est apparu difficile de concilier les indicateurs ODD avec les résultats issus de l'enquête IPC.

2.5.2 Faible disponibilité des données

Les ODD ont posé clairement le défi de la disponibilité et de la collecte des données pour leur mise en œuvre et leur suivi. En effet, l'étude a mis en exergue le manque de données pour renseigner certains indicateurs, surtout ceux de niveau 3, dans le système statistique national. Plus spécifiquement, les données relatives aux indicateurs du domaine de l'environnement ne sont pas assez disponibles.

Une autre grande difficulté est l'insuffisance des données disponibles, à cause des lacunes à la fois lors de l'étape conceptuelle d'élaboration des indicateurs ODD et lors de la collecte des données au niveau national. Mais pour certains indicateurs de niveau 1, les données ne sont pas disponibles. Ainsi, pour le Mali, du temps et des ressources (humaines et financières) sont nécessaires pour faire le suivi de la majorité des indicateurs ODD à partir du niveau national.

2.5.3 Faible ventilation ou désagrégation des données conformément aux ODD

Dans les sources de données utilisées, certains indicateurs ne sont disponibles qu'au niveau national ou régional. Il n'existe pas de désagrégation conformément à l'Agenda 2030. Comme indiqué dans le programme, afin de « ne laisser personne de côté », la collecte des données doit être en mesure de saisir les disparités entre les différents groupes de population ou catégories de personnes.

En effet, la ventilation des données est l'approche principale proposée par le Programme à l'horizon 2030 afin de faire le suivi de la situation des différents groupes de population, et de leurs progrès dans le contexte des ODD. Il spécifie que les données devraient être « ventilées selon [...] le sexe, l'âge, la race, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le handicap, la situation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes dans le contexte national ». Ces

types de ventilation des données tiennent compte de certains motifs de discrimination prohibés par le droit international relatif aux droits humains, à savoir la race, l'appartenance ethnique, le sexe, l'âge et le handicap. Cela découle du caractère universel des ODD.

L'étude n'a pu respecter cette approche en raison de la non-prise en compte de cette ventilation des données dans les différentes sources utilisées. Certaines sources comme les enquêtes auprès des ménages (EMOP) utilisent en partie cette ventilation. Par contre, d'autres sources comme les Comptes nationaux n'intègrent pas les différents niveaux de désagréations indiqués dans l'agenda 2030. Il en est de même pour les données sectorielles (manuels statistiques).

2.5.4 Absence de choix de priorisation nationale des ODD et de leurs cibles

Conformément à l'Agenda 2030, le Mali n'a pas effectué une priorisation des cibles des ODD en précisant le nombre de cibles et leurs indicateurs. En revanche, il a effectué plusieurs ateliers de concertation autour des ODD, y compris la production d'un rapport volontaire. Mais force est de constater qu'aucun exercice de priorisation n'a pas été effectué. L'étude a donc établi la situation de référence à partir des 169 cibles et des 241 indicateurs de base des ODD. Il est important de rappeler que l'agenda prône l'universalité, l'intégration et l'inclusivité (ne laisser personne pour compte). Cependant, l'universalité ne signifie pas uniformité ; elle implique aussi des différenciations.

Le Mali, sur la base de critères clairs et précis, est appelé à faire des arbitrages et optimiser les synergies entre les cibles pour leur intégration dans les politiques publiques nationales, régionales et locales, en vue de faire bénéficier les ODD à tous par l'éradication de la pauvreté et la faim, ainsi que la réduction des inégalités. L'Agenda 2030 constitue à la fois une opportunité et un défi. Ce programme mondial ambitieux pourra, par son dynamisme, servir de catalyseur au redressement du pays. Toutefois, le contexte national, caractérisé notamment par la vulnérabilité du pays et la récurrence des chocs, doit être pris en compte dans le processus ODD grâce à une plus forte volonté politique pour rester fidèle au principe de « ne laisser personne pour compte ».

III. Conclusions et recommandations

3.1 Conclusions

L'établissement de la situation de référence des ODD a permis de faire le point des indicateurs disponibles par ODD et de renseigner la matrice globale. Il est apparu clairement au regard des données statistiques obtenues que les domaines "environnement" et "économie" sont ceux pour lesquels les indicateurs ODD ne sont pas disponibles.

Dans l'ensemble, le domaine social présente une situation plus appréciable en termes de disponibilité des données statistiques.

L'étude a rencontré un certain nombre de difficultés relatives à l'insuffisance des données statistiques disponibles, à la fois au niveau global et au niveau sectoriel.

L'étude a permis d'établir la situation de référence des ODD au niveau national. Sur les 169 cibles et 241 indicateurs ODD, 90 cibles et 111 indicateurs ont été renseignés, sans compter les sous-indicateurs proxys considérés. Pour chaque ODD et ses différentes cibles, l'étude a défini l'indicateur et sa méthode de calcul, en précisant la définition de l'indicateur et la source des données, le niveau de désagrégation, la périodicité et les responsables au niveau national mais aussi et surtout en effectuant les projections conformément aux cibles et à l'horizon temporel de 2030.

Un tableau global élaboré a permis d'établir la situation de référence, en intégrant l'ensemble des indicateurs. Mais les indicateurs pour lesquels les données ont été obtenues sont ceux intégrés dans le présent rapport.

Le travail a été effectué avec quelques difficultés qu'il est important de souligner. En effet, les indicateurs ODD ne sont pas spécifiquement définis comme tels au niveau national. Ce sont souvent des indicateurs approchants (proxy) qui ont été retenus ou calculés. Aussi, les données de l'enquête IPC devraient-elles servir à l'établissement de la situation de référence des ODD au Mali. Compte tenu de la nature fortement différente avec les indicateurs ODD, il a été difficile de les concilier avec les résultats issus de l'enquête IPC.

Le défi de la disponibilité et de la collecte des données pour leur mise en œuvre et leur suivi restent entiers dans le processus ODD. Le manque de certains indicateurs, surtout ceux de niveau 3, dans le système statistique national est un constat remarquable. L'insuffisance des données disponibles est un autre constat important, même pour certains indicateurs de niveau 1. Il faudra au Mali, du temps et des ressources (humaines et financières) pour faire le suivi de la majorité des indicateurs ODD à partir du niveau national, surtout ceux des niveaux 2 et 3.

La faible désagrégation des indicateurs conformément à l'approche de l'agenda 2030 apparaît dans ce travail. Pour plusieurs indicateurs, l'étude a constaté la non prise en compte de la ventilation des ODD dans les différentes sources de données utilisées. Certaines sources comme les enquêtes auprès des ménages (EMOP) utilisant en partie cette ventilation. Les comptes nationaux et certaines données sectorielles n'intègrent pas les différents niveaux de désagrégation indiqués dans l'agenda 2030.

Le Mali n'a pas effectué un choix de priorisation des cibles des ODD en précisant le nombre de cibles et leurs indicateurs. Il a organisé des ateliers de concertation autour des ODD, produit

un rapport volontaire en juillet 2018 et procédé à des exercices de priorisation entre 2016 et 2017.

Aucun choix final de priorisation n'a été effectué. L'étude a donc établi la situation de référence à partir des 169 cibles et des 241 indicateurs de base des ODD. L'Agenda 2030 prône l'universalité, l'intégration et l'inclusivité (ne laisser personne pour compte). Mais, l'universalité implique aussi des différenciations dans la priorisation en fonction de la situation spécifique du pays. Sur la base de critères clairs et précis, le pays doit faire des arbitrages et optimiser les synergies entre les cibles.

Ce travail est un input national qui va aider à orienter les acteurs du dispositif de suivi des ODD au Mali. Plus précisément, il va servir : (i) comme input aux rapports annuels de suivi des ODD, (ii) comme input dans l'établissement de la matrice du CREDD 2, (iii) aider au choix final de priorisation des ODD, (iv) aider à la formulation des actions, programmes et projets dans le cadre de la mise en œuvre des ODD, (v) comme support dans la budgétisation des ODD.

3.2 Recommandations

Au regard des difficultés de l'étude et des contraintes de développement du Mali dans le domaine de la planification et de la statistique, l'étude a identifié différents points de recommandations pouvant aider à améliorer le processus ODD et sa mise en œuvre à court terme.

3.2.1 Priorisation des ODD

Le Mali n'a pas encore effectué un choix final de priorisation des cibles et indicateurs ODD. Toutefois, il a effectué l'analyse RIA en vérifiant le lien entre les ODD et les politiques publiques nationales. L'exercice GPC-ODD a été également réalisé.

Comme rappelé plus haut, la priorisation des ODD est l'une des étapes importantes de leur mise en œuvre au niveau national. Le Mali devra élaborer un calendrier de priorisation des cibles en collaboration avec les acteurs sectoriels et toutes les structures impliquées dans le suivi des ODD. Un leadership national est indispensable dans la mise en œuvre de cette phase de programmation des ODD et leur prise en compte dans les politiques publiques.

Un des critères de priorisation pour chaque cible pourra être la disponibilité des données statistiques. Pour cela, le présent rapport peut servir d'input à l'exercice de priorisation dans la mesure où il a permis de faire le point des indicateurs pour lesquels le pays dispose de données statistiques. Par ailleurs, l'exercice de priorisation pourra intégrer les indicateurs pouvant faire l'objet d'une collecte rapide au niveau du système statistique.

3.2.2 Prise en compte des indicateurs ODD dans les politiques publiques

L'étude a constaté qu'il existe un décalage entre les indicateurs ODD et ceux du niveau national. C'est pourquoi il a été effectué différents calculs de rapprochement et la définition d'indicateurs proxy.

L'étude recommande l'intégration des indicateurs ODD dans les politiques publiques. Cette intégration doit se faire de façon générale et de façon précise après l'exercice de priorisation. Cela se justifie par le fait que les ODD sont des défis et des opportunités pour le Mali dans le sens du renforcement du processus de planification stratégique et de planification opérationnelle. Ainsi donc, les cibles prioritaires et leurs indicateurs sont à intégrer à court terme (2019) et les autres dans un processus de planification globale à moyen et long terme.

Le caractère national des ODD nécessite la participation de tous les acteurs à tous les niveaux, y compris au niveau local. Les PDSEC sont bien entendu les derniers documents de base dans lesquels les ODD doivent être pris en compte.

3.2.3 Mise en place d'un dispositif innovant et dynamique de suivi et d'évaluation

Dans son rapport volontaire de juillet 2018, le Mali a proposé la mise en place d'un nouveau dispositif national pour le suivi des ODD. Ce dispositif tient compte des insuffisances de celui des OMD et intègre les orientations sectorielles des ODD. Car faut-il le rappeler, les ODD concernent quatre domaines de développement : le social, l'économie, l'environnement et la gouvernance.

L'étude recommande la mise en place de groupes thématiques autour des quatre domaines couverts par les ODD. A l'intérieur de chaque groupe, des sous-groupes pourront être mis en place pour couvrir et en vue de faciliter la collecte des données relatives à chaque cible que le domaine comporte. Le cadre de suivi du nouveau document post-CREDD 2016-2018 peut servir à la mise en place de celui des ODD. Ceci a l'avantage de veiller à la mise en place d'un système intégré de suivi des ODD et dudit document. Sans compter que cette option permettra de faciliter aussi l'élaboration du rapport national de suivi des ODD en lien avec celui du document post-CREDD 2016-2018.

3.2.4 Renforcement des capacités des acteurs

Dans l'ODD 17, il est clairement indiqué la nécessité de renforcer les capacités des pays les moins avancés dans les domaines des données statistiques et du suivi. La cible « *17.18 D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays* » met l'accent sur cette nécessité.

Pour le Mali, la disponibilité des données conformément à l'approche de ventilation nécessite un renforcement des capacités des acteurs du système statistique national. Sans une prise en compte de cette ventilation dans la collecte des données, il est difficile que les indicateurs ODD soient renseignés à souhait conformément à l'agenda 2030.

Au titre des besoins en ressources humaines, nous recommandons de recruter davantage de statisticiens et d'économistes pour pourvoir les postes vacants des cadres organiques de l'INSTAT et des CPS. Pour ce faire, il faudrait mettre en place un système incitatif de rémunération permettant de maintenir dans le système des ressources humaines solidement formées. Ainsi donc, le renforcement du système national de planification apparaît comme une condition nécessaire à une bonne opérationnalisation des ODD à travers le renforcement des capacités institutionnelles et humaines de planification et de gestion du développement ; l'adaptation du système de planification et de gestion du développement au contexte de la décentralisation ; une coordination et une gestion efficaces de l'aide ; la prise en compte de la politique d'intégration régionale et sous-régionale dans les stratégies d'investissements publics ; la promotion d'une information économique et sociale fiable et accessible. L'atteinte des ODD suppose aussi un système statistique national très opérationnel, d'où la nécessité de renforcer les capacités de l'INSTAT et celles des autres producteurs de statistiques, autant administratives que par des enquêtes ou des recensements.

Pour remédier aux défaillances dans les domaines de la planification et de la statistique, des mesures d'accompagnement sont nécessaires. En effet, sur un plan strictement budgétaire, pour la réussite des ODD, il est attendu des parties prenantes à leur mise en œuvre, de veiller à une meilleure allocation des ressources dont la mobilisation doit être une activité à part entière. Le caractère universel des ODD peut être de nature à renforcer la tenue des engagements de financement des partenaires au développement. Un accent non négligeable devra être mis sur l'engagement du secteur privé à investir en faveur des ODD. L'insuffisance de l'aide publique au développement devrait amener à explorer des mécanismes innovants de financement interne ou externe. Il s'agit par exemple des mécanismes d'une utilisation plus efficiente des transferts de fonds des migrants, source jusqu'ici plus importante et plus stable que l'APD et les IDE.

Par ailleurs, l'Etat devra poursuivre le renforcement des capacités d'absorption de ressources externes et capitaliser les bonnes pratiques de coopération au développement en suscitant une plus grande synergie d'action entre les partenaires techniques et financiers pour un financement équilibré des domaines prioritaires de développement. Il faudra en outre s'approprier les ODD à travers la formulation des politiques et stratégies nationales globales et sectorielles.

Par ailleurs, la projection des ODD nécessite une approche méthodologique approfondie. Pour cela, il est nécessaire de renforcer les capacités des acteurs chargés du suivi des indicateurs, afin qu'ils intègrent la projection de chaque indicateur dans les méthodes statistiques au niveau sectoriel. Les méthodes de projection doivent être en lien avec les différentes méthodes de cadrage au niveau sectoriel, mais aussi au niveau macroéconomique.

3.2.5 Définition d'une stratégie nationale de financement des ODD

L'un des enjeux des ODD est la transformation structurelle du pays à travers quatre domaines. Dans un contexte de crise et de fortes contraintes budgétaires, les financements requis pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD) se comptent en milliards par an. Au-delà de l'aide au développement, les ressources fiscales et les investissements privés figurent parmi les principales sources de financement envisagées pour atteindre les ODD.

Pour que le Mali gagne ce pari, il faut non seulement davantage d'investissements dans la coopération internationale, mais aussi une plus grande cohérence des politiques publiques menées en faveur du développement durable. Une stratégie nationale de mobilisation des ressources fiscales et des investissements privés est indispensable. En effet, le Mali doit privilégier la mobilisation des investissements privés à travers les stratégies plus actives d'attractivité des investissements. Il doit mettre l'accent sur la mobilisation des recettes fiscales, étant donnée la faible pression fiscale (norme communautaire de 20% du PIB non atteinte), mais doit surtout mettre en place des mécanismes efficaces de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

3.2.6 Mise en place d'une stratégie de diffusion effective du rapport

Cette étude constitue un outil stratégique pour l'Observatoire et les services chargés du suivi et de l'évaluation du CREDD II et des ODD. A cet effet, la large diffusion auprès de tous les acteurs du processus ODD est une nécessité opérationnelle. Cela permettra de mettre tous les acteurs au même niveau d'informations à travers la diffusion des résultats de cette étude. Le rapport de cette étude pourra servir d'input dans le suivi et l'évaluation annuels des ODD et du CREDD ainsi que l'élaboration finale de l'actualisation de l'Etude Nationale Prospective.

La dissémination du présent rapport auprès des acteurs locaux favorisera une prise en compte cohérente des ODD dans les PDSEC. En effet, les ateliers de dissémination serviront de restitution et de formation sur le processus ODD, en mettant un accent sur le rôle attendu des acteurs locaux.

Références bibliographiques

BCEAO, 2017, « Rapport annuel 2016 de la BCEAO », <http://www.bceao.int>

BONFILS SIBI, 2017, « Grille de priorisation des cibles des objectifs de développement durable (GPC-ODD) », Organisation Internationale de la Francophonie, Global Shift Institut, *présentation lors de l'atelier national de priorisation des cibles des objectifs de développement durable (ODD)*, Bamako, Mali, 28 au 29 septembre, 57 pages

COULIBALY M. 2018, « Priorisation des problèmes de développement et des Objectifs de Développement Durable au Mali », Synthèse de Politique Afro baromètre No. 46 | Mai, 23 pages

CPS/SDR, 2016, « Annuaire Statistique 2015 du Secteur Développement Rural », juin, 133 pages.

_____, **2017**, « Annuaire Statistique 2016 du Secteur Développement Rural », juin, 180 pages.

DNCM, 2017, rapport de synthèse des ateliers ODD

FAO & AL., 2016, « ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, Septembre 2016 (ENSAN MALI), version définitive, octobre, 66 pages.

FMI, 2018, « consultations de 2018 au titre de l'article iv et huitième et neuvième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit— communiqué de presse », rapport des services du FMI et déclaration de l'administrateur pour le Mali », *Rapport du FMI No.18/141*, juin, 101 pages.

FRANÇOIS PELLETIER & THOMAS SPOORENBERG, 2016, « Séance 2 : Aperçu sur les méthodes de projection », *Atelier régional sur les projections de population Dakar, 28 novembre – 2 décembre*, Division de la Population, DESA, Nations Unies, <http://www.unpopulation.org>

Institut National de la Statistique (INSTAT), 2011, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 « Enquête Modulaire et Permanente Auprès des ménages EMOP », INSTAT Mali.

Institut National de la Statistique (INSTAT), 2011, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 « Enquête nationale nutritionnelle anthropométrique et de mortalité rétrospective suivant la méthodologie SMART », Mali.

INSTAT, 2017, « La pauvreté à plusieurs dimensions au Mali », rapport, novembre, 23 pages.

_____, **2017**, « Recueil de données du Système d'Informations Statistiques Environnementales (SISE 2012-2016), Edition de septembre, 45 pages, disponible sur <http://www.instat-mali.org>.

_____, **2018**, « le Mali en chiffres 2012-2016 », disponible sur [http : //www.instat-mali.org](http://www.instat-mali.org)

_____, **2018**, « EMOP : estimation de la pauvreté au niveau des cercles et des communes du Mali en 2016 », 5 pages, octobre.

MALI, 2016, « Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) », rapport final, novembre, 460 pages

MARLOUS DE MILLIANO ET SUDHANSHU HANDA, 2014, « Pauvreté et privation des enfants au Mali : les premières estimations nationales », *Document de travail du Bureau de recherche, WP-2014-20, UNICEF*, Décembre, 86 pages.

NATIONS UNIES, 2015, « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », *Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015 Soixante-dixième session Points 15 et 116 de l'ordre du jour*

_____, **2016**, « Annexe IV Liste finale des indicateurs proposés pour les objectifs de développement durable », E/CN.3/2016/2/Rev.1, 26 pages.

_____, **2016**, « Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable », E/CN.3/2016/2, *Commission de statistique Quarante-septième session* 8-11 mars, 43 pages.

NDIAYE MANSOUR, 2017, "Objectifs de Développement Durable" - Mali Africa Cluster Leader, IGSD UNDP RSCA, Addis Ababa

ODHD, 2018, « Profil de pauvreté des 703 communes », Rapport final, édition 2018, octobre, 220 pages

ONEF, 2016, « Enquête Nationale sur l'Emploi auprès des Ménages (ENEM 2015) » : rapport principal, décembre, 95 pages

PRIMATURE MALI, 2018, « Décret n°2018-0621 /PM-RM du 08 aout 2018 fixant les mécanismes institutionnels de pilotage et de suivi-évaluation du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) et des objectifs de développement durable (ODD), 11 pages

PNUD, REPUBLIQUE DU MALI, 2016, « identification et opérationnalisation des priorités de développement durable au Mali », rapport, septembre, 69 pages.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC), 2016, « Contextualisation et priorisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) en RDC, rapport national, octobre, 99 pages.

REPUBLIC OF GHANA, 2018, Sustainable Development Goals (SDGs) indicator Baseline report, June, published by national development commission, 133 pages

REPUBLIQUE DU MALI, 2012, « Rapport national sur le développement durable au Mali dans la perspective de Rio+20 », rapport final, juin, 54 pages

_____, **2014**, « Enquête Démographique et de Santé (EDSM-V) 2012-2013 », Cellule de Planification et de Statistiques (CPS/SSDSPF), Institut National de la Statistique (INSTAT), Centre d'Études et d'Information Statistiques (INFO-STAT), Bamako, Mali, ICF International, Rockville, Maryland, USA, Mai, 577 pages.

_____, **2017**, « Annuaire 2016, Système National d'Information Sanitaire et Social (SNISS 2016) », Cellule de planification et de statistique/ Secteurs santé, développement social et promotion de la famille, 217 pages.

_____, **2018**, « Rapport national volontaire sur la mise en œuvre des ODD forum politique de haut niveau sur le développement durable ». 69 pages, juillet.

REPUBLIQUE DU MALI, UNICEF, 2017, « Privation multidimensionnelle et pauvreté des enfants au Mali », rapport, *Equipe technique N-MODA coordonnée par la Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté*, décembre, 89 pages.

REPUBLIQUE DU MALI, WHO, 2017, « Evaluation externe conjointe des principales capacités RSI de La République du Mali », *Rapport de mission* 27-30 juin, 91 pages.

REPUBLIQUE DU NIGER, 2017, « Métadonnées des indicateurs de mesure des cibles priorisées des ODD à l'horizon 2030 », rapport Institut National de la Statistique (INS) – Niger, juin, 62 pages.

UNESCO, 2017, « Métadonnées relatives aux indicateurs mondiaux et thématiques pour le suivi et l'examen de l'ODD 4 et de l'Éducation 2030 », Institut de Statistiques de l'UNESCO, juillet, 107 pages

Annexes

Annexe 1 : Termes de référence

1. Contexte et justification

À l'échéance de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015, les études et évaluations ont montré des résultats mitigés. Selon le Rapport mondial de 2014 sur les OMD - une publication de la Division des statistiques du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies - une très grande majorité de personnes disposant de moins de 1,25 dollar par jour vit dans les deux régions de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne. Cependant, il faut noter que (entre autres résultats) la mise en œuvre des OMD a déjà permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté, de sauver des vies et de scolariser des enfants. Fort de ces constats, la communauté Internationale a initié des réflexions et des consultations qui se sont tenues au niveau des pays avec comme objectif la définition de l'Agenda post-2015.

La compilation des rapports issus de ces consultations nationales a abouti à un Plan Global qui a fait l'objet de négociations au niveau mondial et sous l'égide des Nations Unies. C'est ainsi que l'Agenda 2030 pour le Développement Durable a été adopté lors de la 70^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies en Septembre 2015. Il s'agit d'***une vision commune et d'un plan pour le futur de l'humanité*** intitulé « Transformons notre monde : le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 » qui a regroupé les représentants de 193 gouvernements. L'agenda post-2015 est très ambitieux avec **17 objectifs** (ODD/SDG) et **169 cibles**. En plus de souscrire à ce référentiel d'envergure mondiale, le Gouvernement du Mali a inscrit parmi ses priorités la réduction de la pauvreté, comme en témoignent les différentes générations du document cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui ont mis l'accent sur cette problématique : le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP 2002-2006) ; le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2007-2011) ; le CSCR 2012-2017 ; le Plan de Relance Economique Durable (PRED 2013-2014) ; le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018).

L'ODHD/LCP, conformément à sa mission et en tant qu'EPST, réalise des études et recherches sur la pauvreté et le DHD au Mali. Ces études contribuent à orienter la prise de décisions en matière d'actions de développement socioéconomique et en cela, elles s'inscrivent dans les objectifs opérationnels poursuivis par l'ODHD. En vue de contribuer au suivi et évaluation du CREDD et des ODD, il a été responsabilisé pour l'établissement d'une situation de référence dans les 703 communes.

Dans l'optique de contribuer à la mise en place de ce suivi évaluation du CREDD et des ODD, l'ODHD/LCP en se basant sur les analyses de mise en cohérence des objectifs et cibles de ces deux initiatives a identifié des indicateurs pertinents de base pouvant contribuer à l'élaboration d'indicateurs spécifiques de suivi évaluation.

En effet, l'ODHD/LCP a réalisé courant Juillet-Août 2017, une enquête sur les communes et leurs localités pour collecter les données de base permettant de calculer ces indicateurs pour la période de référence 2016-2017. Ces données ainsi que d'autres du Système Statistique National (SSN) ont vocation à être utilisées pour établir une situation de référence devant servir pour la programmation et le suivi évaluation de la mise en œuvre des ODD au Mali. Les présents Termes de Référence portent sur l'établissement de cette situation de référence.

2. Objectifs de l'étude

L'objectif général de l'étude est de contribuer au suivi et évaluation de la mise en œuvre des ODD au Mali, ainsi qu'à l'accélération de leur atteinte à travers un meilleur ciblage à long terme des actions de développement.

Les objectifs spécifiques sont donnés ci-après (voir annexe pour l'identification des indicateurs).

- ✓ définir et faire la description des indicateurs quantitatifs en rapport avec les ODD, notamment ceux des domaines de :
 - la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé / bien-être, l'accès à une éducation de qualité, l'égalité des sexes, l'accès à l'eau / assainissement, l'accès à des services énergétiques fiables,
 - la croissance économique soutenue, la mise en place d'une infrastructure résiliente, les inégalités à l'intérieur du Mali ;
 - les modes de consommation et de production durables, les mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques ;
 - la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres ;
 - la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous ;
 - les moyens de mise en œuvre du partenariat mondial pour le développement durable.
- ✓ déterminer aux niveaux national et régional, les valeurs des indicateurs pour la période 2016-2017
- ✓ décrire et comparer les régions du point de vue des indicateurs ;
- ✓ proposer quand c'est pertinent, en se référant à l'Agenda Post-2015, les valeurs cibles pour 2030 puis déterminer l'évolution optimale pour atteindre ces valeurs cibles ;
- ✓ faire des propositions pour l'élaboration d'éventuels indicateurs complémentaires.

3. Résultats attendus et produits

Les résultats attendus sont les suivants :

- ❖ les niveaux de référence des indicateurs ODD sont connus pour les différents domaines ;
- ❖ la situation de référence des indicateurs ODD est décrite pour tous les domaines ;
- ❖ l'évaluation des valeurs des indicateurs pour atteindre les valeurs cibles sont déterminées ;
- ❖ des recommandations portant sur les conditions requises pour l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 sont faites pour les différents domaines.

4. Méthodologie

Cette étude se déroulera globalement en trois étapes, toutes interdépendantes entre elles avec l'implication des différents acteurs concernés, sous la responsabilité des consultants et de l'ODHD.

Première étape (étape 1) : exploitation et exploration des sources de données et informations statistiques

La démarche méthodologique proposée consiste à exploiter les sources et données ci-après pour élaborer les indicateurs de référence.

- ❖ exploiter les données collectées par l'ODHD sous la forme de base de données d'enquête des communes et portant sur les thématiques ci-après :

- données collectées par localité et compilées par commune :
 - ✓ Etat de désenclavement de localité ;
 - ✓ Couverture des localités par les réseaux de télécommunication et moyens d'information ;
 - ✓ Systèmes d'approvisionnement en énergie des localités ;
 - ✓ Ressources naturelles, aménagements et pratiques d'activités de diversification des revenus ;
 - ✓ Facteurs d'intensification de la production ;
 - ✓ Responsabilité et Autonomisation des femmes ;
 - ✓ Structures d'éducation formelle et non formelle fonctionnelles ;
 - ✓ Formations Sanitaires fonctionnelles et pratiques d'hygiène et de prévention.
- Données collectées par commune :
 - ✓ Longueur des routes ;
 - ✓ Nombre de localités avec réseau d'adduction d'eau potable (SOMAGEP, AES (Adduction d'Eau Sommaire)) ;
 - ✓ Données sur les aménagements agricoles et disponibilités en terre et en eau pour l'irrigation ;
 - ✓ Données sur la transformation, la commercialisation, le tourisme et la culture ;
 - ✓ Données sur la gouvernance économique, la gouvernance sociale, les mesures en faveur des femmes, la gouvernance politique et sécuritaire, la gouvernance environnementale.
- ❖ Explorer et exploiter les données de l'INSTAT portant sur les différentes formes de pauvreté.

Deuxième étape (étape 2) : établissement de la situation de référence

Après exploitation des données disponibles, l'équipe de consultants établira la relation entre les données disponibles et les indicateurs ODD en définissant une méthode de calcul permettant d'estimer les tendances souhaitées et celles de référence à l'horizon 2030. Pour cela, l'équipe devra :

- ✓ faire l'étude documentaire pour recueillir les données disponibles d'autres sources portant notamment sur la pauvreté, l'accès aux services sociaux, les dépenses des ménages, la production agricole et l'élevage ;
- ✓ arbitrer et établir la cohérence entre résultats de l'étude documentaire et résultats de l'enquête auprès des communes et de leurs localités ;
- ✓ établir, pour chaque domaine et objectif, l'écart entre les acquis et les objectifs à l'horizon 2030 et déterminer le chemin souhaitable pour l'atteinte des objectifs
- ✓ élaborer un rapport de l'étude tenant compte des différents résultats attendus.

Troisième étape (étape 3) : examen et validation des produits

Cette étude se déroulera conformément aux règles scientifiques de l'ODHD. Ainsi, l'étude passera par les phases suivantes :

- examen de la note méthodologique élaborée par l'équipe de consultant conformément aux TDR : en effet, cette équipe élaborera une note méthodologique de compréhension des TDR, en précisant sa propre démarche méthodologique de façon cohérente avec celle de l'étude. Cette note sera validée par le comité scientifique de l'ODHD ;
- ❖ examen et validation du rapport provisoire de la situation de référence : cette phase sera effectuée après dépôt du rapport provisoire auprès de l'Observatoire. Il s'agira dans cette phase de l'organisation et la tenue des ateliers d'examen et de validation des résultats, regroupant les parties prenantes au processus ODD ;
- ❖ dépôt du rapport final : après validation, le rapport final sera déposé auprès de l'ODHD après prise en compte des observations des parties prenantes lors de la phase de validation du rapport provisoire.

Par ailleurs, l'équipe de consultants élaborera dans une note méthodologique plus détaillée, une démarche de travail y compris la méthode d'estimation des cibles, un plan de rédaction et un calendrier détaillé des activités à mener conformément aux TDR. Ces outils feront l'objet d'une validation par le comité scientifique de l'ODHD/LCP (comme indiqué à l'étape 3) élargi au besoin à des personnes ressources.

5. Profil des consultants

Pour la réalisation de cette étude, il sera fait appel aux compétences d'un consultant spécialiste des questions de gestion du développement ayant une connaissance de la démarche ODD/OMD, Chef de file et d'un statisticien.

Le spécialiste de gestion du développement doit avoir :

- au moins bac+5 en sciences économiques, politiques ;
- une bonne connaissance des politiques de développement économique et sociale du Mali (CSCR 2012 - 2017, CREDD 2016-2018) ;
- une expérience notoire d'au moins 5 ans de recherche dans le domaine du développement humain durable ou dans un domaine similaire ;
- une expérience d'au moins 5 ans des analyses économiques ;
- la connaissance et la maîtrise de l'analyse dans le cadre du suivi des OMD / ODD ;
- l'aptitude à travailler en équipe.

Le statisticien doit avoir :

- au moins bac+ 4 en statistique ou économétrie ;
- une bonne connaissance du système statistique national ;
- au moins cinq (5) années d'expérience dans la collecte, le traitement et l'analyse des données socioéconomiques ;
- avoir une bonne maîtrise des questions de développement durable ;
- être en mesure de travailler en équipe.

6. Durée et chronogramme

L'étude sur la situation de référence s'effectuera sur une période de trois (3) mois. Les activités se dérouleront suivant le chronogramme ci-après.

Activités/tâches	Mois 1				Mois 2				Mois 3			
	Semaines				Semaines				Semaines			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Elaboration Note de compréhension de l'étude												
Validation Note de compréhension de l'étude												
Revue documentaire												
Exploitation des bases de données : calcul des indicateurs et détermination des niveaux de référence des indicateurs												
Analyse des entités géographiques												

Rédaction draft du rapport												
Dépôt du rapport provisoire												
Examen technique												
Validation, intégration des observations et dépôt du rapport final												

7. Financement

Budget National et sur fonds PNUD.

Annexe 2 : liste des personnes rencontrées

N°	Structures	Personnes	Dates des rencontres
1.	SAP (Système d'Alerte Précoce)	1. M. Mami Coulibaly 2. Assekou M. KOUNTA 3. Bachiaga BENGALY 4. Dr Soumaila DIARRA	Mardi 10 juillet
2.	Cellule de Veille Inondations et Catastrophes /Ministère de la sécurité et de la protection civile)	5. M. Bakoun KANTE, 6. Abdoulaye GARIKO	
3.	Fonds de Développement Economique (FDE)	7. Boubacar SINGARE, Chargé d'études	12/07/2018
4.	Direction Générale du Budget (DGB)	8. Alassane SAMAKE 9. Abdoulaye YANOGUA 10. Mahamane A. OUTI	
5.	Direction Nationale de l'Energie (DNE)	11. Bourema TRAORE 12. Salif SOUMARE 13. Mohamoud TRAORE 14. Oumar Alassane MAIGA 15. Adama M. DIAKITE 16. Hamidou FAROTA	
6.	Institut National de Recherche en Santé Publique	17. Pr Mamadou S. TRAORE	
7.	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur de la santé, du développement social, et de la promotion de la femme (CPS/SSDSPF)	18. Samba KEITA	16/07/2018
8.	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur développement rural (CPS/SDR)	19. Balla KEITA	16/07/2018
9.	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur eau, environnement urbanisme et domaine de l'Etat (CPS/SEUDE)	20. Brehima KANTE 21. Mama DJIRE	
10.	Programme JIGISEME YIRI	22. Djibril THIAM	07/09/2018
11.	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	23. Alassane BA	07/09/2018
12.	Cellule Technique CSLP	24. Mahamadou Z. MAIGA 25. Adama BARRY 26. Ahmadou H. SIDIBE	12/09/2018
13.	Consultant et personne ressource ODHD	27. Oumar COULIBALY	05/09/2018